

CONSEIL COMMUNAL DU 20 NOVEMBRE 2017
GEMEENTERAAD VAN 20 NOVEMBER 2017

REGISTRE
REGISTER

Présents	Vincent De Wolf, <i>Bourgmestre-Président/Burgemeester-voorzitter</i> ;
Aanwezig	Marie-Rose Geuten, Rik Jellema, Frank Van Bockstal, Colette Njomgang, Jean Laurent, Rik Baeten, Aziz Es, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Eliane Paulissen, Françoise Bertieaux, Bernard de Marcken de Merken, Jean-Luc Robert, André du Bus, Laurent Vleminckx, Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Kathy Mottet, Christophe Gasia, Marie-Louise Servais, Josianne Pardonge, Damien Gérard, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Stéphane Van Vaerenbergh, Edoardo Traversa, Françoise de Halleux, Caroline Schickel, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Christian Debaty, <i>Secrétaire communal/Gemeentesecretaris</i> .
Excusés	Patrick Lenaers, <i>Échevin(e)/Schepen</i> ;
Verontschuldigd	Rachid Madrane, Christina Karkan, Virginie Taittinger, Ahmed M'Rabet, Farida Tatou, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> .

Madame Colette N'Jomngang Fonkeu vote la première aux appels nominaux par ordre alphabétique. Mevrouw Colette N'Jomngang Fonkeu wordt de eerste te stemmen bij naamafroeping in alfabetische volgorde.

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Secrétariat - Secretariaat

20.11.2017/A/0001 **Interpellation du public relative à la campagne "Commune hospitalière"**

Monsieur le Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevines et Echevins,
Cher.e.s membres du Conseil communal,

J'ai l'honneur de m'exprimer au nom d'un collectif regroupant de nombreux citoyen.ne.s actifs et actives dans la défense des droits fondamentaux des migrants à Bruxelles, et plus particulièrement ici, dans la commune d'Etterbeek.

Notre action, aujourd'hui, s'inscrit dans le cadre d'une large campagne menée à l'échelle de la Fédération Wallonie-Bruxelles intitulée « Commune hospitalière ». Cette campagne embrase peu à peu les communes et villes environnantes et de nombreux conseils communaux ont été ou seront d'ici peu appelés à se pencher sur cette question. La campagne "commune hospitalière" vise à ce que les communes prennent des engagements dans trois domaines:

- sensibiliser la population sur les migrations et l'accueil de l'autre;
- améliorer l'accueil et le séjour des migrants dans le respect des droits humains;
- montrer sa solidarité envers les communes européennes et les pays confrontés à un accueil de nombreux migrants.

Etterbeek a d'ailleurs déjà anticipé cette politique d'ouverture par la création d'un échevinat de la solidarité internationale dont l'action est très positive entre autres par l'organisation annuelle d'un mois de la solidarité et l'octroi de subsides à des associations oeuvrant dans ce sens. C'est encore plus marquant cette année où le thème de ce mois est « Ensemble avec les migrants pour plus de solidarité ».

L'interpellation que nous effectuons aujourd'hui se concentre sur le deuxième pilier des engagements communaux: améliorer l'accueil et le séjour des migrants dans le respect des droits humains. Il va de soi que la motion que nous aimerions voir prochainement adoptée par le Conseil communal d'Etterbeek devrait contenir des engagements sur les trois piliers de la campagne "commune hospitalière".

Bien que les grandes lignes de forces de la politique migratoire se décident d'abord au niveau européen puis au niveau fédéral, le niveau local, que constituent les communes, est essentiel pour le droit des migrants. En effet, celles-ci disposent d'un certain nombre de leviers qui peuvent réellement améliorer la vie au quotidien des migrants. Il y a, selon nous, cinq domaines fondamentaux où la Commune peut s'engager puisque ceux-ci relèvent, au moins en partie, de compétences communales. Il s'agit de l'aide médicale urgente (AMU), du logement, de la police, de l'éducation et des procédures communales.

1. Aide médicale urgente

Nous remarquons positivement que l'AMU a été octroyée rapidement aux habitants temporaires du Val de Rapsodie (de juillet à septembre 2017). Nous demandons que l'AMU soit élargie aux soins dentaires et ophtalmologiques et que la procédure administrative soit simplifiée. De plus, le CPAS pourrait favoriser davantage l'accès pour les citoyens hébergeants des réfugiés aux colis alimentaires, titres de transport et remboursement des soins de santé.

2. Logement

Concernant le logement, il y a évidemment lieu de souligner la solution que vous avez mise en place pour le collectif de la Voix des sans-papiers en juillet dernier, en appliquant, enfin, la loi permettant la réquisition de bâtiments abandonnés afin de les mettre à disposition de personnes sans-abris. Nous voulons tout de même attirer votre attention sur le fait que cette solution originale, et ô combien nécessaire, atteint toute son utilité lorsqu'elle peut être mise en place sur une période de moyen terme. Les occupations de sans-papiers sont en effet aujourd'hui confrontées à des déménagements incessants ce qui rend leur situation très précaire. Nous aimerions donc qu'à l'avenir, la réquisition de bâtiment privé puisse devenir une réelle solution durable pour les occupations de sans-papiers. De plus, les communes doivent remplir l'obligation consistant à tenir à jour une liste des bâtiments inoccupés sur leur territoire

et doivent transférer cette liste à la Région. Nous demandons que la commune d'Etterbeek remplisse entièrement cette obligation.

3. Education

En ce qui concerne l'éducation, malgré le manque de moyens, plusieurs écoles à Etterbeek mettent en place des dispositifs afin de faciliter le parcours scolaire des migrants: une classe de DASPA (Dispositif d'Accueil et de Scolarisation des Primo-Arrivants) au centre d'enseignement secondaire Ernest Richard, des cours ALE (Adaptation à la Langue de l'Enseignement) à l'institut Sainte-Anne ou encore des cours de FLE (Français Langue Etrangère) à Saint-Stanislas. Nous invitons la Commune à encourager ces initiatives au sein de l'enseignement afin que les migrants puissent intégrer un parcours scolaire le plus facilement possible.

4. Police

Les migrants, et spécifiquement le public des sans-papiers, vivent au quotidien avec la peur de se faire arrêter sur la seule base qu'ils ne possèdent pas de papiers. Cette réalité les empêche de mener une vie digne. Or, la police locale est sous l'autorité directe du bourgmestre. En l'occurrence à Etterbeek, la zone de police "Montgomery" est dirigée par les trois bourgmestres des communes d'Etterbeek, Woluwé-Saint-Pierre et Woluwé-Saint-Lambert. Nous soulignons l'engagement pris par la commune d'Etterbeek de ne pas procéder à des arrestations - sur l'absence de papiers - des sans-papiers occupant le Val de Rapsodie. Nous voudrions insister pour que la commune puisse garantir aux sans-papiers la possibilité de porter plainte auprès de la police de proximité sans se faire arrêter. De plus, elle peut aussi s'engager à préciser les motifs exacts de convocation dans les courriers qu'elle adresse aux « étrangers ».

5. Procédures communales

Enfin, le dernier domaine de compétences communales qui nous semble essentiel sont les procédures communales. Nous voudrions remercier la commune pour l'organisation annuelle du Mois de la Solidarité qui permet de sensibiliser le public etterbeekois à toutes sortes de réalités.

Pour les migrants, l'administration communale et ses procédures relèvent souvent du parcours du combattant, en partie parce que ce public ne maîtrise pas toujours les procédures administratives ainsi que les langues de l'administration (français ou néerlandais). Nous voudrions inviter la commune à organiser une formation du personnel communal concerné sur la thématique de l'accueil des migrants. De plus, la commune peut également décider de ne pas appliquer les taxes supplémentaires sur les documents administratifs pour les étrangers, comme la commune de Saint-Josse qui le fait déjà.

Nous souhaitons donc voir prochainement adoptée par le Conseil Communal une motion comprenant des engagements concrets dans ce sens. Afin de réfléchir aux pistes d'engagement de la commune pour que cette dernière devienne "commune hospitalière", nous proposons d'ouvrir un groupe de travail mixte - regroupant la

commune, les associations et les citoyen.ne.s à l'initiative de cette interpellation - chargé d'écrire une motion pour un prochain conseil communal.

Je vous remercie vivement de votre attention et de celle que vous porterez à nos demandes.

Madame Laila Ghazzi lit l'interpellation.

Le Bourgmestre prend la parole :

« Nous vous remercions pour votre interpellation.

Normalement, il est de tradition de ne pas répondre à une interpellation du public en séance mais on ne trouve pas ça très hospitalier ni très sympa et donc on va quand même en grande partie vous répondre même si on ne peut vous répondre tout à fait complètement aujourd'hui.

Vous savez que le thème central du Mois de la Solidarité 2017 était la migration, le titre étant « Ensemble avec les migrants pour plus de solidarité ». J'étais d'ailleurs présent, comme d'autres ici dans cette salle, pour cet événement. Une caravane était installée à l'entrée de la maison communale. Plusieurs activités ont été organisées autour de la thématique de l'hospitalité vis-à-vis des migrants. Parmi ces activités : le « Parcours Babelbox », la caravane, dont je viens de parler, équipée d'un studio d'enregistrement qui a sillonné plusieurs rues d'Etterbeek et interrogé des dizaines d'habitants sur la manière dont ils souhaiteraient créer une 'commune hospitalière'. Un documentaire sera fait sur base de ces interviews.

La sensibilisation n'est qu'une partie du travail à faire quant à la réalisation d'une commune hospitalière, sensibiliser c'est bien, aider à résoudre les problèmes c'est mieux. Voilà pourquoi nous avons décidé que nous continuerons en 2018 sur cette même thématique et à nouveau, cette solidarité sera mise en lumière.

D'autres activités, tel que la journée récurrente « Arrivé/émouvant » à Chambery, organisé en février en collaboration avec le service de la Solidarité Internationale mettent également en avant cette thématique de l'hospitalité envers les migrants. Je vous dis déjà qu'en ce qui concerne votre demande qui est reprise en fin dans votre interpellation, à savoir le fait d'organiser un groupe mixte de travail, je prends l'engagement envers vous de mettre ce point à l'ordre du jour du Collège. Mais nous devons débattre simplement entre nous de la répartition des compétences et voir quels seront les membres du Collège et les fonctionnaires qui feront partie de ce groupe de travail. On va essayer d'organiser ça de manière cohérente et on vous fera savoir quelle suite positive on réservera. La réponse est donc oui par rapport à ce groupe de travail.

En ce qui concerne l'aide médicale urgente, je ne suis pas en mesure de vous répondre de manière adéquate parce que la réponse appartient au CPAS et pas à la commune, nous veillerons à ce qu'il y ait évidemment des membres du CPAS qui fassent parties de ce groupe de travail. On se coordonnera avec le Collège sur les réponses qui vous seront fournies.

En ce qui concerne le logement, vous avez eu la gentillesse de rappeler que j'avais eu, avec mon chef de groupe, qui travaillait en une autre qualité à ce moment-là, un 21 juillet particulier puisque nous avons eu un week-end sans beaucoup de jours et sans beaucoup de nuits, pour finalement prendre un arrêté de réquisition unique en son

genre actuellement à Bruxelles. Arrêté qui a été, par la suite, purement et simplement recopié par mon collègue Close de la Ville de Bruxelles. Arrêté qui a été commenté par votre serviteur, à la demande d'un professeur d'université, à l'EPHEC sur le droit au logement, l'art. 23, les conséquences de l'Arrêté et le futur à ce sujet. J'étais conscient, ayant pris cette décision, que c'était de nature à faire bouger les lignes en matière de droit au logement.

En ce qui concerne la liste des logements inoccupés à transmettre à mon initiative, j'étais tout jeune bourgmestre quand a été mis en place le recensement complémentaire. Nous avons normalement une liste à jour des immeubles inoccupés, reste à savoir s'entendre sur ce qu'est un immeuble inoccupé. N'est évidemment pas inoccupé l'immeuble qui est vide pendant quelques mois parce que quelqu'un fait le tour du monde à vélo, en bateau ou parce qu'il est hospitalisé, on parle évidemment d'un immeuble qui est abandonné.

En matière d'éducation, tous réseaux et tous types d'enseignement confondu Etterbeek est le plus dense. L'Institut Sainte-Anne propose des cours d'adaptation à la langue de l'enseignement pour les enfants qui ne maîtrisent pas la langue française. C'est bien, mais ça ne suffit pas. On a donc fait appel à d'autres intervenants comme des stagiaires en logopédie ou encore l'ASBL Age et transmission, reprenant des personnes bénévoles et retraitées, qui accompagnent des enfants fragilisés. Il y a plein de choses qui se font sans qu'on en parle et sans qu'on le sache à l'initiative des enseignants, des enseignantes ou des directions.

En ce qui concerne la cohésion sociale, des cours d'alphabétisation sont donnés, plus de 200 personnes, issues majoritairement de la migration, suivent annuellement des formations d'alphabétisation. Le Secrétaire communal s'était d'ailleurs impliqué à l'époque à l'ERAP pour créer un cours à ce sujet pour les fonctionnaires, on a parfois des ouvriers notamment qui ont des difficultés de lecture ou d'écriture.

Soutien scolaire, 250 élèves des différentes écoles, en grande partie enfants migrants en bénéficient.

Projet scolaire média, dans le cadre du Mois de la Solidarité, sur la question de la migration, au travers de la vidéo et de la radio, 40 élèves vont développer leur esprit critique autour des questions que posent les migrations et s'exprimer à ce propos. Ce projet soutenu par la Cohésion Sociale et la Solidarité Internationale est une collaboration entre Samarcande et Action Médias Jeune.

En matière de police, c'est peut-être le seul point où, si avec mon cœur je suis fort d'accord avec vous, je ne peux pas l'être sur le plan du droit parce que vous allez trop loin dans ce que vous écrivez. Le bourgmestre vous le savez est le représentant de la loi dans sa commune et de l'autorité supérieur. Je n'ai jamais dit aux migrants qui ont été placés par mes soins au Val de Rapsodie que l'instruction était donnée de ne pas les arrêter. Je leur ai dit que tant qu'ils restaient dans le bâtiment, ils ne pouvaient pas être arrêtés, c'est assez différent. Je savais, et j'avais vérifié, que la Police n'avait pas autorité pour rentrer dans le bâtiment sauf appel au secours, etc. D'ailleurs, un migrant a été arrêté dans la mesure où se trouvait dans un commerce où, par le plus grand des hasards d'ailleurs, un contrôle d'identité a eu lieu pour l'ensemble des personnes présentes. Ce n'était pas du tout dirigé par rapport à cette personne-là mais évidemment quand on demande des papiers et qu'on en a pas, alors on est amené au

poste. L'un des responsables du groupe a dévalé l'avenue d'Auderghem en courant pour faire libérer la personne qui était incarcérée. J'ai veillé à intervenir tout de suite pour éviter des débordements, des énervements, des échauffourées qui n'ont pas eu lieu. Je me suis enquis de cette situation auprès de l'Office des Etrangers, finalement les deux personnes ont pu être libérées et tout le monde a regagné le Val de Rapsodie le soir même, ce dont je me suis réjoui. Mais prendre un engagement comme vous le demandez, de ne pas arrêter les personnes, alors que vous savez qu'il n'y a pas que la police locale mais aussi la police fédérale, que nous sommes soumis au respect de la loi sur l'accès au territoire et qu'ils puissent donc porter plainte sans être arrêtés, je ne peux absolument vous le garantir. D'autant plus que le bourgmestre est le chef de la police sur le plan administratif mais pas sur le plan judiciaire, et que lorsque le responsable des sans-papiers s'est présenté au commissariat, et qu'il a été arrêté tout comme son ami, c'était tout à fait à mon insu. Je l'ai appris après et j'étais sans autorité par rapport à pouvoir dire qu'il fallait l'arrêter ou non. J'ai une compétence pour l'arrestation administrative, je n'en ai aucune pour l'arrestation judiciaire. Je comprends que vous le demandez mais vous comprendrez aussi que ma réponse doit être conforme à la loi.

En ce qui concerne les procédures communales, le service des Etrangers est relativement peu en contact avec le public étranger dont vous faites mention. Lorsque les sans-papiers s'adressent à la commune, c'est la plupart du temps pour introduire une demande de régularisation de séjour auprès de l'Office des Etrangers. Cette procédure se fait par l'intermédiaire d'un avocat, le rôle de l'administration se borne à faire contrôler l'adresse des personnes concernées, à transmettre le dossier au service ad hoc, à délivrer une attestation de réception et à notifier la décision prise par l'Office des Etrangers. Aucun frais n'est demandé pour le traitement de ces dossiers. Moi je reçois les personnes, avec la responsable du service des Etrangers et on essaye d'aider mais on n'a pas une compétence directe par rapport à ça.

De manière générale, le service des Etrangers s'efforce d'accueillir le public étranger sans aucune distinction de nationalité, de statut ou de condition de séjour. Toute demande de renseignement ou d'explication est prise en considération ; le service pratique plusieurs langues étrangères et est donc en mesure d'aider la plupart des personnes qui se présentent et les personnes rencontrant de grosses difficultés se font accompagner, la plupart du temps, par des connaissances qui traduisent lorsque la langue des intéressés n'est pas pratiquée par notre service.

Je pense, Madame, Monsieur, chers membres du collectif que j'ai répondu de manière la plus adéquate et complète possible alors que le règlement ne le prévoit pas. Nous vous promettons formellement de mettre sur pied ce groupe mixte à relativement brève échéance.

Nous vous remercions. »

Le Conseil entend l'interpellation.

Interpellatie van het publiek betreffende de campagne "Gastvrije gemeente"

Mijnheer de Burgemeester,
Dames en Heren Schepenen,

Geachte leden van de Gemeenteraad,

Ik heb de eer om spreekbuis te zijn van een collectief die verschillende inwoners groepeert, actief in de verdediging van de fundamentele rechten van migranten in Brussel, en meer bepaald in onze gemeente Etterbeek.

Onze actie vandaag, schrijft zich in in een brede campagne gevoerd op niveau van de Federatie Wallonië-Brussel met als naam « Commune hospitalière » (Gastvrije gemeente). Deze campagne stimuleert heel wat gemeentes en gemeenteraden om zich over deze kwesties te buigen.

De campagne “commune hospitalière” heeft als doel dat de gemeentes zich engageren op drie domeinen:

- Het sensibiliseren van de bevolking wat betreft migraties en het onthaal ervan;
- Het onthaal en het verblijf van migranten verbeteren en dit met respect van de mensenrechten;
- Het tonen van solidariteit met die Europese gemeentes en landen die geconfronteerd worden met onthaal van grote groepen migranten.

Etterbeek heeft trouwens al geanticipeerd op deze politiek door de invoering van een schepenambt Internationale Solidariteit. Dit heeft een positieve actie als gevolg met o.m. de jaarlijkse organisatie van de maand van de solidariteit en het toekennen van subsidies aan verenigingen die werken in die zin. Dit is dit jaar nog frappanter vaststellende dat het thema van de maand van de solidariteit juist is : « tesamen met de migranten voor meer solidariteit ».

De interpellatie die we vandaag doen, concentreert zich op de tweede pijler van de gemeentelijke engagementen: het onthaal en het verblijf van migranten verbeteren en dit met respect van de mensenrechten.

Het mag duidelijk zijn dat de motie die we in de toekomst graag zouden aangenomen zien door de Gemeenteraad van Etterbeek, engagementen zou dienen te bevatten die slaan op de drie pijlers van de campagne « Gastvrije gemeente ».

Niettegenstaande de belangrijkste krachtlijnen van een migratie-politiek zich bevinden allereerst op Europees niveau gevolgd door het federale niveau, is het lokale niveau, dus op gemeentelijk vlak, essentieel voor de rechten van de migranten.

Inderdaad, de gemeentes beschikken over een aantal hefboomen die daadwerkelijk het dagelijks leven van migranten kunnen verbeteren. Er zijn, volgens ons, vijf fundamentele domeinen waarin de gemeente zich kan engageren omdat ze, minstens gedeeltelijk, afhangen van gemeentelijke bevoegdheden. Het betreft hier de dringende medische hulp (DMH), de huisvesting, de politie, het onderwijs en gemeentelijke procedures.

1. Dringend medische hulp

We stellen positief vast dat de DMH snel werd toegekend aan de tijdelijke bewoners van de Val de Rapsodie (van juli tot september 2017). Wij vragen dat de DMH uitgebreid wordt tot de tandverzorging en ophthalmologische zorgen en dat de

administratieve procedures worden vereenvoudigd. Verder zou het OCMW de toegang tot voedselpakketten, vervoersbewijzen en terugbetaling van gezondheidszorgen kunnen vergemakkelijken voor die burgers die vluchtelingen huisvesten.

2. Huisvesting

Wat de huisvesting betreft, onderlijnen we uiteraard de oplossing die u heeft geïnitieerd voor het Collectief van Mensen zonder papieren, in juli jongstleden. Dit door eindelijk de wet toe te passen die de mogelijkheid biedt om verlaten gebouwen in beslag te nemen teneinde ze ter beschikking te stellen van daklozen. We willen u toch erop wijzen dat deze originele en zo noodzakelijke oplossing, al zijn nut bewijst als ze haar beslag krijgt op een middellange periode. De mensen zonder papieren worden inderdaad op dit ogenblik geconfronteerd met continue verhuizingen, wat hun situatie precair maakt. Wij hadden dan ook graag gehad dat de inbeslagname van prive-gebouwen een echte duurzame oplossing wordt voor huisvesting van mensen zonder papieren. Bovendien moeten de gemeentes hun verplichting nakomen om op hun grondgebied een lijst à jour te houden van de niet bewoonde gebouwen en deze lijst ook over te maken aan het Gewest. Wij vragen dat de gemeente Etterbeek deze verplichting volledig nakomt.

3. Onderwijs

Wat het onderwijs betreft, en dit ondanks het gebrek aan middelen, stellen we vast dat verschillende scholen, in Etterbeek, maatregelen uitwerken teneinde het schooltraject van migranten te vergemakkelijken : vermelden we een klas van DASPA (Dispositif d'Accueil et de Scolarisation des Primo-Arrivants) in de school Ernest Richard, cursussen ALE (Adaptation à la Langue de l'Enseignement) in het Instituut Sainte-Anne of nog lessen FLE (Français Langue Etrangère) in Saint-Stanislas. Wij nodigen de Gemeente uit om dergelijke initiatieven in het onderwijs aan te moedigen zodat migranten op de gemakkelijkste wijze het schooltraject kunnen integreren.

4. Politie

De migranten en meer bepaald het publiek van mensen zonder papieren, leven dagelijks met de angst van aangehouden te worden wegens het niet beschikken over geldige verblijfsvergunningen. Deze realiteit verhindert hen een waardig bestaan te leiden. De lokale politie staat onder het rechtstreeks gezag van de Burgemeester. In Etterbeek wordt de politiezone "Montgomery" aangestuurd door de burgemeesters van de gemeentes Etterbeek, Sint-Pieters-Woluwe en Sint-Lambrechts-Woluwe. Wij onderlijnen hier het genomen engagement door de gemeente Etterbeek om niet over te gaan tot arrestaties – wegens het niet bezitten van geldige verblijfsdocumenten – voor de mensen zonder papieren die verbleven in Val de Rapsodie. Wij zouden willen aandringen dat de gemeente de mensen zonder papieren de garantie zouden kunnen bieden klacht neer te leggen, zonder gearresteerd te worden. Ook kan de gemeente zich verbinden om in de convocaties die de gemeente overmaken aan « buitenlanders », duidelijk de exacte motieven te preciseren.

5. Gemeentelijke Procedures

Tot slot lijkt ons het laatste domein van gemeentelijke bevoegdheden dat ons essentieel lijkt, de gemeentelijke procedures te zijn. We willen de Gemeente bedanken voor de jaarlijkse organisatie van de Maand van de Solidariteit die onder meer er voor zorgt dat het Etterbeekse publiek wordt gesensibiliseerd voor heel wat actuele problematieken.

Voor migranten is de gemeentelijke administratie en haar procedures regelmatig een nachtmerrie, deeltelijk omdat dit publiek deze administratieve procedures niet altijd machtig is, noch de taal van de administratie voldoende beheerst (Frans of Nederlands). Wij zouden de gemeente willen vragen om voor het desbetreffende gemeentepersoneel opleiding te voorzien, toegespitst op het thema van het onthaal van migranten. De gemeente kan trouwens beslissen, zoals dat in Sint-Joost al het geval is, om de bijkomende belastingen op administratieve documenten voor buitenlanders, niet aan te rekenen.

Wij hadden dus graag gezien dat de Gemeenteraad binnenkort overgaat tot het goedkeuren van een motie bevattende concrete engagementen in dit verband. Teneinde na te denken hoe de gemeente zou kunnen uitgroeien tot een echte « onthaalgemeente », stellen we een gemengde werkgroep voor omvattende de gemeente, de verenigingen en de huidige initiatiefnemers van deze interpellatie, teneinde een motie voor te bereiden voor een komende gemeenteraad.

Mag ik U van harte danken voor de betoonde aandacht en voor het belang dat U zal hechten aan onze vragen.

Mevrouw Laila Ghazzi leest de interpellatie.

De burgemeester neemt het woord:

“Wij danken u voor uw interpellatie.

Normaal is het gebruikelijk dat interpellaties van het publiek er niet tijdens de zitting beantwoord worden, maar dat vinden we niet echt gastvrij of sympathiek. Daarom gaan we uw interpellatie toch al in grote lijnen beantwoorden ook al kunnen we u vandaag geen volledig antwoord geven.

U weet dat “migratie” het centrale thema van de Maand van de Solidariteit 2017 was met als titel “Samen met de migranten voor meer solidariteit”. Zoals enkele anderen was ik hier in deze zaal aanwezig voor dat evenement. Bij de ingang van het gemeentehuis werd een caravan neergezet. Er werden verschillende activiteiten georganiseerd rond het thema gastvrijheid ten aanzien van migranten. Een van die activiteiten was het “Parcours Babbelbox”. Uitgerust met een opnamestudio heeft de caravan waar ik het zonet over gehad heb de straten van Etterbeek doorkruist. Tientallen inwoners werd gevraagd op welke manier zij aan een “gastvrije gemeente” willen bouwen. Op basis van die interviews wordt een documentaire gemaakt.

Bewustmaking is echter slechts een deel van het werk om een gastvrije gemeente te bouwen. Bewustmaking is goed, maar helpen om de problemen op te lossen, dat is beter. Om die reden hebben wij beslist om in 2018 verder te werken met dit thema en de solidariteit opnieuw onder de aandacht te brengen.

Ook andere activiteiten brengen het thema gastvrijheid ten aanzien van migranten onder de aandacht. Bijvoorbeeld de terugkerende dag met de titel "Aangekomen/ontroerend" die in februari georganiseerd werd in Chambéry in samenwerking met de dienst Internationale Solidariteit.

Aan het einde van uw interpellatie vraagt u om een gemengde werkgroep op te richten. Daarover kan ik al zeggen dat ik mij ertoe verbind om dat punt op de agenda van het college te zetten. We moeten enkel onderling debatteren over de verdeling van de bevoegdheden en bekijken welke leden van het college en welke ambtenaren deel zullen uitmaken van die werkgroep. We gaan proberen om dat op een logische manier te doen en we houden u op de hoogte van het positieve gevolg dat we hieraan zullen geven. Het antwoord is dus "ja" voor wat die werkgroep betreft.

Wat de dringende medische hulp betreft, ben ik niet in staat om een passend antwoord te geven want dat antwoord moet gegeven worden door het OCMW en niet door de gemeente. Wij zullen erop toezien dat ook leden van het OCMW deel uitmaken van die werkgroep. Binnen het college zullen we overleggen zodat u antwoorden krijgt.

Wat de huisvesting betreft, bent u zo vriendelijk geweest om eraan te herinneren dat ik samen met mijn fractieleider, die op dat moment in een andere hoedanigheid werkte, een bijzondere 21ste juli beleefd heb. Het was een weekend zonder veel dagen en zonder veel nachten. Uiteindelijk heb ik een besluit tot opeising genomen dat op dit moment uniek is in zijn soort in Brussel. Het besluit werd nadien zonder meer overgenomen door mijn collega Close van de Stad Brussel. Het besluit werd door uw burgemeester toegelicht op vraag van een professor van de EPHECK in verband met het recht op huisvesting, artikel 23, de gevolgen van het besluit en de toekomst ervan. Toen ik die beslissing genomen heb, was ik mij ervan bewust dat die weleens grenzen zou kunnen verleggen op het vlak van huisvesting.

Wat de lijst van leegstaande gebouwen betreft die op mijn initiatief bezorgd werd, was ik nog een piepjonge burgemeester toen de bijkomende telling ingevoerd werd. Gewoonlijk beschikken wij over een actuele lijst van leegstaande gebouwen. Blijft natuurlijk de vraag wat men verstaat onder "leegstaande gebouwen". Een gebouw dat leegstaat omdat iemand een reis rond de wereld maakt met de fiets of de boot of omdat iemand in het ziekenhuis werd opgenomen, wordt uiteraard niet beschouwd als een leegstaand gebouw. Het moet wel degelijk gaan over verlaten gebouwen.

Op het vlak van onderwijs heeft Etterbeek de grootste concentratie aan scholen als alle netten en alle onderwijstypes samengenomen worden. Het Institut Sainte-Anne biedt lessen voor de aanpassing aan de onderwijstaal aan voor kinderen die de Franse taal niet beheersen. Dat is goed, maar het is niet voldoende. We hebben daarom een beroep gedaan op andere mensen zoals logopediestagiaires en de vzw Age et Transmission, die met vrijwilligers en gepensioneerden werkt, om kwetsbare kinderen te begeleiden. Er worden heel wat dingen ondernomen op initiatief van de leerkrachten en de directies zonder dat erover gepraat wordt en zonder dat men er weet van heeft.

Wat de sociale cohesie betreft, worden alfabeteringslessen georganiseerd die jaarlijks gevolgd worden door meer dan tweehonderd mensen. De meerderheid van hen zijn migranten. De gemeentesecretaris heeft er indertijd overigens voor gezorgd dat er bij de GSOB alfabetiseringslessen georganiseerd worden. Sommige arbeiders hebben

immers moeilijkheden met lezen en schrijven.

Tweehonderdvijftig leerlingen uit verschillende scholen (hoofdzakelijk migranten) krijgen schoolondersteuning.

In het kader van de Maand van de Solidariteit wordt een mediaschoolproject op touw gezet waarin de migratiekwestie behandeld wordt aan de hand van video en radio. Veertig leerlingen gaan hun kritische geest ontwikkelen in verband met de vragen die migratie oproepen en gaan er hun mening over geven. Het project wordt gesteund door de diensten Sociale Cohesie en Internationale Solidariteit en is een samenwerking tussen Samarcande en Action Médias Jeune.

Hoewel ik het in mijn hart volkomen eens met u ben, is politie misschien het enige punt waarover ik het niet eens met u kan zijn op rechtelijk vlak omdat u te ver gaat in wat u schrijft. U weet dat de burgemeester de wet en de hogere overheid vertegenwoordigt in zijn gemeente. Tegen de migranten die door mij ondergebracht werden in Val de Rapsodie heb ik nooit gezegd dat de opdracht gegeven werd om hen niet te arresteren. Ik heb hen gezegd dat ze niet gearresteerd konden worden zolang ze in het gebouw bleven. Dat is een groot verschil. Ik wist en ik heb gecontroleerd dat de politie het gebouw niet mocht binnengaan, behalve in geval van een noodoproep. Een migrant werd overigens gearresteerd toen hij zich in een handelszaak bevond waar toevallig de identiteit van alle aanwezigen gecontroleerd werd. Die identiteitscontrole was helemaal niet op die persoon gericht, maar wanneer men iemands papieren vraagt en die persoon er geen heeft, dan wordt die meegenomen naar het politiecommissariaat. Een van de verantwoordelijken van de groep is de Oudergemlaan afgelopen om de opgesloten persoon te bevrijden. Ik heb onmiddellijk ingegrepen om uitspattingen, spanningen en vechtpartijen te voorkomen. Die zijn er trouwens niet geweest. Ik heb navraag gedaan bij de dienst Vreemdelingenzaken. Uiteindelijk werden de twee betrokkenen vrijgelaten en kon iedereen diezelfde avond terugkeren naar Val de Rapsodie. Daar was ik blij mee. U vraagt om de belofte te doen dat die mensen niet gearresteerd worden terwijl u weet dat er niet enkel de lokale politie is, maar ook de federale politie en dat wij ertoe verplicht zijn om de wet betreffende de toegang tot het grondgebied te respecteren. U vraagt dat zij klacht kunnen indienen zonder gearresteerd te worden, maar dat kan ik absoluut niet garanderen. Des te meer daar de burgemeester het hoofd van de politie is op administratief vlak, maar niet op gerechtelijk vlak. Dat de verantwoordelijke van de sans-papiers net als zijn vriend aangehouden werd toen hij op het commissariaat meldde, dat is gebeurd zonder dat ik het wist. Dat heb ik pas daarna vernomen. Ik was niet bevoegd om te zeggen of die persoon al dan niet gearresteerd moest worden. Ik ben bevoegd voor administratieve aanhoudingen, maar niet voor gerechtelijke aanhoudingen. Ik begrijp dat u het vraagt, maar u zult begrijpen dat mijn antwoord de wet moet respecteren.

Wat de gemeentelijke procedures betreft, heeft de dienst Vreemdelingen vrij weinig contact met het buitenlandse publiek waarvan u gewag maakt. Wanneer mensen zonder papieren zich tot de gemeente richten, is dat meestal om een regularisatieaanvraag in te dienen bij de dienst Vreemdelingenzaken. Die procedure verloopt via bemiddeling van een advocaat. De rol van het bestuur beperkt zich tot een controle van het adres van de betrokken personen, de overdracht van het dossier naar de daartoe bestemde dienst, de uitreiking van een ontvangstattest en de kennisgeving van de beslissing van de dienst Vreemdelingenzaken. Er worden geen kosten aangerekend voor de behandeling van die dossiers. Samen met de verantwoordelijke

van de dienst Vreemdelingen ontvang ik mensen en proberen we hen te helpen, maar ik heb hiervoor geen rechtstreekse bevoegdheid.

Over het algemeen doet de dienst Vreemdelingen zijn best om het buitenlandse publiek te ontvangen zonder onderscheid te maken op basis van nationaliteit, statuut of verblijfsvoorwaarde. Elke vraag om inlichtingen of uitleg wordt in overweging genomen. Op de dienst worden verschillende vreemde talen gesproken en de dienst is dus in staat om de meeste mensen die zich melden te helpen. Mensen met grote problemen worden trouwens meestal vergezeld door kennissen die vertalen als niemand van de dienst de taal van de betrokkene spreekt.

Ik denk, mevrouw, mijnheer, beste leden van het collectief, dat ik zo passend en zo volledig mogelijk geantwoord heb hoewel het reglement dat niet voorschrijft. Wij beloven u uitdrukkelijk dat die gemengde werkgroep binnenkort opgericht zal worden.

Wij danken u.”

De raad hoort de interpellatie.

Marie-Rose Geuten entre en séance / treedt in zitting.

Kathy Mottet entre en séance / treedt in zitting.

20.11.2017/A/0002 **Procès-verbal de la séance du conseil communal du 16.10.2017 – Approbation**

Le procès-verbal de la séance précitée, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur, est approuvé à l'unanimité.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Proces-verbaal van de gemeenteraadszitting van 16.10.2017 – Goedkeuring

Het verslag van de voormelde zitting, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement, werd met eenparigheid van stemmen goedgekeurd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

20.11.2017/A/0003 **Communications : 1 - Arrêté du Bourgmestre - Banc avenue des Casernes 2 - Cadastre des mandats**

1 - Le Bourgmestre,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 133, alinéa 2 et 135, paragraphe

2;

Considérant que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics;

Considérant que la présence d'un banc, près du 5 avenue des Casernes, génère de nombreuses nuisances ;

Considérant qu'il ressort en effet de divers rapports officiels (service de Police et service communal de Prévention) que ce banc est un lieu de rendez-vous pour s.d.f., qui, consommant de l'alcool, harcèlent (parfois de manière agressive) les citoyens qui se rendent à la banque ou à la boucherie proches ; que les alentours du banc sont jonchés de canettes et autres déchets, et que des excréments sont même retrouvés le long des façades voisines ; que ce banc provoque également des attroupements de roms et de bandes de jeunes, qui importunent les commerçants et les riverains de ce quartier ;

Considérant qu'il ressort de ces éléments que l'ordre public et la salubrité publique sont menacés ;

Considérant qu'il est donc nécessaire de prendre des mesures urgentes ;

ARRETE:

Article 1 - Il est ordonné aux services communaux de faire enlever le banc situé aux alentours du numéro 5 de l'avenue des Casernes, et de le laisser à disposition de la Région au dépôt communal.

Article 2 – Le présent arrêté sera notifié au Ministre régional de la Mobilité, compétent en la matière.

Article 3 – Conformément à l'article 19, alinéa 2 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cet arrêté peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande en annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la présente notification. La requête doit être transmise par envoi recommandé au Premier Président du Conseil d'Etat, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles. Une action en suspension de l'arrêté peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat.

Fait à Etterbeek, le 31.10.2017.

2 - Cadastre des mandats

Nous revenons vers vous suite à vos multiples interpellations concernant le cadastre des mandats. et plus particulièrement en ce qui concerne la communication d'informations relatives aux fonctionnaires communaux.

Le Collège a estimé devoir vérifier si ces informations pouvaient être transmises.

Je souhaite porter à votre connaissance un exemple de demande à laquelle nous avons répondu par le biais de la plateforme Transparencia : la demande portait sur la communication, pour chaque collaborateur d'un cabinet du Bourgmestre ou d'un échevin, de sa date d'entrée en fonction et de sortie éventuelle, de la modalité de son engagement (congé administratif pour exercer une activité politique, contrat de travail, etc), sa profession et son employeur précédents, son volume d'emploi (temps plein, mi-temps, etc), son titre et ses attributions et ou compétences, copie de sa fiche de rémunération annuelle brute, les mandats dérivés éventuels pour lesquels la commune/le collège l'a désigné (avec date de début/date de fin et titre exact de ces mandats).

La commune a répondu à cette demande, en communiquant les données actuelles, tout en soustrayant certains éléments, dont les fiches de rémunération.

La CADA (Commission d'accès aux documents administratifs) a émis un avis dans ce cadre.

Je vous en lis un extrait :

« En l'espèce, la commune paraît avoir amplement répondu à la demande d'information, par son courriel du 20.09.2017, au-delà de ce que lui imposaient strictement l'art 32[1] de la Constitution et la loi du 12.11.1997[2]. »

La CADA précise aussi que « le droit d'accès aux documents administratifs ne vaut que pour des documents administratifs existants et qu'il n'impose pas à l'autorité administrative concernée d'établir des documents inexistantes ». L'administration ne peut être amenée à effectuer un travail disproportionné de recherche et de compilation. Elle ajoute que « si les informations demandées ne sont pas consignées sur un (ou des) support(s) quelconque(s) dont elle dispose, la commune n'est pas tenue d'effectuer des recherches, d'en consigner les résultats et d'établir un document administratif en vue de répondre à la demande d'accès. »

La CADA attire néanmoins notre attention sur le fait que « la commune doit veiller à ce que les documents qu'elle communique ne contiennent pas d'informations relevant de la vie privée des personnes concernées ». Elle estime « que les éléments suivants doivent être considérés comme relevant de la vie privée : professions précédentes, employeurs précédents, situation familiale, adresse personnelle, rémunération ». « En conséquence, la Commission estime que les fiches de rémunération annuelles brutes relatives aux fonctions exercées dans un cabinet, à supposer qu'elles existent, doivent, à ce titre, être soustraites de la publicité ».

Il en résulte deux éléments :

Bien que votre demande soit désagréable pour les fonctionnaires concernés, nous les avons, eu égard à l'avis de la CADA, informés que la rémunération éventuelle afférente aux mandats ou missions pour lesquels l'administration communale les a désignés, serait, sauf contre-ordre de leur part, communiquée dans le cadastre des mandats susmentionné.

Nous vous répondrons ainsi dans le respect de la loi.

Par ailleurs, nous attirons votre attention sur le fait que nous ne disposons pas de l'entièreté des informations demandées. Sauf pour les mandats pour lesquels la rémunération a été fixée par l'autorité communale, nous ne disposons pas des

informations relatives aux rémunérations, avantages en nature ou autres défraiements décidés par une autre autorité.

Cela signifie que la commune n'a actuellement aucune obligation d'effectuer des recherches et de les consigner dans un document.

Nous allons néanmoins effectuer les recherches nécessaires afin de transmettre le maximum d'informations demandées.

Le cadastre des mandats devrait ainsi pouvoir être mis en ligne pour la fin de ce mois.

[1] L'art 32 de la Constitution consacre le « droit de consulter chaque document administratif et de s'en faire remettre copie, sauf dans les cas et conditions fixés par la loi, le décret ou la règle fixée à l'art 134. ». Le « document administratif » est « toute information, sous quelque forme que ce soit, dont les autorités administratives disposent (...), toutes les informations quel qu'en soit le support ».

[2] L'art 2, al 2, 2° de la loi du 12.11.1997 définit le « document administratif » comme étant « toute information, sous quelque forme que ce soit, dont une autorité administrative dispose ».

Le Bourgmestre lit la seconde communication au nom des membres du Collège et donne la parole à Monsieur Gasia :

« Je vous remercie pour la communication. Effectivement, elle a été prise, et j'ai pu en prendre connaissance dans le cadre d'une décision du Collège du 26 octobre 2017. Je voulais simplement rappeler que j'avais compris des informations qui avaient sollicitées bien sûr qu'il n'y a aucune obligation d'établir un cadastre des mandats dans la commune. Il se fait que le cadastre a été sollicité suite à une interpellation du 20 février dernier et que c'est suite à une réponse positive de la part du Collège que la question de l'établissement d'un cadastre a été positivement reçue par le Collège. A partir du moment où les questions qui se posaient lors de l'interpellation ont été répondues favorablement, il s'agit d'une décision du Collège d'accepter l'établissement d'un cadastre. Maintenant, j'entends bien qu'il n'y a aucune volonté de rentrer dans la vie privée d'un fonctionnaire ou d'un mandataire politique, parce que soyons clair, ce qui vaut pour un fonctionnaire vaut pour un citoyen quel qu'il soit. C'est bien dans ce sens qu'on vise des mandataires, et non pas uniquement des représentants des formations politiques à l'occasion du Conseil communal, du Collège ou du Conseil CPAS mais bien l'ensemble des mandataires tel qu'ils peuvent exister dans le cadre d'un mandat local.

J'avais cru comprendre des explications qui avaient été données précédemment que, de toute façon, tous ces mandats étaient exercés gratuitement, je ne demande pas la communication de fiche de paye ou d'autres choses mais je trouvais plutôt valorisant à l'endroit des fonctionnaires que la population sache qu'ils se dévouent gratuitement pour la population dans l'exercice d'un mandat local. Je ne voyais pas où était l'atteinte à la vie privée dans la communication et le recensement de ces différents mandats. A partir du moment où il y avait une volonté émanant de la part des fonctionnaires eux-mêmes de faire toute la transparence sur l'établissement de ce cadastre qui peut les concerner, je ne peux que m'en réjouir. Et je suis convaincu que tant la population que tous les mandataires seront ravis de pouvoir prendre connaissance de ce que chaque citoyen représentant la commune a l'occasion d'un mandat ou quelque personne que ce soit à l'occasion d'un mandat local ici à Etterbeek, soit traité de la même manière dans l'établissement du cadastre qui je vous

le rappelle date du 20 février dernier.

Je vous remercie et prend bonne note de votre communication »

Le Bourgmestre prend la parole :

« Monsieur Gasia, la seule chose c'est que ce que vous dites n'est pas correct. Alors on peut vous féliciter ou acter que vous êtes très déterminé et assez têtu, c'est votre droit. Mais ce que vous dites n'est pas conforme à la réalité parce que vous continuez à définir le mandataire comme ce qu'il n'est pas. On distingue les mandataires élus et les fonctionnaires. Alors les fonctionnaires qui reçoivent un mandat au nom de la commune ne sont pas pour autant des mandataires aux yeux de la loi sur la transparence. Alors que les rémunérations publiques reçues par les mandataires peuvent être publiées sans qu'il y ait atteinte à la vie privée, ce n'est absolument pas le cas pour les fonctionnaires. Mélanger les deux et faire une réponse comme vous le faites n'est pas correcte. La CADA, je vous l'ai lu, dit clairement que les fiches de rémunérations, les montants payés aux fonctionnaires dans l'exercice de leur fonction ou de leur mission sont couverts par la vie privée

Néanmoins, dans la mesure où ces personnes n'ont rien à cacher, nous leur avons demandé si elles acceptaient, malgré tout, évidemment volontairement, de publier les montants.

Quand vous dites que vous saviez que c'était gratuit et que vous vouliez les valoriser, c'est totalement faux et vous le savez dans la mesure où vous avez voté vous-même, ici, en Conseil communal, avec nous, des mandats pour des fonctionnaires et je vous l'ai dit. En ce qui concerne le fonctionnaire particulièrement méritant qui porte à lui tout seul en grande partie tout le dossier des Jardins de la Chasse pour un montant ridicule, et qui l'honore, mais c'est un montant ! Et il reçoit un montant qui a été voté au Conseil communal. Et donc dire que c'est à titre gratuit, ce n'est pas correct. Je crois qu'il faut arrêter ce cinéma qui ne ressemble à rien, ce sera publié d'ici la fin du mois mais ce que vous dites sur les rémunérations des fonctionnaires est inexact. Il n'y a aucune obligation de le communiquer et il y a même une impossibilité de le communiquer si les fonctionnaires le refusent mais ils sont plus que sympas, ils ont marqué accord, on attend encore l'un ou l'autre mail et on va alors le publier. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gasia :

« Il y a un malentendu manifeste dans ce que vous me dites. Je n'ai jamais demandé que des missions spéciales données par le Conseil communal à tel ou tel fonctionnaire fassent partie d'un cadastre des mandats. Mais j'estime, par contre, que quand un fonctionnaire assume les fonctions d'administrateur-délégué d'une ASBL ça doit figurer parmi le cadastre des mandats. Pour moi c'est deux choses tout à fait différentes et j'ai bien entendu ici au Conseil communal qu'on m'avait assuré qu'à ce niveau-là il y avait une gratuité dans les mandats exercés par les fonctionnaires communaux.

Je ne vois pas en quoi vous me faite le procès d'une confusion entre l'exercice d'un mandat qui est exercé comme n'importe qui pourrait être président, administrateur ou membre simplement d'une institution, d'une ASBL ou bien d'un comité ou n'importe quoi, ce sont des mandats qui sont exercés, ce ne sont pas des fonctions qui sont exercées. Je crois vraiment qu'il y a une mauvaise interprétation de ce que j'ai repris en tant que cadastre des mandats, mais qui n'a rien à voir avec une fiche de paye d'un

fonctionnaire qui exercerait un mandat d'administrateur délégué. Si c'est un mandat d'administrateur-délégué oui, si c'est une mission qui est donnée par le Conseil communal pour un fonctionnaire pour quelque chose de bien précis, ce n'est pas un mandat au sein de la liste des mandataires qui doit apparaître sur le cadastre des mandats.

Il y a une disproportion. »

Le Conseil prend connaissance.

Mededelingen : 1 - Besluit van de Burgemeester - Zitbank Kazernenlaan 2 - Kadaster van de mandaten

1 - De burgemeester,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder de artikels 133, alinea 2, en 135, paragraaf 2;

overwegende dat de gemeenten tot taak hebben om ten behoeve van de inwoners te voorzien in een goede politie, in het bijzonder de netheid, de gezondheid, de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen;

overwegende dat de aanwezigheid van een zitbank vlak bij de Kazernenlaan 5 heel wat overlast veroorzaakt;

overwegende dat uit verscheidene officiële rapporten (politiedienst en gemeentelijke preventiedienst) blijkt dat die zitbank een afspraakplaats is voor daklozen, die er alcohol consumeren en de burgers die naar de nabijgelegen bank of beenhouwerij gaan belagen (soms op agressieve wijze); dat de omgeving van de zitbank bezaaid is met blikjes en ander afval en dat er zelfs uitwerpselen gevonden werden langs de naburige gevels; dat die zitbank ook leidt tot samenscholingen van Roma en jeugdbendes, die de handelaars en de buurtbewoners uit de wijk lastigvallen;

overwegende dat uit deze elementen blijkt dat de openbare orde en de volksgezondheid bedreigd worden;

overwegende dat het dus noodzakelijk is om dringend maatregelen te nemen;

BESLUIT

Artikel 1 – De gemeentediensten krijgen het bevel om de zitbank vlak bij de Kazernenlaan 5 te laten wegnemen en ter beschikking te stellen van het Gewest in het gemeentelijke depot.

Artikel 2 – Het onderhavige besluit zal bekendgemaakt worden aan de gewestminister van Mobiliteit, die bevoegd is voor deze materie.

Artikel 3 – In overeenstemming met artikel 19, alinea 2 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan er beroep aangetekend worden tegen dit besluit bij de afdeling Administratie van de Raad van State wegens overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht. Het beroep tot nietigverklaring moet, op straffe van niet-

ontvankelijkheid, ingediend worden binnen 60 dagen na betekening van dit besluit. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de eerste voorzitter van de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 in 1040 Brussel, te worden toegezonden. Er kan tevens een vordering tot schorsing van dit besluit ingediend worden, in overeenstemming met de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State.

Opgemaakt in Etterbeek op 31.10.2017

2 - Kadaster van de mandaten

Wij komen terug op de vele interpellaties in verband met het kadaster van de mandaten en meer in het bijzonder de communicatie van informatie over de gemeenteambtenaren.

Het college vond het nodig om na te gaan of die informatie doorgegeven mocht worden.

Ik wil u een voorbeeld geven van een vraag waarop wij geantwoord hebben via het platform Transparencia. Er werd gevraagd om voor elke medewerker van het kabinet van de burgemeester of een schepen de volgende informatie openbaar te maken: de datum van indiensttreding en eventueel de datum van uitdiensttreding, de voorwaarden van de aanwerving (administratief verlof om een politieke activiteit uit te oefenen, arbeidscontract, enz.), zijn vorige beroep en werkgevers, zijn tewerkstellingsvolume (voltijds, halftijds, enz.), zijn titel en zijn taken en/of bevoegdheden, een kopie van de fiche van zijn brutojaarloon, de eventuele afgeleide mandaten waarvoor de gemeente/het college hem aangesteld heeft (met begindatum/einddatum en exacte titel van die mandaten).

De gemeente heeft die vraag beantwoord door de actuele gegevens te bezorgen, maar heeft enkele elementen weggelaten, waaronder de loonfiches.

De CTB (Commissie voor Toegang tot Bestuursdocumenten) heeft in dit kader een advies geformuleerd.

Ik lees u daar een fragment uit voor:

“In casu lijkt de gemeente uitgebreid te hebben geantwoord op de vraag naar informatie met haar e-mail van 20.09.2017. Ze heeft zelfs meer gedaan dan waar zij strikt toe verplicht is volgens artikel 32^[1] van de Grondwet en de wet van 12.11.1997^[2].”

De CTB verduidelijkt ook dat “het recht van toegang tot de bestuursdocumenten enkel geldt voor bestaande bestuursdocumenten en dat het de betrokken administratieve overheid er niet toe verplicht om onbestaande documenten op te stellen”. Het bestuur kan er niet toe verplicht worden om overmatig onderzoekswerk en compilatiewerk uit te voeren.

Zij voegt eraan toe dat “als de gevraagde informatie niet neergeschreven is op een (van de) drager(s) waarover zij beschikt, de gemeente er niet toe verplicht is om opzoekingen te doen, de resultaten ervan op papier te zetten en een bestuursdocument op te stellen met het doel om de toegangsvraag te beantwoorden.”

De CTB vestigt onze aandacht echter op het feit dat “de gemeente erover moet waken dat de documenten die zij openbaar maakt geen informatie bevatten die behoort tot de persoonlijke levenssfeer van de betrokken personen”. Ze is van mening “dat de

volgende elementen beschouwd worden als behorende tot de persoonlijke levenssfeer: vorige beroepen, vorige werkgevers, gezinssituatie, persoonlijk adres, vergoeding”. “Bijgevolg is de Commissie van mening dat de fiches van de brutojaarlonen met betrekking tot de functies die uitgeoefend worden in een kabinet, verondersteld dat die bestaan, in dat opzicht weggelaten moeten worden uit de publicatie”.

Daaruit volgen twee elementen:

Hoewel uw vraag onaangenaam is voor de betrokken ambtenaren, hebben wij hen rekening houdend met het advies van de CTB geïnformeerd dat de eventuele vergoeding voor de mandaten of de opdrachten waarvoor het gemeentebestuur hen aangesteld heeft zonder tegenbericht van hen gecommuniceerd zal worden in het bovengenoemde kadaster van de mandaten.

Op die manier zullen wij u een antwoord geven in overeenstemming met de wet.

Wij vestigen uw aandacht overigens op het feit dan wij niet over alle gevraagde informatie beschikken. Met uitzondering van de mandaten waarvoor de vergoeding vastgelegd werd door de gemeentelijke overheid beschikken wij niet over informatie in verband met de vergoedingen, de voordelen in natura of andere terugbetalingen waarover een andere overheid een beslissing genomen heeft.

Dat betekent dat de gemeente op dit moment geen enkele verplichting heeft om opzoekingen te doen en die neer te schrijven in een document.

Wij zullen echter wel de nodige opzoekingen doen om zoveel mogelijk van de gevraagde informatie te bezorgen.

Het kadaster van de mandaten zou zo voor het einde van deze maand online gezet kunnen worden.

[1] Artikel 32 van de Grondwet betreffende “het recht elk bestuursdocument te raadplegen en er een afschrift van te krijgen, behoudens in de gevallen en onder de voorwaarden bepaald door de wet, het decreet of de regel bedoeld in artikel 134.” Het “bestuursdocument is ”alle informatie, in welke vorm ook, waarover een administratieve overheid beschikt (...), alle informatie ongeacht de drager”.

[2] Artikel 2, alinea 2, 2° van de wet van 12.11.1997 definieert het “bestuursdocument” als “alle informatie, in welke vorm ook, waarover een administratieve overheid beschikt”.

De burgemeester leest de tweede mededeling in naam van de leden van het college en geeft het woord aan de heer Gasia:

“Ik dank u voor de mededeling. Die werd inderdaad genomen en ik heb er kennis van kunnen nemen in het kader van een beslissing van het college van 26 oktober 2017. Ik wilde enkel herhalen dat ik uit de gevraagde informatie begrepen had dat er geen enkele verplichting bestaat om een kadaster van de mandaten in de gemeente op te stellen. Dat kadaster werd gevraagd naar aanleiding van een interpellatie op 20 februari 2017 en het is naar aanleiding van een positief antwoord van het college dat de vraag om een kadaster van de mandaten op te stellen positief ontvangen werd door het college. Zodra de vragen die gesteld werden tijdens de interpellatie positief beantwoord werden, gaat het om een beslissing van het college, dat ermee instemt om een kadaster op te stellen. Nu, ik begrijp heel goed dat men niet wil raken aan het

privéleven van een ambtenaar of een politiek mandataris want laten we duidelijk zijn: wat geldt voor een ambtenaar, geldt voor om een burger, wie dat ook moge zijn. Het is wel degelijk in die zin dat we mandatarissen bedoelen en dus niet enkel vertegenwoordigers van politieke fracties naar aanleiding van de gemeenteraad, het college of de OCMW-raad, maar wel degelijk alle mandatarissen die er kunnen zijn in het kader van een lokaal mandaat.

Uit de uitleg die eerder al gegeven werd, dacht ik begrepen te hebben dat al die mandaten hoe dan ook gratis uitgeoefend werden. Ik vraag niet om inzage te geven in het loonstrookje of iets anders. Ik vond het ten opzichte van de ambtenaren eerder statusverhogend dat de bevolking weet dat zij zich gratis inzetten voor de bevolking in de uitoefening van een lokaal mandaat. Ik begrijp niet op welke manier het privéleven aangetast wordt als die verschillende mandaten openbaar gemaakt en geïnventariseerd worden. Als de ambtenaren zelf voor volledige transparantie wilden kiezen in het kadaster van de mandaten dat betrekking op hen kan hebben, dan kan ik daar alleen maar blij over zijn. Ik ben er ook van overtuigd dat zowel de bevolking als alle mandatarissen blij zullen zijn te horen dat elke burger die de gemeente vertegenwoordigt naar aanleiding van een mandaat of om het even welke persoon naar aanleiding van een lokaal mandaat hier in Etterbeek op dezelfde manier behandeld wordt bij het opstellen van het kadaster. Ik herhaal nog eens dat dat kadaster dateert van 20 februari 2017.

Ik dank u en neem nota van uw mededeling.”

De burgemeester neemt het woord:

“Mijnheer Gasia, wat u zegt klopt niet. We kunnen u dus feliciteren of er akte van nemen dat u erg vastberaden en vrij koppig bent, dat is uw recht. Maar wat u zegt stemt niet overeen met de werkelijkheid. U blijft een mandataris immers definiëren als wat hij niet is. We maken een onderscheid tussen de verkozen mandatarissen en de ambtenaren. De ambtenaren die een mandaat ontvangen namens de gemeente zijn daarom geen mandatarissen in de ogen van de wet op de transparantie. De openbare vergoedingen die de mandatarissen ontvangen kunnen gepubliceerd worden zonder dat het privéleven geschonden wordt. Dat is echter absoluut niet het geval voor de ambtenaren. Die twee door elkaar mengen en een antwoord geven zoals u dat gedaan hebt, dat is niet correct. Ik heb het voorgelezen: de CTB zegt duidelijk dat de loonstrookjes en de bedragen die aan de ambtenaren betaald worden voor de uitoefening van hun functie of hun opdracht vallen onder de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Voor zover die mensen niets te verbergen hebben, hebben wij hen gevraagd of zij er ondanks alles mee akkoord gingen om de bedragen vrijwillig te publiceren.

Wanneer u zegt dat u wist dat het gratis was en dat u de ambtenaren meer waarde wil toekennen, dan is dat helemaal niet waar en dat weet u. U hebt hier, in de gemeenteraad, immers samen met ons gestemd over de mandaten voor de ambtenaren en ik heb u dat gezegd. De bijzonder verdienstelijke ambtenaar die het Jachthofdossier grotendeels in zijn eentje rechthoudt krijgt daar een belachelijk laag bedrag voor, maar toch is het een bedrag! Hij ontvangt een bedrag dat door de gemeenteraad gestemd werd. Zeggen dat hij dat gratis doet, is dus niet juist.

Ik denk dat we een einde moeten maken aan deze aanstellerij! Het kadaster zal voor het einde van de maand gepubliceerd worden, maar wat u zegt over de vergoedingen

van de ambtenaren is verkeerd. Er bestaat geen enkele verplichting om die openbaar te maken. Het is zelfs onmogelijk om ze openbaar te maken als de ambtenaren dat weigeren, maar zij zijn heel sympathiek en hebben er toch mee ingestemd. We wachten nog op enkele e-mails en dan wordt het kadaster gepubliceerd.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Gasia:

“Er is een overduidelijk misverstand in wat u mij zegt. Ik heb nooit gevraagd dat speciale opdrachten die door de gemeenteraad toevertrouwd werden aan een ambtenaar deel zouden uitmaken van een kadaster van de mandaten. Ik vind daarentegen wel dat wanneer een ambtenaar de functie van gedelegeerd bestuurder van een vzw uitoefent, dat in het kadaster van de mandaten opgenomen moet worden. Voor mij zijn dat twee totaal verschillende dingen. Ik heb hier in de gemeenteraad duidelijk gehoord dat men mij verzekerd heeft dat alle mandaten die uitgeoefend worden door de gemeenteambtenaren gratis zijn.

Ik begrijp niet waarom u mij ervan beschuldigt de uitoefening van een mandaat dat uitgeoefend wordt zoals om het even wie voorzitter, bestuurder of lid zou kunnen zijn van een instelling, een vzw, een comité of om het even wat te verwarren. Dat zijn mandaten die uitgeoefend worden, geen functies. Ik denk dat er een slechte interpretatie is van wat ik aangehaald heb als kadaster van de mandaten, maar niets te maken heeft met een loonstrookje van een ambtenaar die een mandaat als gedelegeerd bestuurder zou uitoefenen. Als het een mandaat van gedelegeerd bestuurd is ja, als het een opdracht is die door de gemeenteraad toevertrouwd wordt aan een ambtenaar voor iets specifiek, dan is dat geen mandaat op de lijst van mandatarissen die in het kadaster van de mandaten opgenomen moet worden.

Er is een verschil.”

De raad neemt kennis.

20.11.2017/A/0004 **Fusion par absorption d'HYDROBRU par VIVAQUA – prolongation du mandat de représentation auprès du notaire – AGE HYDROBRU**

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment ses articles 117 à 122 ;

Vu la Loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales ;

Vu le Code des sociétés, notamment ses articles 671 et 681 et suivants ;

Vu l'ordonnance du 8 mai 2014 portant assentiment à l'Accord de coopération conclu le 13 février 2014 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux intercommunales interrégionales et cet accord de coopération ;

Vu l'Ordonnance du 20 octobre 2006 établissant un cadre pour la politique de l'eau telle que modifiée par l'Ordonnance du 23 juin 2017 publiée le 28 juin 2017 ;

Vu l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu les statuts des intercommunales VIVAQUA et HYDROBRU ;

Vu l'assemblée générale extraordinaire de l'intercommunale VIVAQUA du 8 novembre 2016 approuvant la fusion entre VIVAQUA et HYDROBRU ;

Vu l'assemblée générale extraordinaire de l'intercommunale HYDROBRU du 8 novembre 2016 approuvant la fusion entre VIVAQUA et HYDROBRU ;

Considérant que l'Ordonnance du 20 octobre 2006 établissant un cadre pour la politique de l'eau telle que modifiée le 23 juin 2017 prévoit que sont censées être réalisées, au 31 décembre 2016, les conditions suspensives assortissant toute fusion entre opérateurs de l'eau visés au chapitre III de l'ordonnance du 20 octobre 2006 établissant un cadre pour la politique de l'eau, régulièrement adoptées par les organes compétents avant le 31 décembre 2016 si ces conditions suspensives se réalisent le 31 décembre 2017 au plus tard, et pour autant que les mandataires valablement désignés à cet effet par l'assemblée générale lors de l'adoption de l'acte de fusion de ces opérateurs constatent leur réalisation ;

Vu la convocation à l'assemblée générale extraordinaire d'HYDROBRU du 23 novembre 2017 et l'ordre du jour y annexé ;

DECIDE

pour autant que de besoin, de confirmer et de prolonger, jusqu'à la date de constatation effective de la fusion, les pouvoirs octroyés à M. le Président du Conseil d'Administration d'HYDROBRU, agissant conjointement avec un Administrateur, dans sa sixième résolution, par l'assemblée générale extraordinaire d'HYDROBRU du 8 novembre 2016 approuvant la fusion afin de constater la réalisation des conditions suspensives à cette fusion.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Fusie door overneming van HYDROBRU door VIVAQUA – verlenging van het vertegenwoordigingsmandaat bij de notaris – BAV HYDROBRU

De gemeenteraad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, met name de artikelen 117 tot 122 ervan;

Gelet op de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales.

Gelet op het Wetboek van vennootschappen, met name de artikelen 671 en 681 en volgende;

Gelet op de ordonnantie van 8 mei 2014 houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord gesloten op 13 februari 2014 tussen het Vlaamse Gewest, het

Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest betreffende de gewestgrensoverschrijdende intercommunales en dat samenwerkingsakkoord;

Gelet op de ordonnantie van 20 oktober 2006 tot opstelling van een kader voor het waterbeleid gewijzigd op 23 juni 2017 door het Brussels parlement gepubliceerd op 28 juni 2017;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de statuten van de intercommunales VIVAQUA en HYDROBRU;

Gelet op de buitengewone zitting van de Algemene Vergadering van de intercommunale VIVAQUA van 8 november 2016 waarop de fusie tussen VIVAQUA en HYDROBRU werd goedgekeurd;

Gelet op de buitengewone zitting van de Algemene Vergadering van de intercommunale HYDROBRU van 8 november 2016 waarop de fusie tussen VIVAQUA en HYDROBRU werd goedgekeurd;

Overwegende dat de ordonnantie van 20 oktober 2006 tot opstelling van een kader voor het waterbeleid gewijzigd op 23 juni 2017 bepaalt dat op 31 december 2016 verondersteld wordt te zijn voldaan aan de opschortende voorwaarden die gekoppeld zijn aan elke fusie tussen de wateroperatoren bedoeld in Hoofdstuk III van de ordonnantie van 20 oktober 2006 tot opstelling van een kader voor het waterbeleid, die regelmatig werd goedgekeurd door de bevoegde organen vóór 31 december 2016, op voorwaarde dat aan die opschortende voorwaarden is voldaan uiterlijk op 31 december 2017 en voor zover de mandatarissen die daartoe geldig zijn aangewezen door de Algemene Vergadering op haar buitengewone zitting over de fusie van die operatoren vaststellen dat aan die voorwaarden is voldaan;

Gelet op uitnodiging op de Buitengewone algemene vergadering van HYDROBRU van 23 november 2017 en de hierbij gevoegde dagorde;

BESLUIT

voor zover nodig, tot de datum waarop de fusie daadwerkelijk wordt vastgesteld, de bevoegdheden te bevestigen en te verlengen die werden toegekend aan de voorzitter van de Raad van Bestuur, gezamenlijk handelend met een Bestuurder, in haar zesde resolutie, door de Algemene Vergadering van HYDROBRU op haar buitengewone zitting van 8 november 2016 waarop de fusie werd goedgekeurd om de verwezenlijking van de opschortende voorwaarden voor deze fusie vast te stellen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Affaires générales - Algemene Zaken

20.11.2017/A/0005 **Visite du centre Recyclis avec les apprenants du français de l'asbl Welcome Babbelkot – Convention de mise à disposition d'un bus communal.**

Le Conseil communal,

Considérant l'accord du Collège du 12/10/2017 relatif à la mobilisation d'un bus communal pour transporter deux groupes de 25 apprenants de l'asbl Welcome Babbelkot jusqu'au centre de tri Recyclis de l'agence Bruxelles-Propreté ;

Considérant par ailleurs l'obligation d'établir une convention de mise à disposition de bus communal pour toute utilisation de bus communal qui ne soit pas exclusivement destinée à transporter les membres du personnel ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE

D'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la commune d'Etterbeek et l'asbl Welcome Babbelkot :

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN BUS COMMUNAL

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue d'Auderghem, 113-115
1040 Etterbeek

Et l'ASBL Welcome Babbelkot

Rue Peter Benoît, 23,
1040 Etterbeek
Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 25 personnes, faisant partie du public d'apprenants du français de l'ASBL Welcome Babbelkot, entre Etterbeek et le centre de tri régional Recyclis, situé à Forest, en date du 5/12/2017, dans le cadre d'une série d'activités organisées par le service propreté publique de l'administration communale d'Etterbeek, et visant à informer et à sensibiliser au respect de l'espace public.

Un chauffeur est également mis à disposition de l'ASBL Welcome Babbelkot.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'ASBL Welcome Babbelkot intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'asbl Welcome Babbekot

L'ASBL Welcome Babbekot s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Le véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek en question est le suivant :

- Marque : Renaud Karosa Récréo
- Modèle bus 51 places
- Couleur : blanc
- Année : 2001
- N° de plaque : EYU 933
- Accessoires : Air conditionné dans la cabine du chauffeur et radio
- Etat de la voiture : Assez bon mais va être remplacé en 2018
- Kilomètres au compteur : +-400.000km
- Dégâts intérieurs : Aucun
- Dégâts extérieurs : Traces de rouilles
- Carburant : Diesel

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, l'ASBL Welcome Babbekot devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l'ASBL est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L'ASBL Welcome Babbekot est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, l'ASBL Welcome Babbekot est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'ASBL Welcome Babbekot ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

L'ASBL Welcome Babbekot est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

Fait à Etterbeek, le / / en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Par ordonnance :

Le Secrétaire communal
Welcome – Babbekot ASBL

L'Échevine de la propreté publique

Christian DEBATY
GEUTEN

B. FOERSTER

Marie-Rose

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Bezoek aan sorteercentrum Recyclis met de leerlingen Frans van de vzw Welcome Babbekot – Overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van een gemeentelijke bus

De gemeenteraad,

gelet op het akkoord van het college van 12/10/2017 betreffende het inleggen van een gemeentebus voor het vervoer van twee groepen van 25 leerlingen van de vzw Welcome-Babbekot naar sorteercentrum Recyclis van Net Brussel;

gelet echter op de verplichting om een overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van een gemeentebus op te stellen elke keer dat een gemeentebus niet enkel gebruikt wordt voor het vervoer van personeelsleden;

gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vzw Welcome-Babbelkot goed te keuren:

OVEREENKOMST VOOR DE TERBESCHIKKINGSTELLING VAN EEN GEMEENTEBUS

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Oudergemlaan 113-15
1040 Etterbeek

en de vzw Welcome-Babbelkot

Peter Benoîtstraat 23
1040 Etterbeek
de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp

Onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 25 personen, die deel uitmaakt van de leerlingen Frans van de vzw Welcome-Babbelkot, tussen Etterbeek en het gewestelijke sorteercentrum Recyclis, dat gelegen is in Vorst, op 05/12/2017 in het kader van een reeks activiteiten die georganiseerd worden door de dienst Openbare Nethed van het gemeentebestuur van Etterbeek en tot doel heeft de leerlingen te informeren over en bewust te maken van het respect voor de openbare ruimte.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de vzw Welcome-Babbelkot.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vzw Welcome-Babbelkot komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek komt in geen geval tussenbeide als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de vzw Welcome-Babbelkot

De vzw Welcome-Babbelkot verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek in kwestie is het volgende:

- Merk: Renault Karosa Récréo

- Model: bus met 51 plaatsen
- Kleur: wit
- Jaar: 2001
- Nummerplaat: EYU 933
- Toebehoren: airconditioning in de bestuurderscabine en radio
- Staat van het voertuig: vrij goed, maar het voertuig zal vervangen worden in 2018
- Kilometers op de teller: +/- 400.000 km
- Schade aan de binnenkant: geen
- Schade aan de buitenkant: sporen van roest
- Brandstof: diesel

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek zal overgegaan worden tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de vzw Welcome-Babbelkot de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Zij verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage voor haar rekening te nemen. Die schade zal geschat worden op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw aangifte doen bij de politie. Ze zal zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek bezorgen.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vzw Welcome-Babbelkot moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vzw Welcome-Babbelkot de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw Welcome-Babbelkot of een van haar leden dan zal de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening nemen alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vzw Welcome-Babbelkot is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de

onderhavige overeenkomst. Zij zal bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening nemen alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder zal het voertuig voor eigen rekening schoonhouden, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn voor rekening van de vervoerder.

Opgemaakt in Etterbeek op xx/xx/xxxx in twee exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

In opdracht:

De gemeentesecretaris,
Welcome-Babbelkot vzw,

De schepenen van Openbare Netheid,

Christian DEBATY
GEUTEN

B. FOERSTERS

Marie-Rose

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Contrats de quartiers durables - Duurzaamewijkcontracten

20.11.2017/A/0006 **Contrat de Quartier Durable Chasse-Gray - Microprojets « L'Orangerie fait son Cirque, Acte II », « Danser le Monde, à la rencontre de nos richesses culturelles », « Save mijn nid (titre temporaire) » : signature d'Accords avec la commune d'Etterbeek**

Le Conseil communal,

Vu l'approbation par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du Programme du contrat de Quartier Durable « Chasse-Gray » en date du 18/12/2014 ;

Considérant le projet socioéconomique « appel à microprojets » repris dans le Programme du contrat de Quartier Durable « Chasse-Gray » (fiche-projet 5.5) ;

Vu le règlement d'octroi de subsides à des microprojets dans le cadre du contrat de Quartier Durable « Chasse-Gray », adopté par le Conseil communal du 02/03/2015, et plus particulièrement son article 37 :

Article 37. Après approbation de la candidature, éventuellement assortie de conditions, le porteur de projet signe un Accord avec la commune d'Etterbeek.

Considérant que le Comité de Sélection « Microprojets » s’est réuni le 11 octobre 2017 et a transmis au Collège des Bourgmestre et Echevins ses recommandations en ce qui concerne les candidatures de microprojets examinées ;

Considérant la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 19/10/2017 et du 09/11/2017 de sélectionner les microprojets suivants (voir documents ci-joints pour plus de détails) :

Nom du projet	Porteur du projet	Subside accordé (€)	Résultat de la sélection
L’Orangerie fait son Cirque, Acte II	Mme Audrey Petit	309,10	Sélection avec conditions spécifiques
Danser le Monde, à la rencontre de nos richesses culturelles	Mme Virginie Verdier (asbl Alegria)	2400	Sélection avec conditions spécifiques
Save mijn nid (titre temporaire)	Swift 1040 : Groupe Martinets Etterbeek (Natagora)	2500	Sélection avec conditions spécifiques
TOTAUX		5209,1	

Considérant que les crédits disponibles pour accorder ces subsides sont de maximum 80.000 euros entre 2015 et 2018, dont au moins 20.000 euros pour 2017, auxquels il faut rajouter les reports non dépensés des années antérieures (2015 et 2016), engagés sur l’article budgétaire 930205 « CQD - Appel à (micro-)projets » ;

DECIDE

de passer un Accord avec les microprojets « L’Orangerie fait son Cirque, Acte II », « Danser le Monde, à la rencontre de nos richesses culturelles », « Save mijn nid (titre temporaire) » (voir documents ci-joints).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

DuurzaamWijkcontract Jacht-Gray – Microprojecten “L’Orangerie fait son Cirque, Acte II”, “Danser le Monde, à la rencontre de nos richesses culturelles”, “Save mijn nid (voorlopigetitel)” : ondertekening van akkoorden met de gemeente Etterbeek

De gemeenteraad,

gelet op de goedkeuring van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van het programma van het Duurzaam Wijkcontract “Jacht-Gray” op 18/12/2014;

gelet op het socio-economische project “oproep tot (micro)projecten” dat opgenomen is in het programma van het Duurzaam Wijkcontract “Jacht-Gray” (projectfiche 5.5);

gelet op het reglement voor de toekenning van subsidies aan (micro)projecten in het

kader van het Duurzaam Wijkcontract “Jacht-Gray”, goedgekeurd door de gemeenteraad van 02/03/2015, en in het bijzonder artikel 37:

Artikel 37. Na goedkeuring van de kandidatuur, eventueel onder voorwaarden, ondertekent de projectdrager een overeenkomst met de gemeente Etterbeek.

overwegende dat het selectiecomité “Microprojecten” op 11 oktober 2017 bijeengekomen is en zijn aanbevelingen in verband met de onderzochte kandidaturen voor microprojecten doorgegeven heeft aan het college van burgemeester en schepenen;

gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 19/10/2017 en van 09/11/2017 om de volgende microprojecten te selecteren (zie bijgevoegde documenten voor meer details):

Naam van het project	Projectdrager	Toegekende subsidie (€)	Resultaat van de selectie
L'Orangerie fait son Cirque, Acte II	Mevr. Audrey Petit	309,10	Selectie met specifieke voorwaarden
Danser le Monde, à la rencontre de nos richesses culturelles	Mevr. Virginie Verdier (vzw Alegria)	2400	Selectie met specifieke voorwaarden
Save mijn nid (voorlopige titel)	Swift 1040: Groupe Martinets Etterbeek (Natagora)	2500	Selectie met specifieke voorwaarden
TOTAAL		5209,1	

overwegende dat de beschikbare kredieten om deze subsidies toe te kennen maximaal 80.000 euro bedragen tussen 2015 en 2018, waarvan minstens 20.000 euro voor 2017 waarbij nog de bedragen geteld moeten worden die niet uitgegeven werden in de voorgaande jaren (2015 en 2016), op begrotingsartikel 930205 “DWC – Oproep tot (micro)projecten”;

BESLIST

om een akkoord te sluiten met de microprojecten “L'Orangerie fait son Cirque, Acte II”, “Danser le Monde, à la rencontre de nos richesses culturelles”, “Save mijn nid (voorlopige titel)” (zie bijgevoegde documenten).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen

Projet accord martinets.docx, Projet accord orangerie acte II complément.docx, MP3 - Candidature microprojet Verdier Danser le Monde - v250917.pdf, Projet accord danse Verdier.docx, MP2 - Candidature microprojet Orangerie fait son Cirque Acte II - v021017.pdf, MP5 - Candidature microprojet Martinets Natagora - v250917.pdf

Service de prévention - Preventiedienst

20.11.2017/A/0007 **Convention de subventionnement entre l'Etat représenté par le Ministre de la Justice et la Commune d'Etterbeek concernant l'engagement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires pour la période 2016-2017 - Approbation.**

Le Conseil communal,

Vu l'arrêté royal du 12 août 1994 du Ministère de la Justice modifié par l'arrêté royal du 26 décembre 2015, déterminant les conditions auxquelles les communes doivent satisfaire pour bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel civil supplémentaire chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires alternatives et de la prévention de la criminalité ;

Attendu qu'aux termes de cet arrêté notre commune a procédé à l'engagement d'un travailleur universitaire à temps plein chargé de l'encadrement des personnes qui font l'objet de décisions des instances judiciaires ;

Attendu qu'à cet effet une convention est établie chaque année entre l'Etat représenté par le Ministre de la Justice et notre Commune ;

Vu la convention de subventionnement 2016-2017,

DECIDE

D'approuver la conclusion de la convention de subventionnement entre l'Etat représenté par le Ministre de la Justice et la Commune d'Etterbeek concernant l'engagement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires pour la période 2016-2017, ci-annexée.

La présente délibération sera soumise aux autorités de tutelle conformément aux dispositions légales.

CONVENTION DE SUBVENTIONNEMENT

Concernant l'engagement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires pour la période 2016-2017

En exécution de/du :

-la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, notamment l'article 69, modifiée par les lois du 21 décembre 1994, 25 mai 1999, 22 décembre 2003, 27 décembre 2006, 12 mai 2014 et du 20 décembre 2016;

-l'arrêté royal du 26 décembre 2015 déterminant les conditions auxquelles les organismes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel

chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires, nommé ci-après l' « AR » ;
-l'arrêté ministériel du 26 décembre 2015 déterminant les conditions auxquelles les organismes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires, nommé ci-après l' « AM » ;

Entre,

d'une part l'Etat, représenté par la Ministre de la Justice, établi Boulevard de Waterloo, 115 à 1000 Bruxelles, ci-après dénommé « le Ministre »,

et,

d'autre part la commune d'Etterbeek, représentée par le Conseil communal, pour lequel interviennent Monsieur Vincent DEWOLF, Bourgmestre et Monsieur Christian DEBATY, Secrétaire communal, ci-après dénommée "l'organisme".

il est convenu ce qui suit :

I. Dispositions générales

1. Sous réserve des crédits disponibles, le ministre attribue un montant annuel de 59.547,28 € à l'organisme.

2. La subvention annoncée au point 1 est destinée à l'accompagnement de :
Travaux d'intérêt général qui sont prononcés sur base de l'art. 216 ter, §1, du Code d'instruction criminelle
Peines de travail qui sont prononcés sur base des art. 37 quinquies, 37 sexies et 37 septies du code pénal
Le service subventionné est un service d'encadrement simple, tel que désigné à l'article 1,9° de l'AM
En cas de détachement vers une asbl, la convention passée entre l'organisme et l'asbl est transmise à l'Administration générale des Maisons de Justice

3. La subvention est attribuée pour l'engagement de :
1 personne niveau A à temps plein

Détail enveloppe globale		
Frais de personnel/	54.547,28 €	
Moyens d'action	Frais administratifs/	1000 €
	Frais de déplacement/	1000 €
	Investissements/	2500 €
Frais de fonctionnement/	500 €	
TOTAL GENERAL	59.547,28 €	

La subvention est attribuée sous la forme d'une enveloppe globale annuelle. Dans cette enveloppe globale, un transfert des sommes octroyées peut être réalisé entre les frais de personnel d'une part et moyens d'actions et frais de fonctionnement d'autre part et

inversement. Ce transfert est équivalent à la somme des forfaits maximums prévus pour les moyens d'action et les frais de fonctionnement, tels que prévus à l'annexe 1 de l'AR.

4. La convention est conclue pour une période de 2 ans. Celle-ci entre en vigueur le 1er janvier 2016 et prend fin le 31 décembre 2017.

5. Le territoire d'action de l'organisme est celui défini en collaboration avec la maison de justice compétente et précisé dans le rapport d'activité adressé à l'Administration générale des maisons de justice.

6. La maison de justice compétente est la maison de justice de Bruxelles

7. L'administration compétente est l'administration générale des Maisons de Justice, rue de Louvain, 38 à 1000 Bruxelles. Le contrôle financier est réalisé par la Direction Partenariats interne à l'AGMJH.

II. Obligations de l'organisme

1. Tout en conservant les autres obligations de l'AR et de l'AM, l'organisme a en particulier pour obligation :

- d'engager le personnel destiné à l'accompagnement d'un travail d'intérêt général, d'une peine de travail, d'une formation ou d'un traitement dans le cadre d'une mesure judiciaire. Ce personnel est désigné comme le ou les travailleur(s) du service d'accompagnement;
- d'agir en tant qu'employeur conformément aux dispositions légales et réglementaires prévues par le droit de la protection du travail;
- d'assumer les moyens d'action associés au recrutement et les frais de fonctionnement;
- de veiller à offrir au personnel une formation appropriée à la mission du service d'accompagnement et un encadrement spécialisé;
- de soutenir le service d'accompagnement quant au développement de son contenu par son expertise spécifique.

Pour bénéficier d'un subventionnement, l'organisme et le service d'accompagnement doivent accomplir de manière effective et régulière des prestations en rapport avec la convention, ainsi que :

- satisfaire aux obligations et aux objectifs visés aux articles 7 à 17 de l'arrêté ministériel ;
- se soumettre aux actions de contrôle de l'administration relatives aux obligations et objectifs visés aux articles 7 à 17 de l'arrêté ministériel ;
- transmettre à l'administration, par l'intermédiaire de la maison de justice, au plus tard le 30^{ème} jour du mois qui suit la fin du trimestre, un rapport trimestriel, suivant un modèle établi par l'administration.

L'organisme est responsable de l'utilisation faite des subsides octroyés par le Ministre et s'engage à les gérer « en bon père de famille », et conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables aux subventions fédérales.

2. Lors de chaque engagement de personnel, départ ou modification de contrat, l'organisme doit remplir le formulaire "Modification du personnel". Tout départ et/ou

remplacement d'un membre du personnel doit être directement communiqué à l'aide dudit formulaire. Ce formulaire doit clairement mentionner la date à partir de laquelle le personnel intéressé est entré en service. Ce formulaire doit être transmis à l'Administration Générale Maisons de Justice - Direction Partenariats - (rue de Louvain, 38 à 1000 Bruxelles). Tout le personnel ne doit pas être recruté à la même date (Annexe 1 - formulaire GP1)

Pour le 31 mars de l'exercice budgétaire suivant celui au cours duquel les crédits ont été octroyés, l'organisme transmettra également un dossier financier, selon les modalités prévues à l'article 32 et 33, § 1^{er} de l'arrêté ministériel du 26 décembre 2015. Les pièces à mettre à disposition ou à introduire dans le cadre du dossier financier sont définies à l'annexe 2 de l'AR. L'organisation s'engage à se conformer aux directives de l'administration (formulaire GP2, GP2 bis et formulaire GP3 en annexe, et l'annexe 1 : déclaration sur l'honneur).

III. Objectifs poursuivis par le service d'encadrement

Les objectifs comprennent : les missions, la vision, le cadre judiciaire, la méthodologie, le groupe cible, le territoire d'action, et les critères d'évaluation.

1. La mission

Le service d'accompagnement a pour mission de faciliter la mise en œuvre des peines et mesures par les partenaires de la chaîne pénale: les autorités judiciaires, les maisons de justice et, en ce qui concerne les peines de travail et travail d'intérêt général, les lieux de prestation.

Le service d'accompagnement, en tant qu'acteur communautaire et partenaire des acteurs de la chaîne pénale, apporte à la mise en œuvre des peines et mesures l'expertise qui lui est spécifique.

Le service d'accompagnement doit pour remplir sa mission:

- développer une offre répondant à la demande des partenaires de la chaîne pénale;
- accueillir et encadrer les justiciables afin qu'ils disposent de tous les dispositifs nécessaires pour satisfaire aux conditions prévues par les peines et mesures qui ont été prononcées à leur encontre;
- faire rapport aux assistants de justice qui à leur tour font rapport aux autorités judiciaires, du déroulement de l'exécution des mesures ou peines.

2. La vision

Le service d'accompagnement réalise sa mission selon la vision suivante:

- prévenir la commission de nouvelles infractions;
- contribuer à une justice humaine et accessible, dans laquelle la responsabilisation du justiciable prime.

3. Le cadre judiciaire

Les peines et mesures encadrées par les services d'accompagnement mentionnées au point I.2.

4. La méthodologie

Dans sa manière de travailler, le service d'accompagnement applique les principes de base tels que définis par l'administration.

5. Le groupe cible

Le groupe cible vise toute personne envoyée par la maison de justice dans le cadre de la mise à exécution d'une peine ou d'une mesure visée au point I.2.

6. Le territoire d'action

Le service d'accompagnement travaille sur le territoire tel que défini à l'article au point I.5.

Le service d'accompagnement encadre tous les justiciables appartenant à son groupe cible qui lui sont envoyés et qui doivent accomplir leur peine ou mesure sur ce territoire. Si pour des raisons particulières la mise en œuvre de la peine ou de la mesure n'est pas possible, le service d'accompagnement transmettra l'information à la maison de justice. Dans ce cas, qui doit rester exceptionnel, le service d'accompagnement fournira toutes les motivations de son refus.

7. Les critères d'évaluation

Le service d'accompagnement accomplit sa mission en respectant des critères quantitatifs et qualitatifs.

Pour pouvoir juger du respect des critères quantitatifs, des zones sont définies. Pour pouvoir juger du respect des critères qualitatifs, l'administration prévoit des indicateurs objectivables.

Les critères que le service d'accompagnement doit prendre en compte sont annexés à cette convention (Annexe 4).

IV. Obligations du ministre

Sans préjudice des droits et obligations de l'AR et de l'AM, le Ministre met à disposition de l'organisme les crédits correspondant à la subvention prévue par la convention.

Sous réserve des crédits disponibles, la liquidation des allocations dues est réalisée selon un système d'avance/solde. Le pourcentage de ces avances est calculé sur une base annuelle.

L'avance de l'allocation est fixée à 80 % du montant de l'allocation annuelle. Le solde de l'allocation est versé après contrôle des dépenses introduites par l'organisme (Annexe 2 – formulaire GP2 (en ce compris l'annexe 2bis) et l'annexe 3 –formulaire GP3) et clôture du décompte annuel définitif.

Le non-respect des conditions mises dans la convention liant l'organisme et le Ministre de la Justice peut entraîner la suppression du paiement de l'intervention forfaitaire et la récupération partielle voire entière de l'intervention.

Toute décision de procéder à la suppression voire à la récupération de l'intervention est notifiée au Ministre de l'Intérieur avec requête de charger l'office précité de prendre les mesures nécessaires à cet effet.

V. Mise à disposition du personnel

Le personnel recruté par la commune peut être mis à disposition d'une asbl. Les conditions de cette mise à disposition font l'objet d'un accord écrit liant la commune à l'association, conformément à l'article 2, §2, de l'AR. Dans ce cas d'espèce, seule l'association sera responsable de l'encadrement proprement dit des mesures judiciaires alternatives à l'égard des autorités judiciaires compétentes.

V. Dispositions finales

L'organisme fournit les ressources nécessaires à l'exécution de la convention durant le temps qui est nécessaire au traitement du dossier financier.

Les parties peuvent de commun accord apporter des modifications à la convention. Le cas échéant, les modifications sont reprises dans un avenant.

Les parties peuvent mettre fin prématurément à la convention d'un commun accord.

Les parties peuvent résilier le contrat unilatéralement par lettre recommandée, à condition d'observer une période de six mois de préavis.

La présente convention est signée en deux exemplaires. Chaque partie déclare en avoir reçu un exemplaire.

Pour l'Etat

Le Ministre de la Justice
Koen GEENS

Pour l'organisme

Le Secrétaire communal
Christian DEBATY

Le Bourgmestre
Vincent DE WOLF.

Bruxelles,

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Subsidie overeenkomst tussen de federale Staat, vertegenwoordigd door de minister van Justitie en de gemeente Etterbeek betreffende de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen voor de periode 2016-2017 - Goedkeuring.

De Gemeenteraad,

gelet op het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 van het ministerie van Justitie, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 december 2015 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de gemeenten moeten voldoen om een financiële hulp te

genieten voor de aanwerving van bijkomend burgerpersoneel belast met de begeleiding van alternatieve strafrechtelijke maatregelen en de criminaliteitspreventie;

overwegende dat onze gemeente krachtens dat besluit overgegaan is tot de aanwerving van een voltijdse universitaire medewerker belast met de begeleiding van personen die het voorwerp uitmaken van beslissingen van gerechtelijke instanties;

overwegende dat daartoe hierop een overeenkomst is jaarlijks opgesteld tussen de federale Staat, vertegenwoordigd door de minister van Justitie en onze gemeente;

gezien de subsidie overeenkomst 2016-2017,

BESLIST

De conclusie van de subsidie overeenkomst tussen de federale Staat, vertegenwoordigd door de minister van Justitie en de gemeente Etterbeek betreffende de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen voor de periode 2016-2017 goed te keuren.

Deze beraadslaging zal in overstemming met de wettelijke voorschriften aan het overheidstoezicht onderworpen worden.

SUBSIDIE OVEREENKOMST

Betreffende de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen voor de periode 2016-2017

In uitvoering van:

- de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, inzonderheid artikel 69, gewijzigd bij de wetten van 21 december 1994, 25 mei 1999, 22 december 2003, 27 december 2006 en 12 mei 2014;
- het Koninklijk Besluit van 26 december 2015 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder organisaties een financiële hulp kunnen genieten voor de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen, hierna "het KB" genoemd;
- het Ministerieel Besluit van 26 december 2015 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder organisaties een financiële hulp kunnen genieten voor de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen, hierna "het MB" genoemd,

wordt tussen,

enerzijds, de federale Staat, vertegenwoordigd door de minister van Justitie, gevestigd Waterloolaan 115 te 1000 Brussel, hierna de "de Minister" genoemd,

en

anderzijds, de Stad Etterbeek, vertegenwoordigd door de heer Vincent DEWOLF, Burgemeester en de heer Christian DEBATY, Gemeentesecretaris, verder "de organisatie" genoemd,

het volgende overeengekomen:

I. Algemene bepalingen

1. Onder voorbehoud van de beschikbare kredieten maakt de Minister jaarlijks een bedrag van 59.547,28 € over aan de organisatie
2. De toelage vermeld in punt 1 is bedoeld voor de begeleiding van de uitvoering van:
Dienstverleningen die zijn opgelegd op grond van art. 216ter, §1, Wetboek van Strafvordering;
Werkstraffen die zijn opgelegd op grond van art. 37quinquies, 37sexies en 37septies Strafwetboek.
De betoelaagde begeleidingsdienst betreft een “dispatchingsdienst”, als bedoeld in artikel 1, 9° MB.
In het geval van detachering of overdracht van kredieten wordt de overeenkomst overgemaakt aan de administratie van de Justitiehuisen.
3. De toelage is bedoeld voor de aanwerving van:
1 persoon, niveau A, VTE

Detail van de globale enveloppe		
Personeelskosten		54.547,28 €
Actiemiddelen	Administratieve kosten	1000 €
	Reiskosten	1000 €
	Investeringskosten	2500 €
Werkingskosten		500 €
ALGEMEEN TOTAAL		59.547,28 €

De toelage wordt toegekend in de vorm van een globale jaarlijkse enveloppe. Binnen deze globale enveloppe kan een overdracht van de toegekende bedragen worden gerealiseerd van de personeelskosten naar de actiemiddelen en de werkingskosten en omgekeerd. De overdracht bedraagt ten hoogste de totaalsom van de maximale forfaitaire bedragen voorzien voor de actiemiddelen en werkingskosten, zoals voorzien in bijlage 1 van het KB.

4. De overeenkomst wordt gesloten voor een periode van 2 jaar. Ze treedt in werking op 1 januari 2016 en eindigt op 31 december 2017.
5. Het werkingsgebied van de organisatie is zoals afgesproken met het bevoegde justitiehuis en opgenomen in de rapportage aan het hoofdbestuur van de justitiehuisen.
6. Het bevoegde justitiehuis is het Justitiehuis van Brussel
7. De bevoegde administratie is de Administration générale des Maisons de Justice, Leuvenestraat, 38 te 1000 Brussel. De financiële controle gebeurt door de Direction Partenariats binnen de AGMJH

II. Verplichtingen van de organisatie

1. Met behoud van de overige plichten die voortvloeien uit het KB en MB, heeft de organisatie in het bijzonder als verplichtingen:

- personeel in te zetten bestemd voor de begeleiding van de uitvoering van de in punt I.2 vermelde straffen en maatregelen. Het personeel wordt gevormd door de medewerker(s) van de begeleidingsdienst als bedoeld in art. 1, 4^o, MB;
- te handelen als werkgever conform de wettelijke bepalingen en regelgeving voorzien in het arbeidsbeschermingsrecht;
- de actiemiddelen gelieerd aan de aanwerving op zich te nemen en de werkingsmiddelen;
- te voorzien in een opleiding aangepast aan de missie van de begeleidingsdienst en een gespecialiseerde omkadering voor het personeel;
- zijn expertise aan te bieden ter ondersteuning van de inhoudelijke uitwerking van het aanbod van de begeleidingsdienst.

Om subsidies te kunnen genieten, moeten de organisatie en de begeleidingsdienst daadwerkelijk en regelmatig prestaties verrichten in overeenstemming met de overeenkomst, alsook:

- tegemoetkomen aan de verplichtingen en doelstellingen;
- zich onderwerpen aan controleacties van de administratie met betrekking tot de verplichtingen en doelen;
- via tussenkomst van het justitiehuis een trimestrieel rapport overmaken aan de administratie, ten laatste op de 30^e dag van de maand die volgt na het einde van een trimester, volgens een model uitgewerkt door de administratie.

De organisatie is verantwoordelijk voor het gebruik van de subsidies toegekend door de Minister en verbindt zich ertoe deze te beheren “als een goede huisvader”, en overeenkomstig de wettelijke en reglementaire bepalingen die van toepassing zijn op de federale subsidies.

2. Naar aanleiding van een aanwerving van personeel, vertrek of een wijziging van contract moet de organisatie het formulier “wijziging personeelsbestand” invullen. Elk vertrek of elke vervanging van een personeelslid moet worden meegedeeld via een formulier. Dit formulier moet duidelijk de datum vermelden waarop het personeelslid in dienst kwam. Dit formulier moet worden overgemaakt aan de administratie. Het personeel dient niet op dezelfde dag zijn aangeworven (Bijlage 1 : GP1-formulier).

Voor 31 maart van het begrotingsjaar dat volgt op het jaar waarin de kredieten zijn verleend, maakt de organisatie het financieel dossier vermeld in art. 32, §1, MB over. De stukken die in het kader van dit financieel dossier ter beschikking gesteld of overgemaakt moeten worden, zijn opgesomd in bijlage 2 van het KB. De organisatie verbindt er zich toe de richtlijnen van de administratie na te leven. (GP2 en GP2 bis-formulier en GP3-formulier in bijlage, en Bijlage 1: verklaring op erewoord)

III. Doelstellingen van de begeleidingsdienst

De doelstellingen omvatten: de missie, de visie, het gerechtelijk kader, de methodologie, de doelgroep, het werkingsgebied en de evaluatiecriteria.

1. De missie

De begeleidingsdienst heeft als missie de uitvoering van straffen en maatregelen door de partners in de strafrechtsketen: de gerechtelijke autoriteiten, de justitiehuisen, en voor wat betreft de werkstraffen en dienstverleningen, de prestatieplaatsen, te faciliteren.

De begeleidingsdienst, als actor in de gemeenschap en partner van de actoren van de strafrechtsketen, stelt zijn specifieke kennis ten dienste van de uitvoering van de straffen en maatregelen.

De begeleidingsdienst dient ter vervulling van zijn missie:

- een aanbod te ontwikkelen dat afgestemd is op de vraag van de partners van de strafrechtsketen;
- de justitiabelen te onthalen en te begeleiden zodat ze beschikken over alle middelen noodzakelijk om te voldoen aan de voorwaarden voorzien in de straffen en maatregelen die hen werden opgelegd;
- aan de justitieassistent te rapporteren, die op zijn beurt de gerechtelijke overheden inlicht over het verloop van de uitvoering van de maatregelen en straffen.

2. De visie

De begeleidingsdienst realiseert zijn missie volgens volgende visie:

- het voorkomen van het plegen van nieuwe feiten;
- het bijdragen aan een menselijke en toegankelijke justitie, waarbij de verantwoordelijkheid van de justitiabele primeert.

3. Het gerechtelijk kader

De straffen en maatregelen vermeld in punt I.2 die door de begeleidingsdienst omkaderd worden.

4. De methodologie

In zijn werkwijze past de begeleidingsdienst de basisprincipes, zoals gedefinieerd door de administratie, toe.

5. De doelgroep

De doelgroep omvat iedere persoon die is doorverwezen door het justitiehuis in het kader van de uitvoering van een straf of maatregel vermeld in punt I.2.

6. Het werkingsgebied

De begeleidingsdienst treedt op voor het hele werkingsgebied vermeld in punt I.5.

De begeleidingsdienst omkadert alle justitiabelen behorend tot de doelgroep die werden doorverwezen en die hun straf of maatregel moeten vervullen in dat werkingsgebied. Indien omwille van specifieke redenen, de uitvoering van een straf of maatregel niet mogelijk is, deelt de begeleidingsdienst deze informatie mee aan het justitiehuis. In dit geval, dat uitzonderlijk van aard is, motiveert de begeleidingsdienst de weigering

7. De evaluatiecriteria

De begeleidingsdienst vervult zijn missie met respect voor de kwantitatieve en kwalitatieve criteria.

Voor de beoordeling van het behalen van de kwantitatieve criteria wordt er met zones gewerkt. Voor de beoordeling van het respecteren van de kwalitatieve criteria worden door de administratie objectieerbare indicatoren voorzien. De door de begeleidingsdienst in acht te nemen criteria zijn als bijlage bij deze overeenkomst gevoegd (Bijlage 4).

IV. Rechten en plichten van de Minister

Met behoud van de overige rechten en plichten die voortvloeien uit het KB en MB, stelt de Minister aan de organisatie de kredieten ter beschikking die overeenstemmen met de financiële toelage, zoals voorzien in de overeenkomst.

Binnen de beschikbare kredieten, gebeurt de vereffening van de verschuldigde toelagen gebeurt volgens een voorschot/saldosysteem. Het percentage van die voorschotten wordt berekend op jaarbasis. Het voorschot van de toelage wordt vastgelegd op 80% van het bedrag van de jaarlijkse toelage. Het saldo zal gestort worden na controle van de door de organisatie ingediende uitgaven (bijlage 2, GP2-formulier (inclusief bijlage 2bis) en bijlage 3 (GP3-formulier) en afsluiten van de definitieve jaarafrekening.

In het geval de voorwaarden niet worden gerespecteerd, wordt de forfaitaire tussenkomst beëindigd en zo nodig overgegaan tot de gedeeltelijke of volledige terug-inning ervan.

Een beslissing tot beëindiging en eventuele terug-inning wordt overgemaakt aan de minister van Binnenlandse Zaken met het verzoek de daartoe noodzakelijke maatregelen te nemen of te gelasten.

V. Terbeschikkingstelling van personeel

Het personeel aangeworven door de gemeente kan ter beschikking worden gesteld van een vzw. De voorwaarden van deze terbeschikkingstelling maken het voorwerp uit van een geschreven samenwerkingsakkoord tussen de gemeente en de vereniging. Enkel de vereniging zal in dit geval verantwoordelijk zijn voor de omkadering van de alternatieve gerechtelijke maatregelen ten aanzien van de bevoegde gerechtelijke autoriteiten.

VI. Slotbepalingen

De organisatie voorziet in de nodige middelen om de overeenkomst onverminderd uit te voeren gedurende de tijd die nodig is om het financieel dossier af te handelen.

De partijen kunnen in onderling overleg wijzigingen aanbrengen aan huidige overeenkomst . In voorkomend geval worden de wijzigingen opgenomen in een avenant.

De partijen kunnen in onderlinge overeenstemming de overeenkomst voortijdig beëindigen.

De partijen kunnen de overeenkomst éézijdig opzeggen per aangetekend schrijven,

mits een opzegtermijn van 6 maanden in acht te nemen.

Deze overeenkomst is opgemaakt in twee exemplaren. Elke partij verklaart een exemplaar te hebben ontvangen.

Voor de Staat,

De Minister van Justitie,
Koen GEENS

Voor de organisatie,
De Gemeentesecretaris, De Burgemeester,
Christian DEBATY Vincent DE WOLF.
Brussel,

Aldus beslist in openbare zitting van de Gemeenteraad te Etterbeek op 20 november 2017.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Damien Gérard entre en séance / treedt in zitting.
Imad Benarafa quitte la séance / verlaat de zitting.

Mobilité - Mobiliteit

20.11.2017/A/0008 **Mobilité - Projet de convention de financement relatif au réaménagement d'un plateau ralentisseur au carrefour des rues B. Braffort, Trévires et des Deux Tilleuls.**

Le Conseil Communal,

Vu l'appel à projet de la Région de Bruxelles-Capitale en vue de financer un petit aménagement de sécurisation ;

Vu qu'un subside de 150.000,00€ a été octroyé à la Commune d'Etterbeek pour un projet d'aménagement d'un plateau ralentisseur au carrefour des rues Bâtonnier Braffort, des Trévires, et des deux Tilleuls, en partie sur la Commune de Woluwe-Saint-Lambert ;

Vu que l'estimation du coût de ce projet indique qu'il sera intégralement financé par le subside régional ;

Vu que le Collège de Woluwe-Saint-Lambert a marqué son accord sur ce projet commun et décidé d'en confier l'exécution à la commune d'Etterbeek pour plus de simplicité administrative ;

Vu qu'une convention de financement doit être signée avec le gouvernement régional ;

DECIDE

d'approuver le projet de convention ci-dessous:

CONVENTION

Entre :

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de la Mobilité et des Travaux publics, Monsieur Pascal Smet, et la Secrétaire d'Etat en charge de la sécurité routière, Madame Bianca Debaets.

Dénommée ci-après « *La Région* »

Et

La commune d'Etterbeek, représentée par son Collège des Bourgmestres et Echevins, au nom duquel agissent conjointement Monsieur Vincent De Wolf, Bourgmestre, et Monsieur Christian Debaty, Secrétaire communal, agissant sous condition suspensive de l'approbation de la présente convention par le Conseil communal et de la non annulation dans le délai légal par l'autorité de tutelle sur les Pouvoirs locaux de ladite décision d'approbation,

Dénommée ci-après « *Le Bénéficiaire* »

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention règle les modalités de la mise à disposition du Bénéficiaire, d'une subvention de la Région d'un montant de **150.000EUR**, conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du..... 2017.

En aucun cas, le champ d'application de l'arrêté susmentionné ne peut être modifié, réduit ou étendu en vertu de la présente convention.

La subvention est allouée au Bénéficiaire pour l'organisation et l'exécution de petits travaux d'infrastructure visant la sécurisation de celle-ci, conformément au plan d'actions de sécurité routière 2011-2020, ci-après « Travaux ».

Le budget prévisionnel maximal de la subvention au montant de **150.000 EUR** relatif à la présente convention comprend les dépenses suivantes du Bénéficiaire sur les Travaux, éligibles pour justification dans le cadre de la convention et de l'arrêté de Subvention :

La Région finance les Travaux :

- d'aménagement du carrefour formé par les rues des Trévires et Battonier Braffort et l'avenue des Deux Tilleuls

Article 2 - Contrôle des subventions

Les articles 92 à 95 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle sont d'application. Ces articles sont reproduits, in extenso, ci-dessous :

Art 92 : Conformément à l'article 11 de la loi du 16 mai 2003, précitée, toute subvention accordée par l'entité régionale ou par une personne morale

subventionnée directement ou indirectement par l'entité régionale, en ce compris toute avance de fonds récupérable consentie par eux sans intérêt, doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.

Sauf dans les cas où une disposition légale ou réglementaire y pourvoit, toute décision allouant une subvention précise la nature, l'étendue et les modalités de l'utilisation et des justifications à fournir par la bénéficiaire de la subvention.

Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier de l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'en dispense.

Art 93 : Conformément à l'article 12 de la loi du 16 mai 2003, précitée, par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît à l'entité régionale le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.

L'organisation et la coordination des contrôles sont réglées par le Gouvernement. Celui-ci fait appel notamment, pour ce contrôle, aux inspecteurs des finances.

Art 94 : Conformément à l'article 13 de la loi du 16 mai 2003, précitée, est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire :

- 1° qui ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention ;
- 2° qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée ;
- 3° qui met obstacle au contrôle visé à l'article 93 ;
- 4° qui perçoit déjà une subvention d'une autre institution pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives.

Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications visées à l'article 92, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.

Art 95 : Conformément à l'article 14 de la loi du 16 mai 2003, précitée, il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications visées à l'article 92 ou de se soumettre au contrôle prévu par l'article 93.

Lorsqu'une subvention est payée par fractions, chaque fraction est considérée comme une subvention indépendante pour l'application du présent article.

Article 3 - Durée

La convention porte sur une période de 2 ans à partir de l'entrée en vigueur de la convention. Cette période peut être prolongée en fonction des procédures de marché public, et de l'évolution des Travaux de réaménagement moyennant l'accord du Ministre chargé par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de la Mobilité et des Travaux et de la Secrétaire d'Etat chargée de la Sécurité Routière.

Article 4 - Modalités de liquidation et pièces à fournir lors des demandes de paiement

La subvention **150.000EUR** est liquidée en deux tranches :

- Une première tranche de **135.000EUR**, immédiatement après la notification au

Bénéficiaire, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale lui octroyant la subvention, par virement sur le compte bancaire du Bénéficiaire n° **BE54 0910 0014 2697**;

- Le solde de **15.000 EUR** sur présentation d'une déclaration de créance, accompagnée de toutes les pièces justificatives des dépenses éligibles (factures). Chaque justificatif présenté devra obligatoirement être accompagné d'un extrait de compte ou d'un ticket prouvant la dépense.

Le dossier complet doit être introduit **selon les modalités reprises ci-dessous**, au plus tôt après la réception provisoire des travaux et au plus tard six mois après la réception provisoire des travaux. Ce délai pourra le cas échéant être prolongé avec l'accord des Parties. Si le dossier final est introduit après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles-Capitale y relative est alors automatiquement annulée.

La **déclaration de créance** est à envoyer :

- soit sous format électronique PDF à invoice@sprb.brussels (chaque e-mail ne contenant qu'une demande de paiement unique, dans un seul fichier PDF) ;
- soit sous format papier (exemplaire **original**) au Service public régional de Bruxelles, Direction Comptabilité, CCN, 8ème étage - local 8.119, rue du Progrès, 80, boîte 1, à 1035 Bruxelles.

Les **documents suivants** sont à envoyer sous format papier au Service public régional de Bruxelles, Bruxelles Mobilité, Direction Appui Administratif, CCN, 5ème étage, rue du Progrès 80, boîte 1, à 1035 Bruxelles et ceci, à l'attention du Directeur :

- copie de la déclaration de créance ;
- déclaration sur l'honneur de bonne utilisation du subsidie ;
- tableau récapitulatif des pièces justificatives ;
- décompte final des dépenses et recettes ;
- pièces justificatives en un exemplaire **original** (avec extrait de compte ou ticket prouvant la dépense).

Article 5 - Présentation des pièces justificatives

En cas de financements multiples et de diverses origines, il est du devoir du bénéficiaire de lever toute équivoque sur les pièces présentées, tant au moment de la demande de paiement que lors d'éventuels contrôles ultérieurs, que ces contrôles soient sur pièces ou sur place.

Lorsqu'une pièce justificative est présentée à plusieurs pouvoirs subsidiant, la ventilation entre pouvoirs subsidiant devra être acceptée au préalable et sera reprise sur chaque pièce originale.

Les pièces justificatives seront soit acquittées, soit accompagnées des preuves de leur paiement (extraits de comptes bancaires ou toute autre forme de preuve de paiement). Comme tempérament à cette règle, des copies de pièces justificatives et des copies de preuves de paiement sont admises.

Elles doivent être numérotées selon l'ordre chronologique et précédées d'une liste reprenant, dans l'ordre des numéros de pièces, le nom du fournisseur, la date de la pièce, le montant hors TVA, le montant TVA comprise si elle est due, c'est-à-dire effectivement supportée. La liste doit se clôturer par un total et être datée et signée par une personne habilitée à engager le Bénéficiaire.

Article 6 - Paiements

Les paiements se font dans les limites des crédits budgétaires.
Ils ont lieu dans les meilleurs délais, compte tenu des contraintes liées aux contrôles.

Article 7 - Maîtrise d'ouvrage et principes d'aménagement

1. Les objectifs de l'aménagement sont les suivants :

- Offrir un espace convivial ;
- Améliorer la sécurité de tous les usagers ;
- Réduire la vitesse et la circulation de transit ;
- Réduire le nombre d'accidents la circulation ;
- Rendre la traversée accessible aux personnes à mobilité réduite ;

2. Le Bénéficiaire est tenu de respecter les principes suivants

- ordonnance du 3 juillet 2008 relative aux chantiers en voirie
- ordonnance du 26 juillet 2013 relative à l'accès et à l'échange d'informations sur les câbles souterrains et sur les conduites et les canalisations souterraines.
- recommandations des vade-mecum régionaux, dont le Cahier de l'accessibilité.
- recommandations du plan d'actions de sécurité routière 2011-2020.
- Code du gestionnaire.
- RRU.
- En particulier, les traversées piétonnes feront sans ressaut de raccord entre le trottoir et la chaussée ou le plateau, et les dalles podotactiles verront leur point d'accroche conformément mis en œuvre (cf. cahier de l'accessibilité piétonne)
- En particulier, la visibilité entre usagers sera garantie, notamment pour les cyclistes venant en SUL de Tilleuls et entrant dans Braffort ; le choix d'aménagement de la pointe gagnée sur la voirie sera donc soit non plantée, soit plantée d'une végétation basse et peu dense.

3. Le Bénéficiaire est en tant que maître d'ouvrage l'unique responsable de la procédure d'attribution des marchés publics.

Le maître d'ouvrage exécute les opérations suivantes :

- il rédige, approuve et publie les avis de marché (ou appel à candidats) et les cahiers des charges ;
- il rédige et approuve les décisions motivées de sélection et/ou d'attribution ;
- il notifie les marchés et/ou tranches et donne les ordres de services pour les différentes phases ;
- il désigne en son sein le fonctionnaire dirigeant et ses adjoints ;
- il assure le suivi des marchés, notamment par l'établissement et l'approbation des éventuels avenants et/ou décomptes, la rédaction et la notification des procès-verbaux de constat ainsi que leur traitement ultérieur, etc. ;
- il contrôle et approuve les déclarations de créance et procède au paiement des

factures ;

- il accorde les réceptions techniques, provisoires et définitives.

4. Le Bénéficiaire assure la coordination des travaux des impétrants.

Article 8 - Responsabilité

Le Bénéficiaire est l'unique responsable comme maître d'ouvrage dans le cadre de l'exécution des Travaux et s'engage à garantir la Région contre tout recours de tiers ou des participants ou les adjudicataires qui trouvent son origine dans l'exécution des Travaux, des services ou fournitures pour la réalisation des Travaux.

La Région ne peut en aucun cas être tenue ou liée par des obligations contractuelles, quasi contractuelles délictuelles ou quasi délictuelles qui ont été conclues par le Bénéficiaire dans le cadre des marchés de services, de fournitures et de travaux.

Article 9 - Communication

Toute communication aux riverains, à la population, aux usagers de la route, ainsi que les communiqués et conférences de presse relatifs aux travaux de réaménagement, sont organisés en concertation avec les cabinets du Ministre de la Mobilité et des Travaux Publics et de la Secrétaire d'Etat chargée de la Sécurité Routière. Tout support de communication devra obligatoirement faire mention du soutien de la Région de Bruxelles-Capitale, de son logo et/ou du logo de Bruxelles Mobilité.

Article 10 - Réception des travaux

Le Bénéficiaire invite Bruxelles Mobilité à participer aux réceptions provisoires et définitives des travaux.

Article 11 - Imputation budgétaire

Le montant de la subvention est imputable sur l'allocation de base 17.007.28.01.6321 EF du budget 2017 de la Région de Bruxelles-Capitale.

Article 12 - Litiges

Tout litige relatif à la présente convention relève de la compétence des Tribunaux de Bruxelles.

Article 13 - Transmission des documents

Toutes les notifications ou communications à faire en vertu de la présente convention seront valablement adressées par les parties aux adresses suivantes :

1. Pour la Région

Service public régional de Bruxelles
Bruxelles Mobilité - Direction Sécurité Routière
A l'attention de Madame Laurence LEROY, Directrice
CCN – 9^e étage
Rue du Progrès 80 – Boîte 1
1035 BRUXELLES

Personnes de contact : Françoise Godart et Isabelle Janssens, Bruxelles Mobilité,
Direction Sécurité Routière

2. Pour le Bénéficiaire

La commune d'Etterbeek
Collège des Bourgmestre et Echevins
Avenue d'Auderghem 113-117

Personne de contact : Vincent De Vadder

Article 14 - Entrée en vigueur de la convention

La présente convention, signée par les parties, entre en vigueur lorsque la décision du conseil communal l'approuvant sera rendue exécutoire.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Mobiliteit - Ontwerp van de overeenkomst voor de financiering van de aanleg van een verkeersdrempel op het kruispunt van de Stafhouder Braffortstraat, de Trevierenstraat en de Tweelindenlaan.

De Gemeenteraad,

Gelet op de projectoproep van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met het doel om een kleine veiligheidsinrichting te financieren;

Overwegende dat een subsidie van 150.000,00 € toegekend werd aan de gemeente Etterbeek voor de aanleg van een verkeersdrempel op het kruispunt van de Stafhouder Braffortstraat, de Trevierenstraat en de Tweelindenlaan, gedeeltelijk op het grondgebied van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe;

Overwegende dat de kostenraming van dit project aangeeft dat het volledig gefinancierd zal worden door de gewestelijke subsidie;

Overwegende dat het college van Sint-Lambrechts-Woluwe ingestemd heeft met dit gemeenschappelijke project en beslist heeft om de uitvoering ervan toe te vertrouwen aan de gemeente Etterbeek voor de administratieve eenvoud;

Overwegende dat een financieringsovereenkomst ondertekend moet worden met de gewestelijke regering;

BESLIST

het onderstand ontwerp van de overeenkomst goed te keuren :

OVEREENKOMST

Tussen :

Het brussels hoofdstedelijk gewest, vertegenwoordigd door de ministervan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Mobiliteit, Pascal Smet, en door de staatssecretaris bevoegd voor Verkeersveiligheid, Bianca Debaets, Hierna “het Gewest” genoemd,

En

de gemeente [Etterbeek], vertegenwoordigd door haar college van burgemeester en schepenen, waarvoor gezamenlijk optreden de heer Vincent De Wolf, burgemeester, ende heer Christian Debaty, gemeentesecretaris, met de opschortende voorwaarde van goedkeuring van deze overeenkomst door de gemeenteraad en van de niet-vernietiging binnen de wettelijke termijn van de bedoelde goedkeuringsbeslissing door de toezichthoudende overheid op de plaatselijke besturen, Hierna “de begunstigde” genoemd,

wordt overeengekomen wat volgt

Artikel 1 - Voorwerp van de overeenkomst

Onderhavige overeenkomst bepaalt de modaliteiten voor de toekenning aan de begunstigde, van een subsidie van het Gewest voor een bedrag van €[**150.000**]overeenkomstig het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van.....2017.

In geen enkel geval mag het toepassingsveld van bovenvermeld besluit gewijzigd, ingeperkt of uitgebreid worden krachtens onderhavige overeenkomst.

De subsidie wordt toegekend aan de begunstigde voor de uitvoering van kleine ingrepen met het oog op het verkeersveiliger maken van de infrastructuur overeenkomstig het actieplan voor verkeersveiligheid 2011-2020, hierna “de werken” genoemd.

De maximale voorbegroting van de subsidie ten bedrage van **150.000 EUR** waarop deze overeenkomst betrekking heeft, omvat de volgende uitgaven van de begunstigde van de werken, die in aanmerking komen voor verantwoording in het kader van de overeenkomst en het subsidiebesluit:

Het Gewest financiert de werken met betrekking tot:

- de inrichting van het kruispunt gevormd door des Trevierenstraat, StafhouderBraffortstraat en de Tweelindenlaan

Artikel 2 - De controle op de subsidies

De artikelen 92 tot 95 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, zijn van toepassing. Deze artikelen worden hieronder in extenso overgenomen :

Art 92 : Conform artikel 11 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 moet iedere subsidie verleend door de gewestelijke entiteit of door een rechtspersoon, die rechtstreeks of onrechtstreeks door de gewestelijke entiteit wordt gesubsidieerd, daarin begrepen ieder door hen zonder interest verleend

geldvoorschot, worden aangewend voor de doeleinden waarvoor zij werd verleend.

Behalve wanneer een wettelijke of reglementaire bepaling daarin voorziet, vermeldt iedere beslissing houdende toekenning van een subsidie nauwkeurig de aard, de omvang en de modaliteiten betreffende het gebruik en betreffende de door de begunstigde van de subsidie te verstrekken verantwoording.

Iedere begunstigde van een subsidie is ertoe gehouden verantwoording te verstrekken over de aanwending van de ontvangen bedragen, tenzij een ordonnantie hem daartoe vrijstelling verleent.

Art. 93: Conform artikel 12 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 verleent de begunstigde, door het aanvaarden van de subsidie, meteen aan de gewestelijke entiteit het recht om ter plaatse controle te laten uitoefenen op de aanwending van de toegekende gelden.

De Regering zorgt voor de organisatie en de coördinatie van de controle. Voor deze controle doet zij met name een beroep op de inspecteurs van financiën.

Art. 94: Conform artikel 13 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 is gehouden tot onmiddellijke terugbetaling van de subsidie de begunstigde :

- 1° die de voorwaarden niet naleeft, waaronder de subsidie werd verleend ;
- 2° die de subsidie niet aanwendt voor de doeleinden, waarvoor zij werd verleend;
- 3° die de in artikel 93 bedoelde controle verhindert ;
- 4° die voor hetzelfde doel al een subsidie ontvangt van een andere instelling op basis van dezelfde verantwoordingsstukken.

Blijft de begunstigde van de subsidie in gebreke inzake het verstrekken van de in artikel 92 bedoelde verantwoording, dan moet hij het deel dat niet werd verantwoord terugbetalen.

Art 95 : Conform artikel 14 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 kan de uitkering van de subsidies worden opgeschort zolang de begunstigde voor soortgelijke subsidies, die hij voordien heeft ontvangen, verzuimt de in artikel 92 bedoelde verantwoording te verstrekken of zich aan de in artikel 93 bepaalde controle te onderwerpen.

Wordt een subsidie in schijven uitgekeerd, dan wordt iedere schijf voor de toepassing van dit artikel als een afzonderlijke subsidie beschouwd.

Artikel 3 - Duur

De overeenkomst dekt een periode van 2 jaar vanaf de inwerkingtreding van deze overeenkomst. Deze periode kan verlengd worden in functie van de openbare-aanbestedingsprocedures en van het vorderen van de werken van heraanleg, en na het akkoord van de minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor Mobiliteit en Openbare Werken en van de staatssecretaris bevoegd voor Verkeersveiligheid.

Artikel 4 - Betallingsmodaliteiten en stukken te bezorgen bij de aanvraag tot betaling

De subsidie van **150.000EUR** wordt in twee schijven uitbetaald.

- een eerste schijf van **135.000EUR**, onmiddellijk na kennisgeving van dit besluit aan de begunstigde, door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot toekenning van de subsidie, door middel van storting op het bankrekeningnr. **BE54 0910 00144 2697**;
- het saldo van **15.000 EUR** na het indienen van een schuldvordering samen met alle verantwoordingsstukken (facturen) van de in aanmerking komende uitgaven. Elk verantwoordingsstuk dat voorgelegd wordt, moet vergezeld worden van een rekeninguittreksel of een ticket dat de uitgave bewijst.

Het volledige dossier moet **volgens de hieronder opgegeven modaliteiten** worden ingediend, vermeld, ten vroegste na de voorlopige oplevering van de werken en ten laatste zes maanden na de voorlopige oplevering van de werken. Deze termijn kan in voorkomend geval verlengd worden, met instemming van de partijen. Als het einddossier na die datum wordt ingediend, verliest de begunstigde elk recht op de subsidie; de betalingsverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in dit verband wordt dan automatisch tenietgedaan.

De **schuldvordering** moet verzonden worden:

- ofwel in elektronisch PDF-formaat naar invoice@gob.brussels (elke e-mail mag slechts één enkele betalingsaanvraag bevatten, in één PDF-document);
- ofwel in papieren formaat (**origineel** exemplaar) naar de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel, Directie Boekhouding, CCN, 8ste verdieping – bureau 8.119, Vooruitgangstraat 80 bus 1, te 1035 Brussel.

De **volgende documenten** moeten verzonden worden in papieren formaat naar de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel, Brussel Mobiliteit, Directie Administratieve Ondersteuning, CCN, 5de verdieping, Vooruitgangstraat 80 bus 1, 1035 Brussel, en dit ter attentie van de directeur:

- kopie van de schuldvordering;
- verklaring op erewoord betreffende het goede gebruik van de subsidie;
- samenvattende tabel van de bewijsstukken;
- eindafrekening van de ontvangsten en uitgaven;
- verantwoordingsstukken in één **origineel** exemplaar (met rekeninguittreksel of ticket dat de uitgave bewijst).

Artikel 5 - Indiening van de verantwoordingsstukken

In geval van meerdere financieringen van diverse oorsprong, dient de begunstigde ervoor te zorgen dat er geen enkele onduidelijkheid bestaat over de ingediende stukken, zowel op het ogenblik van de aanvraag tot betaling als tijdens eventuele latere controles. Deze controles kunnen zowel een controle van de stukken als een controle ter plaatse inhouden.

Wanneer een verantwoordingsstuk bij meerdere subsidiërende overheden wordt ingediend, dient de verdeling tussen de subsidiërende overheden vooraf aanvaard te zijn en dient ze vermeld te worden op alle originele stukken.

De verantwoordingsstukken dienen ofwel gekwiteerd te zijn, ofwel vergezeld van het bewijs van betaling (rekeninguittreksels of eender welke andere vorm van bewijs van betaling). Als matiging van deze regel worden ook kopieën van de

verantwoordingsstukken en kopieën van de betalingsbewijzen toegelaten.

Ze moeten chronologisch worden genummerd en moeten voorafgegaan worden door een lijst waarin, in de volgorde van de genummerde stukken, de naam van de leverancier, de datum van het document, het bedrag exclusief btw en desgevallend het bedrag inclusief btw, d.w.z. als er btw verschuldigd is, dient te worden vermeld. De lijst moet worden afgesloten met een totaal en moet worden gedateerd en ondertekend door een persoon die gemachtigd is om verbintenissen aan te gaan in naam van de begunstigde.

Artikel 6 - Betalingen

De betalingen gebeuren binnen de limieten van de budgettaire kredieten.

Ze gebeuren zo spoedig mogelijk, rekening houdende met de voorwaarden inzake controle.

Artikel 7 - Opdrachtgeverschap en principes voor de invoering

1. Dit zijn de doelstellingen van de aanleg:

- een gezellige openbare ruimte bieden;
- de veiligheid van alle weggebruikers verbeteren;
- de snelheid en het transitverkeer verminderen;
- het aantal verkeersongevallen doen afnemen;
- de oversteekplaatsen toegankelijk maken voor personen met beperkte mobiliteit;

2. De begunstigde moet de volgende principes naleven:

- de ordonnantie van 3 juli 2008 betreffende de bouwplaatsen op de openbare weg
- de ordonnantie van 26 juli 2013 betreffende de toegang tot en de uitwisseling van informatie over ondergrondse kabels, buizen en leidingen.
- de aanbevelingen van de gewestelijke vademecums, waaronder het Cahier voetgangerstoegankelijkheid.
- de aanbevelingen van het Actieplan verkeersveiligheid 2011-2020.
- de Code van de wegbeheerder.
- GSV.
- In het bijzonder moedende oversteekplaatsen voor voetgangers vrij zijn van opstanden tussen het trottoir en de weg of het plateau en de grip van de podotactiele tegels moet conform uitgevoerd worden (cf. cahier voetgangerstoegankelijkheid).
- Er zal in het bijzonder gezorgd worden voor de zichtbaarheid van alle weggebruikers, meer bepaald van de fietsers komende van de BEV Tweelinden die de Braffortstraat inrijden; voor de inrichting van de driehoek die ingewonnen werd op de weg zal dus gekozen worden voor ofwel geen beplanting ofwel lage beplanting met beperkte dichtheid.

3. De begunstigde is als opdrachtgever de enige verantwoordelijke voor de gunningsprocedure van de overheidsopdrachten.

De opdrachtgever voert de volgende verrichtingen uit:

- hij/zij stelt de aankondigingen van de opdracht (of oproepen tot kandidaten) op, keurt ze goed en publiceert ze, alsook de bestekken;
- hij/zij stelt de gemotiveerde selectie- en/of gunningsbeslissingen op en keurt ze goed;
- hij/zij betekent de opdrachten en/of schijven en geeft de dienstorders voor de verschillende fasen;
- hij/zij duidt intern de leidende ambtenaar en zijn/haar medewerkers aan;
- hij/zij volgt de opdrachten op, onder meer door eventuele addenda en/of afrekeningen op te stellen en goed te keuren, door processen-verbaal van bevinding op te stellen en te betekenen en verder af te handelen, enz.;
- hij/zij controleert de schuldvorderingen, keurt die goed en betaalt de facturen;
- hij/zij kent de technische, voorlopige en definitieve oplevering toe.

4. De begunstigde coördineert de werken van de nutsbedrijven.

Artikel 8 - Verantwoordelijkheid

Als opdrachtgever blijft de begunstigde de enige verantwoordelijke voor de uitvoering van de werken. Hij verbindt zich ertoe het Gewest te vrijwaren van elke vordering van derden, deelnemers of opdrachtnemers waaraan de uitvoering van de werken, met inbegrip van de eraan verbonden levering en diensten, ten grondslag ligt.

Het Gewest kan onder geen beding gehouden of verbonden worden geacht door contractuele, quasi-contractuele, delictuele of quasi-delictuele verbintenissen die door de begunstigde zijn aangegaan in het kader van overheidsopdrachten voor werken, leveringen of diensten.

Artikel 9 - Communicatie

Alle mededelingen aan de omwonenden, aan de bevolking en aan de weggebruikers alsook de perscommuniqués en -conferenties over de heraanlegwerken moeten georganiseerd worden in overleg met de kabinetten van de minister van Mobiliteit en Openbare Werken en van de staatssecretaris bevoegd voor Verkeersveiligheid, Bianca Debaets. Elke communicatiedrager moet verplicht de steun van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vermelden, alsook het logo van het Gewest en/of het logo van Brussel Mobiliteit.

Artikel 10 - Oplevering van de werken

In overeenstemming met het hierboven vermelde protocol wordt Brussel Mobiliteit uitgenodigd om deel te nemen aan de voorlopige en definitieve oplevering van de werken.

Artikel 11 - Budgettaire aanrekening

Het bedrag van de subsidie wordt aangerekend op basisallocatie 17.007.28.01.6321 EF van de begroting 2017 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Artikel 12 - Geschillen

Alle geschillen betreffende deze overeenkomst vallen onder de bevoegdheid van de rechtbanken van Brussel.

Artikel 13 - Bezorgen van de documenten

Alle notificaties en kennisgevingen die krachtens deze overeenkomst gegeven moeten worden, dienen door de partijen op geldige wijze te worden verstuurd naar de volgende adressen:

1. Voor het Gewest

Gewestelijke Overheidsdienst Brussel
Brussel Mobiliteit- Directie Verkeersveiligheid
Ter attentie van Mevrouw Laurence LEROY, Directrice
CCN – 9^{de} verdieping
Vooruitgangstraat 80 – Bus 1
1035 BRUSSEL

Contactpersonen: Isabelle Janssens en Françoise Godart, Brussel Mobiliteit, Directie Verkeersveiligheid.

2. Voor de begunstigde

Gemeente Etterbeek]
College van burgemeester en schepenen
Oudergemlaan 113-117
1040 Etterbeek
Contactpersoon: Vincent De Vadder

Artikel 14 - Inwerkingtreding van de overeenkomst

Deze overeenkomst, ondertekend door de partijen, treedt in werking zodra de gemeenteraad ze heeft goedgekeurd en uitvoerbaar verklaard.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Le Conseil Communal,

Vu l'Arrêté du 06/11/2003 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la gestion financière des régies communales ;

Vu la circulaire du 04/02/2005 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale relative à la gestion financière des Régies communales ;

Considérant que des travaux complémentaires sur le chantier de rénovation de l'immeuble sis chaussée de Wavre 352 et sur le chantier de construction du kiosque place Jourdan, ont entraîné un dépassement de l'estimation de ces 2 projets (cfr. Délibérations au Collège des Bourgmestre et Echevins du 09/11/2017) ;

Considérant que selon l'article 7 § 2 de l'Arrêté du 06/11/2003 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, toute prévision de dépassement du montant du projet fixé lors de l'adjudication doit faire l'objet d'une modification budgétaire, de même que toute modification du mode de financement ;

Considérant le point 3.1.4 de la circulaire du 04/02/2005 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, relatif aux modifications budgétaires qui prévoit que l'établissement d'une modification budgétaire est nécessaire lorsque le coût global d'un investissement doit être revu à la hausse en cours d'exercice et que dès lors les points 1, 2 et 3 du tableau du projet doivent être modifiés ;

Considérant que selon l'article 13 de l'Arrêté du 06/11/2003 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, les modifications budgétaires sont soumises aux mêmes procédures que celles applicables au budget et qu'elles sont dûment justifiées pour chaque crédit budgétaire ;

Considérant qu'aucun délai n'est prévu pour l'introduction des modifications budgétaires, ni dans l'Arrêté, ni dans la circulaire ;

DECIDE :

Le budget patrimonial est modifié conformément aux fiches de projets d'investissements « Rénovation de l'immeuble 352 chaussée de Wavre » et « Kiosque place Jourdan » ci annexées et le nouveau résultat du budget patrimonial est arrêté aux chiffres figurant au tableau 1 ci-après :

Article budgétaire	Budget initial	Augmentation	Diminution	Résultat
240 – Plans et études	890.810,00 €		-1.880,00 €	888.930,00 €
242 – Travaux de construction et d'aménagement	2.274.750,00 €	111.940,00 €		2.386.690,00 €

1710 – Emprunts à charge de la Régie	11.275.784,00 €		110.865,00 €	11.386.649,00 €
---	--------------------	--	--------------	--------------------

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 24 votes positifs, 4 abstentions.

Abstentions : André du Bus, Kathy Mottet, Damien Gérard, Edoardo Traversa.

Regie van Grondbeleid – Begrotingswijziging nr 1

De Gemeenteraad,

Gezien het besluit van 06/11/2003 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering met betrekking tot het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Gezien de omzendbrief van 04/02/2005 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot het financieel beheer van de Gemeentebedrijven;

Overwegende dat aanvullende werken op de renovatiewerf van het gebouw gelegen 352 Waversesteenweg en de bouwwerf van de kiosk Jourdanplein, een overschrijding van de schatting van deze 2 projecten hebben veroorzaakt (cfr. Beraadslagingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 09/11/2017);

Overwegende dat volgens artikel 7 § 2 van het besluit van 06/11/2003 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, elke kredietoverschrijding van het bij de gunning gekende bedrag het voorwerp moet uitmaken van een begrotingswijziging; ook voor elke wijziging in de financieringswijze;

Overwegende dat punt 3.1.4 van de omzendbrief van 04/02/2005 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de begrotingswijzigingen, dat voorziet dat een begrotingswijziging dient opgemaakt te worden wanneer de totale kosten van een investering opwaarts herzien moeten worden tijdens het dienstjaar en bijgevolg de punten 1,2 en 3 van de projecttabel gewijzigd moeten worden;

Overwegende dat volgens artikel 13 van het besluit van 06/11/2003 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, de begrotingswijzigingen aan dezelfde procedures zijn onderworpen als deze die toepasbaar zijn op de begroting, en dat zij voor elk krediet behoorlijk gerechtvaardigd moeten worden;

Overwegende dat geen enkel termijn voor de invoering van de begrotingswijzigingen wordt bepaald, noch in het besluit, noch in de omzendbrief;

BESLUIT:

De patrimoniale begroting wordt gewijzigd overeenkomstig met de hierbijgevoegde steekkaarten van de investeringsprojecten "Renovatie van het gebouw gelegen 352 Waversesteenweg" en "kiosk Jourdanplein" en het nieuwe resultaat van de patrimoniale begroting wordt vastgelegd in de cijfers die in de hierna vermelde tabel 1 voorkomen:

--

Begrotingsartikel	Oorspronkelijke begroting	Verhoging	Vermindering	Resultaat
240 – Studiekosten	890.810,00 €		-1.880,00 €	888.930,00 €
242 – Bouw- en inrichtingswerken	2.274.750,00 €	111.940,00 €		2.386.690,00 €
1710 – Leningen van de Regie	11.275.784,00 €		110.865,00 €	11.386.649,00 €

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 24 positieve stemmen, 4 onthoudingen.

Onthoudingen : André du Bus, Kathy Mottet, Damien Gérard, Edoardo Traversa.

2 annexes / 2 bijlagen

Projet Wavre 352.pdf, Projet Kiosque Jourdan.pdf

Imad Benarafa entre en séance / treedt in zitting.

Achats - Aankopen

20.11.2017/A/0010 **Contrat-cadre de mise à disposition de panneaux photovoltaïques (SolarClick) entre l'IBGE et la Commune d'Etterbeek – Approbation du contrat**

Le conseil communal,

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 24bis et ses modifications ultérieures ;

Considérant que l'article 2, 6° de la loi du 17 juin 2016 permet à une centrale d'achat, pouvoir adjudicateur, de passer des marchés de travaux, de fournitures et de services destinés à des pouvoirs adjudicateurs ;

Considérant que l'article 47, §2 de la loi du 17 juin 2016 prévoit qu'un pouvoir adjudicateur recourant à une centrale d'achat est dispensé d'organiser lui-même une

procédure de passation ;

Qu'en vertu de l'article 47, §4 de la loi du 17 juin 2016, un pouvoir adjudicateur bénéficiaire peut, sans appliquer les procédures prévues par la loi du 17 juin 2016, attribuer à une centrale d'achat un marché public de services pour la fourniture d'activités d'achat centralisées ; que ces marchés publics de services peuvent également comprendre la fourniture d'activités d'achat auxiliaires ;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises et la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale en matière d'environnement et d'énergie, de pouvoirs subordonnés et pour ce qui concerne leur financement général et le financement de leurs missions dans les matières qui relèvent de la compétence des régions ;

Vu l'arrêté royal du 8 mars 1989 créant l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement ;

Vu l'accord de coopération entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif au partage des objectifs belges climat et énergie pour la période 2013-2020, approuvé en Comité de Concertation le 26 octobre 2016 et en Commission nationale climat le 7 novembre 2016, qui définit les objectifs environnementaux de la Région de Bruxelles-Capitale à atteindre d'ici 2020 en termes de réduction d'émission de gaz à effet de serre et de production d'énergie à partir de sources renouvelables ;

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 02 juin 2016 d'approuver le projet régional d'installation de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments des pouvoirs publics bruxellois, ou projet SolarClick, afin de permettre à la Région d'atteindre ces objectifs environnementaux ;

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 avril 2017 d'approuver le subside 2017 et les documents relatifs au projet régional d'installation de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments des pouvoirs publics bruxellois ;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, et notamment l'article 24bis, 9° inséré de façon provisoire pour l'année 2017 par l'ordonnance du 23 décembre 2016 contenant le budget général des dépenses de la RBC pour l'année budgétaire 2017 et, sous toutes réserves, de façon définitive dans une ordonnance actuellement en projet qui devrait modifier l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en RBC, attribuant à Sibelga la mission de service public consistant en la mise en œuvre de ce projet ;

Vu le Contrat de gestion conclu dans ce cadre le 29 mai 2017 entre le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et la s.c.r.l. Sibelga pour la période 2017-2020 ;

Considérant que ce projet s'inscrit dans la volonté du Gouvernement bruxellois d'offrir aux pouvoirs publics bruxellois un cadre de financement et d'accompagnement pour la mise en place de mesures d'économie d'énergie et de production d'énergie renouvelable, dans le but d'exploiter l'énorme potentiel que représentent les pouvoirs publics de ce point de vue ;

Considérant que le projet SolarClick, mené à l'initiative de la Région, vise, d'une part, à permettre à la Région d'atteindre ses objectifs environnementaux, et, d'autre part, aux pouvoirs publics bénéficiaires de consommer l'électricité localement produite par les panneaux photovoltaïques ; que Bruxelles Environnement, en tant que titulaire des installations, se verra octroyer des certificats verts pour l'électricité verte produite par ces installations de manière à pouvoir réinvestir les revenus générés par leur vente dans le fonds climat instauré par l'article 4.1.4 de l'ordonnance du 2 mai 2013 portant le Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la Maîtrise de l'Énergie;

Considérant que le pouvoir public bénéficiaire doit s'entendre comme occupant du bâtiment pour pouvoir bénéficier de l'électricité produite et consommée localement et comme titulaire d'un droit réel (droit de propriété, droit d'emphytéose, etc.) sur ce même bâtiment pour pouvoir mettre la toiture à disposition ; le cas échéant, le titulaire du droit réel peut être distinct de l'occupant pour autant que le titulaire et l'occupant soient tous deux des pouvoirs publics bénéficiaires au sens du projet SolarClick ;

Considérant donc que les panneaux photovoltaïques seront la propriété de Bruxelles Environnement mais seront installés sur des bâtiments sur lesquels le pouvoir public bénéficiaire dispose d'un droit réel ; et qu'à ce titre, le pouvoir public bénéficiaire doit mettre une ou plusieurs toitures de ses bâtiments, à la disposition de Bruxelles Environnement ;

Considérant que doivent être définis les différents droits et obligations respectifs de Bruxelles Environnement et du pouvoir public bénéficiaire ;

Considérant que chaque installation sur un bâtiment déterminé fera l'objet d'un Addendum au présent contrat-cadre.

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DÉCIDE

1. d'adhérer au contrat-cadre de l'IBGE pour la mise à disposition de panneaux photovoltaïques sur des bâtiments communaux ;
2. d'approuver le contrat (SolarClick) régissant ce contrat-cadre repris en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération ;

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Raamovereenkomst voor de terbeschikkingstelling van zonnepanelen (SolarClick) tussen het BIM en de Gemeente Etterbeek – Goedkeuring van het contract

De Gemeenteraad

Gezien de nieuwe gemeentewet;

Gezien de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;

Gezien het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, meer bepaald artikel 24bis;

Overwegende dat artikel 2, 6° van de wet van 17 juni 2016 een opdrachtcentrale, aanbestedende overheid, toelaat opdrachten te plaatsen met betrekking tot werken, leveringen en diensten die bestemd zijn voor aanbestedende overheden;

Gelet op artikel 47, §2 van de wet van 17 juni 2016 waarin wordt bepaald dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een opdrachtcentrale vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat krachtens artikel 47, §4 van de wet van 17 juni 2016, een begunstigde aanbestedende overheid, zonder de procedures toe te passen voorzien door de wet van 17 juni 2016, aan een opdrachtcentrale een overheidsopdracht voor diensten mag gunnen voor de levering van gedecentraliseerde aankoopactiviteiten; dat die overheidsopdrachten voor diensten eveneens de levering van ondersteunende aankoopactiviteiten kunnen omvatten;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen en de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor milieu en energie, van de ondergeschikte besturen en voor hun algemene financiering en de financiering van hun opdrachten in aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de gewesten behoren;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 8 maart 1989 tot oprichting van het Brussels Instituut voor Milieubeheer;

Gelet op het samenwerkingsakkoord tussen de federale staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de verdeling van de Belgische klimaat- en energiedoelstellingen voor de periode 2013-2020, goedgekeurd door het Overlegcomité op 26 oktober 2016 en door de Nationale Klimaatcommissie op 7 november 2016, dat de tegen 2020 te bereiken milieudoelstellingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bepaalt op het gebied van de vermindering van de uitstoot van broeikasgassen en de energieproductie uit hernieuwbare bronnen;

Gelet op de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2 juni 2016 om het gewestelijke project voor de installatie van zonnepanelen op alle Brusselse overheidsgebouwen goed te keuren, namelijk het project SolarClick, om het gewest in staat te stellen die milieudoelstellingen te bereiken;

Gelet op de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 april 2017 om de subsidie 2017 en de documenten betreffende het gewestelijke project voor de installatie van zonnepanelen op de Brusselse overheidsgebouwen goed te keuren;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de

elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en meer bepaald artikel 24bis, 9°, voorlopig ingevoegd voor 2017 bij ordonnantie van 23 december 2016 houdende de algemene uitgavenbegroting van het BHG voor het begrotingsjaar 2017, en, onder alle voorbehoud, op definitieve wijze in een momenteel in ontwerp zijnde ordonnantie tot wijziging van de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, waarbij aan Sibelga de openbaredienstverplichting voor de uitwerking van dit project werd toevertrouwd;

Gezien het beheerscontract dat in dat kader op 29 mei 2017 werd afgesloten tussen de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en de cvba Sibelga voor de periode 2017-2020;

Overwegende dat dit project aansluit bij het streven van de Brusselse regering om de Brusselse overheidsinstanties een financierings- en begeleidingskader te bieden voor de invoering van maatregelen voor energiebesparingen en voor de productie van hernieuwbare energie, om het gigantische potentieel van de openbare besturen op dat vlak te benutten;

Overwegende dat het project SolarClick, een initiatief van het Gewest, enerzijds het Gewest in staat wil stellen om zijn milieudoelstellingen te bereiken, en anderzijds de begunstigde overheidsinstanties de lokaal geproduceerde elektriciteit van de zonnepanelen wil laten gebruiken; dat Leefmilieu Brussel als houder van de installaties groenestroomcertificaten zal toegekend krijgen voor de groene stroom die deze installaties produceren, om de inkomsten uit de verkoop ervan te kunnen herbeleggen in het klimaatfonds dat werd opgericht op grond van artikel 4.1.4 van de ordonnantie van 2 mei 2013 houdende het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing;

Overwegende dat het begunstigde openbare bestuur het gebouw moet betrekken om recht te hebben op de lokaal geproduceerde en verbruikte elektriciteit en houder moet zijn van een zakelijk recht (eigendomsrecht, erfpachtrecht enz.) op datzelfde gebouw om het dak ter beschikking te kunnen stellen; in voorkomend geval kan de houder van het zakelijke recht verschillen van de bewoner van het gebouw, op voorwaarde dat de houder en bewoner allebei begunstigde openbare besturen zijn in de zin van het project SolarClick.

Overwegende dus dat de zonnepanelen eigendom zullen zijn van Leefmilieu Brussel maar zullen worden geplaatst op gebouwen waarop het begunstigde openbare bestuur een zakelijk recht heeft; dat het begunstigde openbare bestuur in dat opzicht een of meer daken van zijn gebouwen ter beschikking moet stellen van Leefmilieu Brussel;

Overwegende dat de verschillende respectieve rechten en plichten van Leefmilieu Brussel en het begunstigde openbare bestuur dienen te worden bepaald;

Overwegende dat elke installatie op een bepaald gebouw het voorwerp zal vormen van een addendum bij deze raamovereenkomst.

Op voorstel van College van Burgemeester en schepenen,

BESLIST

1. Toe te treden tot de raamovereenkomst van het BIM voor de

- terbeschikkingstelling van zonnepanelen op gemeentelijke gebouwen;
2. Het contract (SolarClick) goed te keuren in bijlage en te beschouwen als onderdeel van de huidige beraadslaging;

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

SolarClick - Contrat Région - Bénéficiaire - NL.pdf, SolarClick - Contrat Région - Bénéficiaire - Sibelga VF.pdf

20.11.2017/A/0011 **Adhésion à la centrale d'achat de l'intercommunale Sibelga pour la mise à disposition d'un service de comptabilité énergétique (Nr Click) au profit des pouvoirs locaux et régionaux de la Région de Bruxelles-Capitale**

Le conseil communal,

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 24bis et ses modifications ultérieures ;

Considérant que l'article 2, 6° de la loi du 17 juin 2016 permet à une centrale d'achat, pouvoir adjudicateur, de passer des marchés de travaux, de fournitures et de services destinés à des pouvoirs adjudicateurs ;

Considérant que l'article 47, §2 de la loi du 17 juin 2016 prévoit qu'un pouvoir adjudicateur recourant à une centrale d'achat est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation ;

Qu'en vertu de l'article 47, §4 de la loi du 17 juin 2016, un pouvoir adjudicateur bénéficiaire peut, sans appliquer les procédures prévues par la loi du 17 juin 2016, attribuer à une centrale d'achat un marché public de services pour la fourniture d'activités d'achat centralisées ; que ces marchés publics de services peuvent également comprendre la fourniture d'activités d'achat auxiliaires ;

Considérant qu'une telle centrale d'achat a été mise en place par l'intercommunale Sibelga en ce qui concerne l'utilisation performante et rationnelle de l'électricité et du gaz et optimiser les dépenses énergétiques ;

Vu l'intérêt pour la Commune d'Etterbeek de recourir à ce service qui permettra une rationalisation en terme de moyens, garantira une gestion efficace en matière énergétique des bâtiments et le suivi du service de manière professionnelle et assurera aux pouvoirs locaux et régionaux bruxellois de bénéficier de conseils techniques et administratifs précieux;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DÉCIDE

1. d'adhérer à la centrale d'achat de l'intercommunale Sibelga pour la mise à disposition d'une comptabilité énergétique au profit des pouvoirs locaux et régionaux de la Région de Bruxelles-Capitale ;
2. d'approuver le règlement (Nr Click) régissant cette centrale d'achat repris en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Toetreding tot de opdrachtcentrale van de intercommunale Sibelga voor het ter beschikking stellen van een dienst voor energetische boekhouding (Nr Click) ten behoeve van de plaatselijke en regionale besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

De Gemeenteraad

Gezien de nieuwe gemeentewet;

Gezien de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;

Gezien het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, meer bepaald artikel 24bis;

Overwegende dat artikel 2, 6° van de wet van 17 juni 2016 een opdrachtcentrale, aanbestedende overheid, toelaat opdrachten te plaatsen met betrekking tot werken, leveringen en diensten die bestemd zijn voor aanbestedende overheden;

Gelet op artikel 47, §2 van de wet van 17 juni 2016 waarin wordt bepaald dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een opdrachtcentrale vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat krachtens artikel 47, §4 van de wet van 17 juni 2016, een begunstigde aanbestedende overheid, zonder de procedures toe te passen voorzien

door de wet van 17 juni 2016, aan een opdrachtcentrale een overheidsopdracht voor diensten mag gunnen voor de levering van gedecentraliseerde aankoopactiviteiten; dat die overheidsopdrachten voor diensten eveneens de levering van ondersteunende aankoopactiviteiten kunnen omvatten;

Overwegende dat de intercommunale Sibelga een dergelijke opdrachtcentrale heeft opgericht wat betreft een efficiënt en rationeel gebruik van elektriciteit en van gas en de energetische uitgaven te optimaliseren;

Gelet op het belang voor de Gemeente Etterbeek om een beroep te doen op die opdrachtcentrale, die een rationalisering zal mogelijk maken op het vlak van middelen, een doeltreffend beheer zal garanderen inzake energie van gebouwen en het gevolg van de dienst op professionele wijze en het garanderen aan de plaatselijke en regionale Brusselse besturen te genieten van kostbare technische en administratieve raadgevingen;

Op voorstel van College van Burgemeester en schepenen,

BESLIST :

1. Toe te treden tot de opdrachtcentrale van de intercommunale Sibelga voor het ter beschikking stellen van een dienst voor energetische boekhouding ten behoeve van de plaatselijke en regionale besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
2. Het reglement (Nr Click) goed te keuren in bijlage en te beschouwen als onderdeel van de huidige beraadslaging.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

NRClick Scan - Convention NL.pdf, NRClick Scan - Convention VF.pdf

20.11.2017/A/0012 **Adhésion à la centrale d'achat de l'intercommunale Sibelga pour l'achat d'énergie au profit des pouvoirs locaux et régionaux de la Région de Bruxelles-Capitale**

Le conseil communal,

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 24bis et ses modifications ultérieures ;

Considérant que l'article 2, 6° de la loi du 17 juin 2016 permet à une centrale d'achat, pouvoir adjudicateur, de passer des marchés de travaux, de fournitures et de services destinés à des pouvoirs adjudicateurs ;

Considérant que l'article 47, §2 de la loi du 17 juin 2016 prévoit qu'un pouvoir adjudicateur recourant à une centrale d'achat est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation ;

Qu'en vertu de l'article 47, §4 de la loi du 17 juin 2016, un pouvoir adjudicateur bénéficiaire peut, sans appliquer les procédures prévues par la loi du 17 juin 2016, attribuer à une centrale d'achat un marché public de services pour la fourniture d'activités d'achat centralisées ; que ces marchés publics de services peuvent également comprendre la fourniture d'activités d'achat auxiliaires ;

Considérant qu'une telle centrale d'achat a été mise en place par l'intercommunale Sibelga en ce qui concerne l'achat de gaz et d'électricité ;

Vu l'intérêt pour la Commune d'Etterbeek de recourir à cette centrale d'achat qui permettra une rationalisation en termes de moyens, garantira l'achat d'énergie et le suivi du marché de manière professionnelle et assurera aux pouvoirs locaux et régionaux bruxellois de bénéficier de prix identiques;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DÉCIDE

1. d'adhérer à la centrale d'achat de l'intercommunale Sibelga pour l'achat d'énergie au profit des pouvoirs locaux et régionaux de la Région de Bruxelles-Capitale ;
2. d'approuver le règlement régissant cette centrale d'achat repris en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Toetreding tot de opdrachtcentrale van de intercommunale Sibelga voor de aankoop van energie ten behoeve van de plaatselijke en regionale besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

De Gemeenteraad

Gezien de nieuwe gemeentewet;

Gezien de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;

Gezien het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, meer bepaald artikel 24bis;

Overwegende dat artikel 2, 6° van de wet van 17 juni 2016 een opdrachtcentrale, aanbestedende overheid, toelaat opdrachten te plaatsen met betrekking tot werken, leveringen en diensten die bestemd zijn voor aanbestedende overheden;

Gelet op artikel 47, §2 van de wet van 17 juni 2016 waarin wordt bepaald dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een opdrachtcentrale vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat krachtens artikel 47, §4 van de wet van 17 juni 2016, een begunstigde aanbestedende overheid, zonder de procedures toe te passen voorzien door de wet van 17 juni 2016, aan een opdrachtcentrale een overheidsopdracht voor diensten mag gunnen voor de levering van gedecentraliseerde aankoopactiviteiten; dat die overheidsopdrachten voor diensten eveneens de levering van ondersteunende aankoopactiviteiten kunnen omvatten;

Overwegende dat de intercommunale Sibelga een dergelijke opdrachtcentrale heeft opgericht door de aankoop van gas en elektriciteit;

Gelet op het belang voor de Gemeente Etterbeek om een beroep te doen op die opdrachtcentrale, die een rationalisering zal mogelijk maken op het vlak van middelen, de professionele aankoop van energie en opvolging van de markt zal garanderen en de plaatselijke en regionale Brusselse besturen identieke, gunstige prijzen zal waarborgen;

Op voorstel van College van Burgemeester en schepenen,

BESLIST

1. Toe te treden tot de opdrachtcentrale van de intercommunale Sibelga voor de aankoop van energie ten behoeve van de plaatselijke en regionale besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
2. Het reglement goed te keuren in bijlage en te beschouwen als onderdeel van de huidige beraadslaging.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Règlement centrale achat Energie NL.pdf, Règlement centrale achat Energie VF.pdf

20.11.2017/A/0013 **Adhésion à la centrale d'achat de l'intercommunale Sibelga pour l'accompagnement des pouvoirs locaux et régionaux de la Région de Bruxelles-Capitale en vue de promouvoir les mesures d'efficacité énergétique**

Le conseil communal,

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 24bis et ses modifications ultérieures ;

Considérant que l'article 2, 6° de la loi du 17 juin 2016 permet à une centrale d'achat, pouvoir adjudicateur, de passer des marchés de travaux, de fournitures et de services destinés à des pouvoirs adjudicateurs ;

Considérant que l'article 47, §2 de la loi du 17 juin 2016 prévoit qu'un pouvoir adjudicateur recourant à une centrale d'achat est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation ;

Qu'en vertu de l'article 47, §4 de la loi du 17 juin 2016, un pouvoir adjudicateur bénéficiaire peut, sans appliquer les procédures prévues par la loi du 17 juin 2016, attribuer à une centrale d'achat un marché public de services pour la fourniture d'activités d'achat centralisées ; que ces marchés publics de services peuvent également comprendre la fourniture d'activités d'achat auxiliaires ;

Considérant qu'une telle centrale d'achat a été mise en place par l'intercommunale Sibelga en ce qui concerne l'accompagnement des pouvoirs publics locaux et régionaux de la Région de Bruxelles-Capitale en vue de promouvoir les mesures d'efficacité énergétique ;

Vu l'intérêt pour la Commune d'Etterbeek de recourir à cette centrale d'achat qui permettra de bénéficier de l'expertise de Sibelga pour les marchés publics relatifs aux travaux, fournitures et services en matière d'utilisation performante et rationnelle de l'énergie ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DÉCIDE

1. d'adhérer à la centrale d'achat de l'intercommunale Sibelga pour l'accompagnement des pouvoirs locaux et régionaux de la Région de Bruxelles-Capitale en vue de promouvoir les mesures d'efficacité énergétique ;
2. d'approuver le règlement régissant cette centrale d'achat repris en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Toetreding tot de aankoopcentrale van de intercommunale Sibelga voor de begeleiding van de lokale besturen en gewestelijke overheden met het oog op de bevordering van energie-efficiëntiemaatregelen

De Gemeenteraad

Gezien de nieuwe gemeentewet;

Gezien de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;

Gezien het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, meer bepaald artikel 24bis;

Overwegende dat artikel 2, 6° van de wet van 17 juni 2016 een opdrachtcentrale, aanbestedende overheid, toelaat opdrachten te plaatsen met betrekking tot werken, leveringen en diensten die bestemd zijn voor aanbestedende overheden;

Gelet op artikel 47, §2 van de wet van 17 juni 2016 waarin wordt bepaald dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een opdrachtcentrale vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat krachtens artikel 47, §4 van de wet van 17 juni 2016, een begunstigde aanbestedende overheid, zonder de procedures toe te passen voorzien door de wet van 17 juni 2016, aan een opdrachtcentrale een overheidsopdracht voor diensten mag gunnen voor de levering van gedecentraliseerde aankoopactiviteiten; dat die overheidsopdrachten voor diensten eveneens de levering van ondersteunende aankoopactiviteiten kunnen omvatten;

Overwegende dat een dergelijke opdrachtcentrale werd opgericht door de intercommunale Sibelga ter begeleiding van de plaatselijke en regionale openbare besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om energie-efficiëntiemaatregelen te promoten;

Gelet op het belang voor de Gemeente Etterbeek om een beroep te doen op die opdrachtcentrale waarmee voordeel kan worden gehaald uit de expertise van Sibelga

voor de overheidsopdrachten betreffende de werken, leveringen en diensten in verband met performant en rationeel energiegebruik;

Op voorstel van College van Burgemeester en schepenen,

BESLIST

1. Toe te treden tot de opdrachtcentrale van de intercommunale Sibelga ter begeleiding van de plaatselijke en regionale openbare besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om energie-efficiëntie maatregelen te promoten;
2. Het reglement goed te keuren in bijlage en te beschouwen als onderdeel van de huidige beraadslaging.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Reglement centrale ESCO NL.pdf, Reglement centrale ESCO VF.pdf

A.T. - Planification - R.O. - Planning

20.11.2017/A/0014 Plan régional d'affectation du sol – Modification partielle – Avis du Conseil Communal

Le Conseil Communal,

Vu les prescriptions du Code Bruxellois de l'Aménagement et du Territoire (Cobat), notamment les articles 25, 26 et 27 ;

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale procède actuellement à une modification partielle du Plan régional d'affectation du sol (PRAS) relative à la liaison de transport en commun souterraine Nord-Sud ;

Considérant que cette modification est soumise à l'enquête publique du 1er septembre au 30 octobre 2017 inclus dans l'ensemble des communes bruxelloises ;

Vu le PRAS qui a été adopté par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 mai 2001 ;

Considérant que la demande a pour objet la création d'une liaison souterraine de transports en commun reliant Haren à Forest ;

Considérant que le présent projet de modification est accompagné d'un rapport sur les incidences environnementales ;

Considérant que la modification partielle du PRAS permettra de :

- concevoir une ligne de pré-métro ou de métro reliant la gare de Bordet (Haren) à la place Albert (Forest), via la gare du Nord et la gare du Midi ;
- de planifier l'emplacement des stations ;
- d'étudier dans le détail les impacts environnementaux des projets (infrastructures définitives et chantiers) ;

Considérant que le projet de modification porte sur la carte des affectations et sur la carte des transports en commun ;

Considérant que le projet permettra de desservir Evere et Schaerbeek où l'offre en transports en commun est saturée ;

Considérant que cette modification résulte de la volonté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de répondre aux besoins grandissants en termes de déplacements et d'améliorer la mobilité au sein de son territoire tout en améliorant son environnement par un transfert modal grâce au renforcement de l'offre en transports en commun ;

Considérant que ces modifications n'ont pas d'impact sur le territoire etterbeekois ;

Considérant que le projet de modification partielle du PRAS est soumis à l'enquête prescrite par l'article 25§4 du Cobat, du 1er septembre au 30 octobre 2017 inclus ;

DÉCIDE

d'émettre un avis favorable sur le projet de modification partielle du Plan Régional d'Affectation du Sol (PRAS) relative à la liaison de transport en commun souterraine Nord-Sud.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Gewestelijk bestemmingsplan – gedeeltelijke wijziging– Advies van de Gemeenteraad

De gemeenteraad,

gelet op de voorschriften van het Brussels Wetboek van de Ruimtelijke Ordening (BWRO), meer bepaald de artikelen 25, 26 en 27;

overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijke Gewest op dit moment overgaat tot een gedeeltelijke wijziging van het gewestelijk bestemmingsplan (GBP) betreffende de Noord-Zuidverbinding van het ondergrondse openbaar vervoer;

overwegende dat die wijziging onderworpen is aan het openbaar onderzoek van 1 september tot en met 30 oktober 2017 in alle Brusselse gemeenten;

gelet op het GBP dat aangenomen werd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 mei 2001;

overwegende dat de aanvraag betrekking heeft op de aanleg van een ondergrondse verbinding voor het openbaar vervoer tussen Haren en Vorst;

overwegende dat het huidige ontwerp van wijziging vergezeld gaat van een milieueffectenrapport;

overwegende dat de gedeeltelijke wijziging van het GBP het mogelijk zal maken om:

- een premetro- of metrolijn aan te leggen die het station Bordet (Haren) verbindt met het Albertplein (Vorst) via het Noordstation en het Zuidstation;
- de locatie van de stations te plannen;
- de milieueffecten van de projecten (definitieve infrastructuur en bouwplaatsen) in detail te bestuderen;

overwegende dat het ontwerp van wijziging betrekking heeft op de kaart van de bodembestemmingen en de kaart van het openbaar vervoer;

overwegende dat het project de bediening van Evere en Schaarbeek mogelijk zal maken waar het openbaarvervoeraanbod verzadigd is;

overwegende dat deze wijziging het gevolg is van de wil van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering om te voldoen aan de toenemende verplaatsingsbehoeften en de mobiliteit op het Brusselse Grondgebied te verbeteren en tegelijkertijd het milieu te bevorderen door met een versterkt openbaarvervoeraanbod een modal shift te bewerkstelligen;

overwegende dat deze wijzigingen geen impact hebben op het grondgebied van Etterbeek;

overwegende dat het ontwerp van gedeeltelijke wijziging van het GBP onderworpen is aan het onderzoek voorgeschreven door artikel 25 §4 van het BWRO, van 1 september tot en met 30 oktober 2017;

BESLIST

een gunstig advies te geven over het ontwerp van gedeeltelijke wijziging van het gewestelijk bestemmingsplan (GBP) betreffende de Noord-Zuidverbinding van het ondergrondse openbaar vervoer.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

03_01_pras_liaison_ns_rnt_fr.pdf, 01_00_pras_liaison_ns.pdf,

03_02_pras_liaison_ns_rnt_nl_1.pdf

Finances - Financiën

20.11.2017/A/0015 Budget 2018 – Services ordinaire et extraordinaire

Le Conseil communal,

Vu le projet du budget pour l'exercice 2018 élaboré par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Vu les articles 93-1, 96, 99, 117, 242, 255 et 259 de la nouvelle loi communale ;

Attendu que le projet du budget peut être résumé comme suit :

BUDGET ORDINAIRE

		RECETTES		DEPENS
Exercice propre		100.029.505,15		99.846.000,00
	Boni		182.819,04	
Exercices antérieurs		21.669.851,96		
Prélèvements				
Total général		121.699.357,11		99.846.000,00
	Boni		21.852.671,00	

BUDGET EXTRAORDINAIRE

		RECETTES		DEPENS
Exercice propre		20.278.237,88		20.278.237,88
Exercices antérieurs				8.588.224,63
Prélèvements				
Total général		20.278.237,88		28.866.462,51
	Mali		8.588.224,63	

Attendu que notre CPAS a inscrit une somme de € 14.433.282,54 pour faire face à ses besoins ;

APPROUVE

1. l'inscription dans notre budget d'une dotation à la zone de police de € 9.811.618,97;
2. l'inscription dans notre budget d'une somme de € 14.433.282,54 comme intervention à notre CPAS ;
3. le budget pour l'exercice 2018

Le Conseil approuve le projet de délibération amendé.

29 votants : 22 votes positifs, 4 votes négatifs, 3 abstentions.
Non : André du Bus, Kathy Mottet, Damien Gérard, Edoardo Traversa.
Abstentions : Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Christophe Gasia.

Amendement du Collège des Bourgmestre et Echevins :

Le Conseil communal,

Vu le budget communal 2018 approuvé par le Collège des Bourgmestre et Echevins en sa séance du 26 octobre 2017.

Vu le résultat budgétaire à l'exercice propre de 182.819,04 € approuvé en cette même séance.

Vu la volonté du pouvoir communal traduite dans le budget d'augmenter l'aide au 3ème âge.

Vu l'erreur d'inscription des crédits au bon article budgétaire à savoir l'inscription de 3.000 € à l'article 834/124-48 (3ème âge – Animations et activités) au lieu du 834/332-02 (Clubs personnes âgées – Subsidés)

Attendu qu'il s'agit d'un transfert de crédits qui n'impacte pas le résultat final.

Vu l'approbation de cette modification par le Comité d'accompagnement régional en date du 16 novembre 2017.

DECIDE :

De transférer un crédit de 3.000 € de l'article 834/124-48 (3ème âge – Animations et activités) vers l'article 834/332-02 (Clubs personnes âgées – Subsidés)

29 votants : 22 votes positifs, 4 votes négatifs, 3 abstentions.
Non : André du Bus, Kathy Mottet, Damien Gérard, Edoardo Traversa.
Abstentions : Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Christophe Gasia.

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Van Bockstal :

« Je vous remercie Monsieur le Président. Je remercie les Conseillers qui étaient présents lors de la commission préparatoire aux niveaux des informations financières. Ma collègue, Madame Geuten, et Carole Geerinckx du service Egalité Femme-Homme étaient également présentes pour expliquer brièvement le développement du genderbudgeting. Cette année-ci, on a inclus un volet genderbudgeting dans le budget extraordinaire.

Le budget se clôture avec un boni à l'exercice propre de 182.000 euros arrondis, tenant compte de toutes les dotations communales, zone de Police et CPAS.

La présentation du budget fut un travail de longue haleine, qui a commencé depuis un bon moment et, vous le savez Monsieur le Président, que c'est depuis l'année 1997 que la commune est revenue en équilibre.

Il est important de savoir qu'au boni cumulé, on atteint aujourd'hui un montant 21 852 000 euros grâce à tous les efforts fournis par les précédents et actuels membres du Collège. Il faut aussi faire référence aux projets ambitieux qui y sont inclus et qui sont représentés par la ré-urbanisation des Jardins de la Chasse, le Contrat de Quartier Durable et d'autres.

En dépenses, et je vais être bref comme vous l'avez demandé, le chiffre s'élève à 99 846 000 euros. La plus grande part des dépenses est consacrée à la zone de Police Montgomery pour un montant de 9 800 000 euros et pour la dotation du CPAS, le montant s'élève à 14 400 000 euros pour l'équilibre budgétaire. Afin de réaliser toutes nos activités, il y a une dépense estimée de 3 100 000 euros pour les fournitures techniques. N'oubliez pas aussi que dans les dépenses de personnel, statistiques référentielles dans les autres communes, on arrive à un taux de 52% de dépenses générales.

En recette, nous dépassons pour la première fois les 100 millions, avec 100 029 000 euros, chiffre en croissance donc. C'est effectivement une évolution très importante au niveau des recettes de cette commune. D'abord, il faut faire référence à la dotation générale des communes de l'enveloppe régionale de 15 millions d'euros. Et pour quand même faire référence aux taxes, taxes de personnes physiques de 11 600 000 euros, pour les additionnels le précompte immobilier 23 200 000 euros et toutes les autres taxes confondues, on arrive à un montant de 10 000 000 euros arrondis.

Dans le budget extraordinaire, on reprend effectivement tous les grands investissements de la commune dont on maintient l'enveloppe à 4 500 000 euros. Mais, nous pouvons être assez fiers de réaliser d'autres investissements importants en présentant néanmoins un boni cumulé. Pour l'investissement rue Général Henry : 1 300 000 euros, le renouvellement du stade Guy Thijs : la pelouse synthétique et le renouvellement de l'éclairage qui est moins énergivore : 350 000 euros. Sans oublier le service participation qui bénéficie d'une enveloppe afin de réaliser les projets participatifs « Fluicity ». Il y a encore presque 8 millions qui seront investis en 2018 pour les réaménagements du site des Jardins de la Chasse, y sont inclus les 830 000 euros pour l'aménagement de la rue Beckers.

N'oublions pas que la commune investit en 2018 encore 840 000 euros aux structures de l'enseignement primaire.

Pour 2018, il y a un montant d'environ 3 100 000 euros à investir dans le Contrat de Quartier Chasse-Gray.

Je remercie tous mes collègues du Collège, car c'est le fruit du travail de tous mes collègues, de tous les services. Je remercie aussi la présidente au CPAS pour le travail fourni. Je remercie Monsieur le Secrétaire Communal pour la coordination entre les différents services. Et finalement Monsieur Demol et Monsieur Loix, pour la qualité de l'information et la transparence, je vous en remercie. »

Le Bourgmestre prend la parole :

« La déclaration de politique générale, je ne pense pas qu'il soit utile que nous vous en fassions l'exposé, elle fait 77 pages de développement. Je suppose que les uns et les autres vont prendre la parole à ce sujet-là.

Je voulais simplement, en matière de Participation, vous indiquer que 2 initiatives complémentaires seront prises en 2018 et ça dans le cadre budgétaire. C'est-à-dire que d'une part, en s'inspirant de ce qui se fait, mais pas tout à fait, en matière de Micro-projet. On a l'intention, puisqu'un montant de 50 000 euros a été affecté complémentirement à la Participation, de générer dans des quartiers et chez des habitants la possibilité d'introduire auprès d'un jury, qui devra encore être constitué mais qui sera composé de fonctionnaires, ou individuellement, ou en groupe, ou en collectif, ou en associations, des projets relatifs à leur quartier et donc on pourrait imaginer 15 à 18 projets de ce type, qui seront proposés aux habitants.

De même, j'ai l'intention, et le Collège en a marqué accord, d'avancer dans le budget participatif. C'est-à-dire de définir 3 dossiers, peut-être plus, dans lequel le budget a déjà arrêté en matière de budget extraordinaire, de travaux à accomplir sur une place, un square, une rue, ... On en débattera au Collège, et d'affecter un montant de ce budget, par exemple si un budget de 800 000 euros est prévu, on peut très bien prévoir que 200 000 euros seront soumis, selon une technique que nous allons établir et qui peut s'inspirer de ce qui s'est fait en France et dans différentes communes à l'étranger, d'une participation citoyen leur permettant finalement d'opérer un choix entre différentes alternatives qui leur seront soumises à l'occasion de ces travaux. Donc ce sont des éléments complémentaires que je voulais porter à votre sagacité. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Van Praet :

« Je vous remercie Monsieur le Président. Une nouvelle foi, nous sommes très satisfaits d'adopter un budget qui, outre respecter l'équilibre, dégage un boni de plus de 180.000€. Celui-ci témoigne de la bonne santé financière de la commune et d'une gestion efficace des deniers et des politiques publiques.

Sur le long terme, nous venons de loin ! Le déficit et l'endettement important de la commune ont progressivement été redressés. Depuis plusieurs années maintenant, Etterbeek affiche des comptes positifs et l'endettement de la commune figure parmi les plus faible de notre région.

Il faut vous en féliciter le Bourgmestre, le capitaine du Collège et ces lauriers vont naturellement aux membres du Collège et, évidemment, aux services communaux qui sont à vos côtés. Nous le savons, le travail du Secrétaire communal, du Receveur en collaboration avec le service des Finances, à vos côtés, ont contribué à ces beaux résultats.

La situation est d'autant plus remarquable qu'elle permettra, Monsieur le Bourgmestre, de tenir l'engagement de notre groupe et celui de la majorité et du Collège d'alléger l'impôt des Etterbeekoïes. Non pas une fois mais deux fois puisque la diminution de 0.5% que nous adoptions voici un an, elle sera complétée, en 2018, d'une nouvelle diminution de 0,3% portant le taux additionnel à l'IPP à 6,7%, dans la moyenne des communes bruxelloises.

Du reste, le budget 2018 poursuit sa sensibilisation au genre afin d'assurer une meilleure équité entre les femmes et les hommes, et peut être d'autres catégories par la suite nous le verrons, au sein des politiques qui découlent de notre budget.

Et, sous votre impulsion, Monsieur le Bourgmestre, 2018 permettra de concrétiser la volonté d'associer, vous l'avez rappelé en préambule, plus grandement les citoyens

dans certains choix budgétaires grâce à la dynamique de budget participatif que vous portez.

Permettez-moi d'en venir brièvement à quelques aspects de la déclaration de politique générale qui accompagne ce budget 2018.

Sans nul doute, la poursuite du projet des jardins de la Chasse et la sortie de terre du nouveau centre administratif communal sera l'un des points d'orgue de 2018, projet audacieux qui suscite l'intérêt bien au-delà de notre commune. Réalisé sans compromettre notre trajectoire budgétaire et tout en projetant, pour notre commune, les bénéfices de l'émergence d'un nouveau quartier et, ici même, d'un nouveau devenir pour l'actuel Hôtel communal. Nous ne rejoindrons pas les sceptiques de ce Conseil qui cherchent, tant que faire se peut, les risques et les autres raisons de désenchanter. Il n'en est rien.

Parallèlement aux politiques découlant du budget 2018, et il faut le rappeler grâce au soutien de la Région bruxelloise, nous devons saluer la bonne marche du Contrat de Quartier Durable qui se traduira, l'année prochaine, de plus en plus concrètement, avec l'entame des travaux qui sont importants pour au cadre de vie des Bruxellois.

Au-delà de la construction de nouveaux logements et de l'accompagnement des projets socio-économiques, le Contrat de Quartier Durable Chasse-Gray permettra également de donner une nouvelle jeunesse au Jardin Hap, avec, nous en sommes certains, l'adhésion des riverains et des amoureux de celui-ci.

Le Contrat de Quartier Durable renforcera encore notre action en termes de propreté publique, autre priorité de la Liste du Bourgmestre, nous le savons. Le Plan Propreté, Monsieur le Bourgmestre, porte ses fruits mais tant de travail reste à abattre. Vous avez coutume de rappeler que ce n'est pas la commune qui salit ce sont les citoyens inciviques, c'est vrai ! Elle est pour autant le principal acteur utile à, tant que faire se peut, passer après les inciviques. Les habitants ont une attente forte en la matière. Avec les décisions du Collège et la dynamique insufflée par l'Echevine Marie-Rose Geuten, nous faisons mieux de jour en jour. Je donnerai deux exemples :

- *La lutte contre les tags a donné des résultats remarquables. Près de 1000 graffitis ont été enlevés des façades ou des mobiliers urbains de la commune.*
- *La politique des sanctions administratives communales porte, nous semble-t-il, également ses fruits. Je suis moi-même impacté, je n'ose d'ailleurs plus jeter un mégot au sol et c'est bien normal ! J'ai totalement été influencé par ces politiques communales. Nous nous réjouissons du renforcement de la cellule répression.*

Je voudrais dire quelques mots sur la sécurité. Suite à une étude menée sur le sentiment d'insécurité, celui-ci est en baisse. Dans une récente enquête sur la sécurité, ce sont les problèmes de propreté qui alimentent le sentiment d'insécurité, ce ne sont pas les arrachages de sac ou le risque d'agression. Pour le reste, la situation à Etterbeek semble particulièrement agréable, je rappelle que 96% de la population, selon cette étude indépendante qui a été faite, considèrent qu'ils sont en sécurité en journée, 87% de nuit. Je pense que peu de communes bruxelloises peuvent avoir un tel ressenti chez la population. La politique de sécurité, de prévention, d'aménagement

urbain porte ses résultats et nous en sommes heureux.

Nous ne sommes pas au Conseil de Police mais je souhaitais quand même signaler que les statistiques de la Police sur les vols sont en baisses, à l'exception des vols de vélos et nous espérons bien voir le nombre de vols diminués en 2018, notamment par le billet de l'instauration de la prime-cadenas que nous avons adopté au sein de ce Conseil.

Nous saluons aussi la poursuite du développement de la vidéosurveillance dans la commune.

Passons au chapitre de la Participation, moteur particulier du Collège. Le budget Participatif en est un. La consultation des habitants en est une autre et j'ai récemment eu l'occasion de vous interpeller sur la concrétisation de Fluicity et sur les concrétisations de ces actions, des propositions qui sont faites par les citoyens. Et nous sommes heureux de constater le lancement d'une la « Bourses aux idées » qui permettra de financer en partie ceux-ci. A l'échelle d'une commune, les citoyens ont de plus en plus à cœur de s'impliquer dans les décisions touchant leur quartier, leur rue. Les idées sont souvent bien pensées et réalisables. Cela permet de retisser le lien entre la population et le politique, et de lutter contre toute forme de terrorisme. Tel doit être notre objectif. Ce débat doit être prolongé par l'implication des européens dans les débats publics en 2018, notamment dans le choix de leurs mandataires et donc de l'élection que nous aurons en octobre prochain.

Le Bien-Etre Animal, nouvelle compétence dans laquelle a plongé l'Echevin Aziz Es, compétence portée par le Collège vous l'avez dit lors du dernier conseil, nous partageons la volonté d'être labellisé « Commune respectueuse du bien-être animal » dans une commune qui fait la part belle aux poules urbaines, on ne peut pas en douter. Nous souhaitons porter, avec l'Echevin Aziz Es, avec fruit en 2018 ces propositions en la matière.

Nous parlons beaucoup bonne gouvernance. La bonne gouvernance fait l'objet de beaucoup d'annonces qui touchent aux pratiques politiques. Mais c'est aussi mené des politiques qui sont efficaces pour la population et qui rencontrent ces enjeux. La déclaration de politique générale et les politiques portées par le Collège en témoignent. Nous voterons donc favorablement pour ce budget 2018 et vous félicitons pour cette déclaration de politique générale.

J'ai dit. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Buyani :

« Monsieur le Président, ce qui peut arriver c'est qu'on se répète. Après avoir écouté ce que Monsieur Van Praet vient de dire, je risque de vous ennuyer en répétant certains points soulevés. Cela dit, pour le budget et la déclaration de politique générale, notre groupe adresse ses félicitations au Collège et au service des Finances pour ce budget en équilibre et qui, par rapport aux budgets précédents, recèle une continuité.

Cela dit, nous voulons rendre un hommage particulier au Receveur, Monsieur Demol, dans la mesure où le 14 novembre, nous avons assisté à la réunion de la commission du budget et je dois dire que j'ai été impressionné par le calme avec lequel il répondait clairement aux nombreuses questions qui lui étaient posées, soutenu bien sûr par

l'échevin responsable. Je tenais à souligner ce signe marquant de la maîtrise du dossier.

Nous devons constater que la déclaration de politique générale accorde beaucoup d'attention à l'action sociale et il rejoint en cela les préoccupations actuellement marquées de l'Union Européenne notamment ce qui s'est passé au sommet de Gothenburg le 17 novembre dernier. Et cela pas uniquement dans les compétences sociales au sens strictes mais aussi de manière transversale dans d'autres domaines de la politique communale.

Pour nos concitoyens vivants dans la plus grande précarité, il y a, outre le CPAS, le programme de cohésion sociale qui leur offre, avec ces cours d'alphabétisation, de français - langues étrangères et le soutien scolaire, la base pour l'intégration sociale et l'insertion socioéconomique.

Pour nos aînés, dont beaucoup vivent très isolés, le service Contact + est devenu un lieu d'accueil et d'accompagnement très bien apprécié, très bien connu et performant.

Le programme Santé donne également beaucoup d'attention au public précarisé avec, entre autre, la sensibilisation autour de l'alimentation saine, la lunetterie sociale et un programme spécifique aux maladies liées à la précarité.

En ce qui concerne le Contrat de Quartier Durable, je tiens à répéter que la contribution au développement social de la partie la plus pauvre de notre commune est son premier objectif. Et cela, non seulement par le biais de projets socioéconomique mais aussi pour l'attribution de logements qui seront réalisés et la programmation, la gestion des infrastructures socioculturelles.

Dans le domaine social, je tiens encore à souligner l'excellent travail fourni par le service Solidarité Internationale, comme les intervenants de l'interpellation du public viennent de l'accentuer, le Mois de la Solidarité de cette année, sous la thématique de la migration, était largement apprécié. Et avec les liens de ville avec la commune marocaine de Aït Baha, Etterbeek montre que nous ne voulons pas seulement parier sur l'intégration des migrants dans notre communauté mais nous voulons aussi contribuer à améliorer les conditions de vie au Maroc afin que le jeune là-bas puisse développer un avenir meilleur.

Pour conclure, je tiens à souligner l'importance deux autres domaines de la politique communale : la propreté publique et la culture. Comme chaque enquête le montre, la propreté des rues et des places est l'une des préoccupations les plus importantes de notre population. Il est donc bien d'investir davantage dans la mise en œuvre du plan de propreté et cela sur les trois volets : les mesures préventives, le nettoyage collectif et les mesures répressives. Pour la culture, inutile de répéter le programme prévu dans la déclaration de politique générale, on peut citer notamment le parcours d'artistes, tout ce que nous pouvons dire est que nous espérons que l'intervention financière de la commune, dans ce secteur, va augmenter.

Merci Monsieur le Président. »

Le Bourgmestre donne la parole à Madame Servais :

« Merci Monsieur le Président. Les budgets en boni se suivent et permettent en même temps une baisse de la dette et des impôts communaux. C'est donc avec gratitude que

nous remercions également Monsieur l'échevin des Finances, Monsieur le Receveur communal et leur service. C'est aussi avec un intérêt particulier que nous avons regardé le genderbudgeting qui assurera une répartition juste des finances.

Savoir les finances communales entre de bonnes mains permettent de se concentrer sur les enjeux importants qui attendent Etterbeek. Pour Ecolo/Groen, ça ne vous étonnera pas que ça passe par un approfondissement de la transition écologique. Pour réussir une transition écologique il faut d'abord pouvoir réduire les inégalités, donner la primauté à un intérêt général et s'appuyer sur une gouvernance fiable.

Nous savons que pour beaucoup de Bruxellois la part qu'occupe le cout du loyer, qui n'est plus adapté à la plupart des revenus, est trop importante. Dans les demandes d'aide sociale à Etterbeek, 80% sont dues à des problèmes de logement. Grace au Guichet Unique du Logement, les Etterbeekoïses peuvent recevoir les meilleurs conseils mais il faudrait pouvoir augmenter le nombre des logements sociaux et moyens et continuer à développer différents types d'habitats alternatifs. Nous espérons aussi ainsi que la communication à propos de la prime aux propriétaires qui confient leur bien à une AIS portera ses fruits.

Alors que Bruxelles devient une des villes les plus cosmopolites du monde, les actions de cohésion sociale autour du vivre ensemble gagnent encore en importance à Etterbeek, où bien plus de 100 nationalités se côtoient.

Nous savons aussi combien l'accompagnement de Contact + est précieux pour les aînés et les personnes handicapées.

Les soutiens aux habitants qui recherchent un emploi ou en rupture sociale apportés notamment par le CPAS, la mission Locale pour l'Emploi ou le Service de Prévention sont essentiels pour aider à se réinsérer, lutter contre le sentiment d'insécurité ou le radicalisme.

Les indispensables réalisations du service Egalité Femmes-Hommes tentent également de corriger les inégalités qui touchent les femmes dans la plupart des domaines.

L'importance du soutien scolaire n'est plus à démontrer et nous aimerions qu'une attention particulière soit apportée au harcèlement donc se sentent victimes beaucoup d'élèves.

Par ailleurs, nous avons apprécié les diverses animations mises en place lors du mois de la Solidarité, sur le thème des migrants. Nous avons encore pu mieux mesurer la complexité de cette thématique qui va prendre de plus en plus d'importance comme nous avons pu le voir au début de ce conseil.

Mais il fait bon de vivre dans beaucoup de nos quartiers et une sérieuse cure d'embellissement est en route à Etterbeek. Plusieurs projets d'aménagements de nos places vont permettre de créer de beaux lieux de loisirs et de rencontre. Nous espérons qu'une solution sera trouvée pour la Place Saint-Pierre et qu'elle sera susceptible de concilier les différentes fonctions présentes sur cette place en donnant la priorité à la qualité de vie notamment pour les piétons. La place Saint-Pierre pourrait devenir un bel espace convivial comme l'est la place de Theux si joliment réaménagée. Les travaux prévus rue Général Henry permettront aussi une meilleure qualité de vie dans

ce quartier très dense.

Dans le cadre du CQD, nous soutenons avec enthousiasme la revitalisation du parc Hap qui devrait rester le havre de verdure et de paix auquel les habitants sont très attachés avec en bonus la plantation d'un verger et l'organisation d'un potager.

A l'instar des Jardins Participatifs, encourager toutes les initiatives d'agricultures urbaines et la gestion différenciée de nos espaces publiques est un pas important dans l'amélioration de notre environnement.

Il faut entendre aujourd'hui, dans le Soir, la centaine de médecins qui lancent un cri d'alarme à propos de la mauvaise qualité de l'air à Bruxelles. Cette pollution entraîne des centaines de morts prématurées et obligent les enfants à grandir dans un environnement malsain, alors que nous connaissons les risques que cette pollution de l'air fait courir à notre santé. Ces médecins demandent qu'une politique ambitieuse soit mise en place pour lutter notamment contre les nuisances des particules fines, c'est un très vaste chantier. Mais comme le demande aussi ces médecins, on pourrait déjà faire prendre conscience de la gravité du désastre sanitaire en attirant l'attention sur des attitudes assez simples à modifier comme ne plus laisser un moteur en marche au point mort.

Etterbeek se promet de mettre en œuvre les recommandations de l'audit ByPad. Nous espérons ainsi se voir concrétiser un meilleur partage des voiries publiques, avec attention accrue à la protection des usagers les plus faibles et une promotion de la mobilité douce. Nous attendons donc que se multiplie les box's à vélo sécurisées et les arceaux pour vélo.

Pouvoir côtoyer un espace public propre est également un atout pour une meilleure qualité de vie. Le Plan Propreté continue à se déployer, nous avons pu observer le dynamisme des médiateurs écocitoyenneté lors d'action spécifique ou quand on les croise dans nos rues. Ce combat quotidien pour évacuer des tonnes de déchets qui nous encombrent est allégrement épaulé par le service du Développement Durable qui axe sa politique sur la prévention autour du « Zéro déchet » du désencombrement.

La participation citoyenne et associative ainsi que l'application transversale de neufs services communaux sont également le moteur du CQD Chasse-Gray. La revitalisation des bâtiments ne se verra que dans les prochaines années mais bien des initiatives commerciales culturelles et citoyennes ont déjà bien secoué le quartier pour le mieux-être de tous.

Comme il est important que l'apprentissage de la démocratie participative se fasse dès l'enfance, nous tenons à saluer la mise en place du Conseil communal des Enfants. Nous espérons qu'il pourra très vite s'étoffer.

Nous avons la chance à Etterbeek de bénéficier d'outils affûtés comme nos bibliothèques, nos centres culturels, nos académies, notre centre sportif qui aussi apportent un dynamisme précieux dans la transmission des savoirs et le soutien à la créativité en motivant nos jeunes artistes et champions. Ils permettent à tous une pratique culturelle et sportive de très bon niveau. Mais cette année l'art a été aussi dans la rue avec la vitrine itinérante et des renards qui se cachent dans un mouchoir.

Il est indéniable que la transition écologique progresse énergiquement dans notre commune et nous pouvons nous en réjouir. Mais il y a urgence, comme rappelait plus de 15 000 scientifiques issus 184 pays dans le manifeste « Il sera bientôt trop tard » qui a été publié dans le « Monde » la semaine passée. Biodiversité, climat, ressources naturelles, ils tirent la sonnette d'alarme quant à la détérioration catastrophique de l'environnement. Nous espérons donc que les futurs budgets intégreront encore plus cette urgence dans leur élaboration, que la rénovation et l'efficacité énergétique des bâtiments communaux puissent accélérer mais nous soulignons qu'avec la reconstruction de la Crèche Aimé Dupont, même si la situation reste compliquée pour beaucoup de jeunes parents, Etterbeek sera en tête des communes bruxelloises au niveau de l'offre pour les tout-petits.

Nous voudrions aussi qu'une attention particulière soit accordée à l'isolation des habitations, que la consommation durable continue à être encouragée. Nous avons vu ces derniers mois l'émergence de plusieurs magasins qui font la promotion des circuits courts. Avec « Entreprendre à Etterbeek », il serait important de soutenir l'installation de commerces de qualité notamment dans le quartier qui va se transformer avec l'installation de la nouvelle maison communale. Et il faut aussi que les actions menées pour promouvoir une alimentation durable puissent s'intensifier.

Il faudrait aussi que des subsides soient dégagés pour accompagner les citoyennes et les citoyens transitionneurs qui embellissent nos quartiers. J'ai entendu que c'était à l'ordre du jour et ainsi que le budget participatif.

Nous terminons en remerciant le Collège, le personnel communal pour son implication et nous transmettons nos encouragements pour la tâche inédite qui les attend avec la réorganisation des services à l'occasion du déménagement de l'Hôtel Communal.

Merci. »

*Le bourgmestre donne la parole à Monsieur Gérard :
« Merci Monsieur le Président.*

Alors nous avons lu avec attention cette déclaration de politique générale, ce document qui est effectivement assez long, même s'il reproduit en partie le memento communal que nous avons reçu également. Il contient, pas tant la déclaration elle-même, mais les projets de budget contiennent une coquille cocasse au sens où on vient nous proposer le budget 2013 Mesdames et Messieurs. Si on pouvait dans les copier-coller éviter de copier la date d'il y a 5 ans, « Conformément à l'article 96 de la NLC, le Collège des Bourgmestre et Echevins vous soumet de budget pour 2013. » ; ça ne fait quand même pas très sérieux.

Alors, cette déclaration de politique générale c'est une belle liste de courses que l'administration a compilée. Le problème c'est qu'on ne sait toujours pas ce qu'on va manger ce soir ! C'est-à-dire qu'on a une multitude d'éléments qui nous sont résumés, listés mais dont on ne saisit absolument pas la cohérence et dans quelle mesure ils s'intègrent dans un projet, dans une révision politique, dans un vrai projet politique pour notre commune. Je relisais les commentaires de mon prédécesseur André du Bus sur les précédentes déclarations de politique générale et je me rends compte qu'en fait c'est un point qui est récurrent depuis 5 ans. On se demande vraiment où est la cohérence du projet quand on lit ce long document, comme je le disais, qui s'apparent

à une espèce de liste de courses mais sans vraiment savoir ce qu'elle va donner au final. Ça fait 5 ans que ça dure, c'est quand même dommage.

C'est sûr que dans cette liste de courses, il y a des ingrédients appétissants. Il y en a d'autres qui sont visiblement manquants, qui ont disparu et il y a quelques aliments qui ont l'air franchement indigestes et je pense qu'il serait trop facile de ne pas les évoquer.

Parmi les ingrédients appétissants de la liste de courses communale, évidemment, on se réjouit d'une série de choses. L'augmentation des heures d'ouverture des services de l'administration communale, c'est une très bonne chose. Et une série de projet ponctuel comme le projet « Entre deux cultures » qui sera mené par les éducateurs de rues, je pense que c'est vraiment travailler la multi-identité, c'est un très beau projet. Les nouveaux projets 2018 en terme de Développement Durable et l'accent mis sur la gestion des déchets, c'est une très très bonne chose. On se réjouit évidemment du 3ème parcours d'artistes qui est prévu pour 2018. On trouve très intéressant le projet « Osez » en terme d'Egalité Femmes-Hommes, s'il existe des subsides pour mener ce genre de projet, c'est une très bonne chose. Il faudra évidemment s'assurer que les bonnes personnes soient sélectionnées, de tel manière que ce soit des personnes qui pourront en bénéficier tout particulièrement, c'est un beau projet. Tout le projet de commémoration de la grande guerre qui est menée auprès de la jeunesse nous le soutenons certainement. On se réjouit qu'il soit prévu de mieux mettre en valeur l'œuvre de Monsieur Botazzi, parce que sérieusement nous la trouvons fortement mal mise en valeur là où elle est. On se réjouit certainement que la Solidarité Internationale continue à s'axer sur la problématique de la migration parce que c'est une problématique qui va rester pendant des années et des années encore et c'est complètement absurde de considérer que les mesures structurelles qui sont mises en place ou qui souhaiteraient être mise en place risquent de créer des soi-disant appels d'air parce que c'est une problématique qu'on doit traiter et qu'on ne peut pas évacuer comme cela, avec des slogans. On se réjouit aussi de la volonté de généraliser le Plan Zone 30, apparemment les zones 30 couvrent déjà 90% des voiries communales. Là aussi, on trouve fantastique que la commune soit aussi avancée, on ne comprend pas très bien pourquoi est-ce qu'il faille alors démolir la Région quand elle vient avec une idée finalement assez similaire.

Evidemment, parmi les ingrédients appétissants, il y a la réduction des impôts mais là, je trouve quand même un petit peu facile de s'envoyer des louanges. Moi, la gratitude que je voudrais exprimer c'est d'abord aux Etterbeekoïses parce que c'est grâce à la prospérité des Etterbeekoïses qui est en constante augmentation que les moyens de la commune ont fortement augmenté. Les additionnels à l'IPP ont fortement augmenté ces dernières années, surtout les additionnels au précompte immobilier qui cette année-ci augmentent d'un bon million d'euros. Même les contributions du fonds des communes, je veux dire il y a une série de ces transferts qui augmentent et qui sont le reflet, pas les fonds des communes, mais en tout cas tout ce qui est les additionnels au précompte immobilier et à l'IPP c'est le reflet de la prospérité des Etterbeekoïses. Et c'est un juste retour des choses que d'alléger la pression fiscale, étant donné que ces revenus augmentent systématiquement depuis des années. On se réjouit que ce projet de réduction des impôts soit finalement mis en œuvre. Vous avez dit que c'était une promesse de la majorité, effectivement, c'était aussi le premier point de notre programme électoral en 2012.

Alors, au rayon des ingrédients qui manquent de la liste de courses communale ou qui ont disparu, je voudrais en mentionner une série. Au niveau de la Santé, la déclaration est toujours assez développée mais on ne trouve rien sur la question de l'alcoolisme et des drogues. Les drogues, on voit passer de temps en temps au Conseil communal des projets qui visent à des actions de prévention etc. mais sur l'alcoolisme on voit très peu de chose, voir rien. Alors que c'est quand même une problématique qui touche pas mal d'Etterbeekois et qui est d'ailleurs visible par pas mal d'Etterbeekois aussi. Et quand j'entends qu'aujourd'hui un des points qui a été ajouté à l'ordre de jour c'est de virer un banc parce qu'il attire des gens qui boivent des cannettes de bière sur les trottoirs. Je me dis quand même que c'est une drôle de façon de gérer le problème de l'alcoolisme que de foutre des bancs au dépôt communal. J'espère qu'on pourra traiter le problème et y faire face plutôt que d'essayer de le cacher. Je vous encourage Madame l'Echevine à ces problématiques.

On ne voit rien non plus dans la déclaration de politique générale sur la gouvernance. On vient d'entendre de nos collègues Ecolo/Groen qu'une gouvernance fiable est fondamentale pour la transition écologique. Il n'y a rien sur la gouvernance communale ! Il n'y a rien sur le fonctionnement des institutions communales, rien non plus sur le fonctionnement du Conseil communal, éventuel révision de certains aspects du ROI. Je ne veux pas revenir sur la question de l'intérêt communal, je peux vous dire que quand j'ai parlé de toute la discussion qu'on a eue avec la directrice de l'Association des Villes et Communes de Wallonie, quand j'en ai parlé avec Brulocalis, ils ont ouvert des yeux en disant comment est-ce qu'à Etterbeek on peut imaginer que le Foyer Etterbeekois, par exemple, ne relève de l'intérêt communal. Je dois encore en parler à la tutelle mais je trouve ça fondamentalement difficilement concevable.

Je voudrais un petit peu titiller nos collègues Ecolo/Groen parce que la bonne gouvernance, je pense que c'est quelque chose qu'on partage respectivement dans nos ADN politique et je trouve que c'est une problématique sur laquelle il y a vraiment des choses ici à Etterbeek, dans nos institutions etterbeekois. Et je trouve ça facile de toujours fermer les yeux et de la fermer pour, par ailleurs, réaliser ses petits projets à soi. Je pense que ce sont des problématiques, par exemple sur le cumul des mandats, que ce soit des cumuls ou dans l'exercice de mandats actuels ou dans le temps, je pense que ce sont des problématiques très importantes pour la vitalité de la démocratie qui doivent être aussi abordée à l'échelon communal.

Alors on ne voit rien dans la déclaration de politique générale sur le Contrat de Quartier Durable. On s'en réjouit évidemment, on y a contribué, en tout cas au tout début. C'est un magnifique projet et il est très bien mené je trouve par les équipes qui sont en charge, et ce qu'on aurait souhaité c'est voir une petite étincelle de ce que l'avenir nous réserve puisque c'est quand même le but d'une déclaration de politique générale. On aurait voulu une indication sur des nouveaux projets envisagés et de la façon dont on souhaiterait les porter et les mettre en œuvre. Essayons de poursuivre sur la lancée du Contrat de Quartier Durable. »

Le Bourgmestre prend la parole :

« Ça va être dur parce que la Région vient de refuser aujourd'hui notre demande sur le nouveau quartier Chasse. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gérard :

« D'accord, c'est dommage qu'on n'ait pas mieux été mis au courant parce qu'on

aurait pu peut-être donné un petit coup de pouce, comme on l'a fait quand même il y a quelques années. Soit.

Sur la question de ce qui manque dans la déclaration de politique générale aussi, au niveau des Jardins de la Chasse, on aimerait bien avoir plus de détails. On apprend qu'il y a eu des mauvaises offres de soumissionnaires, qui ont entraîné un retard, des charges lourdes en terme de suivi administratif, on le regrette évidemment. Mais si on avait eu cette commission de suivi qu'on a demandé et qui a été votée, si elle s'était réunie en 2017 et dans les années qui ont précédés, on pourrait en savoir un petit peu plus sur les problèmes concrets que rencontrent ce projet. Et par exemple, on ne sait toujours rien sur l'affectation du site actuel de la Maison Communale et on a quand même vraiment peur un jour de se trouver face à un fait accompli quant à la destination de ce bâtiment, de cette partie de territoire.

L'Echevin a mis en avant le fabuleux boni cumulé de 21 millions d'euros et on se dit quand même qu'il aurait pu permettre de soutenir une série d'autres projets par exemple, vous allez dire que je passe du coq à l'âne, l'avenir de la place Saint-Pierre. On apprend que les travaux d'aménagement ont été suspendu, on espère quand même qu'ils seront réalisés. »

Le Bourgmestre prend la parole :

« Vous savez par qui Monsieur Gérard ? »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gérard :

« Je l'ignore. »

Le Bourgmestre prend la parole :

« Monsieur Pascal Smet »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gérard :

« D'accord. La seule chose que j'ai lue c'est un article qui est paru dans la Lettre Broebel'Air d'il y a quelques jours qui faisait état de problèmes d'arbitrage entre les commerçants et les habitants."

Le Bourgmestre prend la parole :

« Il faut mieux vous informer. On a reçu une instruction de Monsieur Smet disant qu'il arrêterait tout compte tenu d'absence d'accord entre les commerçants et les riverains. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gérard :

« D'accord. J'étais curieux de ne pas voir dans le budget, peut-être que je l'ai omis, un poste spécifique lié à la rénovation et aux travaux de la place Saint-Pierre. »

Le Bourgmestre prend la parole :

« Vous connaissez bien les règles. Nous n'allons pas, nous, investir des sous dans une place qui est régionale et qui est payée par la région. On va pas aller budgéter des travaux qui ne nous appartiennent pas. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gérard :

« J'ignorais que tout était à charge de la région, je pensais qu'une partie était un projet de nature communale. En tout cas je peux vous assurer qu'il est perçu comme ça par pas mal de gens du quartier et donc s'il y a des ambiguïtés, il faudrait quand même

les lever avec les habitants. Je serai ravi d'avoir une discussion informative avec vous, Monsieur le Bourgmestre, sur ce sujet-là. Il faudrait des réunions thématiques qui permettraient aux Conseillers communaux d'être mieux informés et de relayer cela auprès de la population. Si on est des élus de la population c'est aussi pour leur répercuter l'information et cela revient à mon point sur la bonne gouvernance. J'ai parfois l'impression qu'il est plus facile pour les habitants d'avoir des informations fiables de la commune que pour des élus.

Dernière chose sur les ingrédients qui manquent, je voudrais faire un petit clin d'œil à Madame l'Echevine de l'Environnement, puisqu'on ne trouve plus les poules, les subsides aux poulaillers chez les ménages. Je comprends que le projet de subsides poulailler est terminé mais figurez-vous que c'est un petit projet qu'on trouvait plutôt chouette en terme de sensibilisation, notamment à la gestion de déchets. On comprend qu'il y a maintenant une brochure qui va être éditée pour essayer de tirer les leçons de cette expérience mais j'ai l'impression que c'était une expérience qui mériterait de susciter une réflexion plus générale et de lancer d'autres projets innovateurs pour demain dans notre commune.

Alors, enfin, j'en arrive aux ingrédients qui sont particulièrement indigestes dans la liste de course communale et on se demande vraiment ce qu'ils vont donner à l'avenir. D'abord, c'est plus anecdotique qu'autre chose mais on ne peut que déplorer certains postes qui sont complètement négligés par les gens qui en ont la charge. Quand on voit dans la déclaration ce qu'on dit des animations festives et du sport, c'est vraiment n'importe quoi, c'est une liste d'événements sans aucune politique, même exprimée, il n'y a pas deux lignes qui expriment la politique qui est suivie en terme d'animations festives et de sport. S'il y avait une politique évidemment on l'aurait su mais là il n'y a vraiment rien et c'est à tomber par terre ! Sur le point du Sport, on s'étonne aussi de voir de nouveau un subside extraordinaire octroyer aux institutions sportives de 300.000 euros et on voudrait quand même savoir à quoi il fait référence parce qu'on espérait que les problèmes de gestion notamment du Centre Sportif soient derrière nous. Si on pouvait avoir des explications sur ce qui est en page du 138 du budget...

Egalement, Enseignement-Petite-Enfance, une demi page très générale. Ça parle uniquement des infrastructures, il n'y a aucune vision de politique qui est exprimée. Sur le Tourisme, j'ai failli m'étouffer en voyant qu'une des trois initiatives touristiques sur Etterbeek c'est la rédaction d'un livre de recette sur les légumineuses. J'espère qu'il n'y a pas trop de moyens qui sont mobilisés pour la rédaction de ce livre ! Peut-être que vous allez nous expliquer que c'est une ressource à valoriser dans notre commune et que je ferais bien de me renseigner. Je serais curieux d'apprendre de quoi il s'agit.

On s'étonne aussi sur la liste des trottoirs qui devront être réparés ou remplacés de ne pas voir certaines artères etterbeekoises qui ressemblent plus à des rues de Kaboul de celles d'une capitale internationale. Je parle notamment de la rue Général Capiaumont qui est dans un état déplorable.

En ce qui concerne ensuite certains impôts communaux, c'est plus un appel du pied à l'Echevin des Finances, à quoi est-ce que ça sert de maintenir des taxes qui ne rapportent rien ? Je parle, par exemple, de la taxe pour le pavage des rues, 258 euros. A quoi est-ce que ça sert de conserver une taxe qui est sans doute plus lourde à gérer que ce qu'elle ne rapporte ? On peut se demander également pourquoi est-ce qu'on maintient une taxe sur les exhumations, circonstances souvent difficiles, qui rapportent

2.500euros. On voulait vous interroger aussi Monsieur l'Echevins des Finances sur l'augmentation drastique de la taxe sur les versages sauvages, qui est censée permettre de récolter 2.400euros au cours des derniers exercices et d'un coup on budgetise 130.000euros pour les recettes. Pourquoi soudainement cette augmentation ? Voilà, il y a une série de taxes qui nous semblent ne rapporter vraiment pas grand-chose et qu'on ferait sans doute mieux d'éliminer.

Enfin, je voudrais au final souligner deux choses qui me semble quand même nécessiter une réflexion à la fois générale et ponctuelle.

L'aspect général, c'est le fait que Fluicity va être utilisé dans le cadre de la campagne pour les élections communales à venir. Je trouve utile d'utiliser Fluicity comme outil d'information et notamment pour inciter les électeurs potentiels européens à faire ce qu'il faut pour s'inscrire et pour exercer leur droit de vote, pour participer vraiment à la vie de la commune et ça commence par le vote. Maintenant, je voudrais attirer votre attention sur le fait que la frontière est très fine entre l'information et l'autopromotion de la commune et de la majorité actuelle. Vous allez trouver que c'est un point très politique et que je vois le mal partout, non pas du tout ! Je pense simplement que c'est un outil qui est magnifique mais il faut pouvoir l'utiliser avec sagesse et je trouve que l'utiliser dans le cadre des élections communales, c'est un exercice difficile. »

Le Bourgmestre prend la parole :

« Je ne comprends pas ce que vous voulez dire. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gérard :

« Quand on utilise une plate-forme communale pour promouvoir, dans le cadre d'une campagne électorale, par exemple, les réalisations attribuées à une majorité politique ou à certaines personnalités de cette majorité, c'est quelque part un détournement de cet outil. Alors que quand il est utilisé pour informer la population, notamment des démarches à faire pour s'inscrire sur une liste électorale, c'est très positif et c'est un outil alors utile. »

Le Bourgmestre prend la parole :

« Est-ce que vous avez un exemple concret de ce que vous dénoncez ? »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gérard :

« Je ne dénonce rien, j'attire votre attention sur le fait que ce n'est pas facile d'utiliser un outil pareil de façon intelligente dans le cadre d'une campagne. »

Le Bourgmestre prend la parole :

« Qu'est-ce que ça a à voir avec une campagne électorale ? »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gérard :

« C'est prévu dans votre déclaration de politique générale, utiliser Fluicity dans le cadre de la campagne électorale, à venir, en tant qu'outil d'information. Je souhaitais simplement vous mettre en garde sur la frontière entre l'information et l'utilisation à des fins de valorisation, pas personnelle mais d'une action politique est très fine. »

Le Bourgmestre prend la parole :

« On ne va quand même pas arrêter d'informer les citoyens parce que c'est la campagne électorale. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gérard :
« Vous ne voulez pas comprendre, ce n'est pas grave.

Je vais quand même sur un point, vous allez hurler sans doute ou sourire, moi ça commence à ne plus faire sourire, c'est la question de la Friterie Antoine. Il y a des informations qui nous ont été communiquées en commission et toute cette histoire, ce projet pris en charge par la commune commence à sentir un petit peu le « frite-gate » si je puis m'exprimer comme ça. C'est-à-dire qu'il y a quelques mois on votait un budget pour reconstruire la friterie au frais de la commune. Et nous nous étions, dit que la friterie faisait partie du patrimoine communal, ça vaut la peine de soutenir et d'assurer l'encrage de ce patrimoine place Jourdan, on soutient le projet et on s'était évidemment assuré qu'un contrat de bail ou un contrat équivalent en bonne et due forme serait conclu avec l'exploitant et qu'il permettrait évidemment de récupérer l'ensemble des investissements consentis par la commune. Et qu'est-ce qu'on constate ? Une augmentation très significative du montant de la construction de cette friterie justifiée par des adaptations à réaliser en fonction du futur mobilier de l'exploitant. Sérieusement, est-ce que la commune doit mettre 100.000euros de plus sur la table pour accommoder le futur mobilier de l'exploitant ? On sort vraiment de ce qui est raisonnable. Je vous le dis très honnêtement parce que je ne souhaite pas le faire par voie détournée ou voie de presse, on connaît les affinités de la Liste du Bourgmestre avec la Friterie Antoine. Vous organisez « Kriek en Frite » tous les ans ensemble...»

Le Bourgmestre prend la parole :

« C'est nous qui organisons et nous avons un contrat avec ceux qui font les frites place Jourdan. On ne va pas quand même pas aller chercher un autre exploitant. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gérard :

« C'est pour ça que je voudrais attirer votre attention sur des conflits d'intérêts possibles ou en tout cas apparent par rapport à ce projet parce qu'il commence à prendre des dimensions qui n'étaient pas anticipées au départ, qu'il commence à être disproportionné notamment pour cette raison nous voterons contre le budget qui est présenté.

Je vais en rester là. Il y a certainement des ingrédients appétissants dans cette déclaration de politique générale et ce budget, on regrette quand même qu'il y ait une série qui manquent et malheureusement il y en a aussi une série indigeste et l'on souhaiterait vraiment qu'une réflexion s'installe.

Je vous remercie. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gasia :

« Merci Monsieur le Président. Je tiens tout d'abord à saluer et à remercier tant l'Echevin des Finances que le Receveur et toute son équipe pour la tenue de la réunion et l'ensemble des informations précises qui nous ont été communiquées. Je remercie d'autant plus les services que cette année nous avons reçu, et c'était une première mais je sais que c'était une volonté que nous soulevions par ailleurs mais, de présenter, de communiquer du moins la note de politique communale en même temps que les comptes communaux. Là, nous les avons reçus ensemble. C'est tout à fait agréable de savoir que ses efforts ont été fournis pour que notre information soit la plus complète possible. Bien sûr on peut toujours espérer davantage, et comme on l'a soulevé

Monsieur l'Echevin des Finances, le budget de la commune devient considérable. On dépasse les 100 millions d'euros, c'est vrai qu'on n'est pas encore à celui de la Ville de Bruxelles qui est à 800 millions, mais on est quand même tout à fait dans des proportions importantes, qui, je pense, pourraient envisager qu'on ait une semaine de plus pour examiner l'ensemble des éléments du budget, qui, forcément devenant plus important, entraînent davantage de possibilité de vérification. Je sais que ce n'est pas évident et on est déjà content d'avoir ce que nous avons reçu bien entendu.

Nous sommes ravis de voir que plusieurs de nos demandes ont été rencontrées, parfois après plusieurs années, c'est tout à fait agréable de pouvoir les obtenir. Je vous dis sincèrement pour la transparence au niveau du budget des informations communiquées, c'est, pour nous, un 10/10 puisqu'on a reçu réponse à toutes les questions que nous avons posées en commission à heure et à temps. Ce qui n'est pas toujours évident à organiser.

Maintenant, comme nous le faisons tous les ans, je vais aborder d'une part l'aspect finance et puis après un commentaire sur la note de politique communale.

Je dirais, Monsieur le Bourgmestre, que finalement, on peut se féliciter d'avoir un budget en équilibre en dégageant un boni de 182.000euros. Nous sommes contents, bien sûr, que ce boni existe mais on a envie de dire une chose : merci à la Région. Parce que manifestement, ce qu'il a eu cette année en terme de financement, c'est une augmentation de la dotation générale aux communes d'1.300.000euros et les diminutions d'impôts qui interviennent de 7 à 6,7% et qui, si on applique la même règle que l'année dernière, ne rapporte plus que 520.000euros de recette en terme d'additionnels à l'IPP pour 2018. Finalement, cette diminution-là de recette est compensée par cette augmentation de la dotation générale aux communes. C'est un élément important parce que l'année dernière, vous aviez été fier de pouvoir présenter une diminution des additionnels à l'IPP de 7,5 à 7%, sans que l'on tienne compte des 1.800.000euros qui étaient attribués à la commune d'Etterbeek pour améliorer sa situation budgétaire. Et ici, ces 1.800.000euros ont été supprimés par la Région et ont été compensés par la dotation générale aux communes d'1.300.000euros et le subside de 500.000euros complémentaire au CPAS directement. Donc force est de constater que cette diminution d'impôts est possible par le truchement de finance donné par la Région dans le cadre de l'augmentation de la majoration de la dotation générale aux communes. Mais sur le principe de la diminution des impôts, eh bien oui, effectivement, nous sommes ravis qu'il y ait une diminution des impôts, même si nous pensons toujours dans notre groupe qu'une taxe-shift au niveau local, puisque rappellerons quand même que la taxe-shift au niveau régionale rapporte plus de 300.000euros complémentaire à la commune d'Etterbeek, montant considérable, permettrait de diminuer d'avantage les additionnels à l'IPP mais en les compensant par une augmentation du précompte immobilier. »

Le Bourgmestre prend la parole :

« Concertez-vous avec votre chef de groupe à la Région, parce qu'il dit exactement l'inverse. Aujourd'hui on avait un exposé de Monsieur Van Eyken en commission des Finances, il est intervenu en citant l'exemple etterbeekoïse en disant qu'à Etterbeek on ne fait pas de taxe-shift dans ce sens-là et qu'au moins on diminue l'IPP sans augmenter le précompte immobilier. Concertez-vous parce là il y a un vrai problème. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gasia :

« Je ne concerte pas un ministre régional en tant que conseiller communal. Je fais allusion au fait que la taxe-shift régionale rapporte de l'argent à la commune d'Etterbeek, pour ce qui concerne la diminution de 0,3%, je ne dis pas qu'il faut la compenser avec une augmentation du précompte immobilier. Je dis que si nous avions la possibilité de diminuer davantage encore l'IPP ici à Etterbeek, nous pourrions faire une opération neutre pour les finances communales par une augmentation du précompte immobilier. Et donc c'est cette compensation-là qui serait profitable pour quelqu'un qui est locataire à Etterbeek ou qui est propriétaire à Etterbeek. La seule personne qui devra payer plus c'est celui qui est propriétaire à Etterbeek mais qui ne paye pas ses impôts à l'IPP à Etterbeek. Je ne vois pas en quoi cette mesure-là serait si dramatique, nous pensons au contraire que ça permettrait davantage de favoriser les personnes qui sont les plus fragilisées, à fortiori celles qui ne sont pas propriétaires à Etterbeek, sans pour autant pénaliser les Etterbeekois propriétaires. Soyons bien clair, nous ne demandons pas que les diminutions qui sont intervenues que ce soit l'année dernière ou cette année soient elles-mêmes compensées, ce n'est celles-là, c'est pour avoir des diminutions complémentaires à l'IPP que nous soulignons ce point-là.

Pour ce qui concerne les finances communales, c'est vrai que nous nous sommes aussi étonné de cette augmentation du coût de la friterie, puisque finalement nous avons compris qu'il y avait cette aménagement qui était effectué place Jourdan mais que, à l'époque souvenez-vous, nous n'avions pas voté le financement en estimant que c'était déjà trop élevé. C'était un peu plus de 230.000euros et maintenant nous apprenons qu'effectivement les aménagements pour l'activité de l'exploitant nécessite qu'on fasse des travaux supplémentaires. J'espère simplement que jamais il n'y aura de changement d'affectation parce que sinon ce sont des aménagements qui seront perdus. Je pourrais dire de manière un peu humoristique, même si une friterie place Jourdan à une tradition historique, on pourrait quand même penser ou imaginer qu'un jour il y aura peut-être une autre volonté et non pas d'installer une friterie, parce qu'on penserait davantage à la santé des habitants, mais pourquoi pas une distribution de fruits ou légumes. Bref quelque chose de plus naturellement acceptable pour le bien-être du citoyen au niveau de sa santé plutôt que l'investissement de 443.000euros dans la construction d'une friterie voulue par les exploitants actuels. C'est une remarque mais nous sommes, je pense, assez cohérents puisque nous n'avions déjà pas soutenu le 1^{er} investissement qui avait été proposé à nos votes.

Pour ce qui concerne les finances de manière plus globale, nous nous inquiétons toujours du pourcentage élevé que représente le personnel communal. Ça représente 52% du budget, et même si on enlève le personnel enseignant, on est quand même largement au-dessus de la moyenne régionale en terme de pourcentage de dépense consacrée au personnel. Ça nous inquiète parce qu'évidemment pour l'avenir, on va voir ce qui va se passer au niveau des pensions qui arriveront. 52% c'est quand même très élevé comme pourcentage, la moyenne régionale est 47%.

Un autre sujet d'inquiétude que nous avons soulevé au gré de certaines explications que nous avons reçues, la suppression des 3 ASBL que vous aviez annoncée en titre de communication lors du dernier conseil communal, va engendrer en 2018 un surcout de 51.000euros. On sait bien qu'il va peut-être y avoir des aménagements fait mais le fait de supprimer ces 3 ASBL va coûter 51.000euros à la commune, c'est quand même assez particulier mais c'est comme ça que ça nous a été expliqué au niveau de la commission.

Voici les différents points concernant la note de politique communale, là franchement, elle était très fournie. Je reconnais que cette année, il y a eu un travail généralement très positif dans les explications qui ont été données, même si je vais peut-être en pointer quelques-unes plus significatives et d'autres qui le sont moins.

La première remarque concerne la population-Etat-civil-étrangers, là nous sommes franchement très agréablement satisfaits de ce qui est proposé. Il y a vraiment un dynamisme, une volonté d'améliorer le service au public. Par exemple, l'élargissement des heures d'ouverture des guichets, c'est formidable pour les citoyens. L'idée d'un guichet dédié aux opérations courtes, c'est intéressant. La réception du public sur rendez-vous, c'est très bien. C'est dommage que l'Echevin ne soit pas là parce qu'on avait beaucoup de choses positives à lui dire dans le cadre de ce qu'il a fait et de ce qui est encore en train de se faire. Un autre exemple, cela concerne la manière dont le cimetière communal a été réaménagé et entretenu et on nous annonce encore des belles choses pour 2018 et bien nous nous en réjouissons. Il y a une qualité dans le travail qui a été fourni au niveau du cimetière, ce qui n'est que plus agréable pour les personnes qui s'y rendent.

L'initiative qui était, c'est vrai, annoncée il y a déjà quelques semaines, mais qui se poursuit au niveau de la rediffusion des mariages nous fait penser que peut-être on pourrait étendre cela au niveau du Conseil communal, à l'occasion de l'une ou l'autre cérémonies importantes auxquelles certaines personnes n'ont peut-être pas toujours l'occasion de pouvoir assister. Je vous donne un exemple, il y a dernièrement eu des initiatives avec les rapprochements avec la commune marocaine, tout comme le jumelage avec les polonais, je trouve que ce serait intéressant de mettre ça sur un internet pour les personnes qui n'ont pas eu l'occasion d'être présentes. C'est une suggestion mais qui va dans un sens très positif par rapport à ce qui nous a été proposé dans la note de politique communale.

Pour ce qui concerne les affaires sociales et Contact +, j'associe ça aussi aux seniors, même si on sait que Contact + est plus large que ça, le programme fourni par Contact + c'est vraiment du bon boulot, il est tout à fait agréable même si nous ne sommes pas les premiers partisans de sortie au shopping de Woluwe, vous nous aviez déjà répondu là-dessus mais nous pensons malgré tout que certaines sorties pourraient être organisées, même une sur l'année, dans des commerces etterbeekoïses. C'est une manière symbolique aussi de pouvoir montrer aux commerçants que nous pensons à eux, et qu'ils peuvent aussi recevoir des visites organisées par la commune à l'occasion de certains événements au cours de l'année. Pour ce qui concerne les critiques que nous émettons, elles visent pas vraiment le principe des manifestations qui sont organisées par Contact + mais c'est parfois la forme ou la manière qui ne sont pas toujours très plaisante. Mais on a vraiment un coup de chapeau à vous tirer, je vous le dis, c'est cette augmentation du budget dédié aux associations qui s'occupent du 3^{ème} âge. Cette multiplication par 2,5 même si sur le plan financier ce n'est pas énorme, je peux vous dire que c'est très important pour les clubs du 3^{ème} âge et qu'ils sauront en profiter. On vous remercie pour cela et je sais que ce n'est pas la modification budgétaire qui a été proposée lors de ce Conseil qui vous avait empêché de déjà budgéter 3000euros supplémentaires pour ce poste.

Pour ce qui concerne la cohésion sociale, là, il y a une poursuite de ce qui est mis en place, c'est fondamental. Un vivre ensemble, maintenir des contacts humains avec des personnes quel que soit leur âge et quel que soit leur difficulté sur le plan social ou

autre. Les initiatives qui sont prises sont très claires, il y a vraiment une mise à neuf du guide socioculturel en ligne, ce sera très bien parce que maintenir une actualisation d'une guide c'est bien. A titre d'exemple, je peux vous dire, et je reviens sur le club du 3eme âge, que sur le site internet de la commune il y a 4 sites qui sont indiqués alors je vois qu'il y en a 5. Ce qui veut dire qu'il faut adapter le site de la commune pour que ça apparaisse également. Je dis cela dans le cadre de la mise à jour de guide à fortiori en ligne. C'est évidemment toujours utile mais ça demande un travail considérable de suivre cette mise à jour dans l'intérêt des citoyens.

En matière de prévention, le chapitre fourni l'année dernière et qui a été actualisé est mieux présenté. C'est beaucoup clair, il a été retravaillé. Les initiatives en matière d'orientation scolaire annoncées sont intéressantes, en collaboration avec les deux autres communes de la zone de police à savoir les deux Woluwé. L'importance du référent radicalisme est mis en exergue et c'est une bonne chose. Son rôle est fondamental. Je voudrais simplement avoir l'une ou l'autre précision concernant l'outil « Milles facettes », parce que cet outil était déjà annoncé l'année dernière et les mêmes remarques étaient indiquées. Peut-on savoir si maintenant il a été réellement acquis, combien a-t-il coûté et pourquoi se retrouve-t-on finalement dans ce qui est annoncé à la même étape que celle de l'année dernière ? Ce serait utile de le savoir. Pour les sanctions contre les incivilités, on constatait que depuis 2015, la problématique de la propreté avait été mise en avant dans leur pratique quotidienne au niveau des gardiens de la paix. Ce n'est plus repris en 2018. Est-ce qu'il y a une raison particulière pour laquelle cette attention n'est plus reprise dans ce chapitre ?

Concernant le volet prévention-vol, on constate qu'il y avait une permanence qui était tenue tantôt à la maison communale, tantôt à Chambéry au cours de certaines années précédentes. Pourquoi n'y a-t-il plus de permanence envisagée en 2018 ? Ou alors y en a-t-il une ? Ce serait bien de nous le préciser, je vous en remercie.

Nous sommes ravis que de nouveau cette année un volet radicalisme fourni fait partie de la note de politique communale. Il y a deux ans ce n'était pas, même si cela avait été visé dans la note d'orientation 2016-2018. C'est très bien qu'elle soit de nouveau reprise avec attention.

Concernant les animations et festivités, là, Kermezzo est supprimé, on ne va pas s'en plaindre. Mais par contre, on nous annonce que la foire risque d'être déplacée sur le site du Cinquantenaire. »

Le Bourgmestre prend la parole :

« Elle sera déplacée. On ne sait pas en même faire des travaux place Jourdan et laisser la foire où elle est. Le planning actuellement est respecté. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gasia :

« J'entends ce que vous dites. Nous n'y sommes absolument pas favorables. Ce n'est pas l'endroit pour cette foire, même à titre de dépannage. »

Le Bourgmestre prend la parole :

« Dans le cadre d'un dialogue constructif, vous avez une autre localisation à proposer ? »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gasia :

« Il n'y a pas toujours de solution pour remplacer un endroit pour permettre à

quelqu'un d'avoir son activité. »

Le Bourgmestre prend la parole :

« Vous devez savoir que Monsieur Es, qui est l'Echevin responsable, a fait le tour de toute la commune, il a été voir tous les endroits., place Saint-Antoine, l'esplanade du Cinquantaire, place Van Meyel etc. Le seul endroit qui convient le mieux c'est le Cinquantaire. Il n'y a pas d'autre alternative. L'autre alternative c'est qu'il n'y ait pas de foire pendant un an. La foire retournera à la place Jourdan après bien entendu. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gasia :

« J'entends bien ce que vous dites, nous, nous ne sommes pas favorables même à titre de dépannage à ce que cette foire soit au Cinquantaire. C'est notre avis et nous le donnons.

Concernant le bal de la commune d'Etterbeek, il est annoncé pour octobre 2018, après les élections je suppose ? Ou bien ça sera avant ?»

Le Bourgmestre prend la parole :

« Le bal de la commune a toujours lieu le 1^{er} dimanche du mois d'octobre donc ça ne changera pas je pense. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gasia :

« J'entends bien. Le fait de le faire après les élections, dans une période où c'est toujours la même majorité qui est en place ne serait pas si préjudiciable que cela et rencontrerait, j'en suis convaincu, un succès tout aussi important vis-à-vis de la population.

Pour les Classes Moyennes, le chapitre a été retravaillé et fourni. Le lien entre les rues et certains quartiers est très positif, le dynamisme de l'Echevin n'y est pas étranger. Espérons que cette dynamique portera ses fruits. Pourquoi ne pas envisager, comme dans certaines communes, de prévoir une indemnité pour les commerçants qui sont victimes de travaux communaux ? Ce serait, je pense, quelque chose d'utile pour certains commerçants qui ont une baisse de fréquentation pendant une certaine durée et je pense que ça pourrait être tout à fait complémentaire avec d'autres primes qui devraient intervenir pour également indemniser ces commerçants. C'est une suggestion de notre part.

Concernant les foires-marchés-brocantes, nous vous avons déjà donné notre avis sur la foire. Maintenant pour les brocantes, je ne vois toujours pas de calendrier des brocantes. Il n'est pas annoncé dans les mesures. Ce fait plusieurs fois qu'on le demande, pourquoi un calendrier n'existe pas ? Pour que tout le monde ait un calendrier précis.

Il y a un chapitre concernant les cultes, je suppose que ce n'est pas étranger à la qualité des rapports qui ont pu exister à l'occasion de la réunion lorsqu'il s'est agi d'informer les habitants de la place Van Meyel de la reconstruction de l'église. Il y a en tout cas une volonté d'aborder tous les sujets.

Pour les sports, il n'y a pas grand-chose à rajouter. Il y a une liste d'intentions. Pour la jeunesse-histoire, le lien entre les deux c'est nouveau dans la présentation de la note de politique communale, les idées développées sont bonnes et les grands axes votés par

Conseil des Enfants sont prometteurs. C'est franchement pas mal, ça concerne l'actualité. Pourquoi n'y a-t-il pas moyen de diffuser des films qui abordent la 1ere guerre mondiale, il y en a eu, en avant-première ? Il y a des films historiques et je pense que pendant l'année 2018, « année particulière » dans le cadre de ces commémorations très intéressants.

Enseignement-petite-enfance, là, on revient avec les classes d'immersion. Vous savez que personnellement, je n'y suis pas favorable, mais mon avis personnel, on s'en fout ! Ce qui est important c'est qu'on réponde aux besoins de la population. Nous soutenons les classes d'immersions car ça rencontre une demande de la population. Pourquoi ne pas développer les classes d'immersion dans d'autres écoles que celle du Paradis des Enfants ? Je n'ai pas vu qu'il y avait des possibilités malgré une augmentation des fréquentations des écoles ? Peut-être dans les autres écoles également.

Pour l'Egalité Femmes-Hommes, bien sûr le budget généré est très intéressant, le fait de pouvoir obtenir durant le 1^{er} trimestre 2018 le chiffre de ce qui est fait, ça sera certainement intéressant. Les nouveaux projets, et là je rejoins mon collègue concernant le projet « Osez », il est très intéressant, je ne doute qu'il sera évalué comme vous avez l'habitude d'évaluer tous les projets. Cette thématique est d'autant plus importante à l'heure de l'actualité que nous connaissons concernant la manière dont certains osent traiter l'autre genre.

En matière de tourisme, je vois que le projet « Ma rue se raconte » n'est plus repris. Est-ce qu'il est abandonné ?

Concernant les Affaires Européennes, là encore, nous sommes d'avis que pour rencontrer les besoins de la population, pourquoi ne pas instaurer une prime linguistique pour les premiers conseils donnés aux habitants justement des langues les plus parlées et qui ne sont ni les français ni le néerlandais à Etterbeek ? Nous venons avec cela parce que vous n'ignorez pas qu'un arrêt de la cour constitutionnelle rendu début octobre à supprimer le monopole du Selor. Autrement dit l'autorité communale est libre de déterminer elle-même dans chaque cas si le brevet linguistique de quelqu'un est suffisant pour qu'il soit valorisé. Le fait que cette ouverture existe, c'est peut-être l'occasion de primer des fonctionnaires qui connaissent l'une ou l'autre langue européenne fort parlée. L'idée concrète c'est donc de permettre à des européens qui ne connaissent pas le français ou le néerlandais d'avoir un premier conseil quand ils s'adressent à la commune dans leur langue. Et donc le fonctionnaire est valorisé par une prime linguistique pour sa connaissance de cette langue et ça contribue finalement à un accueil des communautés les plus importantes.

Dans ce cadre, et vous avez entrepris des démarches pour informer un maximum les Européens, de la possibilité qu'ils ont de s'inscrire aux élections communales. C'est un sérieux défi pour 2018 et peut-être qu'une possibilité de s'inscrire en ligne permettrait d'augmenter le nombre de personnes susceptibles de pouvoir s'inscrire au niveau des listes électorales. Pourquoi ne pas l'envisager pour les Européens et non-Européens qui ont la possibilité de s'inscrire pour voter aux élections communales ?

En matière de Santé, bravo Madame l'Echevine, le chapitre est précis, détaillé, pertinent. Vous avez retravaillé cela et il y a bien sûr des informations qui sont communiquées. Vous savez que nous sommes toujours dubitatifs quant à l'utilité de faire autant de réunions d'information. Nous ne les remettons pas en cause mais par

rapport à la pertinence de ce qu'elles ont rencontré comme succès, il faut y réfléchir. Nous pensons qu'il serait judicieux, même si ce n'est pas que communal, de pouvoir donner une information plus complète sur les moyens qui existent afin que les personnes puissent bénéficier d'une aide à d'autres niveaux de pouvoir aussi. Ce serait une information qui serait complémentaire à ce qui existe déjà mais qui serait rappelée dans le cadre de l'information que vous donnez aux citoyens.

Pour la Culture francophone, le chapitre a été renforcé. Merci et bravo à la culture néerlandophone, c'est la première fois que nous avons le texte traduit et nous vous en remercions parce que ça montre qu'il y a une volonté manifestement de toucher le plus grand nombre de personnes sachant que cette note sera sur le site.

En matière de Développement Durable, c'est toujours utile de rentrer des demandes de subsides, on le sait, on ne peut que vous encourager à poursuivre cette recherche qui demande beaucoup d'efforts et beaucoup de travail mais qui finalement rencontre un certain succès.

En matière de Participation, vous avez anticipé sur une de mes questions. Vous annoncez qu'il y a une démarche complémentaire de Fluicity, le fait que vous vous tourniez vers les citoyens avant de faire de projet et donc ça nous y sommes sensibles.

Pour ce qui concerne le Bien-être animal, bravo Monsieur l'Echevin. On n'est pas étranger à l'initiative de reconnaissance du statut de Bien-être animal, puisque vous annoncez que la demande a été introduite le 16 novembre, j'ai lancé mon interpellation le 14. Manifestement, on est complémentaires et nous nous en réjouissons par rapport à cette reconnaissance.

Le fleurissement et l'entretien des plantations, là on a vu qu'il y avait une volonté d'acquérir un désherbeur thermique qui vient compléter les outils contre les herbes indésirables. Mais qu'est-ce qu'on constate ? On constate qu'actuellement, il y a un problème d'entretien de ce qui existe déjà. Je peux vous dire qu'il y a des endroits où les piétons doivent se baisser parce qu'ils ne savent plus passer sur les trottoirs parce qu'il y a des arbres qui ont fleuri et qui ne permettent plus de passer sans devoir se baisser. Il y a aussi des endroits sur les voiries communales ou des buissons sont en saillie et débordent sur la voirie de tel manière que les véhicules sont obligés de se mettre au milieu pour ne pas avoir leurs ailes griffées. Je vous donne un exemple, avenue Hansen Soulie. Est-ce que vous n'avez pas les yeux plus gros que le ventre ? Vous envisagez de multiplier encore et de faire d'autres plantations, celles-ci incluent bien évidemment l'entretien. Nous avons des réserves par rapport à cela.

En ce qui concerne la Propreté publique, nous sommes ravis de voir qu'il y a de nouveau des efforts complémentaires qui sont insufflés sur le plan financier, sur le plan humain. On voit qu'il y a deux balayeurs qui vont être engagés avec charrette, qu'il y a également une personne qui va contribuer au détagage. C'est un renforcement des mesures et je pense qu'elles sont indispensables parce que malheureusement, même s'il y a déjà des effets positifs qui ont été insufflés depuis 2 ans, il y a toujours une attente très importante de la population et je pense que nous nous serions d'avis de pouvoir encore soutenir les initiatives qui sont prises pour lutter contre la malpropreté.

En matière de Mobilité, vous connaissez notre position. Oui les zones 30 c'est bien, on sait que les zones 30 surtout dans les voiries communales sont nécessaires. J'ai bien entendu que pour lutter contre les incivilités il fallait, le panneau ne suffisant, faire des aménagements. Nous maintenons que si des radars à certains endroits, placés près

écoles notamment, cela réduirait aussi la vitesse des véhicules et que cela permettrait de sécuriser les lieux. On revient aussi avec une mesure qui nous semble injuste, on ne voit pas de moyens dégagés pour lutter davantage contre le stationnement sauvage. Quand quelqu'un cherche une place de parking, qu'il n'en trouve pas et que pour en trouver une il va se mettre sur une zone rouge, le lendemain matin, s'il n'a pas payé il se fait sanctionné. Alors que quelqu'un qui ne prend pas cette attitude ou se reflexe civique mais qui va se mettre sur un trottoir, endroit où il ne peut pas stationner, et bien il aura zéro sanction. Je trouve qu'il y a une injustice dans ce cadre-là et nous pensons qu'il faudrait d'avantage sanctionner le stationnement sauvage.

En matière d'Environnement, Contrat de Quartier Durable, dans la note, il y a en même temps les chiffres qui sont donnés. C'est toujours très bien à ce niveau-là. On ne demande pas mieux.

Pour les Finances, il y a encore une remarque complémentaire. C'est cette fameuse brochure qui était annoncée, destinée au public, qui prévoyait un résumé pour une année de référence de tous les engagements budgétaires. Ça avait été annoncé, ici je n'ai pas vu pour 2018 qu'elle allait être mise en place. Nous trouvons que c'est une bonne idée et ce serait très utile pour des citoyens lorsqu'il s'agit de juger de certaines décisions qui ont été prise au niveau de la majorité politique d'une commune, avant notamment des échéances importantes.

Concernant la gestion des ressources, je voulais savoir si le logiciel Persé qui est annoncé, est-ce que ce logiciel est celui qui est utilisé pour envisager plus tard également une augmentation des possibilités de télétravail ? Autrement dit, on dit que c'est un plan de développement pour la modernisation des méthodes de travail. Est-ce ça inclus la possibilité qu'il y aurait d'étendre le télétravail à différentes personnes dans l'administration ?

Concernant le Contentieux, là je ne comprends pas très bien les remarques qui ont été formulées. On table sur une baisse de l'augmentation qui est liée à une information croissante de la population. Il me semble que s'il y a d'avantages de sanctions, par définition, il y aura aussi davantage de contentieux. C'est souvent inévitable. Je ne comprends pas comment l'information va diminuer le nombre de contentieux. J'aimerais avoir une explication là-dessus.

Concernant l'Economat, le scanning est-il réellement au point ? Définitivement ? Parce que je n'ai pas vu de moyens supplémentaires qui étaient consacrés pour cela ?

Vous avez vu qu'il y a beaucoup de remarques positives, d'autres moins. On a des sensibilités parfois différentes en fonction de notre expérience, de notre orientation. Nous pensons qu'il y a des choses intéressantes, d'autres moins, des choses manquantes.

Nous vous remercions pour la transparence des informations qu'on a pu recevoir à heur et à temps. »

Le Bourgmestre prend la parole :

« On ne pourra pas répondre à tout. Mais on vous répondra par écrit à ce à quoi on n'aura pas répondu oralement.

Je dirais simplement tout d'abord merci à tous les groupes qui se sont exprimés. Si les groupes de la majorité ont dit leur satisfaction, leur désir et leur fierté, c'est évidemment classique. Je trouve quand même que la façon dont ça a été fait, surtout que chacun n'est pas resté avec son œil vers son nombril et ses propres mandataires, je trouve que ça, c'est quelque chose qui peut être souligné aussi. On a vraiment vu que la majorité a dit de manière transversale ce qu'il lui plaisait quel que soit les couleurs politiques représentées dans les compétences et c'est important.

D'autre part, je dis ça paisiblement mais je pense que Monsieur Gérard pourrait s'imprimer de pas mal de maximes. Par exemple celle qui dit « Tout ce qui est excessif est insignifiant ». Je crois qu'aujourd'hui Monsieur Gérard a montré cela, il a tellement été excessif qu'il a été insignifiant. Il devrait aller en formation chez Monsieur Gasia, parce que Monsieur Gasia, je trouve, a fait une démonstration de qualité, un exposé et une étude du budget. On n'est pas d'accord sur tout mais il a été présent en commission, il a parlé de la transparence, il a posé des questions, il a eu des réponses. Je trouve que c'est crédible. Et si j'ai été parlé un peu aux différents échevins pendant vos exposés, c'était parce que je les interrogeais à vos suggestions.

Vous avez vu, notamment, le fait d'augmenter le budget attribué au 3^{ème} âge, on l'a fait. Ce n'est pas un hasard, on l'a fait.

Et de même, quand vous dites « il faudrait filmer et diffuser les initiatives qu'on prend avec la Pologne et avec Aït Baha, avec les festivités », c'est une bonne suggestion et on va voir comment on peut la mettre en œuvre.

Quand vous dites qu'au Bien-être animal, votre intervention n'a pas été étrangère au suivi, c'est partiellement vrai. Et je dois rendre hommage à l'Echevin. Ce n'est pas facile parce qu'ici on n'a pas des cabinets. Les Echevins n'ont pas 5, 6 personnes qui travaillent pour eux. Ils ont un petit morceau d'une personne qui travaille à la commune. Et donc quand il faut initier de nouvelles compétences et faire les choses, ce n'est pas simple mais l'Echevin l'a fait et une conférence est fixée prochainement. Le subside a été demandé, ça se met en route.

Votre question par rapport au bal, et bien, si Monsieur Gérard ou d'autres ont pensé que l'élection de certaines personnalités qui se maintiennent dans le temps est liée à la date du bal, je pense que c'est triste. Et donc nous avons décidé, ce soir, d'organiser le bal de la commune le samedi soir qui suivra les élections. »

*Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gasia :
« On salue cette décision avec une grande satisfaction. »*

*Le Bourgmestre prend la parole :
« En ce qui concerne les ASBL, je pense que vous avez raté une marche parce que c'est moi qui ai proposé de supprimer les ASBL au Collège dans un but de transparence totale. Alors quand vous dites que le fait de supprimer les ASBL crée un cout complémentaire, on vous explique que non. A partir du moment où il a une bascule d'un système à l'autre, il y a un joint à faire entre les deux et ponctuellement, il y a des montants qui doivent basculés. Ça n'entraîne pas une augmentation. Il y a des subsides qui pouvaient peut-être être obtenu qui ne peuvent plus l'être, ça c'est possible. On ne peut pas tout avoir. On veut avoir un contrôle permanent au Conseil sur le tout ou bien on le fait autrement.*

En ce qui concerne les gardiens de la paix au niveau de la propreté, oui ça continue comme avant mais ils ne peuvent pas faire de la répression. C'est pour ça qu'on ne l'a pas remis dans le rapport. Ils peuvent faire des photos, ils peuvent contacter des services, ... Ce qu'on a fait, c'est transférer des gardiens de la paix et effectivement dans les médiateurs écocitoyenneté. On a fait de la propreté une priorité au Collège, on va encore mettre 2 agents sanctionneurs en plus et encore 2 balayeurs de plus en sachant que c'est insuffisant à nos yeux. On va essayer de faire plus dans la durée. Fin de l'expérience des poules, non. Les poules urbaines elles sont là, les poulaillers collectifs sont là aussi et l'expérience continue mais, comme le dit l'Echevine, on va aussi pousser les gens à le faire eux-mêmes, en plus grande partie.

Honnêtement, l'intervention Fluicity « campagne électorale », je ne le comprends toujours pas parce qu'il n'est pas question de ça du tout. On ne peut à la fois saluer cet outil et dire ensuite qu'on doit arrêter de l'utiliser parce qu'on arrive en 2018 à une année d'élection.

L'énumération des fêtes et de l'aspect sportif, je déplore qu'il n'y avait pratiquement personne de l'opposition samedi lors du trophée du mérite sportif parce que quand on voit ce qui se passe et qu'on écoute ce que les gens disent, ce n'est plus la peine de faire un grand exposé dans la déclaration de politique générale. On a réussi vraiment à faire en sorte que tout le monde sportif etterbeekois soit là, et il y avait 200 personnes. C'était des gens du terrain, des bénévoles, les gens qui organisent les clubs. Tous les secteurs étaient représentés, on a eu une fête magnifique, même familiale en quelque sorte. On peut faire une page là-dessus pour expliquer ce qu'on fait mais est-ce que ça a un intérêt ? On a relancé la collaboration avec le football, on est victime du succès, on n'arrive pas à caser tous les jeunes tellement cela fonctionne bien. Vous savez qu'on a mis de l'argent pour louer un terrain à l'extérieur, avec la VUB et d'autres initiatives.

En ce qui concerne l'avenue Hansen Soulie, chapeau à Monsieur Van Compernelle parce que c'est lui qui a tout fait, qui a tout conçu, qui a choisi les essences. Je peux vous dire que les gens qui habitent avenue Hansen Soulie sont fiers de cet espace central qu'on a recréé et qui est magnifique.

Les activités que l'on fait que ce soit l'Avenue de Tervuren, que ce soit le Marché Médiéval, vous voulez qu'on fasse un exposé d'une page et demi sur ce que c'est ? On a pensé que chacun ici savait comment ça fonctionnait et quel en était le succès.

En ce qui concerne la tempête dans la friteuse, je pense que vous vous êtes tous un peu ébouillantés les mains parce qu'aller parler de conflit d'intérêt entre la Maison Antoine et la commune ou la majorité ou certains membres de la majorité c'est petit, c'est faux et c'est totalement inexact.

Alors oui, Monsieur Lenaers, qui n'est pas là aujourd'hui, a eu l'initiative de créer, avec nous, une « Kriek Frites Party », qui, ça vous embête sans doute, est un immense succès chaque année lorsqu'on l'organise, un immense succès populaire pour les jeunes. Et ce n'est même pas un événement politique, parce que les gens ne savent pas qui organise, ils s'en foutent complètement, et si ça crée une relation favorable avec certains édiles qui sont là et tout le monde est bienvenu, tant mieux !

Est-ce que ça crée un lien entre la friterie et la commune ? Non, dans la mesure où ce n'est d'ailleurs pas la baraque à frites, qu'on appelle aujourd'hui la Villa Antoine sur la place, qui sert à faire les frites pour l'évènement, on fait les frites sous la tente. Et ils

vendent les frites à leur tarif et ils perçoivent la totalité de ce qu'ils vendent. Nous, on n'a rien par rapport à ça donc c'est ridicule de soutenir cela.

Et quand on prend alors le relevé des suppléments, et bien je pense que vous avez mis vos doigts dans la graisse à frites ! Parce ce que ce que vous racontez c'est « con », pour le dire vulgairement.

Pourquoi ? Parce que vous avez sur les 60 000€ de compléments, 23 000€ d'électricité. Il y a eu des exigences en matière d'électricité, non pas de la friterie mais au niveau ingénieur et au niveau Sibelga, il a fallu renforcer l'électricité pour 23 000€. Il a fallu, pour 6 500€, parce qu'on l'a découvert en creusant, dépolluer le sol. Vous le saviez-vous qu'il fallait dépolluer le sol ? Avant qu'on ait démolit et qu'on ait creusé, on ne le savait pas. C'est grave ? Il ne fallait pas dépolluer le sol ?

On a pour plus de 10 000€ de désamiantage. On n'a pas prévu ça dans le budget parce qu'on ne savait que les tubulures qu'il y avaient en dessous de la baraque à frite ancienne était entourés d'amiante. Vous le saviez-vous ? Nous on ne le savait pas... Vous savez ce que ça coute d'enlever de l'amiante ? On n'aurait pas dû le faire ? Et bien on l'a fait.

Sibelga a demandé qu'on améliore les armoires, ce n'était pas prévu, pour un peu plus de 4 600€.

Ça veut dire qu'on est à peu près à 50 000€ de travaux totalement indispensables sur les 60 000€ de compléments, et qui sont liés, pour le reste, aux quotités présumées qui sont dans les pourcentages normaux.

Alors de grâce, calmez-vous avec les frites. On va en manger ensemble ou non, c'est diététique ou non, l'échevine de la santé pour ou non, l'échevine de l'alimentation durable sera d'accord ou non... Mais votre « frites-gate », ce n'est rien parce qu'il n'y a rien !

Il n'y a pas eu de commission de suivi du projet des Jardins de la Chasse, on a fait combien de réunion ici ? D'abord avec Deloitte où on a donné l'ensemble des éléments. On a fait ici des réunions avec le CPAS, les conseillers communaux, l'ensemble des fonctionnaires, les techniciens, les architectes, un exposé de l'ensemble du dossier, le planning, le budget, les couts et le développement. On aurait pu faire mieux que ça ? On n'a pas encore eu un exposé sur la façon dont ça allait être géré, les groupes de travail, les openspace. Vraiment, là je ne vous comprends pas.

J'ai essayé de répondre autant que possible avec ce que j'avais dans la tête. »

Le Bourgmestre donne la parole à Madame N'Jomgang Fonkeu :

« Je vous remercie Monsieur le Bourgmestre. Je voudrais rassurer Monsieur Gérard parce que son idée est bonne mais elle a déjà été faite. L'année dernière, nous avons fait tout une série de conférence sur les addictions, et l'alcoolisme fait partie des addictions. Nous avons poussé plus loin d'ailleurs parce qu'on a parlé aussi quelques mois plus tard des cancers digestifs parmi lesquels la cirrhose du foie qui est une des causes de l'alcoolisme. Le service Prévention de la commune, quelques mois plus tard, a fait une soirée dédiée à la prévention de l'alcoolisme et aux personnes qui sont alcooliques. Donc je trouvais que cette année, on n'allait pas recommencer parce qu'il y a beaucoup de thèmes qui préoccupent les populations. »

Begroting 2018 – Gewone en buitengewone diensten

De Gemeenteraad,

Gelet op het begrotingsontwerp voor het dienstjaar 2018 opgesteld door het College van Burgemeester en Schepenen ;

Gelet op artikels 93-1, 96, 99, 117, 242, 255 en 259 van de nieuwe gemeentewet ; ;

Overwegende dat de begroting als volgt kan worden samengevat ;

GEWONE BEGROTING

		ONTVANGSTEN		UITGAVEN
Eigen dienstjaar		100.029.505,15		99.846.000,00
	Overschot		182.819,04	
Vorige dienstjaren		21.669.851,96		
Overboekingen				
Algemeen totaal		121.699.357,11		99.846.000,00
	Overschot		21.852.671,00	

BUITENGEWONE BEGROTING

		ONTVANGSTEN		UITGAVEN
Eigen dienstjaar		20.278.237,88		20.278.237,88
Vorige dienstjaren				8.588.224,63
Overboekingen				
Algemeen totaal		20.278.237,88		28.866.462,51
	Tekort		8.588.224,63	

Overwegende dat ons OCMW een bedrag van € 14.433.282,54 om in zijn behoeften te voorzien ;

KEURT GOED :

1. Een bedrag van € 9.811.618,97 in te schrijven als tussenkomst in het tekort van de politiezone ;
2. Een bedrag van € 14.433.282,54 in te schrijven als dekking van het tekort van ons OCMW ;
3. De begroting voor het dienstjaar 2018

De raad keurt het bij amendement gewijzigde ontwerp van de beraadslaging goed.

29 stemmers : 22 positieve stemmen, 4 negatieve stemmen, 3 onthoudingen.

Nee : André du Bus, Kathy Mottet, Damien Gérard, Edoardo Traversa.

Onthoudingen : Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Christophe Gasia.

Amendement van het college van burgemeester en schepenen :

De gemeenteraad,

gelet op de gemeentebegroting 2018 die goedgekeurd werd door het college van burgemeester en schepenen in zijn zitting van 26 oktober 2017;

gelet op het begrotingsresultaat voor het eigen begrotingsjaar van € 182.819,04 dat in diezelfde zitting goedgekeurd werd;

gelet op de wens van de gemeentelijke overheid die vertaald wordt in de begroting om de steun aan de derde leeftijd te verhogen;

gelet op de fout die gemaakt werd bij het inschrijven van de kredieten onder het juiste begrotingsartikel, met name het inschrijven van € 3.000 onder artikel 834/124-48 (3e leeftijd – Animaties en activiteiten) in plaats van onder artikel 834/332-02 (Seniorenclubs – Subsidies);

overwegende dat een overdracht van kredieten geen impact heeft op het eindresultaat;

gelet op de goedkeuring van die wijziging door het gewestelijke begeleidingscomité op 16 november 2017;

BESLIST

een krediet van € 3.000 over te dragen van artikel 834/124-48 (3e leeftijd – Animaties en activiteiten) naar artikel 834/332-02 (Seniorenclubs – Subsidies)

29 stemmers : 22 positieve stemmen, 4 negatieve stemmen, 3 onthoudingen.

Nee : André du Bus, Kathy Mottet, Damien Gérard, Edoardo Traversa.

Onthoudingen : Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Christophe Gasia.

De burgemeester geeft het woord aan de heer Van Bockstal:

“Ik dank u, mijnheer de voorzitter. Ik wil de gemeenteraadsleden bedanken die aanwezig waren op de voorbereidende commissie in verband met de financiële informatie. Mijn collega, mevrouw Geuten, en Carole Geerinckx van de dienst Gelijkheid Vrouwen-Mannen waren ook aanwezig op die commissie om een korte toelichting te geven bij de ontwikkeling van de genderbegroting. Dit jaar hebben wij een luik “genderbegroting” toegevoegd aan de buitengewone begroting.

De begroting wordt afgesloten met een overschot voor het eigen dienstjaar van afgerond 182.000 euro, rekening houdend met alle gemeentelijke dotaties (politiezone en OCMW).

De voorstelling van de begroting was een werk van lange adem, dat een tijdje geleden begonnen is. U weet, mijnheer de voorzitter, dat de gemeente sinds 1997 opnieuw een begrotingsevenwicht kan voorleggen.

Het is belangrijk te weten dat het gecumuleerde overschot vandaag 21.852.000 euro bedraagt dankzij de inspanningen die geleverd werden door de voorgaande en de huidige leden van het college. We moeten ook verwijzen naar de ambitieuze projecten die opgenomen zijn in de begroting zoals de re-urbanisatie van het Jachthof, het

Duurzaam Wijkcontract en andere projecten.

Ik zal het kort houden zoals u gevraagd hebt. De uitgaven bedragen 99.846.000 euro. Het grootste deel van die uitgaven is bestemd voor de politiezone Montgomery, namelijk 9.800.000 euro, en voor de dotatie van het OCMW, namelijk 14.400.000 euro, om de begroting in evenwicht te houden. Om al onze activiteiten te kunnen uitoefenen, werd ongeveer 3.100.000 euro uitgegeven voor technische leveringen. We mogen ook niet vergeten dat de personeelsuitgaven, die in andere gemeenten gebruikt worden als referentie, 52% van de totale uitgaven bedraagt.

Wat de inkomsten betreft, overschrijden we voor het eerst de kaap van de honderd miljoen, namelijk 100.029.000 euro, een cijfer in stijgende lijn. De inkomsten van deze gemeente stijgen inderdaad sterk. Allereerst moeten we verwijzen naar de algemene dotatie voor de gemeenten van het Gewest. Die bedraagt 15 miljoen euro. En om toch te verwijzen naar de belastingen: de inkomsten uit de personenbelasting bedragen 11.600.000 euro, die uit de opcentiemen op de onroerende voorheffing 23.200.000 euro en die uit alle andere belastingen afgerond 10.000.000 euro.

In de buitengewone begroting worden alle grote investeringen van de gemeente opgenomen. Die enveloppe bedraagt 4.500.000 euro. Wij mogen echter fier zijn dat we andere grote investeringen kunnen doen en toch een gecumuleerd overschot kunnen voorleggen. Voor de investering in de Generaal Henrystraat: 1.300.000 euro, de renovatie van het Guy Thijsstadion: de kunstgrasmat en de nieuwe, energiezuinigere verlichting: 350.000 euro. En we mogen natuurlijk de dienst Participatie niet vergeten die kan beschikken over een budget om de participatieve projecten van Fluicity te realiseren. In 2018 wordt nog ongeveer acht miljoen euro geïnvesteerd voor de heraanleg van de Jachthofsite, met inbegrip van 830.000 euro voor de aanleg van de Beckersstraat.

We mogen ook niet vergeten dat de gemeente in 2018 nog 840.000 euro investeert in het lager onderwijs.

Voor 2018 is er een investering van ongeveer 3.100.000 euro voorzien voor het Duurzaam Wijkcontract “Jacht-Gray”.

Ik wil al mijn collega's van het college bedanken want dit is het resultaat van het werk van al mijn collega's en van alle diensten. Ik wil ook de voorzitter van het OCMW bedanken voor het geleverde werk. Ook bedank ik de gemeentesecretaris voor de coördinatie tussen de verschillende diensten. Tot slot wil ik nog mijnheer Demol en mijnheer Loix bedanken voor de kwaliteit van de informatie en de transparantie. Bedankt.”

De burgemeester neemt het woord:

“Ik denk niet dat het nuttig is dat we een volledig verslag van de algemene beleidsverklaring geven. Die telt 77 pagina's. Ik vermoed dat enkelen onder u hierover het woord zullen nemen.

In verband met het hoofdstuk Participatie wilde ik alleen meer zeggen dat er twee extra initiatieven genomen zullen worden in 2018 in het kader van de begroting. Wij baseren ons daarvoor op de microprojecten, maar het is niet helemaal hetzelfde. Er werd een bedrag van 50.000 euro vrijgemaakt voor de dienst Participatie. Wij zijn van plan om

de inwoners de kans te geven om een project in te dienen bij een jury. Die moet nog samengesteld worden, maar zal waarschijnlijk bestaan uit ambtenaren. Individueel, in groep, als collectief of als vereniging kunnen de inwoners een project indienen voor hun wijk. We denken aan vijftien tot achttien projecten.

Het is ook mijn bedoeling om vooruitgang te maken in de participatieve begroting en het college steunt mij daarin. Dat wil zeggen dat er drie dossiers of meer gekozen zullen worden waarvoor al een budget vastgelegd werd in de buitengewone begroting, bijvoorbeeld voor werkzaamheden op een plein, een straat... We zullen dat in het college nog bespreken. De bedoeling is om een deel van dat budget ter beschikking te stellen van de burgers zodat zij een keuze kunnen maken uit verschillende alternatieven die voorgesteld worden tijdens de werkzaamheden. Een voorbeeld: als er een budget van 800.000 euro voorzien is, kunnen we bijvoorbeeld 200.000 euro uittrekken. De techniek daarvoor moet nog bepaald worden. We zouden ons kunnen baseren op Frankrijk of op andere buitenlandse gemeenten. Dit zijn aanvullende elementen waarvan ik u op de hoogte wilde brengen.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Van Praet:

“Ik dank u, mijnheer de voorzitter. Wij zijn blij dat wij nogmaals een begroting goedkeuren die niet enkel in evenwicht is, maar zelfs een overschot van meer dan 180.000 euro heeft. Die begroting getuigt van de goede financiële gezondheid van de gemeente en van een efficiënt beheer van de staatsgelden.

We hebben een lange weg afgelegd! Het tekort en de grote schuldenlast van de gemeente werden geleidelijk aan weer op de juiste weg gebracht. Sinds enkele jaren kan de gemeente positieve resultaten voorleggen en is de schuldenlast van de gemeente een van de kleinste van ons gewest.

We moeten u daarvoor feliciteren, mijnheer de burgemeester, aanvoerder van het college. Het succes is natuurlijk ook te danken aan de leden van het college en uiteraard aan de gemeentediensten die met u samenwerken. Wij weten dat ook de gemeentesecretaris en de gemeenteontvanger in samenwerking met de dienst Financiën bijgedragen hebben tot deze mooie resultaten.

De situatie is des te opmerkelijker omdat ze het mogelijk zal maken, mijnheer de burgemeester, om de belofte van onze fractie en die van de meerderheid en het college om de belastingen van de Etterbekenaren te verlagen waar te maken. Niet een keer, maar twee keer: de belastingverlaging van 0,5% die wij een jaar geleden goedgekeurd hebben wordt in 2018 gevolgd door een nieuwe verlaging van 0,3% waardoor de bijkomende belasting op de personenbelasting nu 6,7% bedraagt, de middenmoot van de Brusselse gemeenten.

Verder blijft de begroting 2018 voortwerken aan de bewustmaking rond gender met het doel om meer gelijkheid tussen mannen en vrouwen te garanderen en nadien misschien ook in andere categorieën binnen het beleid dat volgt uit onze begroting.

Onder uw impuls, mijnheer de burgemeester, zullen wij in 2018 onze wens om de burgers meer te betrekken bij bepaalde budgetkeuzes kunnen waarmaken dankzij uw dynamiek voor een participatieve begroting, waarover u in de inleiding al sprak.

Sta mij toe om kort in te gaan op enkele aspecten van de algemene beleidsverklaring

die de begroting 2018 vergezelt.

Ongetwijfeld zijn de voorzetting van het Jachthofproject en de bouw van het nieuwe administratief centrum een van de hoogtepunten van 2018. Dat gewaagde project wekt zelfs buiten de grenzen van onze gemeente belangstelling. Het project wordt uitgevoerd zonder dat ons begrotingsproject in gevaar gebracht wordt. Bovendien zullen de komst van een nieuwe wijk en een nieuwe toekomst voor het huidige gemeentehuis onze gemeente ten goede komen. Wij sluiten ons niet aan bij de twijfelaars van deze raad, die zoveel mogelijk zoeken naar risico's en andere redenen om ons onze illusies te ontemen. Daar is niets van waar.

Analoog aan het beleid dat voortvloeit uit de begroting 2018 en dankzij de steun van het Brussels Gewest kunnen wij ook het goede verloop van het Duurzaam Wijkcontract toejuichen. Dat project krijgt volgend jaar steeds meer concreet vorm met de start van de werkzaamheden, die belangrijk zijn voor het leefklimaat van de Brusselaars.

Behalve de bouw van nieuwe woningen en de begeleiding van socio-economische projecten kunnen we dankzij het Duurzaam Wijkcontract "Jacht-Gray" ook de Haptuin nieuw leven inblazen. En wij zijn er zeker van dat de buurtbewoners en de liefhebbers van het park ons daarin zullen steunen.

Het Duurzaam Wijkcontract zal onze acties op het vlak van openbare netheid nog versterken. Die openbare netheid is overigens een andere prioriteit van de Lijst van de Burgemeester. Het Netheidsplan, mijnheer de burgemeester, werpt zijn vruchten af, maar er is nog veel werk aan de winkel. U hebt de gewoonte om ons eraan te herinneren dat het niet de gemeente is die de straten vuilmaakt, maar wel de burgers zonder burgerzin. Dat klopt! Nochtans is de gemeente de belangrijkste figuur om die burgers zonder burgerzin zoveel mogelijk achterna te zitten. De inwoners hebben grote verwachtingen in verband met netheid. Met de beslissingen van het college en de dynamiek onder impuls van schepen Marie-Rose Geuten doen we elke dag beter en beter. Ik geef twee voorbeelden:

- De strijd tegen tags heeft opmerkelijke resultaten opgeleverd. Bijna duizend graffiti-tekeningen werden verwijderd van gevels en stadsmeubilair in de gemeente.*
- Het beleid inzake gemeentelijke administratieve sancties lijkt ons ook zijn vruchten af te werpen. Ik voel er zelf de gevolgen van: ik durf niet langer een sigarettenpeuk op de grond gooien en dat is maar normaal! Ik heb mij volledig laten beïnvloeden door dat gemeentebestuur. Wij zijn blij met de versterking van de afdeling Repressie.*

Ik wil nog even iets zeggen over de veiligheid naar aanleiding van een recent onderzoek naar het onveiligheidsgevoel, dat afneemt. Uit een recent veiligheidsonderzoek blijkt dat het de netheidsproblemen zijn die het onveiligheidsgevoel aanwakkeren en niet tasjesdiefstallen of het risico op agressie. Verder lijkt de situatie in Etterbeek bijzonder aangenaam. Volgens deze onafhankelijke studie voelt 96% van de bevolking zich immers veilig overdag en 87% voelt zich ook 's nachts veilig. Ik denk dat een dergelijke beleving van de bevolking in weinig Brusselse gemeenten terug te vinden is. Het beleid inzake veiligheid, preventie en stadsinrichtingen werpt zijn vruchten af en daar zijn wij blij om.

We zijn hier niet in de politieraad, maar ik zou toch willen vermelden dat de politiestatistieken inzake diefstal aan het dalen zijn, met uitzondering van fietsdiefstallen. Wij hopen het aantal fietsdiefstallen in 2018 terug te dringen, in het bijzonder via de invoering van een premie voor de aankoop van een hangslot, die wij goedgekeurd hebben in de gemeenteraad.

Wij zijn ook blij dat de camerabewaking verder ontwikkeld wordt in de gemeente.

Laten we overgaan tot het hoofdstuk Participatie, de drijvende kracht van het college. De participatieve begroting is daar een onderdeel van. De inwoners raadplegen is een ander onderdeel. Onlangs heb ik de gelegenheid gekregen om u te interpellieren over de concretisering van Fluicity en de concretisering van de acties en de voorstellen van burgers via dat platform. We zijn dan ook blij met de lancering van de "Ideeënbeurs". Dankzij dat project kunnen enkele van die acties en voorstellen financieren. Op gemeentelijk niveau willen de burgers steeds meer betrokken worden bij de beslissingen over hun wijk, hun straat. Meestal is er goed nagedacht over de ideeën en zijn ze haalbaar. Op die manier kan de band tussen de bevolking en de politiek aangehaald worden en kunnen we de strijd aanbinden met allerlei vormen van terrorisme. Dat moet onze doelstelling zijn. Dit debat moet doorgetrokken worden naar de betrokkenheid van de Europeanen in de publieke debatten in 2018, in het bijzonder wat de keuze van hun mandatarissen en dus de verkiezingen in oktober volgend jaar betreft.

Dierenwelzijn is de nieuwe bevoegdheid van schepen Aziz Es. Die nieuwe bevoegdheid werd tijdens de vorige gemeenteraad goedgekeurd door de raad. Wij willen immers allemaal het label "diervriendelijke gemeente" in de wacht slepen. In een gemeente die ruimschoots aandacht besteedt aan de stadskippen mogen we daar niet aan twifelen. Samen met schepen Aziz Es willen wij ervoor zorgen dat de voorstellen op dit gebied resultaten opleveren.

We praten veel over goed bestuur. Over dat goede bestuur worden veel aankondigingen gedaan in verband met de politieke praktijken. Het betekent echter ook een efficiënt beleid voeren voor de bevolking dat de uitdagingen het hoofd biedt. De algemene beleidsverklaring en het beleid van het college zijn daar het bewijs van. Wij zullen dus voor de begroting 2018 stemmen en wij feliciteren u voor deze algemene beleidsverklaring.

Ik heb gesproken."

De burgemeester geeft het woord aan de heer Buyani:

"Mijnheer de voorzitter, het kan gebeuren dat men in herhaling valt. Nadat ik geluisterd heb naar wat mijnheer Van Praet zojuist gezegd heeft, bestaat het risico dat ik u ga vervelen aangezien ik bepaalde punten zal herhalen. Dat gezegd zijnde: met betrekking tot de begroting en de algemene beleidsverklaring wil onze fractie het college en de dienst Financiën feliciteren voor de begroting in evenwicht, die een voortzetting is van de voorgaande begrotingen.

Wij willen in het bijzonder hulde brengen aan de ontvanger, mijnheer Demol. Wij hebben op 14 november namelijk de vergadering van de begrotingscommissie bijgewoond en ik moet zeggen dat ik onder de indruk was van de kalmte waarmee mijnheer Demol de vele vragen die hem gesteld werden duidelijk beantwoord heeft,

natuurlijk met de steun van de verantwoordelijke schepen. Ik wil de nadruk leggen op dit opmerkelijke feit dat aantoonst dat hij het dossier beheerst.

Wij moeten vaststellen dat de algemene beleidsverklaring veel aandacht besteedt aan maatschappelijk welzijn. In dat opzicht sluit ze aan bij de bezorgdheden van de Europese Unie, in het bijzonder wat er gebeurd is tijdens de top in Gothenburg op 17 november. En dat niet enkel voor de maatschappelijke bevoegdheden in de enge zin, maar ook op een transversale manier in andere domeinen van het gemeentebeleid.

Voor onze medeburgers die in bestaansonzekerheid leven is er behalve het OCMW ook het Sociale Cohesieprogramma, dat alfabetiseringslessen, lessen Frans en vreemde talen en schoolondersteuning aanbiedt. De basis voor maatschappelijke en socio-economische integratie.

Voor onze senioren, van wie er veel eenzaam zijn, is de dienst Contact Plus een erg gewaardeerde, bekende en goed presterende dienst geworden waar zij opgevangen en begeleid worden.

Ook het programma van de dienst Gezondheid besteedt veel aandacht aan mensen die in bestaansonzekerheid leven. Denk maar aan de bewustmaking rond gezonde voeding, de sociale brillenwinkel en een speciaal programma over ziektes die verband houden met bestaansonzekerheid.

Wat het Duurzaam Wijkcontract betreft, wil ik herhalen dat het zijn belangrijkste doelstelling is om bij te dragen aan de sociale ontwikkeling van het armste deel van onze gemeente. Dat gebeurt niet enkel via socio-economische projecten, maar ook via de bouw van woningen en het beheer van de socioculturele infrastructuren.

Op sociaal vlak wil ik nog benadrukken dat de dienst Internationale Solidariteit uitstekend werk levert! Zoals de sprekers van de interpellatie van het publiek zojuist benadrukt hebben, werd de Maand van de Solidariteit, die dit jaar in het teken van migratie stond, erg gewaardeerd. Aan de hand van de verzustering met de Marokkaanse gemeente Aït Baha toont Etterbeek bovendien dat wij niet alleen willen inzetten op de integratie van migranten in onze gemeenschap, maar dat wij ook willen helpen om de levensomstandigheden in Marokko te verbeteren zodat de jongeren daar een betere toekomst kunnen uitbouwen.

Om af te sluiten wil ik het belang van twee andere domeinen van het gemeentebeleid onderstrepen: openbare netheid en cultuur. Alle enquêtes tonen aan dat de netheid van onze straten en pleinen een van de grootste bezorgdheden van onze inwoners is. Het is dus goed om meer te investeren in de uitvoering van het Netheidsplan en dat voor de drie luiken: preventieve maatregelen, gezamenlijke schoonmaak en repressieve maatregelen. Wat de cultuur betreft, is het nutteloos om het programma uit de algemene beleidsverklaring hier te herhalen, maar ik kan wel in het bijzonder het Kunstenaarsparcours vermelden. Het enige dat we kunnen zeggen, is dat we hopen dat de financiële bijdrage van de gemeente voor deze sector verhoogd wordt.

Dank u, mijnheer de voorzitter.”

De burgemeester geeft het woord aan mevrouw Servais:

“Dank u, mijnheer de voorzitter. De begrotingen met overschot volgen elkaar op en stellen de gemeente tegelijkertijd in staat om de schuldenberg af te bouwen en de gemeentebelastingen te verlagen. Wij zijn de schepen van Financiën, de

gemeenteontvanger en hun dienst dan ook erg dankbaar. Met veel belangstelling hebben we naar de genderbudgeting gekeken die garandeert dat de financiën eerlijk verdeeld worden.

Wetende dat de gemeentefinanciën in goede handen zijn, kunnen wij ons concentreren op de grote uitdagingen die Etterbeek te wachten staan. Het zal u niet verbazen dat dat voor Ecolo/Groen gebeurt via een verdieping van de ecologische transitie. Om de ecologische transitie te doen slagen, moeten we eerst de ongelijkheden kunnen verkleinen, voorrang geven aan het algemeen belang en steunen op een betrouwbaar bestuur.

We weten dat het aandeel van de huurprijs voor veel Brusselaars te groot is. Die huurprijzen zijn niet langer aangepast aan de meeste inkomens. Tachtig procent van de aanvragen voor maatschappelijke dienstverlening in Etterbeek zijn te wijten aan huisvestingsproblemen. Dankzij het Woonloket krijgen de Etterbekenaren het beste advies, maar het aantal sociale en middelgrote woningen zou verhoogd moeten worden en er moet gewerkt blijven worden aan verschillende alternatieve woonvormen. Wij hopen ook dat de communicatie over de premie voor eigenaars die hun woning toevertrouwen aan een SVK resultaat zal opleveren.

Terwijl Brussel een van de meest kosmopolitische steden ter wereld wordt, worden de acties voor maatschappelijk welzijn en samenleven steeds belangrijker in Etterbeek, waar bijna honderd nationaliteiten samenleven.

We weten ook hoe belangrijk de begeleiding van Contact Plus is voor senioren en personen met een handicap.

De ondersteuning die het OCMW, de Mission locale pour l'Emploi en de dienst Preventie bieden aan inwoners die op zoek zijn naar werk of in de marginaliteit leven is van essentieel belang om hen te helpen zich opnieuw te integreren en om de strijd aan te binden met het onveiligheidsgevoel en met radicalisme.

Ook de broodnodige inspanningen van de dienst Gelijkheid Vrouwen-Mannen proberen de ongelijkheden waarmee vrouwen op de meeste domeinen geconfronteerd worden te corrigeren.

Het belang van schoolondersteuning hoeft niet meer aangetoond te worden en wij zouden willen dat er bijzondere aandacht besteed wordt aan pestgedrag waarvan veel leerlingen het slachtoffer zijn.

Wij waarderen overigens de diverse animatieactiviteiten die georganiseerd werden tijdens de Maand van de Solidariteit over het thema "migranten". Wij hebben nog beter kunnen inschatten hoe complex de thematiek is, die steeds grotere vormen zal aannemen zoals we gezien hebben bij het begin van deze raad.

Maar het is goed leven in vele van onze wijken en Etterbeek ondergaat een grondige schoonheidsbehandeling. Dankzij verschillende projecten om onze pleinen in te richten kunnen we mooie ruimten voor vrijetijdsbestedingen en ontmoetingen creëren. Wij hopen dat er een opleiding gevonden wordt voor het Sint-Pieterplein en dat die oplossing de verschillende functies van het plein met elkaar kan verzoenen en voorrang geeft aan de levenskwaliteit, in het bijzonder die van de voetgangers. Het

Sint-Pietersplein zou een mooie, gezellige ruimte kunnen worden zoals het de Theuxplein, dat mooi heraangelegd werd. Dankzij de geplande werkzaamheden in de Generaal Henrystraat kan de levenskwaliteit in die dichtbevolkte wijk verbeterd worden.

In het kader van het DWC steunen wij vol enthousiasme het project om het Happark opnieuw tot leven te brengen. Dat park moet een groen en vredig oord blijven waaraan de inwoners erg gehecht zijn. Als bonus worden in het park een boomgaard en een moestuin aangelegd.

Naar het voorbeeld van de Participatieve Tuinen moeten alle initiatieven voor stadslandbouw aangemoedigd worden. Bovendien is het gedifferentieerde beheer van onze openbare ruimten een belangrijke stap vooruit voor ons leefmilieu.

Vandaag lezen we in de krant Le Soir dat een honderdtal artsen aan de alarmbel trekt in verband met de slechte luchtkwaliteit in Brussel. Door die vervuiling sterven honderden mensen vroegtijdig en moeten kinderen opgroeien in een ongezonde omgeving terwijl wij weten welke risico's die luchtvervuiling inhoudt voor onze gezondheid. Die artsen vragen dat er een ambitieus beleid uitgevoerd wordt, in het bijzonder in de strijd tegen fijnstof. Er is dus nog veel werk aan de winkel. Zoals de artsen vragen, zouden we ook al duidelijk kunnen maken hoe ernstig de gezondheidsramp is door de aandacht te vestigen op eenvoudige veranderingen in ons gedrag zoals de motor niet stationair laten draaien.

Etterbeek neemt zich voor om de aanbevelingen van de Bypadaudit uit te voeren. Op die manier hopen wij te zien dat de openbare wegen beter gedeeld worden en dat er extra aandacht gaat naar de bescherming van de zwakste weggebruikers en dat de zachte mobiliteit gepromoot wordt. Wij verwachten dus dat er meer beveiligde fietsboxen en fietsbogen komen.

Met elkaar kunnen omgaan in een nette openbare ruimte is ook een troef voor een betere levenskwaliteit. Het Netheidsplan wordt verder uitgevoerd. Wanneer we de bemiddelaars eco-burgerschap aan het werk zien tijdens speciale acties of wanneer we hen tegenkomen op straat, kunnen we hun daadkracht waarnemen. De dagelijkse strijd om tonnen afval op te ruimen wordt gesteund door de dienst Duurzame Ontwikkeling, die zich richt op preventie aan de hand van het project rond "zero afval en opruimen".

De medewerking van de burgers en verenigingen en de transversale toewijding van negen gemeentediensten vormen eveneens de motor van het DWC Jacht-Gray. De wederopleving van de gebouwen zal pas binnen enkele jaren zichtbaar zijn, maar tal van commerciële, culturele en burgerinitiatieven voor het welzijn van iedereen hebben de wijk al doen bewegen.

Aangezien het belangrijk is om kinderen van jongs af aan kennis te laten maken met participatieve democratie, kunnen wij de oprichting van de kindergemeenteraad alleen maar toejuichen. Wij hopen dat die kindergemeenteraad zijn positie snel kan verstevigen.

In Etterbeek hebben wij het geluk dat wij kunnen rekenen op hulpmiddelen zoals onze bibliotheken, onze culturele centra, onze academies en ons sportcentrum die voor een waardevolle dynamiek zorgen in de overdracht van kennis en de creativiteit

ondersteunen door jonge artiesten en kampioenen te motiveren. Zij geven iedereen de kans om bezig te zijn met cultuur en sport van goed niveau. Dit jaar was de kunst ook terug te vinden in de straten met het rondreizende uitstalraam en de vossen die zich verschuilen in het Mouchoirpark.

We kunnen niet ontkennen dat de ecologische transitie grote vooruitgang boekt in onze gemeente en daar mogen wij blij over zijn. Maar zoals de 15.000 wetenschappers uit 184 landen gezegd hebben in het manifest “Il sera bientôt trop tard” dat vorige week gepubliceerd werd in de krant Le Monde: het is dringend. Biodiversiteit, klimaat, natuurlijke rijkdommen, ze trekken aan de alarmbel in verband met de rampzalige achteruitgang van het leefmilieu. Wij hopen dus dat er bij het opstellen van de toekomstige begrotingen meer rekening gehouden zal worden met die dringendheid, dat de renovatie en de energie-efficiëntie van de gemeentebouwen sneller zullen verlopen, maar wij benadrukken ook dat Etterbeek een van de beste Brusselse gemeenten zal zijn wat het aanbod voor de allerkleinsten betreft dankzij de bouw van crèche Aimé Dupont. Toch blijft de situatie voor veel jonge ouders nog moeilijk.

Wij zouden ook willen dat er bijzondere aandacht besteed wordt aan de isolatie van woningen en dat duurzame consumptie aangemoedigd blijft worden. De laatste maanden hebben we verschillende winkels zien verschijnen die reclame maken voor de korte ketens. Met “Ondernemen in Etterbeek” zou het belangrijk zijn om de komst van kwaliteitsvolle handelszaken te steunen, in het bijzonder in de wijk die een gedaanteverandering zal ondergaan met de komst van het nieuwe gemeentehuis. Bovendien moeten er meer acties op touw gezet kunnen worden om duurzame voeding te promoten.

Er moeten ook subsidies vrijgemaakt worden om burgers en “transitieburgers” die onze wijken mooier maken te begeleiden. Ik heb begrepen dat dat op de agenda staat alsook het participatieve budget.

Wij sluiten af met een woord van dank aan het college en het gemeentepersoneel voor zijn inzet. Wij wensen hen veel succes toe met de reorganisatie van de diensten met het hoog op de verhuizing van het gemeentehuis.

Dank u.”

*De burgemeester geeft het woord aan de heer Gérard:
“Dank u, mijnheer de voorzitter.*

Wij hebben de algemene beleidsverklaring, die vrij lang is, aandacht gelezen hoewel het deels een kopie is van het gemeentelijke zakboekje dat wij eveneens gekregen hebben. Niet zozeer de verklaring zelf, maar de begrotingsprojecten bevatten een grappige drukfout in die zin dat men ons de begroting 2013 komt voorstellen, dames en heren. Misschien zou men bij het knippen en plakken kunnen vermijden om de datum van vijf jaar geleden te kopiëren: “In overeenstemming met artikel 96 van de NGW legt het college van burgemeester en schepenen u de begroting van 2013 voor.” Dat is toch niet serieus.

Welnu, deze algemene beleidsverklaring is een mooi boodschappenlijstje van het bestuur. Het probleem is dat we nog altijd niet weten wat we vanavond gaan eten! Dat wil zeggen dat we een lijstje krijgen van heel wat elementen, maar dat de onderlinge samenhang van die elementen niet duidelijk is en dat we niet begrijpen in welke mate ze

deel uitmaken van een project, van een politieke revisie, van een echt politiek project voor onze gemeente. Terwijl ik de opmerkingen van mijn voorganger André du Bus over de voorgaande algemene beleidsverklaring aan het lezen was, besepte ik dat het sinds vijf jaar een terugkerend punt is. Men vraagt zich echt af waar de samenhang van het project is als men dit lange document leest dat, zoals ik zal zei, lijkt op een boodschappenlijstje zonder te weten wat het resultaat zal zijn. Dat duurt nu al vijf jaar en dat is toch jammer.

Het is zeker zo dat er op dit boodschappenlijstje aantrekkelijke ingrediënten staan. Andere ingrediënten ontbreken dan weer of zijn verdwenen en enkele voedingsmiddelen zien er moeilijk te verteren uit en ik denk dat het te gemakkelijk zou zijn om die niet ter sprake te brengen.

Wat de aantrekkelijke ingrediënten op het gemeentelijke boodschappenlijstje betreft, zijn wij blij over een aantal dingen. De uitbreiding van de openingsuren van de diensten van het gemeentebestuur is een zeer goede zaak. Met een reeks projecten zoals het project "Tussen twee culturen" van de straathoekwerkers wordt volgens mij echt gewerkt aan de multi-identiteit. Het is een heel mooi project. De nieuwe projecten in termen van duurzame ontwikkeling en het feit dat de nadruk gelegd wordt op afvalbeheer zijn positieve dingen. Uiteraard verheugen wij ons over het derde Kunstenaarsparcours, dat in 2018 georganiseerd wordt. Ook het project "Osez" van de dienst Gelijkheid Vrouwen-Mannen vinden wij zeer interessant. Als er subsidies zijn voor dergelijke projecten, dan is dat positief. We moeten er uiteraard zeker van zijn dat de juiste personen gekozen worden zodat het mensen zijn die er echt baat bij hebben. Eveneens een mooi project. Uiteraard steunen wij ook het project dat voor de jeugd georganiseerd wordt ter herdenking van de Grote Oorlog. Wij zijn blij dat men van plan is om het kunstwerk van mijnheer Bottazzi beter tot zijn recht te laten komen. Op de plaats waar het zich nu bevindt, is dat toch echt niet het geval. Wij zijn ook blij dat de dienst Internationale Solidariteit zich blijft richten op de migratieproblematiek want dat is een problematiek die nog jaren en jaren zal duren en het is absurd te geloven dat de structurele maatregelen die genomen worden of die men zou willen nemen een zogenaamd aanzuigeffect zouden creëren omdat dit een problematiek is die aangepakt moet worden en niet zomaar afgevoerd kan worden met slogans. Wij verheugen ons ook over de wens om het zone 30-plan te veralgemenen. Blijkbaar geldt op 90% van de gemeentewegen al een zone 30. We vinden het fantastisch dat de gemeente al zo ver gevorderd is. We begrijpen dan ook niet goed waarom het Gewest afgebroken moet worden wanneer het een gelijkaardig idee voorstelt.

Nog een van die aantrekkelijke ingrediënten is natuurlijk de belastingverlaging, maar ik vind het toch een beetje gemakkelijk om zichzelf te prijzen. Ikzelf zou in de eerste plaats de Etterbekenaren willen bedanken want het is dankzij hun toenemende welvaart dat de middelen van de gemeente aanzienlijk zijn gestegen. De opcentiemen op de personenbelasting zijn de laatste jaren sterk gestegen, vooral de opcentiemen op de onroerende voorheffing, die dit jaar met een miljoen euro gestegen zijn. Zelfs de bijdragen van het fonds voor de gemeenten. Wat ik wil zeggen is: er zijn enkele overdrachten die toenemen en die niet de weerspiegeling zijn van de gemeentefondsen, maar in elk geval een weerspiegeling van de opcentiemen op de onroerende voorheffing en op de personenbelasting en dus een weerspiegeling van de rijkdom van de Etterbekenaren. Het is dan ook niet meer dan rechtvaardig om de belastingdruk te verlichten aangezien die inkomsten sinds enkele jaren systematisch toenemen. Wij zijn blij dat die belastingverlaging eindelijk doorgevoerd wordt. U hebt gezegd dat de

belastingverlaging een belofte van de meerderheid was, dat klopt: het was het eerste punt van ons verkiezingsprogramma in 2012.

In de afdeling van ingrediënten die ontbreken op het gemeentelijke boodschappenlijstje of die verdwenen zijn, zou ik er een aantal willen vermelden. Het hoofdstuk Gezondheid is steeds erg uitgebreid in de verklaring, maar we lezen er niets over alcoholisme of drugs. We zien van tijd tot tijd drugspreventieprojecten verschijnen op de gemeenteraad, maar over alcoholisme zien we heel weinig of niets. Nochtans is alcoholisme een problematiek die heel wat Etterbekenaren treft en toch zichtbaar is voor heel wat Etterbekenaren. Wanneer ik vandaag hoor dat een van de punten die aan de agenda toegevoerd werden betrekking heeft op het weghalen van een bank omdat die mensen aantrekt die blikjes bier op het voetpad drinken, dan denk ik bij mezelf dat het een eigenaardige oplossing is voor alcoholproblemen om banken naar de gemeentelijke opslagplaats te verhuizen. Ik hoop dat we het probleem eerder kunnen aanpakken in plaats van het te proberen te verstoppen. Ik wil u aansporen, mevrouw de schepen, om beide problematieken aan te pakken.

In de algemene beleidsverklaring lezen we ook niets over het bestuur. Van onze collega's van Ecolo/Groen hebben we zojuist gehoord dat een betrouwbaar bestuur essentieel is voor de ecologische transitie. Maar er staat niets geschreven over het bestuur van de gemeente! Niets over de werking van de gemeentelijke instellingen, evenmin over de werking van de gemeenteraad of de eventuele herziening van bepaalde aspecten van het huishoudelijk reglement. Ik wil niet terugkomen op de kwestie van het gemeentelijk belang. Ik kan u zeggen dat toen ik de hele discussie besproken heb met de directrice van Waalse vereniging van steden en gemeenten en met Brulocalis, zij grote ogen trokken en zich afvroegen hoe het mogelijk is dat in Etterbeek de Etterbeekse Haard bijvoorbeeld geen deel uitmaakt van het gemeentelijk belang. Ik moet er nog over praten met de toezichthoudende overheid, maar ik vind dat absoluut ondenkbaar.

Ik zou onze collega's van Ecolo/Groen een beetje willen prikkelen want het goede bestuur is volgens mij iets dat wij gemeenschappelijk hebben in ons politiek DNA en ik vind het een problematiek waarover hier in Etterbeek, in onze Etterbeekse instellingen, zeker iets te vertellen is. Ik vind het gemakkelijk om altijd maar de ogen te sluiten voor die problematiek en enkel de eigen projecten te realiseren. Ik denk bijvoorbeeld aan de cumul van de mandaten, zowel de uitvoering van mandaten nu als in het verleden. Volgens mij zijn dat grote problemen voor de vitaliteit van de democratie die ook op gemeentelijk niveau besproken moeten worden.

In de algemene beleidsverklaring lezen we ook niets over het Duurzaam Wijkcontract. Wij zijn uiteraard blij met dat project want wij hebben eraan meegewerkt, althans in het begin. Het is een prachtig project dat zeer goed geleid wordt door de verantwoordelijke teams. Toch zouden we iets hebben willen zien van wat de toekomst voor ons in petto heeft aangezien dat toch het doel is van een algemene beleidsverklaring. We hadden graag een aanwijzing gekregen in verband met de nieuwe projecten en de manier waarop die gesteund en uitgevoerd zullen worden. Laten we proberen om voort te bouwen op het Duurzaam Wijkcontract.”

De burgemeester neemt het woord:

“Dat wordt moeilijk want het Gewest heeft vandaag onze aanvraag in verband met de nieuwe Jachtwijk geweigerd.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Gérard:

“Goed. Het is jammer dat we niet beter geïnformeerd werden want we hadden een duwtje in de rug kunnen geven zoals we dat enkele jaren geleden hebben gedaan. Het zij zo!”

Met betrekking tot wat nog ontbreekt in de algemene beleidsverklaring zouden we graag meer details hebben in verband met het Jachthof. We vernemen dat er slechte offertes ingediend werden door de inschrijvers. Daardoor loopt het project vertraging op en is er meer werk in termen van administratieve opvolging. Dat vinden wij jammer. Als we echter die opvolgingscommissie gehad hadden die wij gevraagd en gestemd hebben, als die was samengekomen in 2017 en in de jaren voordien, dan zouden wij iets meer weten over de concrete problemen waaraan het project het hoofd moet bieden. We weten bijvoorbeeld nog altijd niets over de bestemming van de huidige site waarop het gemeentehuis gebouwd is en we zijn toch bang om op een dag voor een voldongen feit gesteld te worden met betrekking tot de bestemming van dit gebouw, dit deel van de gemeente.

De schepen heeft de nadruk gelegd op het enorme gecumuleerde overschot van 21 miljoen euro. Wij vinden dat er toch een aantal andere projecten gesteund zouden kunnen worden, bijvoorbeeld, en u zult zeggen dat ik van de hak op de tak spring, de toekomst van het Sint-Pietersplein. We vernemen dat de werkzaamheden voor de heraanleg uitgesteld werden, maar wij hopen dat ze toch uitgevoerd zullen worden.”

De burgemeester neemt het woord:

“Weet u door wie, mijnheer Gérard?”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Gérard:

“Nee, dat weet ik niet.”

De burgemeester neemt het woord:

“Mijnheer Pascal Smet.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Gérard:

“Goed. Het enige dat ik gelezen heb is een artikel in de nieuwsbrief van Broebel'Air enkele dagen geleden. Daarin stond dat er problemen zijn tussen de handelaars en de inwoners.”

De burgemeester neemt het woord:

“U moet zich beter informeren. We hebben van mijnheer Smet het bericht gekregen dat hij alles stopzet omdat er geen akkoord bereikt werd tussen de handelaars en de buurtbewoners.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Gérard:

“Goed. Ik vond het vreemd dat er in de begroting geen specifieke post gewijd is aan de renovatie en de werkzaamheden op het Sint-Pietersplein, maar misschien is mij dat ontgaan.”

De burgemeester neemt het woord:

“U kent de regels goed. Wij gaan geen geld investeren in een plein dat van het Gewest is en dat betaald wordt door het Gewest. We gaan geen werkzaamheden budgetteren

die wij niet moeten uitvoeren.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Gérard:

“Ik wist niet dat alles ten laste van het Gewest was. Ik dacht dat een deel van het project van de gemeente was. In elk geval kan ik u verzekeren dat heel wat inwoners van de wijk het zo zien. Er is dus onduidelijkheid en die moet opgehelderd worden voor de inwoners. Ik zou dolblij zijn om hierover een informatieve discussie met u te voeren, mijnheer de burgemeester. Er zouden thematische vergaderingen georganiseerd moeten worden zodat de gemeenteraadsleden beter geïnformeerd zijn en zodat die informatie doorgegeven kan worden aan de bevolking. Als wij verkozen zijn door de bevolking, dan is dat ook om hen informatie te geven. Zo kom ik terug tot mijn punt over het goede bestuur. Soms heb ik de indruk dat het voor de inwoners gemakkelijker is om betrouwbare informatie te krijgen van de gemeente dan voor verkozenen.

Nog een laatste iets over de ontbrekende ingrediënten, een kleine knipoog naar de schepen van Leefmilieu aangezien we niks meer terugvinden over de kippen, de subsidies voor de kippenhokken bij gezinnen. Ik begrijp dat het subsidieproject voor de kippenhokken afgelopen is, maar het is een klein project dat we leuk vonden in termen van bewustmaking, in het bijzonder rond afvalbeheer. We hebben begrepen dat er een brochure uitgebracht wordt om lessen te trekken uit deze ervaring, maar ik heb de indruk dat het een ervaring is waarover meer algemeen nagedacht moet worden en dat de aanzet moet geven voor nieuwe innoverende projecten in onze gemeente.

Tot slot kom ik bij de ingrediënten op het gemeentelijke boodschappenlijstje die heel moeilijk te verteren zijn. We vragen ons echt af wat die in de toekomst zullen brengen. Het is eerder onbelangrijk maar we betreuren toch dat bepaalde posten volledig genegeerd worden door de mensen die er verantwoordelijk voor zijn. Wat er in de verklaring geschreven wordt over animatie en festiviteiten en over sport is flauwekul. Het is een opsomming van evenementen zonder enig beleid. Zelfs niet enkele regels over het beleid dat gevoerd wordt in termen van festiviteiten, animatie en sport. Als er een beleid was, dan hadden we het geweten, maar er is helemaal niets en dat is ongelooflijk! Met betrekking tot het hoofdstuk Sport zijn wij ook verbaasd te lezen dat er opnieuw een extra subsidie van 300.000 euro toegekend wordt aan de sportinstellingen en we zouden willen weten waarnaar die verwijst. We hopen immers dat de beheerproblemen van het sportcentrum achter ons liggen. Zouden we uitleg kunnen krijgen bij pagina 138 van de begroting?

Ook het hoofdstuk Onderwijs en Kinderopvang beslaat slechts een halve pagina en is heel algemeen. Het gaat enkel over infrastructuur. Er is geen duidelijke politieke visie. Ik had mij bijna verslikt in het hoofdstuk Toerisme toen ik las dat een van de drie toeristische initiatieven van Etterbeek erin bestaat een receptenboek uit te geven over peulvruchten. Ik hoop dat er niet te veel middelen vrijgemaakt worden voor dat boek! Misschien gaat u ons uitleggen dat het een troef is van onze gemeente die meer aandacht moet krijgen en dat ik mij beter moet informeren. Ik ben benieuwd om te horen waarover het gaat.

We zijn ook verbaasd over de lijst van voetpaden die hersteld of vervangen moeten worden. Sommige Etterbeekse verkeersaders die meer lijken op de straten van Kaboel dan op de straten van een internationale hoofdstad staan immers niet op die lijst. Ik heb het in het bijzonder over de Generaal Capiaumontstraat, die in erbarmelijke staat is.

Wat bepaalde gemeentebelastingen betreft, heb ik eerder een hint voor de schepen van Financiën: welke zin heeft het om belastingen die niets opbrengen te behouden? Denk maar aan de belasting voor de bestrating van de rijweg (258 euro). Welke zin heeft het om een belasting te behouden die waarschijnlijk moeilijker te beheren is dan dat ze iets opbrengt? We kunnen ons ook afvragen waarom een belasting op opgravingen behouden want dat zijn wordt die 2.500 euro opbrengt want vaak zijn dat moeilijke omstandigheden. Wij zouden u ook vragen willen stellen, mijnheer de schepen van Financiën, over de drastische verhoging van de belasting op sluikstorten, die de afgelopen jaren 2.400 euro heeft opgebracht en waarvoor plots 130.000 euro inkomsten gebudgetteerd worden. Vanwaar die plotse verhoging? Zo, dat waren enkele belastingen die volgens ons niet veel opbrengen en die we waarschijnlijk beter zouden schrappen.

Tot slot zou ik nog twee dingen willen benadrukken waarover zowel algemener als gericht nagedacht moet worden.

Het algemene aspect is het feit dat Fluicity gebruikt zal worden in het kader van de campagne voor de komende gemeenteraadsverkiezingen. Ik vind het nuttig om Fluicity te gebruiken als informatie-instrument, in het bijzonder om potentiële Europese kiezers ertoe aan te sporen om zich in te schrijven en hun stemrecht uit te oefenen, om echt deel te nemen aan het leven in de gemeente en dat begint met een stem. Nu, ik zou uw aandacht willen vestigen op het feit dat de grens tussen informatie geven en de gemeente en de huidige meerderheid promoten heel dun is. U zult waarschijnlijk vinden dat dit een erg politiek punt is en dat ik overal het slechte zie, maar dat is helemaal niet zo! Ik denk gewoon dat het een prachtig instrument is, maar dat het met gezond verstand gebruikt moet worden. Dat instrument gebruiken in het kader van de gemeenteraadsverkiezingen is volgens mij een moeilijke oefening.”

*De burgemeester neemt het woord:
“Ik begrijp niet wat u wilt zeggen.”*

*De burgemeester geeft het woord aan de heer Gérard:
“Wanneer een gemeentelijk platform gebruikt wordt om bijvoorbeeld in het kader van een verkiezingscampagne de verwezenlijking die toegeschreven kunnen worden aan een politieke meerderheid of aan bepaalde personen van die meerderheid te promoten, dan wordt dat instrument op een of andere manier verdraaid. Wanneer het gebruikt wordt om de bevolking te informeren, met name over de administratieve stappen die zij moeten zetten om zich in te schrijven op een verkiezingslijst, dan is dat zeer positief. Dan is het een nuttig instrument.”*

*De burgemeester neemt het woord:
“Hebt u een concreet voorbeeld van hetgeen u aan de kaak stelt?”*

*De burgemeester geeft het woord aan de heer Gérard:
“Ik stel niets aan de kaak. Ik vestig enkel uw aandacht op het feit dat het niet gemakkelijk is om een dergelijk instrument op een intelligente manier te gebruiken in het kader van een campagne.”*

*De burgemeester neemt het woord:
“Wat heeft dat te maken met een verkiezingscampagne?”*

De burgemeester geeft het woord aan de heer Gérard:

“In uw algemene beleidsverklaring staat dat u van plan bent om Fluicity als informatie-instrument te gebruiken in het kader van de komende verkiezingscampagne. Ik wilde u enkel waarschuwen over de dunne grens tussen informatie geven en het instrument gebruiken om politieke (en niet persoonlijke) acties meer waarde toe te kennen.”

De burgemeester neemt het woord:

“We gaan toch niet ophouden de burgers te informeren omdat we ons in een verkiezingscampagne bevinden?”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Gérard:

“U wilt het niet begrijpen, maar dat is niet erg.

Ik ga toch een punt aanroeren, en u zult waarschijnlijk schreeuwen of lachen. Ik daarentegen kan er niet langer mee lachen. Ik heb het over frituur Antoine. In de commissie hebben wij informatie gekregen en dit hele verhaal, dit project dat de gemeente in handen genomen heeft, begint een beetje op een “frietgate” te lijken als ik dat zo mag zeggen. Enkele maanden geleden hebben we een budget gestemd om de frituur opnieuw te bouwen op kosten van de gemeente. We hebben bij onszelf gezegd: aangezien de frituur deel uitmaakt van het gemeentelijke erfgoed, is het de moeite waard om dat project te steunen en het erfgoed op het Jourdanplein te verankeren. Wij steunen het project en wij hebben ons er uiteraard van vergewist dat er een huurcontract of gelijkaardig contract opgesteld zou worden met de uitbater om de volledige investering van de gemeente terug te kunnen krijgen. En wat stellen we vast? Een aanzienlijke verhoging van het bedrag voor de bouw van die frituur, die gerechtvaardigd wordt door aanpassingen die uitgevoerd moeten worden in functie van het toekomstige meubilair van de uitbater. Moet de gemeente werkelijk 100.000 euro extra op tafel leggen om het toekomstige meubilair van de uitbater aan te passen? Dat is echt niet redelijk. Ik zeg het u eerlijk omdat ik het niet via een omweg of via de pers wil doen: we weten dat de Lijst van de Burgemeester een band heeft met frituur Antoine. Elk jaar organiseert u samen “Kriek en Frite”.

De burgemeester neemt het woord:

“Wij organiseren dat evenement en wij hebben een contract met degenen die de frietjes bakken op het Jourdanplein. We gaan toch geen andere uitbater zoeken.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Gérard:

“Om die reden wilde ik uw aandacht vestigen op mogelijke belangenconflicten in verband met dit project want het begint proporties aan te nemen die oorspronkelijk niet gepland waren. Het begint buitenproportioneel te worden. Het is net om die reden dat we tegen de begroting stemmen die vanavond voorgesteld wordt.

Ik ga het hierbij houden. Er zijn vast en zeker aantrekkelijke ingrediënten terug te vinden in deze algemene beleidsverklaring en deze begroting. We vinden het echter jammer dat een aantal ingrediënten ontbreken en dat een aantal ingrediënten moeilijk te verteren zijn. We zouden dan ook willen dat daarover nagedacht wordt.

Ik dank u.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Gasia:

“Dank u, mijnheer de voorzitter. Allereerst wil ik de schepen van Financiën, de ontvanger en zijn volledige team bedanken voor de vergadering en voor de nauwkeurige informatie die wij gekregen hebben. Ik wil zeker ook de diensten bedanken omdat we dit jaar voor de eerste keer de gemeentelijke beleidsnota op hetzelfde moment ontvangen hebben als de rekeningen van de gemeente, zoals wij gevraagd hadden. Dit keer hebben we alle documenten tegelijkertijd ontvangen. Het is leuk om te weten dat zij een inspanning geleverd hebben om ons zo volledig mogelijke informatie te bezorgen. Uiteraard mogen we altijd hopen op meer en zoals de schepen van Financiën gezegd heeft, begint de begroting van de gemeente een aanzienlijke omvang aan te nemen. We overschrijden de kaap van honderd miljoen euro. Weliswaar halen we nog niet het bedrag van de stad Brussel, namelijk achthonderd miljoen euro, maar we spreken toch al over grote bedragen. Ik denk dat we een week langer tijd zouden moeten hebben om alle elementen van de begroting, die steeds talrijker worden, beter te kunnen controleren. Ik weet dat dat niet vanzelfsprekend is en natuurlijk zijn we al blij met wat we gekregen hebben.

Wij zijn heel blij dat verschillende van onze vragen ingewilligd werden, soms pas na enkele jaren. Het is leuk om dat te verkrijgen. Ik zeg u oprecht dat u voor de transparantie van de begroting en de informatie van ons een tien op tien krijgt. Wij hebben immers tijdig een antwoord gekregen op alle vragen die wij tijdens de commissie hebben gesteld. Dat is niet altijd gemakkelijk te organiseren.

Zoals elk jaar ga ik eerst het financiële aspect bespreken en vervolgens opmerkingen formuleren bij de gemeentelijke beleidsnota.

Ik zou zeggen, mijnheer de burgemeester, dat we ons alles welbeschouwd gelukkig mogen prijzen met een begroting in evenwicht met een overschot van 182.000 euro. Wij zijn natuurlijk blij met dat overschot, maar we willen toch iets zeggen: dankuwel Gewest. In termen van financiering werd dit jaar immers de algemene dotatie voor de gemeenten verhoogd tot 1.300.000 euro. De belastingen zijn daarentegen verlaagd van 7% tot 6,7%. Als we dezelfde regel als vorig jaar toepassen, dan brengt de bijkomende belasting op de personenbelasting voor 2018 slechts 520.000 euro meer op. Die verlaging van de inkomsten wordt dus eigenlijk gecompenseerd met de verhoging van de algemene dotatie voor de gemeenten. Dat is een belangrijk element want vorig jaar was u trots dat u een verlaging van de bijkomende belasting op de personenbelasting van 7,5% tot 7% kon voorstellen zonder rekening te houden met het bedrag van 1.800.000 euro dat de gemeente Etterbeek gekregen had om haar begrotingssituatie te verbeteren. Dit jaar werd dat bedrag van 1.800.000 euro door het Gewest geschrapt en gecompenseerd met de algemene dotatie voor de gemeenten van 1.300.000 euro en de bijkomende subsidie voor het OCMW van 500.000 euro. We kunnen dus alleen maar vaststellen dat die belastingverlaging mogelijk is dankzij de financiering van het Gewest in het kader van de verhoging van de algemene dotatie voor de gemeenten. Wij zijn uiteraard blij met de belastingverlaging hoewel wij binnen onze fractie nog steeds van mening zijn dat een taxshift op lokaal niveau het mogelijk zou maken om de bijkomende belasting op de personenbelasting nog te verlagen, maar die verlaging te compenseren met een verhoging van de onroerende voorheffing. Wij herinneren u eraan dat de taxshift op gewestelijk niveau 300.000 euro extra oplevert voor de gemeente Etterbeek, een aanzienlijk bedrag.”

De burgemeester neemt het woord:

“U moet overleggen met uw fractieleider van het Gewest want die zegt net het

tegenovergestelde. Vandaag hebben wij in de commissie Financiën een uiteenzetting gekregen van mijnheer Van Eyken. Hij heeft het voorbeeld van Etterbeek aangehaald. Hij zei dat men in Etterbeek geen taxshift doorvoert, maar dat men daar tenminste de personenbelasting verlaagt zonder de onroerende voorheffing te verhogen. U moet overleggen want er is een echt probleem.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Gasia:

“Als gemeenteraadslid overleg ik niet met een gewestminister. Ik zinspeel op het feit dat de gewestelijke taxshift de gemeente Etterbeek geld opbrengt. Wat de verlaging met 0,3% betreft, zeg ik niet dat die gecompenseerd moet worden met een verhoging van de onroerende voorheffing. Ik zeg dat als we de mogelijk hadden om de personenbelasting hier in Etterbeek nog te verlagen, we een neutrale operatie zouden kunnen doorvoeren voor de gemeentefinanciën door de onroerende voorheffing te verhogen. Die compensatie zou voordelig zijn voor wie huurder of eigenaar is in Etterbeek. De enigen die meer zullen moeten betalen, zijn degenen die eigenaar zijn in Etterbeek maar hun personenbelasting niet in Etterbeek betalen. Ik begrijp niet waarom die maatregel zo dramatisch zou zijn. Wij denken daarentegen dat die maatregel de kwetsbaarste mensen nog meer zal bevoordelen, a fortiori zij die geen eigenaar zijn in Etterbeek, zonder dat de Etterbekenaren die eigenaar zijn echter benadeeld worden. Laten we duidelijk zijn: wij vragen niet dat de verlagingen van vorig jaar of die van dit jaar gecompenseerd worden. Het is voor de bijkomende verlagingen van de personenbelasting dat wij dit punt benadrukken.

Wat de gemeentefinanciën betreft, waren ook wij verbaasd over de stijging van de kostprijs van de frituur. Wij hadden namelijk begrepen dat die inrichting op het Jourdanplein uitgevoerd zou worden, maar dat wij de financiering ervan destijds niet goedgekeurd hebben omdat wij van mening waren dat de kostprijs te hoog was. Die kostprijs bedroeg iets meer dan 230.000 euro. Nu vernemen wij echter dat er voor de activiteiten van de uitbater bijkomende werkzaamheden nodig zijn. Ik hoop gewoon dat er nooit een bestemmingswijziging zal zijn want dan zijn de inrichtingen verloren. Ik zou op humoristische wijze kunnen zeggen dat hoewel een frituur op het Jourdanplein traditie is, we ons toch kunnen inbeelden dat we op een dag iets anders willen, geen frituur dus, omdat we steeds meer denken aan de gezondheid van de inwoners. Ik denk bijvoorbeeld aan een fruit- en groenteautomaat. Kortom, eerder iets dat aanvaardbaarder is voor het welzijn en de gezondheid van de burger dan een investering van 433.000 euro in de bouw van een frituur op vraag van de huidige uitbaters. Dat is een opmerking maar wij zijn denk ik vrij samenhangend want wij hebben de eerste investering die ons ter stemming voorgelegd werd ook niet gesteund.

Wat de financiën meer in het algemeen betreft, zijn wij nog steeds bezorgd over het hoge percentage dat vertegenwoordigd wordt door het gemeentepersoneel. De personeelskosten vertegenwoordigen 52% van de begroting. Zelfs als we het onderwijzend personeel niet meerekenen, zitten we nog steeds ver boven het gewestelijke gemiddelde wat de personeelsuitgaven betreft. Dat verontrust ons want in de toekomst gaan we zien wat er zal gebeuren met de pensioenen. 52% is toch een hoog percentage. Het gewestelijke gemiddelde bedraagt 47%.

Een ander punt van ongerustheid dat wij aangehaald hebben naargelang de toelichtingen die wij gekregen hebben is de ontbinding van drie vzw's die aangekondigd werd tijdens de vorige gemeenteraad. Die ontbinding zal ons 51.000 euro meer kosten in 2018. We weten dat er misschien inrichtingen komen, maar het feit

dat die drie vzw's ontbonden worden, kost de gemeente 51.000 euro. Dat is vreemd, maar zo werd het ons uitgelegd in de commissie.

Ik ga verder met de verschillende opmerkingen over de gemeentelijke beleidsnota, die eerlijk gezegd erg lijkig was. Ik geef toe dat er dit jaar over het algemeen positief werk geleverd werd in de toelichtingen die gegeven werden. Toch ga ik er enkele aanhalen die belangrijker zijn en andere die dat iets minder zijn.

De eerste opmerking heeft betrekking op het hoofdstuk Bevolking-Burgerlijke Stand-Vreemdelingen. Wij zijn oprecht tevreden met wat daarin voorgesteld wordt. Er is wilskracht, een echte wil om de dienstverlening voor het publiek te verbeteren. De uitbreiding van de openingsuren van de loketten is bijvoorbeeld geweldig voor de burgers. Het idee van een loket voor korte verrichtingen is interessant. Het is ook een zeer goed idee om het publiek op afspraak te ontvangen. Het is jammer dat de schepen niet aanwezig is want we hadden hem heel wat positieve dingen te zeggen in het kader van wat hij gedaan heeft en wat er nog aan het gebeuren is. Een ander voorbeeld houdt verband met de manier waarop de gemeentelijke begraafplaats heraangelegd werd en onderhouden wordt. Men belooft ons nog mooie dingen voor 2018 en daar verheugen wij ons uiteraard op. Er werd kwaliteitsvol werk geleverd op de begraafplaats, wat het voor bezoekers alleen maar aangenamer maakt.

Enkele weken geleden werd nog een ander initiatief aangekondigd, namelijk de uitzending van huwelijksplechtigheden. Dat heeft ons aan het denken gezet. Wij denken dat het initiatief misschien uitgebreid moet worden naar de gemeenteraad of naar andere belangrijke plechtigheden waar bepaalde mensen niet altijd aanwezig kunnen zijn. Ik geef u een voorbeeld: onlangs werden verschillende initiatieven genomen in het kader van de toenadering met een Marokkaanse gemeente en de verzustering met de Polen. Volgens mij zou het interessant zijn om dat op internet te zetten voor de mensen die niet aanwezig kunnen zijn. Het is een suggestie die positief aansluit bij wat ons voorgesteld werd in gemeentelijke beleidsnota.

Sociale Zaken en Contact Plus breng ik ook in verband met senioren hoewel ik weet dat Contact Plus meer is dan dat. Het programma van Contact Plus is het resultaat van goed werk. Het is heel aangenaam hoewel wij zelf geen voorstander zijn van een uitstap naar het shoppingcenter van Woluwe. U hebt ons daar een antwoord op gegeven, maar wij denken toch dat sommige uitstappen, al is het er maar één per jaar, georganiseerd kunnen worden in de handelszaken van Etterbeek. Dat is een symbolische manier om aan de handelaars van Etterbeek te tonen dat we aan hen denken en dat ook zij bezoek kunnen krijgen dat door de gemeente georganiseerd wordt ter gelegenheid van bepaalde evenementen in de loop van het jaar. Wat onze kritiek betreft, die is niet zozeer gericht op het principe van de evenementen die georganiseerd worden door Contact Plus, maar op de vorm of de manier, die niet altijd even plezierig is. Waar we werkelijk ons hoedje voor afzetten, is de verhoging van het budget voor de verenigingen die zich bezighouden met de derde leeftijd. Dat budget werd vermenigvuldigd met tweeënhalf. Op financieel vlak is dat niet enorm, maar het is wel belangrijk voor de seniorenclubs. Ze kunnen dat geld goed gebruiken. Wij willen u daarvoor bedanken en ik weet dat het niet de budgetwijziging is die voorgesteld werd op deze raad die u ervan weerhouden heeft om al 3.000 euro extra te budgetteren voor deze post.

Wat het hoofdstuk Sociale Cohesie betreft, is er een voortzetting van wat al gedaan

wordt. Dat is fundamenteel. Samenleven, menselijke contacten bewaren met mensen ongeacht hun leeftijd en ongeacht hun moeilijkheden op sociaal of ander vlak. De initiatieven die genomen worden zijn duidelijk. De online socioculturele gids wordt vernieuwd. Het is goed om een gids up-to-date te houden. Ik geef een voorbeeld en kom daarom terug op de seniorenclubs. Op de website van de gemeente staan vier websites terwijl ik zie dat er vijf clubs zijn. Dat wil zeggen dat de website van de gemeente aangepast moet worden zodat ook die vijfde seniorenclub erop staat. Dat zeg ik in het kader van de update van de onlinegids. Dat is natuurlijk altijd nuttig, maar het vergt veel werk om de informatie up-to-date te houden in het belang van de burgers.

Het hoofdstuk Preventie van vorig jaar werd geactualiseerd. Het is veel duidelijker, het werd herwerkt. De aangekondigde initiatieven rond studiekeuze in samenwerking met de twee andere gemeenten van de politiezone, met name de twee Woluwe's, zijn interessant. Het belang van een aanspreekpunt voor radicalisme wordt op de voorgrond gesteld, wat een goede zaak is. Dat aanspreekpunt speelt immers een belangrijke rol. Ik zou graag enkele verduidelijkingen krijgen over het instrument "Mil facettes". Dat werd immers vorig jaar al aangekondigd en toen werden dezelfde opmerkingen geformuleerd. Mogen we weten of dat nu werkelijk aangekocht werd? Hoeveel heeft het gekost? En waarom bevinden we ons nog steeds in dezelfde fase als vorig jaar? Het zou nuttig zijn om dat te weten.

Wat de bestraffing van overlastgedrag betreft, stellen we vast dat de netheidsproblematiek sinds 2015 op de voorgrond gesteld wordt in de dagelijkse praktijk van de gemeenschapswachten. Voor 2018 wordt dat niet meer vermeld. Is er een speciale reden waarom dat niet vermeld wordt in het hoofdstuk?

Met betrekking tot het luik Diefstalpreventie stellen we vast dat er de voorgaande jaren een spreekuur georganiseerd werd in het gemeentehuis en in Chambéry. Waarom wordt dat spreekuur niet meer georganiseerd in 2018? Of wordt er toch een georganiseerd? Zou u dat kunnen verduidelijken?

We zijn blij dat de gemeentelijke beleidsnota ook dit jaar een luik over radicalisme bevat. Twee jaar geleden was dat niet het geval terwijl dat toch voorzien was in de oriëntatienota 2016-2018. Het is goed dat er opnieuw aandacht aan besteed wordt.

Wat de animatie en festiviteiten betreft, werd Kermezzo geschrapt. Daar gaan wij niet over klagen. Er wordt daarentegen aangekondigd dat de kermis misschien verplaatst wordt naar het Jubelpark."

De burgemeester neemt het woord:

"De kermis wordt verplaatst. We kunnen geen werkzaamheden uitvoeren op het Jourdanplein en tegelijkertijd de kermis organiseren op haar gebruikelijke locatie. De planning wordt momenteel gerespecteerd."

De burgemeester geeft het woord aan de heer Gasia:

"Ik begrijp wat u zegt. Wij zijn er helemaal geen voorstander van. Dat is geen plek voor een kermis, zelfs niet in deze situatie."

De burgemeester neemt het woord:

"Hebt u in het kader van een constructieve dialoog een andere locatie in gedachten?"

De burgemeester geeft het woord aan de heer Gasia:

“Er is niet altijd een oplossing om van plaats te veranderen om iemand de mogelijkheid te geven om zijn activiteit te organiseren.”

De burgemeester neemt het woord:

“U moet weten dat mijnheer Es, de verantwoordelijke schepen, de hele gemeente is afgelopen. Hij is mogelijke locaties gaan bezoeken zoals het Sint-Antoonplein, de esplanade van het Jubelpark en het Van Meyelplein. De plaats die het beste geschikt is, is het Jubelpark. Er is geen ander alternatief. Het andere alternatief is dat we geen kermis organiseren. Uiteraard zal de kermis terugkeren naar het Jourdanplein.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Gasia:

“Ik begrijp wat u zegt. Wij zijn er echter geen voorstander van dat de kermis georganiseerd wordt in het Jubelpark, zelfs niet als noodoplossing. Dat is onze mening en die geven wij.

Er wordt aangekondigd dat het bal van de gemeente Etterbeek zal plaatsvinden in oktober 2018, na de verkiezingen veronderstel ik? Of wordt het voor de verkiezingen georganiseerd?”

De burgemeester neemt het woord:

“Het bal van de gemeente vindt altijd plaats op de eerste zondag van de maand oktober. Dat zal niet veranderen, denk ik.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Gasia:

“Ik begrijp het. Het feit dat het bal georganiseerd wordt na de verkiezingen, in een periode waarin we nog steeds dezelfde meerderheid zullen hebben, is niet zo nadelig en ik ben ervan overtuigd dat het evenement evenveel succes zal hebben bij de bevolking. Het hoofdstuk Middenstand werd herwerkt. Het verband tussen de straten en bepaalde wijken is zeer positief. Het dynamisme van de schepen is er niet vreemd. Laten we hopen dat die dynamiek zijn vruchten afwerpt. Waarom overwegen we niet om net als in sommige andere gemeenten een vergoeding te voorzien voor handelaars die het slachtoffer zijn van werkzaamheden van de gemeente? Dat zou volgens mij nuttig zijn voor sommige handelszaken die tijdens een bepaalde periode minder klanten over de vloer krijgen. Dit zou een goede aanvulling zijn op andere premies die ook gegeven zouden moeten worden om die handelaars te vergoeden. Dat is een suggestie van onze fractie.

Met betrekking tot het hoofdstuk Kermissen, Markten en Rommelmarkten hebben we onze mening al gegeven over de kermis. Wat de rommelmarkten betreft, vind ik nog steeds geen kalender. Die wordt niet aangekondigd in de maatregelen. We hebben dat nochtans al verschillende keren gevraagd. Waarom bestaat die kalender niet? Waarom zouden we niet iedereen een duidelijke kalender geven?

Er is ook een hoofdstuk over erediensten. Ik veronderstel dat dat niet buiten de kwaliteit staat van de verslagen die er waren tijdens de vergadering waarop de bewoners van het Van Meyelplein geïnformeerd werden over de heropbouw van de kerk. Er is in elk geval een wil om alle onderwerp aan te snijden.

Aan het hoofdstuk Sport moet niet veel toegevoegd worden. Er is een lijst met voornemens. Voor jeugd en geschiedenis is er in de gemeentelijke beleidsnota opnieuw een verband tussen beide. De ideeën zijn goed en de grote lijnen die goedgekeurd

werden door de kindergemeenteraad zijn veelbelovend. Het is echt niet slecht. Het sluit aan bij de actualiteit. Is er geen mogelijkheid om films over de Eerste Wereldoorlog in avant-première te vertonen? Er zijn historische films en ik denk dat die in 2018, een bijzonder jaar in het kader van de herdenkingen, interessant zouden kunnen zijn. Het hoofdstuk Onderwijs en Kinderopvang komt terug op de immersieklassen. U weet dat ik er persoonlijk geen voorstander van ben, maar mijn persoonlijke mening is niet van belang! Wat belangrijk is, is dat we beantwoorden aan de behoeften van de bevolking. Wij steunen de immersieklassen omdat ze tegemoetkomen aan een vraag van de bevolking. Waarom zouden er ook geen immersieklassen opgericht worden in andere scholen dan Paradis des Enfants? Ik heb niet gezien dat er mogelijkheden waren ondanks een toename van het aantal leerlingen in de scholen. Misschien in de andere scholen ook.

Met betrekking tot Gelijkheid Vrouwen-Mannen is de genderbegroting uiteraard zeer interessant. Het feit dat we tijdens het eerste trimester van 2018 de berekening krijgen van wat gedaan wordt, zal zeker interessant zijn. Wat de nieuwe projecten betreft, sluit ik mij aan bij mijn college in verband met het project "Osez". Het is een interessant project en ik twijfel er niet aan dat het geëvalueerd zal worden zoals u projecten gewoonlijk evalueert. Dit thema is des te belangrijker gezien de manier waarop sommigen het andere geslacht durven te behandelen.

Ik zie dat het project "Het verhaal van mijn straat" niet langer in het hoofdstuk Toerisme is opgenomen. Werd het opgegeven?

Met betrekking tot het hoofdstuk Europese Aangelegenheden zijn wij van mening dat er om tegemoet te komen aan de behoeften van de bevolking een taalpremie ingevoerd zou kunnen worden voor de eerste raadgevingen die gegeven worden aan de inwoners in de talen die het meest gesproken worden in Etterbeek en die noch het Frans noch het Nederlands zijn. We komen met dat voorstel omdat u weet dat een besluit van het grondwettelijk hof begin oktober een einde gemaakt heeft aan de monopolie van Selor. Anders gezegd: de gemeentelijke overheid heeft zelf de keuze om te beslissen of een taalbrevet van iemand voldoende is om die persoon te valoriseren. De feit dat die opening bestaat, is misschien een gelegenheid om de ambtenaren die een Europese taal die vaak gesproken wordt te belonen met een premie. Het idee bestaat er dus concreet in om Europeanen die noch Frans, noch Nederlands spreken de kans te geven om de eerste raadplegingen in hun taal te krijgen wanneer ze zich tot de gemeente richten. De ambtenaar wordt dus gevaloriseerd met een taalpremie vanwege zijn kennis van de taal en daardoor kunnen de grootste gemeenschappen onthaald worden in hun eigen taal.

U hebt al stappen ondernomen om zoveel mogelijk Europeanen te informeren over de mogelijkheid om zich in te schrijven voor de gemeenteraadsverkiezingen. Dat is een grote uitdaging voor 2018. Misschien zouden meer mensen zich inschrijven voor de verkiezingslijsten als dat online zou kunnen. Waarom overwegen we die mogelijkheid niet voor Europeanen en niet-Europeanen die zich kunnen inschrijven om te stemmen bij de gemeenteraadsverkiezingen?

Bravo voor het hoofdstuk Gezondheid, mevrouw de schepen. Het is nauwkeurig, gedetailleerd en relevant. U hebt dat hoofdstuk bewerkt en er wordt uiteraard informatie gegeven. U weet dat wij twijfelen aan het nut van zoveel informatievergaderingen. We stellen ze niet aan de kaak maar twijfelen aan hun

relevantie als we zien welk succes ze hebben. Daar moet over nagedacht worden. Wij vinden het verstandig om vollediger informatie te kunnen geven over de middelen die bestaan zodat de mensen ook hulp kunnen krijgen op andere bestuursniveau en dus niet enkel via de gemeente. Het zou gaan over informatie als aanvulling op wat er al bestaat. Die informatie zou herhaald worden in het kader van de informatie die u geeft aan de burgers.

Ook het hoofdstuk Franstalige Cultuur werd versterkt. Bedankt en bravo aan de dienst Nederlandstalige Cultuur. Het is de eerste keer dat wij de vertaalde tekst krijgen en wij willen u daarvoor bedanken want dat toont aan dat u een groter publiek wil bereiken wetende dat de nota op de website zal staan.

Wat het hoofdstuk Duurzame Ontwikkeling betreft, is het altijd nuttig om subsidieaanvragen in te dienen. Dat weten we en we kunnen u alleen maar aanmoedigen om te blijven verder zoeken ook al weten we dat dat veel inspanningen en veel werk vraagt maar uiteindelijk heeft het succes.

Op het gebied van participatie hebt u geanticipeerd op een van mijn vragen. U kondigt een extra actie op Fluicity aan: het feit dat u zich tot de burgers wendt alvorens projecten op touw te zetten, daar zijn wij gevoelig voor.

Wat het luik Dierenwelzijn betreft, moet ik zeggen: bravo, mijnheer de schepen. Het initiatief voor de erkenning van het statuut “diervriendelijke gemeente” is ons niet vreemd aangezien u aankondigt dat de aanvraag ingediend werd op 16 november en ik mijn interpellatie verstuurd heb op 14 november. We vullen elkaar dus duidelijk aan en wij verheugen ons op die erkenning.

In het luik Bloemen en Onderhoud van aanplantingen lezen we dat de dienst een thermische onkruidbestrijder wil aankopen als aanvulling op de andere hulpmiddelen in de strijd tegen onkruid. Maar wat stellen we vast? We stellen vast dat er momenteel al een probleem is met een onderhoud van wat al bestaat. Ik kan u zeggen dat er plaatsen zijn waar voetgangers zich moeten bukken omdat ze niet meer op het voetpad kunnen wandelen vanwege de bomen die gebloeid hebben. Er zijn ook plaatsen op de gemeentewegen waar struiken vooruitsteken en over de weg hangen waardoor voertuigen in het midden van de straat moeten rijden om krassen te vermijden. Ik geef u een voorbeeld: de Hansen-Soulielaan. Zijn uw ogen niet groter dan uw buik? U overweegt om nog meer beplantingen aan te planten, die natuurlijk ook onderhouden moeten worden. Wij hebben daar bedenkingen bij.

Wat de openbare netheid betreft, zijn wij blij te zien dat er zowel op financieel vlak als op menselijk vlak nieuwe inspanningen geleverd worden. We lezen dat er twee straatvegers met kar aangeworven zullen worden en dat er ook een persoon zal helpen om tags te verwijderen. Dat is een versterking van de maatregelen en ik denk dat die onmisbaar zijn want hoewel we sinds twee jaar positieve veranderingen zien, heeft de bevolking jammer genoeg nog steeds grote verwachtingen. Wij steunen met plezier de initiatieven die genomen worden voor de netheid.

U kent ons standpunt op het vlak van mobiliteit. Ja, zones 30 zijn goed. We weten dat de zones 30 noodzakelijk zijn, vooral op gemeentewegen. Ik heb goed begrepen dat het in de strijd tegen overlastgedrag nodig is om inrichtingen te voorzien omdat verkeersborden niet volstaan. Wij houden vol dat als er op bepaalde plekken in de buurt van scholen snelheidscamera's geplaatst zouden worden, de voertuigen ook

minder snel zouden rijden waardoor de omgeving veiliger wordt. Men komt ook opnieuw aanzetten met een maatregel die ons onrechtvaardig lijkt. We zien niet dat er middelen die vrijgemaakt worden om de strijd tegen wildparkeren op te drijven. Als iemand die een parkeerplaats zoekt, maar er geen vindt zich in een rode zone parkeert, dan zal die persoon de volgende ochtend een boete krijgen als hij niet betaald heeft. Iemand die niet zo'n reflex heeft die getuigd van burgerzin en die zich op het voetpad of op een andere plaats waar parkeren verboden is parkeert, wordt niet bestraft. Dat is volgens mij onrechtvaardig en wij zijn van mening dat wildparkeren meer bestraft moet worden.

Met betrekking tot het hoofdstuk Leefmilieu, Duurzaam Wijkcontract, worden in de nota cijfers vermeld. Dat is zeer goed. Wij willen niets liever.

Voor het hoofdstuk Financiën hebben wij nog een extra opmerking. Die veelbesproken brochure die aangekondigd werd om het publiek een overzicht te geven van alle budgettaire verbintenissen van een referentiejaar. Die brochure werd aangekondigd, maar ik heb niet gelezen dat die in 2018 uitgegeven zal worden. Wij vinden die brochure een goed idee en ze zou nuttig zijn voor de burgers wanneer zij uitspraak moeten doen over bepaalde beslissingen die genomen werden door de meerderheid van een gemeente, met in het bijzonder belangrijke uitvoeringstermijnen.

Wat het beheer van de inkomsten betreft, zou ik willen weten of de software "Persé" die aangekondigd werd ook de software is die gebruikt wordt om later eventueel de mogelijkheden tot telewerk uit te breiden. Beter gezegd: men zegt dat er een ontwikkelingsplan is voor de modernisering van de werkmethoden. Omvat dat plan de mogelijkheid om telewerk uit te breiden naar verschillende mensen binnen het bestuur?

Met betrekking tot het hoofdstuk Geschillen begrijp ik de geformuleerde opmerkingen niet zo goed. Men gaat uit van een daling van de toename doordat de bevolking steeds meer geïnformeerd wordt. Het lijkt mij dat als er meer sancties zijn, er per definitie ook meer geschillen zijn. Dat is vaak onvermijdbaar. Ik begrijp niet waarom er minder geschillen zullen zijn doordat de mensen beter geïnformeerd worden. Ik zou daar graag uitleg over hebben.

Een vraag in verband met het Economaat: staat de scanmethode werkelijk op punt? Definitief? Want ik heb niet gezien dat er daarvoor extra middelen uitgetrokken worden.

U hebt gehoord dat ik heel wat positieve opmerkingen heb en dat andere opmerkingen minder positief zijn. We hebben soms verschillende gevoeligheden in functie van onze ervaringen, onze tendensen. Wij vinden dat er interessante dingen en minder interessante dingen zijn en dat er dingen ontbreken.

Wij danken u voor de transparantie van de informatie die wij tijdig hebben ontvangen."

De burgemeester neemt het woord:

"We kunnen niet alle vragen beantwoorden. We kunnen u echter een schriftelijk antwoord bezorgen op de vragen die we niet mondeling beantwoord zullen hebben.

Ik zou allereerst alle fracties willen bedanken die het woord hebben genomen. Het is

gebruikelijk dat de fracties van de meerderheid hun tevredenheid, hun verlangen en hun trots uitspreken. Ik vind echter dat de manier waarop dat gedaan werd, en dan vooral dat iedereen niet enkel naar zichzelf en naar zijn eigen mandatarissen heeft gekeken, iets is dat ook benadrukt mag worden. We hebben gezien dat de meerderheid op transversale wijze gezegd heeft wat haar bevalt ongeacht de politieke kleuren die vertegenwoordigd worden in de bevoegdheden en dat is belangrijk.

Anderzijds, en ik zeg dat vredig, denk ik dat mijnheer Gérard heel wat uitspraken heeft gedaan. Bijvoorbeeld de uitspraak “Alles wat overdreven is, is onbelangrijk”. Ik denk dat mijnheer Gérard dat vandaag heeft aangetoond. Hij heeft zo overdreven dat hij onbelangrijk was. Hij zou in opleiding moeten gaan bij mijnheer Gasia want ik vind dat mijnheer Gasia een kwaliteitsvolle demonstratie, een uiteenzetting en een studie van de begroting heeft gegeven. We zijn het niet over alles eens, maar hij was aanwezig op de commissie, hij heeft gepraat over transparantie, hij heeft vragen gesteld en hij heeft antwoorden gekregen. Ik vind dat geloofwaardig. Als ik tijdens uw uiteenzettingen met de verschillende schepenen gaan praten ben, dan was dat omdat ik hen vragen stelde over uw suggesties.

U hebt bijvoorbeeld gezien dat wij het budget voor senioren verhoogd hebben. Dat is geen toeval, wij hebben dat gedaan.

Evenzo wanneer u zegt dat de initiatieven met Polen en Aït Baha en de festiviteiten gefilmd en uitgezonden moeten worden, dan is dat een goede suggestie en wij gaan bekijken hoe wij die in de praktijk kunnen brengen.

Wanneer u in verband met dierenwelzijn zegt dat uw tussenkomst niet vreemd is aan de opvolging, dan is dat deels waar. En ik moet de schepenen hulde brengen. Het is niet gemakkelijk want wij hebben hier geen kabinetten. De schepenen beschikken niet over vijf of zes mensen die voor hen werken. Ze hebben een klein stukje van iemand die voor de gemeente werkt. Wanneer er dus nieuwe bevoegdheden in het leven geroepen moeten worden en er dingen moeten gebeuren, dan is dat niet gemakkelijk, maar de schepenen heeft het gedaan en binnenkort wordt een conferentie georganiseerd. De subsidie werd aangevraagd, de aanzet is gegeven.

Uw vraag in verband met het bal, mijnheer Gérard en anderen die denken dat de verkiezing van bepaalde mensen die zich staande houden in de tijd verband houdt met de datum van het bal, vind ik droevig. En daarom hebben wij vanavond beslist om het bal van de gemeente te organiseren op de zaterdag volgend op de verkiezingen.”

*De burgemeester geeft het woord aan de heer Gasia:
“Wij zijn heel tevreden met die beslissing.”*

*De burgemeester neemt het woord:
“Wat de vzw's betreft, denk ik dat u een stap gemist hebt, want ik ben degene die aan het college voorgesteld heeft om de vzw's te ontbinden met het oog op totale transparantie. Wanneer u zegt dat de ontbinding van de vzw's een bijkomende kost met zich meebrengt, dan zeggen wij “nee”. Bij de omschakeling van het ene systeem naar het andere moet er tussen beide systemen een link gelegd worden. Er moeten bedragen overgeheveld worden. Dat brengt geen extra kosten met zich mee. Er zijn subsidies die we misschien niet meer kunnen krijgen en voordien wel. Dat is mogelijk. We kunnen niet alles hebben. We willen permanente controle van de raad op alles of we doen het*

anders.

Wat de gemeenschapswachten en de netheid betreft: ja, alles blijft zoals voordien maar zij kunnen geen straffen opleggen. Het is om die reden dat we het niet in het verslag gezet hebben. Ze kunnen foto's maken of contact opnemen met de diensten. Wat we gedaan hebben, is gemeenschapswachten overplaatsen en inderdaad bemiddelaars eco-burgerschap. Netheid is een prioriteit van het college geworden. Wij gaan nog twee sanctionerende ambtenaars extra aanwerven en twee straatvegers, maar u moet weten dat dat in onze ogen niet voldoende is. We gaan proberen om meer te doen. Einde van het experiment met de kippen? Nee. De stadskippen zijn er nog steeds, de collectieve kippenhokken ook en het experiment duurt voort, zegt de schepen. We gaan de mensen ook aanmoedigen om het zelf te doen.

Eerlijk gezegd: de tussenkomst over Fluicity en de verkiezingscampagne begrijp ik nog steeds niet want van dat alles is geen sprake. Men kan het instrument niet loven en vervolgens zeggen dat het niet meer gebruikt mag worden omdat 2018, een verkiezingsjaar, voor de deur staat.

Wat de opsomming van de feesten en het sportieve aspect betreft, betreur ik dat er bijna niemand van de oppositie zaterdag aanwezig was op de uitreiking van de Sportverdienste want als u ziet wat er gebeurt en hoort wat de mensen zeggen, dan is het niet de moeite om een uitgebreide uiteenzetting te doen in de algemene beleidsverklaring. We zijn er werkelijk in geslaagd om de volledige sportwereld van Etterbeek samen te brengen. Er waren tweehonderd mensen aanwezig. Het waren mensen van op het terrein, vrijwilligers, cluborganisatoren... Al die sectoren waren vertegenwoordigd. Het was een prachtig feest, in zeker zin zelfs familiaal. We kunnen daar een pagina over schrijven om uit te leggen wat we doen, maar heeft dat nut? We hebben onze samenwerking rond voetbal opnieuw gelanceerd. We zijn slachtoffer geworden van het succes want we hebben niet voor alle jongeren een plaatsje. Zo goed werkt het. U weet dat wij geld vrijgemaakt hebben om een buitenterrein te huren met de VUB en andere initiatieven.

Wat de Hansen-Soulielaan betreft, hoedje af voor mijnheer Van Compernelle die alles gedaan heeft, alles ontworpen heeft, de soorten uitgekozen heeft. Ik kan u zeggen dat de bewoners van de Hansen-Soulielaan trots zijn op de prachtige centrale ruimte die gecreëerd werd.

Wilt u dat wij een uiteenzetting van anderhalve pagina schrijven over activiteiten die wij organiseren zoals de verjaardag van de Tervurenlaan en de Middeleeuwse Markt? We waren van mening dat iedereen weet hoe dat in zijn werk gaat en welk succes die evenementen oogsten.

Wat de storm over de frituur betreft, denk ik dat u allemaal uw handen verbrand hebt. Praten over een belangenconflict tussen Maison Antoine en de gemeente of de meerderheid of bepaalde leden van de meerderheid, dat is kleingeestig, dat is verkeerd en dat is onjuist!

En ja, het klopt dat mijnheer Lenaers, die vandaag niet aanwezig is, het initiatief genomen heeft om samen met ons een "Kriek Frites Party" te organiseren die elk jaar een groot succes is en enorm populair is bij jongeren. Waarschijnlijk stoort u dat. Het is zelfs geen politiek evenement want de mensen weten niet wie het organiseert. Ze

geven er geen barst om! En als dat evenement een bevoorrechte band schept met bepaalde stadsbestuurders die daar aanwezig zijn, en iedereen is welkom, zoveel te beter!

Wordt er zo een relatie gelegd tussen de frituur en de gemeente? Nee, want het is zelfs niet de frituur, die we vandaag "Villa Antoine noemen", die de frietjes serveert op het evenement. De frietjes worden gebakken in een tent. En zij verkopen de frietjes tegen hun tarief en alle verkoopinkomsten zijn voor hen. Wij hebben daar niets aan dus het is belachelijk om dat te steunen.

Wanneer we het dan hebben over de meerkosten, dan denk ik dat u uw vingers in het frituurvet hebt gestoken! Wat u vertelt, is immers "lullig" om het vulgair te zeggen. Waarom? Omdat 23.000 euro van de 60.000 euro extra kosten nodig is voor de elektriciteit. Er zijn eisen op het vlak van elektriciteit, niet van de frituur maar van de ingenieur en van Sibelga. De elektriciteit moest versterkt worden en dat heeft 23.000 euro gekost.

Tijdens het graven hebben we ontdekt dat de bodem gesaneerd moest worden. Kostprijs: 6.500 euro. Wist u dat de bodem gesaneerd moest worden? Voor we het gebouw afgebroken hadden en gegraven hadden, wisten we dat niet. Is dat erg? Hadden we de bodem niet moeten saneren?

We hadden ook 10.000 euro meerkosten voor de verwijdering van asbest. Dat hadden wij niet voorzien in het budget want we wisten niet dat de buizen onder de oude frituur omhuld waren met asbest. Wist u dat? Wij wisten het niet... Weet u hoeveel het kost om asbest te verwijderen? Hadden we het niet moeten doen? Welnu, we hebben het gedaan.

Sibelga heeft gevraagd dat we de kasten zouden verbeteren. Dat was niet voorzien en het heeft iets meer dan 4.600 euro gekost.

Dat wil zeggen dat we 50.000 euro van de 60.000 euro meerkosten kunnen toeschrijven aan noodzakelijke werkzaamheden. Verder houden de meerkosten verband met de vermoedelijke hoeveelheden binnen de normale percentages.

Dus: kalmeer wat de frieten betreft. We gaan er samen eten of niet, dieet of niet, of de schepen van Gezondheid nu voor of tegen is, of de schepen van Duurzame Voeding nu voor of tegen is... Maar uw "frietgate" is niks want er is niks!

Is er geen opvolgingscommissie van het Jachthofproject geweest? Hoeveel vergaderingen hebben we hier georganiseerd? Eerst een vergadering met Deloitte waarop we alle elementen gegeven hebben. We hebben hier vergaderingen gehad met het OCMW, de gemeenteraadsleden, alle gemeenteambtenaren, de technici en de architecten. We hebben het volledige dossier toegelicht, de planning, het budget, de kostprijs en de ontwikkeling. Hadden we beter kunnen doen? Hebben we nog geen uiteenzetting gekregen over de manier waarop alles in goede banen geleid zal worden, over de werkgroepen, over het principe van "open space"? Ik begriep u echt niet.

Ik heb geprobeerd om zoveel mogelijk vragen te beantwoorden met wat ik in mijn hoofd had."

De burgemeester geeft het woord aan mevrouw Njomgang-Fonkeu:

"Ik dank u, mijnheer de burgemeester. Ik zou mijnheer Gérard willen geruststellen want zijn idee is goed, maar het werd al in de praktijk gebracht. Vorig jaar hebben wij een reeks lezingen georganiseerd over verslavingen en alcoholisme maakt daar deel van uit. Wij zijn een stapje verder gegaan want wij hebben enkele maanden later gesproken over digestieve kankers en alcoholisme is een van de oorzaken van levercirrose. De dienst Preventie van de gemeente heeft enkele maanden later een

avond georganiseerd die in het teken stond van alcoholpreventie en alcoholverslaafden. Ik vond dat we die problematiek dit jaar niet nog eens moesten behandelen want er zijn nog veel andere thema's die de bevolking bezighouden.”

7 annexes / 7 bijlagen

Genderbudgeting 2018.pdf, Déclaration Politique 2018 NL - Version définitive.pdf, Déclaration Politique 2018 FR - Version définitive.pdf, Begroting 2018.pdf, Jaarverslag 2016_definitif.pdf, rapport_annuel_2016_definitif.pdf, Budget 2018.pdf

20.11.2017/A/0016 **PV de vérification de la caisse du Receveur - 2ème trimestre 2017**

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

PV van nazicht van de kas van de Ontvanger - 2de trimester 2017

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

nazicht kas Ontvanger.pdf, PV caisse Receveur.pdf

20.11.2017/A/0017 **CPAS – Budget 2017 – Modification n° 3**

Le conseil communal,

Attendu qu'en séance du 23 octobre 2017, le Conseil de l'aide sociale a modifié le budget 2017 du Centre Public d'Aide Sociale d'Etterbeek suivant les directives de l'article 88 – paragraphe 2 – de la loi organique des centres publics d'aide sociale;

Attendu que cette modification budgétaire peut se résumer comme suit :

	Recettes	Dépenses	Solde
Budget initial	49.173.280,66	49.173.280,66	
Augmentation	3.811.676,76	2.737.070,49	1.074
Diminution	3.514.012,49	2.439.406,22	-1.074
Résultat	49.470.944,93	49.470.944,93	

Soit avec une différence de :

NEANT

Attendu que cette modification budgétaire se clôture en équilibre sans que l'intervention communale change;

APPROUVE

La modification n°3 du budget pour 2017 du Centre Public d'Aide Sociale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 22 votes positifs, 4 votes négatifs, 3 abstentions.

Non : André du Bus, Kathy Mottet, Damien Gérard, Edoardo Traversa.

Abstentions : Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Christophe Gasia.

OCMW – Begroting 2017 – Wijziging nr 3

De gemeenteraad,

overwegende dat in zijn zitting van 23 oktober 017, de Raad voor Maatschappelijk Welzijn zijn begroting over 2017 gewijzigd heeft in overeenstemming met de bepalingen van artikel 88 – paragraaf 2 – van de organieke wet op de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

overwegende dat de vorenvernoemde begrotingswijziging als volgt kan worden samengevat:

	Ontvangsten	Uitgaven	Saldo
Oorspronkelijke begroting	49.173.280,66	49.173.280,66	
Verhoging	3.811.676,76	2.737.070,49	1.074.606,27
Vermindering	3.514.012,49	2.439.406,22	- 1.074.606,27
Resultaat	49.470.944,93	49.470.944,93	

hetzij met een verschil van:

NIHIL

overwegende dat de begrotingswijziging in evenwicht eindigt en dat de gewone gemeentelijke toelage niet veranderd ;

KEURT GOED

de begrotingswijziging nr.3 van 2017 van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 22 positieve stemmen, 4 negatieve stemmen, 3 onthoudingen.

Nee : André du Bus, Kathy Mottet, Damien Gérard, Edoardo Traversa.

Onthoudingen : Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Christophe Gasia.

20.11.2017/A/0018 **CPAS – Budget 2018**

Le conseil communal,

Attendu que le Conseil du Centre Public d’Action Sociale a arrêté le budget 2017 le 20 novembre 2017, suivant les directives de l’article 88 – paragraphe 1er de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d’Aide Sociale ;

Attendu qu’en vertu de l’article 94 de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d’Aide Sociale, les règles susmentionnées restent d’application ;

Vu l’Arrêté du 26 octobre 1995 du Collège réuni de la Commission communautaire commune portant règlement général de la comptabilité des Centres Publics d’Aide Sociale de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Attendu que le C.P.A.S. fixe l’intervention communale à € 14.433.282,54 pour couvrir le déficit global du budget 2018 ;

Attendu que ce montant correspond avec l’inscription d’un crédit à l’article 831/435-01/-01 « C.P.A.S. – Subside » du budget communal ;

Attendu que les documents comptables peuvent être résumés comme suit :

	RECETTES	DEPENSES	RESULTAT
a) Exploitation	45.373.821,03	45.198.493,29	175.327,74
b) Prélèvement	8.805,00	0,00	8.805,00
c) Investissements	1.176.895,00	1.361.027,74	-187.132,74
TOTAL	46.559.521,03	46.559.521,03	0,00

APPROUVE

le budget général pour l’exercice 2018 du CPAS.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 22 votes positifs, 4 votes négatifs, 3 abstentions.

Non : André du Bus, Kathy Mottet, Damien Gérard, Edoardo Traversa.

Abstentions : Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Christophe Gasia.

OCMW – Begroting 2018

De gemeenteraad,

overwegende dat de Raad voor Maatschappelijk Welzijn de begroting over 2018 heeft

vastgesteld op 20 november 2017, volgens de richtlijnen van artikel 88 – paragraaf 1 van de organieke wet van 8 juli 1976 op de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn;

overwegende dat krachtens artikel 94 van de organieke wet van 8 juli 1976 op de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn voornoemde regels van toepassing blijven;

gelet op het Besluit van 26 oktober 1995 van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie houdende algemeen reglement op de comptabiliteit van de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

overwegende dat het OCMW de gemeentelijke tussenkomst vastlegt op € 14.433.282,54 om het globaal tekort van haar begroting over 2018 te dekken;

overwegende dat dit bedrag overeenstemt met het krediet ingeschreven op artikel 831/435-01/ -01 "O.C.M.W. – Subsidie" van de gemeentelijke begroting;

overwegende dat de boekhoudkundige stukken als volgt kunnen worden samengevat:

	ONTVANGSTEN	UITGAVEN	UITSL
a) Exploitatie	45.373.821,03	45.198.493,29	175.327
b) Overboekingen	8.805,00	0,00	8.805
c) Investerings	1.176.895,00	1.361.027,74	-187.132
TOTAAL	46.559.521,03	46.559.521,03	0

KEURT GOED

de algemene begroting over het dienstjaar 2018 van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 22 positieve stemmen, 4 negatieve stemmen, 3 onthoudingen.

Nee : André du Bus, Kathy Mottet, Damien Gérard, Edoardo Traversa.

Onthoudingen : Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Christophe Gasia.

3 annexes / 3 bijlagen

Note Explicative - Version FR.pdf, Budget 2018 - Version FINALE du 25-10-17.pdf,

NOTE EXPLICATIVE BUDGET 2018 - Maisons de Repos.pdf

Jeunesse - Jeugd

20.11.2017/A/0019 **Convention de partenariat avec l'asbl "Les Territoires de la Mémoire" -**

Renouvellement

Le Conseil communal,

Vu la proposition émanant de l'asbl "Les Territoires de la Mémoire", Centre d'éducation à la Résistance et à la Citoyenneté, en vue de renouveler son partenariat avec la commune d'Etterbeek;

Considérant que cette asbl s'attelle à former un véritable cordon sanitaire éducatif pour résister aux idées d'extrême droite;

Considérant que cette asbl propose toute une série d'actions menées dans ce cadre, en apportant un soutien pédagogique et méthodologique;

Considérant qu'il s'agit notamment de:

- fournir une plaque "Territoire de Mémoire";
- mettre gratuitement à disposition des établissements d'enseignement organisés par le pouvoir organisateur ou d'autres présents sur le territoire de l'entité l'autocar des Territoires de la Mémoire moyennant financement des trajets et selon les disponibilités du Parcours symbolique;
- mettre à disposition, pour une période de 2 semaines à 1 mois, des supports de(s) campagne(s) médiatique(s) des Territoires de la Mémoire;
- assurer la formation du personnel dépendant de la commune en matière de lutte contre les discriminations, la xénophobie, le racisme et les idées d'extrême droite;
- fournir des conseils méthodologiques à l'organisation d'activités en rapport avec l'objet des Territoires de la Mémoire;
- accorder 20% de réduction sur la location de l'une des expositions figurant au catalogue des "Territoires de la Mémoire";
- fournir trois abonnements à la revue "Aide-Mémoire";
- faire mention de la commune dans la revue "Aide-Mémoire", sur le site internet et sur le papier à lettre, avec la possibilité de consacrer un espace dans "Aide-Mémoire" pour relayer les initiatives communales;

Considérant que nous avons, pendant ce premier partenariat, organisé les activités suivantes:

- "Etterbeek 1914-1918, un temps de Mémoire": exposition itinérante mise à disposition par les Territoires de la Mémoire. Celle-ci était visible dans l'espace entrée libre de l'hôtel communal et reprenait différents témoignages, objets, peintures et autres souvenirs de la Grande Guerre. Elle a été vue par les habitants et des visites guidées ont également été organisées pour les écoles et les seniors. Le guide pour ces visites, Willy Van Damme, a été "briefé" par un membre du réseau Territoire de la Mémoire;
- La plaque indiquant l'adhésion d'Etterbeek au réseau des villes et communes partenaires des Territoires de la Mémoire a été apposée dans le hall d'entrée de la maison communale;

- "Plus jamais ça! Parcours dans les camps nazis pour résister aujourd'hui.": nous avons été visiter l'exposition permanente à La Cité Miroir (Liège) avec les écoles primaires, en bénéficiant de quatre transports assurés par l'autocar mis à disposition par le réseau.

Considérant qu'en contrepartie de ces avantages, la commune s'engage à verser, pendant 5 ans, un montant de 0,025 € par habitants;

Considérant qu'adhérer à cette convention de partenariat permettrait à la commune de continuer à développer les activités, entre autres avec les écoles, dans le cadre de la défense des valeurs démocratiques, de la résistance aux idées liberticides, de la pratique de la citoyenneté et à la perpétuation de la Mémoire;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale;

DECIDE

D'approuver le renouvellement de la convention de partenariat avec l'asbl "Les Territoires de la Mémoire", telle que reprise en annexe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Partnerschapsovereenkomst met de vzw "Les Territoires de la Mémoire" - Verlenging

De gemeenteraad,

gelet op het voorstel van de vzw "Territoires de la Mémoire", Centre d'éducation à la Résistance et à la Citoyenneté, om haar partnerschap met de gemeente Etterbeek te verlengen;

overwegende dat die vzw zich inzet om een heus educatief cordon sanitaire te vormen tegen het extreemrechtse ideeëngoed;

overwegende dat die vzw in dat kader een reeks acties voorstelt die zij pedagogisch en methodologisch wil ondersteunen;

overwegende dat die ondersteuning in het bijzonder het volgende omvat:

- gratis terbeschikkingstelling van de "Territoires de la Mémoire"-bus aan de onderwijsinstellingen van de inrichtende macht of andere instellingen op het grondgebied van de entiteit tegen betaling van de trajecten en naargelang de beschikbaarheden van het symbolische parcours;
- terbeschikkingstelling van materiaal van de mediacampagne(s) van "Territoires de la Mémoire" voor een periode van twee weken tot één maand;
- opleiding van het personeel van de gemeente over de strijd tegen discriminatie, xenofobie, racisme en het extreemrechtse ideeëngoed;
- methodologisch advies bij de organisatie van activiteiten in verband met het

thema van “Territoires de la Mémoire”;

- 20% korting op de verhuur van een van de tentoonstellingen uit de catalogus van “Territoires de la Mémoire”;
- drie abonnementen op het tijdschrift “Aide-Mémoire”;
- vermelding van de gemeente in het tijdschrift “Aide-Mémoire”, op de website en op het briefpapier, met de mogelijkheid een ruimte toe te kennen in “Aide-Mémoire” om over gemeentelijke initiatieven te berichten;

overwegende dat wij tijdens dat eerste partnerschap de volgende activiteiten georganiseerd hebben:

- “Etterbeek 1914-1918, un temps de Mémoire”: een rondreizende tentoonstelling die ter beschikking gesteld werd door “Territoires de la Mémoire”. Die tentoonstelling kon bezocht worden in De DoorGang van het gemeentehuis en bevatte getuigenissen, voorwerpen, schilderijen en andere herinneringen uit de Grote Oorlog. Ze werd bezocht door inwoners en er werden ook rondleidingen georganiseerd voor scholen en senioren. De gids voor die rondleidingen, Willy Van Damme, werd “gebrieft” door een lid van het netwerk “Territoires de la Mémoire”;
- Het plaatje waarop de aansluiting van Etterbeek bij het netwerken van partnersteden en -gemeenten van “Territoires de la Mémoire” werd opgehangen in de hal van het gemeentehuis;
- “Plus jamais ça! Parcours dans les camps nazis pour résister aujourd'hui”: wij hebben de permanente tentoonstelling bezocht in La Cité Miroir (Luik) met de basisscholen en hebben voor de vier verplaatsingen gebruikgemaakt van de bus die ter beschikking gesteld werd door het netwerk;

overwegende dat de gemeente zich er als tegenprestatie voor deze voordelen toe verbindt om gedurende vijf jaar een bedrag van 0,025 euro per inwoner te storten;

overwegende dat de gemeente door zich aan te sluiten bij dit partnerschap activiteiten kan ontwikkelen, onder andere met de scholen, in het kader van de verdediging van de democratische waarden, het verzet tegen vrijheidsbepalende ideeën, de praktijk van het burgerschap en het levend houden van de herinnering;

gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

de verlenging van de partnerschapsovereenkomst met de vzw “Les Territoires de la Mémoire” zoals hierbij gevoegd goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

convention_territoire_de_memoire_2018.pdf

Solidarité et coopération internationales - Internationale Solidariteit en Samenwerking

20.11.2017/A/0020 Modifications à la convention spécifique de partenariat entre la commune d'Etterbeek et Aït Baha dans le cadre du programme de collaboration international communal 2017-2021 et présentation du plan opérationnel 2017-2018

Le Conseil communal,

Considérant que, dans sa séance du 28 avril 2016, le Collège a donné son accord de principe de participer à l'atelier de planification à Ouarzazate du 29 mai au 5 juin 2016 dans le cadre du programme de Coopération Internationale Communale (CIC) pour explorer des premières pistes de collaboration avec la commune d'Aït Baha ;

Considérant que, suite à cette première rencontre favorable, le Collège, dans sa séance du 30 juin 2016, a marqué son accord de principe de participer au programme de Coopération Internationale Communale (CIC) 2017- 2021, financé par la Coopération belge ;

Considérant que, dans sa séance du 19 décembre 2016, le Conseil a approuvé le protocole de collaboration entre la commune d'Etterbeek et la commune d'Aït Baha ;

Considérant que, dans sa séance du 27 mars 2017, le Conseil communal a approuvé la convention spécifique de partenariat entre la commune d'Etterbeek et Brulocalis ;

Considérant que, dans sa séance du 27 avril 2017, le Collège a donné son accord de principe sur la participation à l'atelier de démarrage du Programme de Coopération Internationale Communale à Agadir ;

Considérant que, dans sa séance du 26 juin 2017, le Conseil communal a approuvé la convention spécifique de partenariat entre la commune d'Etterbeek et d'Aït Baha ;

Considérant qu'à la signature de cette convention une gestion des finances centralisée depuis Etterbeek était d'application, mais nécessite pour des raisons pratiques un avenant à l'article 6 – financement et gestion ;

Considérant que selon cette modification proposée, les frais liés aux missions d'échange et aux frais des formations organisées par les fonctionnaires de la commune d'Etterbeek seront pris en charge directe par la commune d'Etterbeek ; pour les investissements ou formations organisées par des consultants marocains, un transfert de fonds sera fait vers la commune d'Aït Baha ;

Considérant que ces modifications à la convention spécifique se présentent comme indiqué ultérieurement ;

Considérant que 2 annexes seront rajoutées à la convention, concernant les rôles et responsabilités de chaque commune partenaire et le personnel disponible (annexe 1) ;

ainsi que la composition et les attributions des comités de pilotage dans les deux communes partenaires (annexe 2) ;

Considérant que ces annexes font partie intégrante de la présente convention ;

Considérant qu'après les discussions avec la commune d'Aït Baha, et selon les procédures de travail de Brulocalis, un plan opérationnel a été rédigé, dont les lignes directrices seront les suivantes pour la période 2017-2018:

- Soutenir le secteur de l'éducation maternelle
- Renforcer les capacités des acteurs associatifs (focus : jeunes) en vue du développement intégré du centre de formation qualitatif des jeunes
- Renforcement des capacités du service action sociale

Considérant que ce plan opérationnel narratif et le tableau de bord se trouvent à titre d'information en pièce jointe;

Considérant que les Communes de ETTERBEEK et de AIT BAHA ont acté leur volonté de coopérer activement en leurs délibérations du conseil communal, datées respectivement du 19 décembre 2016 et du 6 février 2017 qui font partie intégrante de la présente convention;

Considérant le Protocole de collaboration 2017-2021 qui les lie depuis le 6 décembre 2016, qui fait partie de la présente convention;

Considérant leur décision de participer à la phase 2017-2021 du Programme fédéral belge de Coopération internationale communale (CIC) dans le respect du cadre fixé par ce dernier;

DECIDE

d'approuver les modifications à la convention spécifique de partenariat entre la commune d'Etterbeek et Aït Baha dans le cadre du programme de collaboration international communal 2017-2021 et de prendre acte du plan opérationnel 2017-2018

CONVENTION SPECIFIQUE DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNE D'ETTERBEEK ET LA COMMUNE D'AIT BAHA

ENTRE

D'une part, la Commune de ETTERBEEK, ici représentée par son Collège communal, au nom duquel agit/agissent M. De Wolf, Bourgmestre et M. Debaty, secrétaire communal,

ET

D'autre part, la Commune de AIT BAHA, ici représentée par M. Mohamed Aliouboui, Président,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1 - Terminologie

La terminologie spécifique suivante sera utilisée:

- Programme pluriannuel commun (PPA) 2017-2021, aussi dénommé Programme: plan stratégique global pour la période 2017-2021, dans le cas présent de renforcement des capacités des institutions locales des pays partenaires, introduit par l'Union des Villes et Communes de Wallonie (UVCW) et l'Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale - Brulocalis (AVCB) auprès de la Direction générale Coopération au Développement et Aide humanitaire (DGD) et approuvé par celle-ci;
- Programme par pays: plan stratégique spécifique à un pays donné pour la période 2017-2021, qui fait partie intégrante du PPA et prévoit un Cadre logique unique pour le pays;
- Conditions générales de participation: document régissant les relations entre les communes belges et partenaires et l'UVCW/AVCB, et reprenant l'ensemble des règles et procédures applicables au sein du Programme, en ce compris l'éligibilité des dépenses.

Article 2 - Objet de la présente convention

1. Le présent document vise à détailler les obligations contractuelles entre la Commune de ETTERBEEK et la Commune de AIT BAHA concernant la mise en œuvre du Programme de Coopération internationale communale (CIC), cofinancé par la DGD et géré par l'UVCW, en partenariat avec l'AVCB. Les activités et dépenses couvertes par la présente convention sont liées au PPA 2017-2021, et plus spécifiquement au Programme pour le MAROC.
2. La Théorie du Changement (ToC) et le Cadre logique pour le pays pour la période 2017-2021 sont le référent pour ce qui concerne l'objectif spécifique, les résultats, activités principales, indicateurs objectivement vérifiables (IOV), hypothèses et sources de vérification.
3. La ToC se décline au travers de plans opérationnels cohérents, qui fixent de manière très précise, pour chaque partenariat, les activités prévues pour la période considérée, ainsi que les budgets nécessaires à cet effet. Chaque partenaire contribue donc à la préparation des plans opérationnels au rythme et selon les modalités convenues avec l'UVCW/AVCB et, ultérieurement, à leur mise en œuvre. Après approbation, ces plans opérationnels seront considérés comme faisant partie intégrante de la présente convention.
4. Les annexes font partie intégrante de la présente convention.
5. Pour le volet qui concerne le partenariat, toute modification significative des plans opérationnels et/ou du budget qui leur correspond devra en outre faire l'objet d'une demande écrite auprès de l'UVCW/AVCB, tel que prévu dans les Conditions générales de participation. Cette demande, qui aura fait l'objet d'une concertation entre les Communes partenaires, sera soumise à l'UVCW/AVCB par l'une d'entre elles, avec copie au partenaire. L'accord écrit de l'UVCW/AVCB fera office d'avenant à la présente convention.

Article 3 - Cadre d'intervention

Les Communes partenaire et belge inscrivent leur intervention dans le respect:

- a. des lois du 19 mars 2013 et du 16 juin 2016 relatives à la Coopération belge au développement;
- b. des Arrêtés royaux du 11 septembre 2016 concernant respectivement la coopération non gouvernementale, et le nombre des cadres stratégiques communs de la coopération non gouvernementale et leur couverture géographique ou thématique;
- c. Du DAHIR CHERIFIEN N°1-15-85 du 20 RAMADAN 1436 de l'hégire (7 juillet 2015) portant promulgation de la loi organique n°113-14 relatives aux communes ;
- d. Du DAHIR CHERIFIEN N°1-58-376 du 03 JOUMADA I 1378 de l'hégire (15 novembre 1958) réglementant le droit d'association tel qu'il a été complété et modifié ;
- e. du PPA 2017-2021, en ce compris sa stratégie générale et son budget tel qu'accepté par la DGD;
- f. des Conditions générales de participation au Programme de CIC, des processus établis par l'UVCW/AVCB et des cahiers des charges des différentes parties prenantes au Programme;
- g. du Protocole de collaboration générale signé avec sa Commune partenaire pour la période 2017-2021;
- h. de la Convention signée entre la Commune belge et l'UVCW/AVCB pour la période 2017-2021;
- i. de façon générale, de tout document stratégique ou normatif émis par la Coopération belge;
- j. de façon générale, de toute nouvelle disposition légale ou réglementaire en matière de coopération au développement qui serait adoptée d'ici au 31 décembre 2021.

Article 4 - Conditions et obligations générales

1. La Commune de ETTERBEEK et la Commune de AIT BAHA s'engagent à mener les activités prévues dans les plans opérationnels conformément aux règles et procédures fixées par l'UVCW/AVCB et par la DGD, qui leur seront communiquées.
2. Au plus tard lors du démarrage de la phase 2017-2021 du Programme, les deux Communes partenaires déterminent précisément:
 - les rôles et responsabilités de chacun, dans le respect des cahiers des charges de base établis pour les différentes parties prenantes du Programme,
 - les ressources humaines auxquelles elles auront recours,
 - le processus de concertation entre elles.
3. Au plus tard lors du démarrage de la phase 2017-2021 du Programme, un Comité de pilotage est mis en place dans la Commune belge et dans la Commune partenaire, composé au moins du coordinateur, du mandataire local en charge du Programme, d'un agent des services techniques concernés, d'un responsable de l'administration (Secrétaire/Directeur général, Chef de Service, etc.) et d'un représentant de la société civile.

Ses principales responsabilités consistent à déterminer les grandes orientations stratégiques et budgétaires, à décider des éventuelles réorientations majeures qui devraient être opérées, ainsi qu'à assurer une supervision des opérations (y compris les processus de passation des marchés publics chaque fois que le calendrier le permet) et à valider les rapports avant soumission au Conseil communal et/ou à l'UVCW/AVCB.

Il se réunit régulièrement, aux moments-clés du calendrier de mise en œuvre, et se concerta avec le Comité de pilotage de la Commune partenaire, pour une réelle articulation cohérente entre les travaux des deux Comités, à trois niveaux:

- choix des dates de réunion,
- contribution mutuelle à la définition des ordres du jour,
- information mutuelle des conclusions (couchées sous forme de compte rendu) des rencontres.

Les PV des réunions du Comité de pilotage sont également mis à disposition du Conseil communal, du partenaire, de l'UVCW/AVCB et plus généralement de tous les intéressés. Sa composition et ses attributions précises figurent en annexe II.

Article 5 - Durée

La présente convention prend effet le 28 juin 2017 . Elle prendra fin à la clôture du Programme, soit en principe le 31 décembre 2021 (sauf décision contraire du bailleur), après approbation du rapport final par l'UVCW/AVCB, le réviseur désigné pour le Programme et les Services compétents de la DGD. Chaque partie peut y mettre fin par l'envoi d'une notification officielle, conformément à l'article 10 de la présente convention.

Article 6 - Financement et gestion

1. Le partenariat rend compte à l'UVCW/AVCB de la gestion administrative et financière globale des plans opérationnels pour les volets qui le concerne, et en assume la responsabilité par rapport aux Associations.

2. L'UVCW/AVCB effectue les paiements du subside sur le compte de la Commune belge de ETTERBEEK, qui prend ensuite les engagements financiers suivants par rapport à son partenaire:

Ce compte est géré par: M. Philippe Demol, receveur communal d'Etterbeek. Elle n'honorera toutefois ces engagements que dans le cas où elle obtient l'accord de financement par l'UVCW/AVCB. Si tel est le cas, la Commune belge informe immédiatement son partenaire de cet accord. Egalement, dès lors que toutes les conditions sur lesquelles les deux Communes se sont accordées en matière de libération des fonds vers la Commune partenaire sont remplies, la Commune belge exécute les paiements avec la plus grande diligence.

Une gestion centralisée depuis Etterbeek sera d'application au début du programme. En fonction de l'analyse avec le partenaire, des éventuelles autres possibilités, le mode de gestion pourrait évoluer vers une autre forme (asbl communale marocaine, ligne spécifique dans le budget de la commune partenaire, ouverture d'un compte au Maroc par Etterbeek pour le versement de fonds). Cette modification dans la gestion des fonds fera l'objet d'un avenant à la convention.

Dès le 1 novembre 2017, la gestion des fonds se fera comme suit :

- a. Prise en charge directe des frais liés aux missions d'échange et aux frais des formations organisées par les fonctionnaires de la commune d'Etterbeek
- b. Transfert des fonds vers la commune d'Aït Baha, via une association de gestion financière du présent partenariat supervisés par une cellule communale d'Aït Baha pour

les investissements ou les formations organisées par des consultants marocains et après présentation de trois devis.

3. Dans toute la mesure offerte par les législations nationales, la Commune partenaire ouvrira une ligne budgétaire spécifique au nom du Programme, par laquelle transiteront toutes les dépenses et recettes liées à ce dernier. De même, si elle est amenée à devoir ouvrir un compte bancaire spécifique au nom du Programme, toutes les dépenses et recettes liées au Programme transiteront par celui-ci. Dans tous les cas de figure, dans le respect des législations nationales en la matière, les dépenses et recettes liées au Programme seront soumises aux mêmes règles et procédures que l'ensemble des recettes et dépenses de la Commune et au droit de regard du Conseil communal.

Le compte sur lequel les paiements relatifs au Programme sont effectués est ouvert dans la Commune partenaire au nom de la commune d'Etterbeek et géré par M. Philippe Demol.

4. Les deux Communes s'engagent à respecter l'ensemble des règles et procédures d'application au sein du Programme, en ce compris les dispositions administratives et financières et les règles d'éligibilité des dépenses telles que stipulées dans les Conditions générales de participation, qui font partie intégrante de la présente convention.

5. La Commune de AIT BAHA tiendra à jour et laissera disponible en permanence pour consultation par la Commune de ETTERBEEK, l'UVCW/AVCB et la DGD, un inventaire des équipements et matériel acquis dans le cadre du Programme, en ce compris une indication sur leur localisation. La Commune de AIT BAHA en assumera la responsabilité, notamment en termes de sécurisation et d'entretien. Si ces équipements et matériel ne devaient pas être gérés en bon père de famille, la Commune de ETTERBEEK et/ou l'UVCW/AVCB et/ou la DGD se réservent le droit d'en demander la restitution ou le remboursement d'un montant équivalent à la Commune de AIT BAHA.

6. Tous les biens et équipements achetés dans le cadre du Programme à destination de la Commune de AIT BAHA seront propriété du Programme dans un premier temps. Ils deviendront pleine propriété de la Commune de AIT BAHA à la clôture du Programme (cf. article 5).

Article 7 - Rapports et documents

1. Les Communes partenaires prennent connaissance de tous les documents du Programme mis à disposition du partenariat par l'UVCW/AVCB.
2. La Commune de ETTERBEEK convient avec la Commune de AIT BAHA de la façon dont elles s'organisent entre elles pour l'échange et la mise à disposition d'informations (y compris financières), sur base des consignes données par l'UVCW/AVCB.
3. Le partenariat soumettra à l'UVCW/AVCB, dans les délais et selon les modalités fixées, les informations requises, financières et relatives à la mise en œuvre, ainsi que copie de toutes les pièces justificatives liées aux dépenses encourues dans le cadre du/des plan(s) opérationnel(s) approuvé(s). Ce rapportage sera effectué selon les modalités communiquées par l'UVCW/AVCB, et de façon concertée entre les deux Communes partenaires.
4. Les documents administratifs, techniques et financiers liés au Programme, en ce compris les pièces comptables originales des deux Communes partenaires,

seront tenus à la disposition de l'UVCW/AVCB et de la DGD pendant une durée de quatre ans après la date de clôture du Programme. Ces documents doivent pouvoir être transmis sur demande de l'UVCW/AVCB ou de la DGD.

Article 8 - Evaluation externe et audit

Une évaluation ou un audit peuvent être menés à tout moment du cycle du Programme, et jusqu'à cinq ans après la clôture de ce dernier. Ils sont menés par la DGD, par l'UVCW/AVCB ou par un tiers indépendant mandaté par ces derniers. Il sera du devoir des deux Communes partenaires de participer à cette évaluation/audit et de rendre disponibles tous les documents et informations nécessaires pour ce travail.

Article 9 - Modification de la convention

La présente convention et ses annexes peuvent être modifiées sous réserve de l'accord des deux parties et de l'UVCW/AVCB. Les modifications feront alors l'objet d'un avenant annexé à la convention initiale. Tout avenant à la présente convention requiert une trace écrite et signée prouvant l'accord mutuel des deux parties.

Article 10 - Résiliation

1. Le préavis d'interruption de la convention est de six mois à dater de la réception de la notification écrite signée par les autorités de la Commune qui souhaite y mettre un terme. Les deux parties s'engagent à assurer jusqu'à ce terme la conduite des actions en cours dans la limite de leurs responsabilités et obligations.
2. La présente convention devient immédiatement obsolète en cas de cessation ou de retrait du soutien de la DGD. Le cas échéant, une solution négociée sera proposée à la DGD pour pouvoir honorer les engagements de dépenses au Maroc, comme en Belgique, effectuées avant la date de notification de cessation du financement. En particulier, la cessation du soutien de la DGD sera exigée par l'UVCW/AVCB en cas de fraude ou tentative de fraude, de participation active ou passive à des faits de corruption et/ou de dysfonctionnements graves dans la relation partenariale.

Article 11 - Résolution de litiges et arbitrages

En cas de divergence de vue des deux Communes partenaires sur l'un ou l'autre point lié à la mise en œuvre ou à la gestion du Programme, ou en cas de conflit résultant de l'interprétation ou de l'application de la présente convention, une solution à l'amiable sera recherchée à travers l'UVCW/AVCB.

Si toutefois un accord ne peut être trouvé ainsi, il sera fait appel à l'arbitrage de la DGD.

Chaque partenaire date et signe ce document en deux exemplaires et reconnaît avoir reçu le sien.

Pour la Commune de
(Nom de la Commune belge)

Pour la Commune de ...
(Nom de la Commune)

partenaire)

(Nom, fonction, signature)
signature)

(Nom, fonction,

Fait à ... (lieu), le ... (date)

Annexe 1 Rôles et responsabilités de chaque commune partenaire, et moyens humains mis à disposition

Annexe 2 Composition et attributions des comités de pilotage dans les deux communes partenaires

Annexe 3 Statuts de l'asbl médiateur pour le développement social (A.M.D.S)

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Wijzigingen aan de specifieke samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeente Etterbeek en Aït Baha in het kader van het programma van gemeentelijke internationale samenwerking 2017-2012

De gemeenteraad,

Overwegende dat het college in zijn zitting van 28 april 2016 zijn principeakkoord gegeven heeft om deel te nemen aan de planningsworkshop in Ouarzazate van 29 mei tot 5 juni 2016 in het kader van het programma voor Gemeentelijke Internationale Samenwerking (GIS) om de eerste samenwerkingsmogelijkheden met de gemeente Aït Baha te verkennen;

Overwegende dat het college, na die eerste gunstige ontmoeting, in zijn zitting van 30 juni 2016 zijn principeakkoord gegeven heeft om deel te nemen aan het programma voor Gemeentelijke Internationale Samenwerking (GIS) 2017-2021, dat gefinancierd wordt door de Belgische Ontwikkelingssamenwerking;

Overwegende dat de raad in zijn zitting van 19 december 2016 het samenwerkingsprotocol tussen de gemeente Etterbeek en de gemeente Aït Baha goedgekeurd heeft;

Overwegende dat de gemeenteraad in zijn zitting van 27 maart 2017 de specifieke samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeente Etterbeek en Brulocalis goedgekeurd heeft;

Overwegende dat het college in zijn zitting van 27 april zijn principeakkoord gegeven heeft voor de deelname aan de startworkshop van het programma voor Gemeentelijke Internationale Samenwerking (GIS) in Agadir;

Overwegende dat, in zijn zitting van 26 juni 2017, de gemeenteraad de specifieke samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de gemeente Ait Baha heeft goedgekeurd;

Overwegende dat, bij de ondertekening van deze overeenkomst, een gecentraliseerd beheer van de financiën vanuit Etterbeek van toepassing was, maar dat uit praktische

overwegingen een wijziging m.b.t artikel 6 financiering en beheer zich opdringt;

Overwegende dat, volgens deze voorgestelde wijziging, de kosten gelinkt aan de missies en vormingen georganiseerd door de ambtenaren van de gemeente Etterbeek rechtstreeks ten laste zullen worden genomen door de gemeente Etterbeek; voor de investeringen en vormingen georganiseerd door Marokkaanse consultants, een overdracht van middelen zal gebeuren naar de gemeente Aït Baha;

Overwegende dat deze wijzigingen aan de specifieke samenwerkingsovereenkomst worden opgenomen zoals hieronder vermeld;

Overwegende dat 2 bijlagen aan de conventie zullen worden toegevoegd, met betrekking tot de rol en verantwoordelijkheden van elke partnergemeente en het beschikbaar personeel (bijlage 1), alsook de samenstelling en de bevoegdheden van de kerncomités in de twee partnergemeenten (bijlage 2);

Overwegende dat deze bijlagen integraal deel uitmaken van de voorliggende conventie;

Overwegende dat, na de discussies met de gemeente Aït Baha, en volgens de werkprocedures van Brulocalis, ons gevraagd werd een operationeel plan op te stellen, met deze beleidslijnen voor de periode 2017-2018:

- de sector van het kleuteronderwijs ondersteunen,
- de capaciteiten van de actoren uit het verenigingsleven versterken (focus: jongeren), met het oog op de geïntegreerde ontwikkeling van het opleidingscentrum voor jongeren ondersteunen,
- de capaciteiten van de dienst sociale actie versterken

Overwegende het operationeel narratief plan en de overzichtstabel ter informatie toegevoegd worden als bijlage.

Overwegende dat de gemeenten ETTERBEEK en AIT BAHA, na beraadslagingen van de gemeenteraad, op de respectieve data 19 december 2016 en 6 februari 2017, die deel uitmaken van onderhavige conventie, hun wil hebben uitgedrukt om actief samen te werken,

Overwegende dat tussen de betrokken gemeenten sinds 6 december 2016 een Samenwerkingsprotocol 2017-2021 is afgesloten, dat deel uitmaakt van onderhavige conventie,

Overwegende dat de gemeenten besloten hebben om deel te nemen aan de fase 2017-2021 van het Belgische federale Programma voor Gemeentelijke Internationale Samenwerking (GIS) in naleving van het kader van dit programma.

BESLIST

De wijzigingen m.b.t. de specifieke samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeente Etterbeek en Aït Baha in het kader van het programma van gemeentelijke internationale samenwerking 2017-2021 goed te keuren.

BIJZONDERE SAMENWERKINGSCONVENTIE TUSSEN DE GEMEENTE ETTERBEEK EN DE GEMMENTE AIT BAHA

TUSSEN

Eenzijds de gemeente ETTERBEEK, hier vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen, in naam waarvan Dhr. De Wolf, burgemeester en Dhr. Debaty, gemeentesecretaris handelen,

EN

Anderzijds, de gemeente AIT BAHA, hier vertegenwoordigd door Dhr. Mohamed Aliourboui, burgemeester,

WORDT HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN :

Artikel 1 - Terminologie

De volgende bijzondere terminologie zal gebruikt worden:

- *Gemeenschappelijk meerjarenprogramma (MJP) 2017-2021*, ook *Programma* genoemd: globaal strategisch plan voor de periode 2017-2021, in dit geval met het oog op de capacity-building van de lokale instellingen van de partnerlanden. Dit MJP wordt ingediend door de Vereniging van de Stad en Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – Brulocalis (VSGB) en de Waalse Unie van Steden en Gemeenten (UVCW) bij de Directie-Generaal Ontwikkelingssamenwerking (DGD), die het goedkeurt.
- *Programma per land*: specifiek strategisch plan van een gegeven land voor de periode 2017-2021, dat integraal deel uitmaakt van het MJP en een uniek logisch kader bepaalt voor het land.
- *Algemene voorwaarden voor deelname*: document dat de betrekkingen regelt tussen de Belgische en de partnergemeente en de VSGB / UVCW en dat alle regels en procedures bevat die van toepassing zijn binnen het Programma, inclusief de uitgaven die in aanmerking komen.

Artikel 2 - Voorwerp van de onderhavige conventie

1. Dit document beschrijft in detail de contractuele verplichtingen tussen de gemeente ETTERBEEK en de gemeente AIT BAHA betreffende de uitvoering van het Programma voor Gemeentelijke Internationale Samenwerking (GIS), mede gefinancierd door de DGD en beheerd door de UVCW en in samenwerking met de VSGB. De activiteiten en uitgaven gedekt door de onderhavige conventie zijn verbonden aan het MJP 2017-2021, en meer in het bijzonder aan het Programma voor MAROKKO.
2. De theorie van de verandering (ToC) en het logisch kader voor het land voor de periode 2017-2021 zijn de referentiekaders voor het specifieke doel, resultaten, voornaamste activiteiten, objectief verifieerbare indicatoren, hypothesen en verificatiebronnen.
3. De theorie van de verandering (ToC) wordt uitgewerkt in coherente operationele plannen, die voor elk partnership op een zeer precieze manier de

geplande activiteiten voor de beschouwde periode vastleggen, alsook de daartoe vereiste budgetten. Elke partner draagt dus bij tot de voorbereiding en later tot de uitvoering van de operationele plannen, op het ritme en volgens de modaliteiten overeengekomen met de UVCW. Na goedkeuring worden de operationele plannen beschouwd als deel uitmakend van deze overeenkomst.

4. De bijlagen maken integraal deel uit van deze conventie.
5. Voor het luik dat het partnership aanbelangt, moet elke significante wijziging van de actieplannen en/of de begroting bovendien schriftelijk aangevraagd worden bij de UVCW/VSGB, zoals voorzien in de algemene deelnemingsvoorwaarden. Deze aanvraag moet het voorwerp uitmaken van overleg tussen de partnergemeenten en wordt voorgelegd aan de UVCW/VSGB door een van beide, met kopie aan de partner. De schriftelijke goedkeuring van de UVCW/VSGB wordt als aanhangsel bij deze conventie gevoegd.

Artikel 3 - Interventiekader

De Belgische en de partnergemeente kaderen hun interventie in de naleving van:

- a. de wetten van 19 maart 2013 en 16 juni 2016 betreffende de Belgische ontwikkelings-samenwerking;
- b. de koninklijke besluiten van 11 september 2016 betreffende de non-gouvernementele samenwerking, en het aantal gemeenschappelijke strategische kaders en hun geografische of thematische dekking;
- c. Uit DAHIR CHERIFIEN N°1-15-85 van 20 RAMADAN 1436 van de hidjra (7 juli 2015) ter uitvaardiging van de organische wet n°113-14 m.b.t de gemeenten ;
- d. Uit DAHIR CHERIFIEN N°1-58-376 van 03 JOUMADA I 1378 van de hidjra (15 november 1958) ter reglementering van het recht op vereniging zoals aangevuld en gewijzigd;
- e. het MJP 2017-2021, met inbegrip van de algemene strategie en begroting zoals goedgekeurd door de DGD;
- f. algemene deelnemingsvoorwaarden aan het GIS-Programma, de processen vastgelegd door de VSGB-VSGB en de lastenboeken van de verschillende deelnemers aan het Programma;
- g. het algemeen samenwerkingsprotocol ondertekend met de partnergemeente voor de periode 2017-2021;
- h. de specifieke samenwerkingsovereenkomst ondertekend tussen de Belgische gemeente en de UVCW/VSGB voor de periode 2017-2021;
- i. algemeen: elk strategisch of normatief document vanwege de Belgische Ontwikkelings-samenwerking;
- j. algemeen: elke nieuwe wettelijke of reglementaire bepaling inzake ontwikkelingssamenwerking die goedgekeurd zou worden vóór 31 december 2021.

Artikel 4 - Algemene voorwaarden en verplichtingen

1. De gemeente ETTERBEEK en de gemeente AIT BAHA verbinden zich ertoe de in de operationele jaarplannen bepaalde activiteiten uit te voeren volgens de regels en procedures vastgelegd door de UVCW/VSGB en door de DGD, die

hun overgemaakt worden.

2. Uiterlijk bij de start van de fase 2017-2021 van het Programma bepalen de twee partner gemeenten precies:
 - ieders rol en verantwoordelijkheden, in naleving van de basislastenboeken opgesteld door de verschillende partners die deelnemen aan het Programma
 - de human resources die daartoe ingezet zullen worden
 - de overlegprocessen tussen de partijen
3. Uiterlijk bij de start van de fase 2017-2021 van het Programma wordt er een stuurcomité opgericht in de Belgische gemeente en in de partnergemeente, bestaande uit minstens de coördinator, een lokale mandataris bevoegd voor het Programma en een personeelslid van de betrokken technische diensten, of zelfs een verantwoordelijke van het bestuur (algemeen secretaris, diensthoofd, ...) en een vertegenwoordiger van de burgersamenleving).

Diens voornaamste verantwoordelijkheden zijn de bepaling van de strategische oriëntaties, de budgetten, beslissen over de eventuele grote reoriëntaties die doorgevoerd zouden moeten worden, alsook een supervisie over de operaties (met inbegrip van de processen van toewijzing van overheidsopdrachten telkens als de planning die mogelijkheid biedt) en de validering van de verslagen vóór de voorlegging aan de gemeenteraad en/of de VSGB / UVCW.

Het stuurcomité vergadert regelmatig, op de scharniermomenten van de kalender en pleegt overleg met het stuurcomité van de partnergemeente, met het oog op de coherentie tussen de werkzaamheden van de twee comités, op 3 niveaus:

- keuze van de vergaderdatums
- wederzijdse bijdrage tot de bepaling van de agenda's
- wederzijdse informatie betreffende de besluiten (in een verslag) van de ontmoetingen.

De verslagen van vergaderingen van het stuurcomité worden ook ter beschikking gesteld aan de gemeenteraad, de partner, de UVCW/VSGB en algemener aan alle betrokkenen. De samenstelling en bevoegdheden staan in bijlage II.

Artikel 5 - Duur

Deze conventie treedt in werking op 28 juni 2017 en loopt af bij de afronding van het Programma op 31 december 2021 (behoudens andersluidende beslissing van de geldschieter), na de goedkeuring van het eindverslag door de VSGB / UVCW, de revisor aangesteld door het Programma en de bevoegde diensten van de DGD. Iedere partij kan de conventie opzeggen door middel van een officiële kennisgeving, conform artikel 10 van deze conventie.

Artikel 6 - Financiering en beheer

1. Het partnership legt bij de VSGB / UVCW verantwoording af over het algemeen administratief en financieel beheer van de operationele plannen voor de luiken die het aanbelangt, en draagt er de verantwoordelijkheid van ten aanzien van de Verenigingen.

2. De UVCW/VSGB betaalt de subsidie op de rekening van de Belgische gemeente ETTERBEEK, *die vervolgens* de volgende financiële verbintenissen aangaat ten aanzien van de partner:

De rekening wordt beheerd door Dhr. Philippe Demol, gemeenteontvanger van de gemeente Etterbeek. Ze zal deze verbintenissen slechts nakomen nadat ze de goedkeuring van de financiering heeft gekregen via de VSGB / UVCW. Als dat het geval is, informeert de Belgische gemeente daar onmiddellijk haar partner over. Als alle voorwaarden die de twee gemeenten overeengekomen zijn inzake het vrijgeven van de fondsen naar de partnergemeente vervuld zijn, verricht de Belgische gemeente zo spoedig mogelijk de betalingen.

Een gecentraliseerd beheer vanuit Etterbeek zal van toepassing zijn aan het begin van het programma. In functie van de analyse met de partner en andere eventuele mogelijkheden worden, kan de wijze van beheer evolueren naar een andere vorm (Marokkaans gemeentelijke vzw, specifieke budgetlijn bij de partnergemeente, opening van een rekening in Marokko door Etterbeek voor het storten van middelen). Deze wijziging in het beheer van de middelen zal deel uitmaken van een toevoegingsclausule aan de conventie.

Vanaf 1 november 2017, zal het beheer van de middelen als volgt gebeuren:

- a. Rechtstreekse ten laste neming van de kosten gekoppeld aan missies of vormingen georganiseerd door ambtenaren van de gemeente Etterbeek
 - b. Overdracht van middelen naar de gemeente Aït Baha, via een vereniging voor financieel beheer van de huidige samenwerking, onder supervisie van een gemeentelijke dienst van Aït Baha, voor investeringen of vormingen georganiseerd door Marokkaanse consultants en na voorlegging van drie offertes.
3. Conform de nationale wetgeving opent de partnergemeente een budgetregel specifiek in naam van het Programma, die gebruikt wordt voor alle uitgaven en inkomsten verbonden aan het Programma. Als ze een bankrekening specifiek in naam van het Programma moet openen, moeten alle uitgaven en inkomsten met betrekking tot het Programma eveneens via die rekening gaan. In elk geval zijn de uitgaven en inkomsten betreffende het Programma, in naleving van de nationale wetgeving terzake, onderworpen aan dezelfde regels en procedures als alle ontvangsten en uitgaven van de gemeente en aan het inzagerecht van de gemeenteraad.

De rekening waarop de betalingen betreffende het Programma verricht worden, wordt geopend in de partnergemeente op naam van de gemeente Etterbeek en wordt beheerd door Dhr Philippe Demol.

4. De twee gemeenten verbinden zich ertoe alle regels en procedures na te leven die van toepassing zijn binnen het Programma, met inbegrip van de administratieve en financiële bepalingen en de regels voor de verkiesbaarheid van de uitgaven zoals bepaald in de algemene deelnemingsvoorwaarden, die deel uitmaken van onderhavige conventie.
5. De gemeente AIT BAHA houdt een inventaris van uitrustingen en materialen aangekocht in het kader van het Programma (met inbegrip van een aanwijzing over hun situering), geactualiseerd en permanent ter beschikking voor raadpleging door de gemeente ETTERBEEK, de VSGB / UVCW en de DGD.

De gemeente AIT BAHA is er verantwoordelijk voor, in het bijzonder op het vlak van beveiliging en onderhoud. Indien deze uitrustingen en materialen niet beheerd worden als een goede huisvader, behoudt de gemeente ETTERBEEK zich het recht voor om de teruggave te eisen of de terugbetaling van een equivalent bedrag van de gemeente AIT BAHA

6. Alle goederen en uitrustingen aangekocht in het kader van het Programma voor de gemeente AIT BAHA blijven in eerste instantie eigendom van het Programma. Ze worden de volle eigendom van de gemeente AIT BAHA bij het afsluiten van het Programma (cf. artikel 5).

Artikel 7 - Verslagen en documenten

1. De partnergemeenten nemen kennis van alle documenten met betrekking tot het Programma die door de UVCW/VSGB ter beschikking gesteld worden van het partnership.
2. De gemeente ETTERBEEK maakt afspraken met de gemeente AIT BAHA om de uitwisseling en terbeschikkingstelling van informatie (o.a. financiële) onder elkaar te organiseren, op basis van de aanbevelingen vanwege de VSGB / UVCW.
3. Het partnership maakt binnen de vastgestelde termijnen en volgens de vastgelegde modaliteiten aan de VSGB / UVCW de nodige informatie over betreffende de financiële aspecten en de uitvoering, met alle bewijsstukken met betrekking tot de uitgaven aangegaan in het kader van de goedgekeurde operationele plannen. Dit verslag wordt opgesteld op basis van de modaliteiten meegedeeld door de VSGB / UVCW, overlegd tussen de twee partnergemeenten.
4. De administratieve, technische en financiële documenten met betrekking tot het Programma, inclusief de originele boekhoudstukken van de twee partnergemeenten, worden ter beschikking gehouden van de VSGB / UVCW en de DGD voor een duur van vier jaar na de datum van de afsluiting van het Programma. Deze documenten moeten op verzoek van de VSGB / UVCW of de DGD doorgestuurd kunnen worden.

Artikel 8 - Externe evaluatie en audit

Een evaluatie of audit kan op ieder ogenblik in de cyclus van het Programma gebeuren, en dit tot vijf jaar na afloop van dat laatste. Deze worden uitgevoerd door de DGD, de VSGB / UVCW of een onafhankelijke derde die door deze laatste hiertoe is gemachtigd. Het is de plicht van de twee partnergemeenten om deel te nemen aan deze evaluatie of audit en om alle nodige documenten en informatie ter beschikking te stellen voor dit werk.

Artikel 9 - Wijziging van de conventie

Deze conventie en de bijlagen kunnen gewijzigd worden mits akkoord van de twee partijen en de UVCW/VSGB. De wijzigingen zullen dan het voorwerp uitmaken van een aanhangsel toegevoegd aan de initiële conventie. Ieder aanhangsel van de onderhavige conventie dient schriftelijk te gebeuren en ondertekend te worden door de twee partijen ten bewijze van het akkoord.

Artikel 10 - Ontbinding

1. De opzegtermijn van de conventie bedraagt zes maanden te tellen vanaf de ontvangst van de schriftelijke kennisgeving ondertekend door de autoriteiten van de gemeente die de conventie wenst te ontbinden. De twee partijen verbinden zich tot het uitvoeren van de lopende acties gedurende deze termijn, binnen hun verantwoordelijkheden en verplichtingen.
2. Deze conventie vervalt onmiddellijk bij een stopzetting of een intrekking van de ondersteuning van de DGD. Er zal in dit geval met de DGD onderhandeld worden over een oplossing om de engagementen van uitgaven in Marokko en in België, aangegaan vóór de datum van kennisgeving van stopzetting van financiering, te kunnen naleven.

In het bijzonder zal de stopzetting van de steun van de DGD geëist worden door de UVCW/VSGB in geval van fraude of poging tot fraude, actieve of passieve deelname aan feiten van corruptie en/of ernstige disfuncties in de partnerrelatie.

Artikel 11 - Oplossing van geschillen en arbitrage

Bij een meningsverschil van de twee partnergemeenten over één of ander punt verbonden aan de uitvoering of het beheer van het Programma of bij conflicten die voortvloeien uit de interpretatie of de toepassing van deze conventie, wordt een minnelijke schikking gezocht via de VSGB / UVCW.

Als er op deze manier geen akkoord kan worden bereikt, wordt een beroep gedaan op de arbitrage van de DGD.

Iedere partner dateert en ondertekent dit document in tweevoud en erkent een eigen exemplaar te hebben ontvangen.

Voor de gemeente ...
gemeente...

(Naam van de Belgische gemeente)

(Naam, functie, handtekening)

Voor de

(Naam van de partnergemeente)

(Naam, functie, handtekening)

Opgesteld te *(plaats)*, op... *(datum)*

Bijlage 1 Rol en verantwoordelijkheid van elke gemeentelijke partner, menselijke middelen die ter beschikking worden gesteld

Bijlage 2 Samenstelling en competenties van de kerncomités van beide partnergemeentesn

Bijlage 3 Statuten van de vzw « médiateur pour le développement social » (A.M.D.S) die instaat voor het financieel beheer in Aït Baha

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen

Annexe 3_statut et pv AMDS.pdf, PO narratif 2017-2021 Maroc_30102017.pdf,

Annexe 2_Composition et attributions des Comités de pilotage dans les deux communes

Françoise Bertieaux entre en séance / treedt in zitting.

Secrétariat - Secretariaat

20.11.2017/A/0021 Interpellation de Monsieur du Bus relative aux mesures à prendre suite au projet de loi sur les pensions mixtes du secteur public

Monsieur le Président,

Depuis le 7 novembre un projet de loi du Ministre des Pensions est en débat en commission des affaires sociales de la Chambre des Représentants. Ce projet a de réelles incidences sur les pensions des travailleurs du service public et sur les finances communales.

Ce projet de loi prévoit, en effet, les mesures suivantes :

- Il vise à mettre fin à la prise en compte des services prestés en tant que contractuels auprès d'un employeur public dans le calcul d'une pension du secteur public lorsque ces services sont suivis d'une nomination à titre définitif. Concernant les nominations après le 1er décembre prochain, ces services seront pris en compte dans le régime de pension des travailleurs salariés pour la partie de carrière qui y correspond.
- Il prévoit un incitant visant à encourager les pouvoirs locaux à mettre en place ou à développer un régime de pension complémentaire en faveur de leur personnel contractuel. En fait, cet incitant doit permettre aux pouvoirs locaux de déduire de leur facture de responsabilisation jusqu'à 50 % du coût exposé pour financer un régime de pension complémentaire.
- Ce projet apporte des adaptations à la réglementation des pensions complémentaires. Il est en outre prévu que les administrations publiques seront tenues progressivement de confier leurs pensions complémentaires à un organisme de pension.
- Enfin, le projet de loi vise à modifier les modalités de financement du Fonds de pension solidarisé des administrations provinciales et locales.

Ce projet suscite les questions et/ou inquiétudes suivantes.

Sur la pension mixte, plusieurs éléments interpellent. Premièrement, le système n'est pas uniquement mis en place pour les nouveaux entrants mais pour tous ceux qui sont déjà contractuels et qui n'auront pas été nommés au plus tard pour le 30 novembre prochain. L'impact sur leur pension sera plus ou moins important en fonction de leur carrière en cours, mais aussi en fonction de la mise en place ou pas d'un 2e pilier de pension.

Sur l'incitant pour mettre en place un deuxième pilier, il ne s'agit pas d'un réel incitant

mais plutôt d'une déduction accordée uniquement aux employeurs publics « responsabilisés » (soit environ 1/3 des employeurs publics). Les pouvoirs publics qui n'ont pas de coefficient de responsabilisation (et qui ont pourtant eu une attitude très responsable) n'auront aucun incitant financier pour mettre en place un deuxième pilier de pension.

A ce stade, je souhaite poser les questions suivantes :

- Quel est le nombre de fonctionnaires contractuels etterbeekois (commune et CPAS) concernés potentiellement par cette mesure ?
- Estimez-vous nécessaire de procéder à des nominations de contractuels avant le 1er décembre ? Le cas échéant, les procédures de nomination sont-elles déjà en cours et concernent-elles tous les fonctionnaires contractuels ? Si ce n'est pas le cas, quelles en sont les raisons ? Si tous les fonctionnaires contractuels ne sont pas concernés par ces nominations, quels en sont les critères de sélection ?
- A quel Fonds de Pension la commune adhère-t-elle ? A celui de l'APL ou à un autre ?
- L'administration communale a-t-elle déjà créé un deuxième pilier de pension ?
- La commune s'est-elle déjà adressée au Service Fédéral des Pensions pour obtenir les projections de ces nouvelles mesures
- Un contact a-t-il été pris avec la région bruxelloise qui reste le pouvoir de tutelle afin de préciser ces enjeux ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Monsieur du Bus lit son interpellation.

Le Bourgmestre prend la parole :

« On pourra y revenir plus complètement dans le futur si vous voulez, puisque c'est vrai qu'on est dans une réunion budgétaire, mais c'est sûr que vos questions sont pertinentes.

Peut-être qu'on aura un peu plus de temps puisque vous savez aussi qu'il y a une motion en conflit d'intérêt qui a été déposée devant le Parlement Francophone Bruxellois et qui devrait vraisemblablement être votée.

Nombre de fonctionnaires, pour la commune 257 équivalents temps plein nommés à titre définitif et 405 équivalents temps plein contractuels. Pour le CPAS, 41 équivalents temps plein et 353,9 équivalents temps plein contractuels.

Les procédures de nomination, vous savez, je pense qu'Etterbeek à toujours veiller à statutariser chaque fois que c'était possible. On n'a jamais de problème avec aucun syndicat par rapport à ça parce qu'on a toujours veillé, dans la transparence, à nommer dès que les personnes étaient dans les conditions pour être nommées. Plusieurs personnes ont été admises au stage et ont été nommées définitivement en 2017. Des examens sont programmés au fur et à mesure de la vacance des emplois. Seuls les postes prévus au cadre peuvent donner lieu à nomination. Les agents contractuels subventionnés ne peuvent être nommés mais si une place au cadre se libère, ces agents peuvent bien évidemment être statutarisés, s'ils répondent aux conditions prévues par le statut administratif.

Hormis certains emplois spécifiques, il faut, pour pouvoir être admis au stage, avoir réussi un examen, avoir réussi, à l'époque, l'examen linguistique du Selor, le personnel

ouvrier n'est pas concerné par l'examen linguistique.

A quel fonds de pension la commune adhère-t-elle ? Depuis le 01.01.2010, la commune a adhéré au fonds Pool 2 ter du SFP (anciennement ORPSS, Office des Régimes Particuliers de Sécurité Sociale. Depuis le 1^{er} janvier 2017, l'ORPSS n'existe plus et le Service Fédéral des Pensions a repris la gestion du Fonds solidarisé de pension des administrations locales. Il subsiste parallèlement à ce fonds, une assurance pensions ancienne auprès d'Ethias pour les pensions des mandataires et des pensionnés les plus âgés. Cette assurance pensions va diminuer au fur et à mesure, malheureusement ça nous attend tous, des décès. Elle subsistera néanmoins pour les mandataires.

La commune a-t-elle déjà créé un deuxième pilier de pension ? La commune n'a pas, à l'heure actuelle, adhéré à un deuxième pilier de pension. Mais on devra vraisemblablement y passer.

La commune s'est-elle déjà adressée au Service Fédéral des Pensions pour obtenir les projections de ces nouvelles mesures ? Oui, la demande a été faite au SFP pour toutes les administrations.

Un contact a-t-il été pris avec la région bruxelloise qui reste le pouvoir de tutelle ? La question a été abordée au sein du comité d'accompagnement, mais nous n'avons pas, à l'heure actuelle, reçu d'instructions. Mais un groupe intercommunal, un GTI, a été créé au sein de Brulocalis pour se pencher sur la problématique. Les CPAS et les communes y sont intégrés et ce GTI informera au mieux les pouvoirs locaux avec des simulations chiffrées, des estimations et on appliquera avec ou sans 2^{ème} pilier, avec 50 ou 100 millions d'affectation de la modération salariale.

On espère vous avoir éclairé Monsieur du Bus. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur du Bus :

« Je vous remercie Monsieur le Bourgmestre pour vos réponses. Je n'ai rien à ajouter. Je sais que le conflit d'intérêt est bien programmé pour ce vendredi au Parlement de la COCOF. On verra ce que ça donnera. »

Le Conseil entend l'interpellation.

Interpellatie van de heer du Bus betreffende de maatregelen die genomen moeten worden naar aanleiding van het wetsontwerp over de gemengde pensioenen in de overheidssector

Sinds 7 november wordt in de commissie Sociale Zaken van de Kamer van Volksvertegenwoordigers gedebatteerd over een wetsontwerp van de minister van Pensioenen. Dat ontwerp heeft reële gevolgen voor de pensioenen van de werknemers uit de openbare sector en voor de gemeentelijke financiën.

Het wetsontwerp voorziet namelijk de volgende maatregelen:

- Het niet meer in aanmerking nemen van diensten die gepresteerd werden als contractueel personeelslid bij een openbare werkgever in de berekening van een pensioen van de overheidssector wanneer die diensten gevolgd worden door een

definitieve benoeming. Wat de benoemingen na 1 december 2017 betreft, die diensten zullen in aanmerking genomen worden in het pensioenregime van de loontrekkende werknemers voor het overeenstemmende deel van de loopbaan;

- Een stimulans voor de lokale overheidsniveaus om een aanvullend pensioenregime in te voeren of uit te werken ten behoeve van hun contractuele personeelsleden. Die stimulans moet de lokale besturen de mogelijkheid geven om hun responsabiliseringsfactuur te verminderen tot 50% van de kostprijs voor de financiering van het aanvullende pensioenregime.
- Dit ontwerp brengt wijzigingen aan in het reglement van de aanvullende pensioenen. Het is bovendien voorzien dat de openbare besturen hun aanvullende pensioenen geleidelijk aan zullen moeten toevertrouwen aan een pensioeninstelling.
- Tot slot beoogt het wetsontwerp een aanpassing van de financieringsvoorwaarden van het gesolidariseerde pensioenfonds van de provinciale en plaatselijke besturen.

Het wetsontwerp roept de volgende vragen en/of bezorgdheden op:

Wat het gemengde pensioen betreft, vragen verschillende elementen om opheldering. Ten eerste wordt het systeem niet enkel ingevoerd voor nieuwe personeelsleden die in dienst treden, maar voor iedereen die al contractueel personeelslid is en niet uiterlijk voor 30 november 2017 benoemd zal worden. De impact op hun pensioen zal groter of kleiner zijn in functie van hun huidige loopbaan, maar ook in functie van het feit dat al dan niet een tweede pensioenpijler opgericht wordt.

De stimulans om een tweede pijler op te richten is geen echte stimulans, maar eerder een korting die enkel toegekend wordt aan de “geresponsabiliseerde” openbare werkgevers (hetzij 1/3 van de openbare werkgevers). De openbare besturen die geen responsabiliseringscoëfficiënt hebben (en die toch een zeer verantwoordelijke houding hebben) zullen geen enkele financiële stimulans krijgen om een tweede pensioenpijler op te richten.

In dit stadium wil ik de volgende vragen stellen:

- Hoeveel contractuele ambtenaren (gemeente en OCMW) zijn in Etterbeek potentieel betrokken bij deze maatregel?
- Acht u het noodzakelijk om contractuele personeelsleden te benoemen voor 1 december 2017? Zo ja, werden de benoemingsprocedures al opgestart en hebben ze betrekking op alle contractuele ambtenaren? Zo nee, wat zijn de redenen daarvoor? Als niet alle contractuele ambtenaren betrokken zijn bij die benoemingen, welke zijn dan de selectiecriteria?
- Bij welk pensioenfonds is de gemeente aangesloten? Bij die van de PPO of bij een andere?
- Heeft het gemeentebestuur al een tweede pensioenpijler opgericht?
- Heeft de gemeente al contact opgenomen met de FOD Pensioenen voor de voorspellingen van die nieuwe maatregelen?
- Werd al contact opgenomen met het Brussels Gewest, dat de toezichthoudende overheid blijft, om die uitdagingen te verduidelijken?

Ik dank u voor uw antwoorden.

De heer du Bus leest zijn interpellatie.

De burgemeester neemt het woord:

“Als u wilt, kunnen we daar in de toekomst dieper op ingaan want we zitten in een begrotingsvergadering. Uw vragen zijn echter zeker relevant.

Misschien zullen we dan een beetje meer tijd hebben. U weet namelijk dat er een motie inzake een belangenconflict ingediend werd bij het Franstalige Brusselse Parlement waarover waarschijnlijk gestemd zal moeten worden.

Aantal ambtenaren: voor de gemeente 257 voltijdse equivalenten die definitief benoemd zijn en 405 contractuele voltijdse equivalenten. Voor het OCMW: 41 voltijdse equivalenten en 353,9 contractuele voltijdse equivalenten.

Wat de benoemingsprocedures betreft, denk ik dat Etterbeek altijd probeert om zoveel mogelijk contractuelen te laten overgaan naar de statutaire status wanneer dat mogelijk is. We hebben daarover nooit problemen gehad met de vakbonden want we hebben er altijd in alle transparantie op toegezien dat de mensen benoemd worden als zij aan de voorwaarden voldoen. Verschillende mensen werden toegelaten tot de proeftijd en werden definitief benoemd in 2017. Er worden examens gepland in functie van de beschikbare betrekkingen. Enkel de functies die in het kader voorzien zijn kunnen leiden tot een benoeming. Gesubsidieerde contractuele ambtenaren kunnen niet benoemd worden, maar als er een plaats vrijkomt in het kader, dan kunnen ook die ambtenaren overgaan naar de statutaire status als ze beantwoorden aan de voorwaarden uit het administratief statuut.

Met uitzondering van enkele specifieke functies, moet men geslaagd zijn voor een examen en voor het taalexamen van Selor om toegelaten te kunnen worden tot de proeftijd. Het taalexamen is niet van toepassing voor arbeiderspersoneel.

Bij welk pensioenfonds is de gemeente aangesloten? Sinds 1 januari 2010 is de gemeente aangesloten bij het fonds Pool 2 ter van de FOD, vroeger Dienst voor de Bijzondere Socialezekerheidsstelsels (DIBISS). Sinds 1 januari 2017 bestaat de DIBISS niet meer en heeft de federale overheidsdienst Pensioenen het beheer van het Gesolidariseerde Pensioenfonds van de plaatselijke besturen overgenomen. Naast dat fonds blijft er een oude pensioenverzekering bestaan bij Ethias voor de pensioenen van de mandatarissen en de oudste gepensioneerden. Die pensioenverzekering daalt naargelang de overlijdens, iets dat ons jammer genoeg allemaal te wachten staat. Ze blijft echter bestaan voor de mandatarissen.

Heeft de gemeente al een tweede pensioenpijler opgericht? Op dit moment is de gemeente nog niet aangesloten bij een tweede pensioenpijler. Maar dat zal waarschijnlijk wel gebeuren.

Werd al contact opgenomen met de federale overheidsdienst Pensioenen voor voorspellingen van die nieuwe maatregelen? Ja, de vraag werd door alle besturen gesteld aan de FOD.

Werd al contact opgenomen met het Brusselse Gewest, dat de toezichthoudende overheid blijft? De kwestie werd behandeld in het begeleidingscomité, maar op dit moment hebben wij nog geen instructies ontvangen. Er werd binnen Brulocalis wel een intercommunale groep opgericht die zich over de problematiek zal buigen. De OCMW's en de gemeenten maken er deel van uit en die intercommunale groep zal de lokale besturen zo goed mogelijk informeren aan de hand van cijfersimulaties en schattingen. We zullen met of zonder tweede pijler, met of zonder 50 of 100 miljoen, de loonmatiging toepassen.

We hopen dat wij hiermee duidelijkheid geschept hebben, mijnheer du Bus.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer du Bus:

“Ik dank u voor uw antwoorden, mijnheer de burgemeester. Ik heb daar niks aan toe te voegen. Ik weet dat het belangenconflict komende vrijdag op de agenda staat in het parlement van de Franse Gemeenschapscommissie (COCOF). We zullen zien wat dat geeft.”

De raad hoort de interpellatie.

20.11.2017/A/0022 **Interpellation de Madame de Halleux relative à l'avancement de l'engagement de la commune lors de la COP 21**

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Echevins,
Cher collègues,

La COP23 vient de se clôturer ce vendredi à Bonn.

Dans son bilan, l'Organisation météorologique mondiale rapporte qu'après trois années de stabilité, la concentration de gaz à effet de serre est repartie à la hausse en 2017. Nous n'avons donc pas, comme espéré, atteint le pic d'émission mondiale de CO2.

L'Organisation météorologique mondiale confirme également que la période actuelle est la plus chaude de l'histoire de la civilisation moderne et que l'on s'inscrit dans une tendance au réchauffement à long terme de la planète.

L'année 2017 a été marquée par de nombreux phénomènes climatiques extrêmes parmi lesquels des ouragans dévastateurs dont Irma, l'ouragan le plus fort jamais mesuré en Atlantique, des incendies, des inondations, des sécheresses, la fonte de glace qui s'accélère, avec des effets catastrophiques sur le plan humain, social, environnemental et économique.

Ces éléments nous montrent l'urgence climatique et doivent nous inciter à agir plus fort et plus vite, à tous les niveaux de pouvoir, et en particulier celui de notre commune.

En octobre 2015, nous nous sommes tous engagés à lutter efficacement afin de limiter les changements climatiques potentiellement dévastateurs par l'adoption d'une motion du Collège des Bourgmestre et Echevins relative à un engagement des communes en

vue de la COP21.

En conséquence, Monsieur le Bourgmestre, je souhaiterais vous adresser les questions suivantes :

1. Depuis 2 ans,
 - Quelles mesures ont été prises pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre ?
 - Quelles sont les mesures prises par le collège pour atteindre l'objectif de réduire de 20% la circulation automobile (plan IRIS 2) à l'horizon 2018.
 - De quelle façon avons-nous augmenté la part d'énergies renouvelables sur le territoire communal?
 - Quelle amélioration avons-nous déjà apportée au niveau de l'efficacité énergétique des bâtiments?
 - Comment avons-nous renforcé notre coopération et le partage d'expériences avec d'autres collectivités locales ?
2. Quand serons-nous une commune libérée de l'énergie fossile ?
3. Quels sont les nouveaux projets communaux qui contribueraient à atteindre les objectifs de la COP21 d'ici 2020 ?

Je vous remercie d'ores et déjà pour vos réponses.

Madame de Halleux lit son interpellation.

Le Bourgmestre prend la parole :

« Merci Madame de Halleux. C'est vrai que c'est particulier d'avoir une interpellation aussi importante et développée le jour du budget mais le sujet le mérite. On a essayé de se hisser à la qualité de votre interpellation pour tenter de vous répondre sur les différents aspects.

***En ce qui concerne l'aspect financier,** Dans le portefeuille relatif à notre fonds de pension, nous avons en Branche 21 une exposition limitée aux énergies fossiles, c'était 0,3%, ce n'est déjà pas beaucoup mais c'est trop, mais ces investissements sont arrivés à maturité en octobre 2017, ils sont morts. Nous avons donné instruction de ne plus investir dans ce secteur énergétique.*

En branche 23, nous avons maintenant deux fonds qui sont des fonds gérés par Candriam, qui est la société qui travaille pour Belfius. Dans ce fonds, 3 sociétés seulement sont exposées aux énergies fossiles et gaz mais celles-ci ne représentent que 0,18% du fonds, ce qui est objectivement peu. Dans le second fonds SRI Bonds Europe Corporate, 12 sociétés ont leur revenu exposé aux énergies fossiles. Comme ce fonds ne représente que 3,52% du portefeuille, la part des énergies fossiles est là de 0,085%. Candriam indique par rapport à cela que, par énergies fossiles, ils entendent charbon, pétrole, gaz. Dans l'analyse des investissements socio-responsables des sociétés, ils favorisent le gaz par rapport au pétrole et au charbon et le pétrole est favorisé par rapport au charbon ce qui signifie que la part des industries exposées au charbon est quasi nulle.

Dans leur analyse sur l'autre fonds, ils sélectionnent au sein de chaque secteur, les entreprises les mieux positionnées dans leur gestion de grands défis dont les défis liés

au changement climatique. Cela signifie qu'à l'intérieur du secteur « Energie », ils préfèrent systématiquement les entreprises qui développent les énergies renouvelables et, à l'intérieur de l'exposition au carburant fossile, nous favoriserons les entreprises exposées au gaz par rapport au pétrole. Le gaz émettant, disent-ils, environ 50% d'émissions de gaz à effet de serre de moins que le charbon.

L'avantage de choisir du fonds SRI est d'avoir à priori une exposition inférieure au carburant fossile par rapport à un fonds traditionnel.

On tient à votre disposition la brochure de Candriam, si vous le souhaitez.

En ce qui concerne le développement durable. Quelles mesures ont été prises pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre ? Le service Développement durable, dirigé par une Echevine que vous connaissez peut-être encore mieux que d'autres, travaille essentiellement sur la sensibilisation des citoyens en vue de changer leurs comportements et habitudes de consommation en faveur de l'environnement, de l'économie et du social.

La production alimentaire étant étroitement impliquée dans le dérèglement climatique auquel nous faisons face, nous avons donc fortement développé, depuis presque 10 ans, des projets autour de l'alimentation durable. Nous incitons les citoyens, au quotidien, à consommer des produits issus d'une agriculture responsable via des gestes simples qui participent à l'effort général contre ce réchauffement climatique. Les points d'attention développés lors de tous nos projets sont :

- Manger local et en circuit-court : permet de réduire les kilomètres parcourus et donc la réduction de la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre.*
- Manger de saison : une production en pleine terre et pendant les bons mois permet de réduire l'utilisation d'énergie nécessaire à la culture en serre chauffée.*
- Consommer des produits Bio : l'impact de l'agriculture conventionnelle sur le réchauffement climatique est de 30% supérieur à celui de la production biologique (moins de mécanisation, de produits chimiques, d'utilisation de variétés sélectionnées et amenant la dépendance aux lobbys les produisant, ... ;).*
- Eviter les emballages : dont la production et le recyclage demandent beaucoup d'énergie et dont beaucoup sont fabriqués à partir de dérivés du pétrole et sont également responsables de la pollution des sols et de l'eau.*
- Eviter le gaspillage alimentaire pour éviter la production inutile de produits non consommés et l'énergie nécessaire à la production, au stockage, à l'emballage et au transport (d'autant plus si on est dans une filière de consommation de type classique).*
- Consommer moins de viande afin de diminuer la production de méthane issue des animaux et la consommation énergétique importante des exploitations intensives qui contribuent de manière importante au réchauffement climatique.*
- Cuisiner soi-même : c'est réduire l'impact écologique lié à la transformation et au transport des produits ainsi qu'une réduction de l'énergie nécessaire au stockage.*
- Produire ses propres fruits, légumes et aromates : dans son jardin, sur un balcon ou via un potager collectif afin de gagner de plus en plus une part d'autonomie alimentaire.*

Ces 2 dernières années, divers projets ont été menés et développés :

- *Organisation de la 3ème édition du Défi alimentation durable, 12 ménages précarisés coachés pendant 6 mois lors d'ateliers collectifs autour des différents critères.*
- *Création du 'kit table durable entre voisins' : mallette didactique mise à disposition des etterbeekois en vue de leur permettre d'organiser une soirée autour de l'alimentation durable en présence d'un coach, ce fut d'ailleurs fait au domicile de votre Bourgmestre en présence des membres du Collège.*
- *Mise en place du projet 'poules urbaines' : inciter des citoyens à adopter 2 poules dans leur jardin, ou de participer à un poulailler collectif, en vue de revaloriser les restes alimentaires, de produire ses œufs mais aussi d'obtenir un engrais riche.*
- *Organisation de divers ateliers de cuisine anti-gaspi.*
- *Poursuite de la mise à jour de la carte du territoire en alimentation durable en vue d'informer au mieux les citoyens sur les lieux d'approvisionnement de produits alimentaires 'durables' et en circuits-courts.*
- *Suivi du respect des critères durables du cahier des charges des cantines scolaires et amélioration de certains critères en vue d'obtenir le label 'cantine durable' pour deux écoles communales.*
- *Poursuite de la formation en maraîchage biologique, formation certifiante depuis 2014, et l'écoulement des produits bénéficie à l'épicerie sociale du CPAS, appelé Espace Libellule.*
- *Poursuite des ateliers et initiations aux Jardins Participatifs via son programme annuel, permaculture, verger conservatoire, apiculture et compostage.*

Depuis 2013, le service continue de développer des projets dans l'axe 'réduction des déchets' dans un objectif de lutte contre la surconsommation en favorisant principalement la réutilisation, mais également en incitant les citoyens à diminuer leurs déchets à la source :

- *Poursuite de la mise en valeur de notre réseau de 12 give-box en réalisant depuis 2016 des give-box thématiques pour focaliser davantage l'attention sur des objets du quotidien. Ce projet a très fort intéressé les mandataires et accompagnants de la délégations d'Aït Baha et les Polonais. Ils ont tous demandé à avoir les modèles.*
- *Poursuite de la promotion de la donnerie virtuelle qui a été développée à l'échelle de la commune afin de permettre des déplacements limités entre les citoyens.*
- *Mise en place d'un cycle d'ateliers sur le 'désencombrement' et le 'zéro déchet' en partenariat avec le CPAS.*
- *Organisation d'une campagne 'Etterbeek dit Non aux sacs plastique' afin de réduire la consommation de ces sacs et organisation en parallèle d'ateliers de fabrication de sacs à partir de tissus de récupération.*
- *Augmentation de l'offre de produits (assiettes et gobelets réutilisables) dans le pack 'événement durable' dont la promotion à large échelle sera développée en 2018.*

- *Soutien financier et de communication pour le lancement du Repair Café par un groupe de citoyens.*
- *Poursuite de l'octroi de primes langes lavables pour la location et l'achat.*
- *Lancement en 2017 d'une prime pour l'achat d'une compostière.*

Le service poursuit depuis 2007 l'octroi de subsides Développement durable pour encourager les pratiques durables des citoyens et associations d'Etterbeek. Chaque année, environ 5 projets sont soutenus grâce à ces subsides.

Quelle amélioration avons-nous déjà apportée au niveau de l'efficacité énergétique des bâtiments ? Pour inciter les propriétaires à améliorer l'efficacité énergétique de leur habitation, le Collège a marqué son accord pour poursuivre l'octroi de primes Energie communales en 2016-2017, primes instaurées depuis 2007, en favorisant plus spécifiquement une prime pour l'audit énergétique, la chaudière performante et l'isolation, toit, murs et sol. Le service Développement durable gère ces primes et ce sont 42 primes qui ont été octroyées en 2016. Pour 2017, plus de 50 primes ont déjà été octroyées.

Comment renforcé notre coopération et le partage d'expériences avec d'autres collectivités locales ? Le service Développement durable a été invité à Lisbonne en juin 2016 à un colloque dans le cadre du projet WE-NET coordonné par l'association ALDA, Association Européenne pour la Démocratie Locale : organisation non gouvernementale qui se consacre à la promotion de la bonne gouvernance et la participation des citoyens au niveau local, et qui vise l'échange de bonnes pratiques entre municipalités de différentes régions en Europe. Les thèmes principaux de ce projet étaient la gestion des déchets et le recyclage, et nous y avons présenté les actions communales et les initiatives citoyennes concernant la prévention des déchets, le réemploi des objets, la réduction du gaspillage alimentaire, la gestion des déchets organiques, ainsi que nos actions de sensibilisation et d'information du public en la matière.

En retour, nous avons accueilli en novembre 2016 cette délégation pour présenter concrètement différentes initiatives et principalement les projets relevant d'une implication citoyenne : poulailler collectif du RHoK, Jardins participatifs, espace libellule du CPAS, point Propreté, give box de la maison de quartier Chambéry et repas au restaurant social.

Par ailleurs, le service participe régulièrement à des échanges de bonnes pratiques avec d'autres communes bruxelloises lors d'ateliers de partages organisés par Brulocalis.

Quels sont les nouveaux projets communaux qui contribueraient à atteindre les objectifs de la COP21 d'ici 2020 ? Nous avons reçu de nouveaux subsides de Bruxelles-Environnement pour développer trois projets très différents :

- *Poursuite de la sensibilisation à l'alimentation durable et le zéro déchet, mais plus spécifiquement autour du bébé, qui amène des gestes et une consommation moins consommatrice d'énergie ;*
- *Mise en place d'un système de démonstration et de formation en aquaponie en vue de faire connaître un nouveau système d'agriculture urbaine et d'inciter les citoyens à envisager d'installer ce type de système chez eux pour gagner en*

autonomie alimentaire et réduire la consommation d'énergie liée à la production alimentaire, système très peu consommateur d'énergie : pour le fonctionnement d'un système pour 4 personnes, cela ne consomme qu'environ une ampoule de 60W en permanence et qui pourrait également être remplacée par l'installation d'un panneau photovoltaïque.

- *Développement d'un plan de communication très large en vue d'informer sur la non-utilisation des pesticides et encouragement des citoyens à faire de même dans les espaces dont ils ont la gestion.*

Volonté d'encore faire plus pour le réseau des give-box par l'installation de boîtes à livres dans l'espace public.

***Le service des Travaux Publics** répondent qu'une bonne partie des questions trouvent des réponses dans les documents mis à votre disposition, à savoir les rapports annuels et la déclaration de politique générale. Nous vous invitons donc à vous référer à ces documents pour le détail, mais pouvons néanmoins vous en donner un aperçu synthétique.*

Quelles mesures ont été prises pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre ? Isolation des bâtiments, remplacement des châssis, remplacement des installations, affinage des régulations, remplacement d'une partie de la flotte par des véhicules électriques, aménagements et extensions des zones 30/km/h, mesures incitatives à l'utilisation du vélo, Parkings vélos, BYPAD. Ayant visité récemment le service des Travaux, j'ai pu moi-même constater qu'il y avait une liaison permanente par ordinateur entre le service des Travaux et de grands bâtiments consommateurs d'énergie comme des écoles, des bâtiments communaux avec un élément d'alerte lorsqu'il y a une consommation plus importante et donc on agit très vite en cas de fuite d'eau, en cas de consommation excessive d'énergie.

Quelles sont les mesures prises par le collège pour atteindre l'objectif de réduire de 20% la circulation automobile (plan IRIS 2) à l'horizon 2018 ? La Commune n'a pas la main sur l'essentiel des compétences en matière de mobilité, mais elle a quelques leviers, principalement incitatifs, qu'elle utilise au travers des aménagements de zones 30, de parkings vélos, et de sécurisation des modes doux. On a été les champions de la zone 30 au niveau communal mais on ne l'a pas par une déclaration à l'emporte-pièce mais après 15 ans de travail.

De quelle façon avons-nous augmenté la part d'énergies renouvelables sur le territoire communal ? Placement de panneaux solaires thermiques sur la toiture du Centre Sportif, plusieurs projets de placement de panneaux solaires : en cours, au niveau de la toiture de la tribune du Stade Communal, en cours, au niveau de la toiture du dépôt communal Place du Rinsdelle, à l'étude, sur la toiture du Home Beauport, à l'étude sur la toiture de l'école Les Carrefours.

Le placement de panneaux ne s'improvise pas ; il faut que les conditions suivantes soient réunies : un bon état de la toiture, une bonne orientation, une surface la plus grande possible, pas d'ombrage venant de propriétés voisines, etc. Récupération de l'eau de pluie, c'est le cas au garage communal et à l'étude au dépôt communal Place du Rinsdelle.

Quelle amélioration avons-nous déjà apportée au niveau de l'efficacité énergétique des

bâtiments ? D'une manière globale, la consommation réelle de gaz du parc immobilier communal a diminué de 7.74% entre 2016 et 2015, la consommation normalisée a quant à elle diminué de 18.49%, la consommation électrique, après avoir diminué de 5.33% en 2015 par rapport à 2014, a augmenté de 1% en 2016.

Au niveau consommation de gaz, l'amélioration est due au remplacement des régulations dans divers bâtiments (procédure en cours depuis plusieurs années : c'est très onéreux, et il faut bien étudier l'installation de chauffage avant d'agir, sinon, cela risque d'être pire...), modernisation des chaufferies : remplacement des chaudières, modernisation des installations ; renouvellement complet des conduites de chauffage + radiateurs, sensibilisation des occupants des bâtiments adaptation des horaires d'occupation, gestion à distance des chaufferies.

Au niveau consommation d'électricité, l'amélioration dans un premier temps est due au remplacement des éclairages par des plus performants (basse énergie, LED, ...), sensibilisation des occupants des bâtiments, adaptation des horaires d'occupation.

La légère augmentation de consommation en 2016 serait due la mise en place de nouveaux équipements (tableaux interactifs, ordinateurs, ...) et aux conditions météo.

D'une manière générale aussi, toutes les toitures sont systématiquement isolées depuis de nombreuses années ; ce qui change, c'est l'épaisseur de l'isolant. La toiture de l'Académie Constantin Meunier est le prochain projet qui sera mis en place.

Au niveau des châssis ; ceux-ci sont remplacés systématiquement par des modèles à haute performance. Toutefois, il y a lieu de remarquer que si un nouveau châssis apporte indéniablement une augmentation de confort, et une diminution de consommation d'énergie, l'opération est rarement rentable ; en effet, il faut 30 ans environs pour amortir ce type d'investissements.

Comment avons-nous renforcé notre coopération et le partage d'expériences avec d'autres collectivités locales ? Au niveau de la mobilité, le service manque de temps pour participer aux différents séminaires et aux commissions régionales, donc ce point est réduit à sa portion congrue. Nous répondons cependant aux enquêtes lancées régulièrement par Brulocalis sur les pratiques spécifiques des différentes communes.

Quels sont les nouveaux projets communaux qui contribueraient à atteindre les objectifs de la COP21 d'ici 2020 ? En matière de mobilité, il s'agira principalement de poursuivre divers projets d'aménagements et de sécurisations des modes doux. En ce qui concerne les bâtiments, il y a une amélioration en continue de l'ensemble des installations au sein de bâtiments communaux aussi bien sur l'enveloppe des bâtiments que sur les techniques.

En ce qui concerne le Contrat de Quartier Durable, les infrastructures et logements rénovés ou créés dans le cadre du CQD Chasse-Gray répondent tous aux normes PEB2015 de la Région bruxelloise. Dans la rénovation des espaces publics, une attention particulière est portée à la verdurisation et à la perméabilité des sols. Dans l'ensemble des opérations, particulièrement la rénovation des espaces publics, des mesures sont prises pour sécuriser et faciliter la mobilité douce. Il y a aussi les primes à l'habitat majorées dans le cadre du CQD, y compris les primes « énergie ».

On espère vous avoir répondu dans un sujet aussi important. »

Le Bourgmestre donne la parole à Madame de Halleux :

« Je vous remercie et je remercie vivement les services pour avoir apporté une réponse aussi complète vu le temps de délais si court. Je pense qu'on a déjà parcouru un bon chemin, qu'on a déjà fait beaucoup de bonnes choses mais qu'il va falloir faire encore plus et continuer à budgétiser tout cela dans le futur.

Comme l'a mentionné ma cheffe de groupe dans son intervention, j'ai lu également un article du Soir sur les 100 médecins qui alertent sur la dangerosité de l'air dans Bruxelles. En tant qu'infirmière, évidemment, je me sens concernée quand je lis que cette pollution de l'air augmente le risque de cancer du poumon, de la vessie, y compris chez les non-fumeurs, qu'elle augmente les maladies cardio-vasculaires, les leucémies chez les enfants, les troubles cognitifs chez l'adulte et chez l'enfant, l'asthme, les bronchites chroniques, les allergies, etc. Je pense que c'est en effet quelque chose de pertinent. »

Le Conseil entend l'interpellation.

Interpellatie van mevrouw de Halleux betreffende de vooruitgang van het engagement van de gemeente tijdens COP21

Mijnheer de voorzitter,
Dames en heren schepenen,
Beste collega's,

De klimaattop COP23 werd afgelopen vrijdag afgesloten in Bonn.

In haar balans rapporteert de Wereld Meteorologische Organisatie dat de concentratie broeikasgassen na drie stabiele jaren opnieuw gestegen is in 2017. In tegenstelling tot wat wij gehoopt hadden, heeft de wereldwijde CO₂-uitstoot zijn hoogtepunt dus nog niet bereikt.

De Wereld Meteorologische Organisatie bevestigt ook dat de huidige periode de warmste uit de geschiedenis van de moderne beschaving is en dat de tendens is dat de aarde op lange termijn zal opwarmen.

Het jaar 2017 werd gekenmerkt door tal van extreme klimaatfenomenen zoals verwoestende orkanen zoals Irma, de sterkste orkaan ooit gemeten in de Atlantische Oceaan, branden, overstromingen, droge periodes en ijs dat sneller smelt. Die fenomenen hebben catastrofale gevolgen op menselijk, sociaal, economisch en milieuvlak.

Die elementen tonen de klimaaturgentie aan en moeten ons ertoe aanzetten om meer en sneller actie te ondernemen op alle beleidsniveau en in het bijzonder op het niveau van onze gemeente.

In oktober 2015 hebben wij ons er allemaal toe verbonden om op een doeltreffende manier actie te ondernemen om de mogelijks vernietigende klimaatveranderingen te beperken met de aannahme van een motie van het college van burgemeester en schepenen betreffende een engagement van de gemeenten met het oog op de COP21.

Bijgevolg zou ik u de volgende vragen willen stellen, mijnheer de burgemeester:

1. Voor de afgelopen twee jaar:

- Welke maatregelen werden genomen om onze uitstoot van broeikasgassen te beperken?
- Welke maatregelen werden door het college genomen met het doel om het autoverkeer tegen 2018 te verminderen met 20% (IRIS-plan)?
- Op welke manier hebben wij het aandeel van de hernieuwbare energiebronnen vergroot op het grondgebied van de gemeente?
- Welke verbeteringen hebben wij al doorgevoerd met betrekking tot de energie-efficiëntie van de gebouwen?
- Hoe hebben wij onze samenwerking met andere lokale entiteiten versterkt en ervaringen met hen uitgewisseld?

2. Wanneer zullen wij een gemeente zonder fossiele energie zijn?

3. Welke nieuwe gemeentelijke projecten zouden ertoe bijdragen de doelstellingen van COP21 te bereiken tegen 2020?

Ik dank u bij voorbaat voor uw antwoorden.

Mevrouw de Halleux leest haar interpellatie.

De burgemeester neemt het woord:

“Bedankt, mevrouw de Halleux. Het is bijzonder dat we zo een omvangrijke en uitgewerkte interpellatie behandelen op de dag van de begroting, maar het onderwerp verdient dat. We hebben geprobeerd om even kwalitatief te zijn als uw interpellatie in een poging u een antwoord te geven met betrekking tot de verschillende aspecten.

***Wat het financiële aspect betreft:** in de portefeuille met betrekking tot ons pensioenfonds hadden we in tak 21 een beperkte blootstelling aan fossiele energiebronnen van 0,3%. Dat is al niet veel, maar het is toch te veel. Die beleggingen waren echter rijp in oktober 2017. Dit zijn dode investeringen. Wij hebben de opdracht gegeven om niet langer in die energiesector te investeren.*

In tak 23 hebben we nu twee fondsen die beheerd worden door Candriam, het bedrijf dat voor Belfius werkt. In dat fonds worden slechts drie bedrijven blootgesteld aan fossiele energiebronnen en gas, maar die bedrijven vertegenwoordigen slechts 0,18% van het fonds, wat in feite weinig is. In het tweede fonds, SRI Bonds Europe Corporate, worden de inkomsten van twaalf bedrijven blootgesteld aan fossiele energiebronnen. Aangezien dat fonds slechts 3,52% van de portefeuille vertegenwoordigt, bedraagt het aandeel van de fossiele energiebronnen slechts 0,085%.

Candriam wijst erop dat het onder “fossiele energiebronnen” steenkool, aardolie en gas verstaat. In de analyse van de maatschappelijk verantwoorde beleggingen van de bedrijven geven zij de voorkeur aan gas ten opzichte van aardolie en krijgt stookolie de voorkeur ten opzichte van steenkool. Dat betekent dat het aandeel van de industrieën die blootgesteld worden aan steenkool quasi nul is.

In hun analyse van het andere fonds selecteren ze in elke sector de bedrijven die het best geplaatst zijn wat hun beheer van grote uitdagingen betreft, waaronder de uitdagingen in verband met de klimaatverandering. Dat betekent dat ze binnen de energiesector systematisch de voorkeur geven aan bedrijven die hernieuwbare energiebronnen ontwikkelen. Binnen de blootstelling aan fossiele brandstoffen zullen wij eerder de voorkeur geven aan bedrijven die blootgesteld worden aan gas dan aan bedrijven die blootgesteld worden aan aardolie. Ze zeggen dat gas ongeveer vijftig

procent minder broeikasgassen uitstoot dan steenkool.

Het voordeel van voor het fonds SRI te kiezen is dat er een lagere blootstelling aan fossiele steenkool is in vergelijking met een traditioneel fonds.

We kunnen u de brochure van Candriam geven als u dat wenst.

Wat de duurzame ontwikkeling betreft: *Welke maatregelen werden genomen om onze uitstoot van broeikasgassen te beperken? De dienst Duurzame Ontwikkeling, die geleid wordt door een schepen die u misschien nog beter kent dan anderen, werkt hoofdzakelijk aan de bewustmaking van de burgers met het doel om hun consumptiegedrag en -gewoonten te veranderen ten voordele van het milieu, de economie en de sociale problematiek.*

Aangezien de productie van voeding nauw betrokken is bij de klimaatontregeling waaraan wij het hoofd bieden, maken wij al bijna tien jaar een prioriteit van projecten rond duurzame voeding. Wij moedigen de inwoners er dagelijks toe aan om producten te consumeren die afkomstig zijn uit verantwoorde landbouw aan de hand van eenvoudige gebaren die bijdragen aan de algemene inspanningen die geleverd worden tegen de klimaatverandering. De aandachtspunten van al onze projecten zijn de volgende:

- Lokaal en uit korte ketens eten: zo kan het aantal kilometers dat afgelegd wordt verminderd worden en vermindert dus ook het verbruik van energie en de uitstoot van broeikasgassen.*
- Seizoensgebonden eten: dankzij productie in volle grond tijdens de goede maanden is minder energie nodig voor de teelt in verwarmde serres.*
- Biologische producten consumeren: de impact van de gewone landbouw op de opwarming van de aarde is 30% groter dan die van de biologische landbouw (minder mechanisering, minder chemische producten, minder gebruik van variëteiten die geselecteerd werden en ertoe leiden dat men afhankelijk wordt van de lobby's...).*
- Verpakkingen vermijden: voor de productie en de recyclage van verpakkingen is veel energie nodig. Bovendien worden veel verpakkingen gemaakt op basis van afgeleide producten van aardolie en vervuilen ze de bodem en het water.*
- Voedselverspilling vermijden: op die manier vermijden we de onnodige productie van goederen die niet geconsumeerd worden en de verspilling van energie die nodig is om dat voedsel te produceren, op te slaan, te verpakken en te vervoeren (des te meer wanneer men zich in een klassiek consumptiecircuit bevindt).*
- Minder vlees consumeren om de productie van methaan afkomstig van dieren te verminderen net als het grote energieverbruik van de intensieve bedrijven die in grote mate mee verantwoordelijk zijn voor de opwarming van de aarde.*
- Zelf koken: zo wordt de milieu-impact van de verwerking en het vervoer van de producten beperkt en wordt er minder energie verbruikt voor de opslag.*
- Zelf groenten, fruit en kruiden kweken: in de tuin, op het balkon of in een collectieve moestuin voor meer voedselautonomie.*

De afgelopen twee jaar werden diverse projecten op touw gezet:

- Organisatie van de derde editie van de “Challenge duurzame voeding”:* twaalf

kansarme gezinnen werden gedurende zes maanden begeleid tijdens collectieve workshops in verband met verschillende criteria.

- *Ontwerp van de “Kit duurzaam tafelen onder burens”: een didactisch koffertje dat ter beschikking gesteld wordt van de Etterbekenaren. Zij kunnen een avond organiseren die in het teken staat van duurzame voeding en waarop een coach aanwezig is. Uw burgemeester heeft voor de leden van het college zo'n avond georganiseerd bij zij thuis.*
- *Ontwikkeling van het project “stadskippen”: burgers aanmoedigen om twee kippen te adopteren in hun tuin of om deel te nemen aan een collectief kippenhok om maaltijdresten te valoriseren en eieren en meststof te produceren.*
- *Organisatie van diverse kookworkshops om voedselverspilling te vermijden.*
- *Updaten van de kaart met duurzame adresjes om de burgers zo goed mogelijk te informeren over plaatsen waar ze duurzame voedingsproducten uit de korte ketens kunnen kopen.*
- *Toezicht op de naleving van de duurzame criteria in het bestek van de schoolkantines en verbetering van bepaalde criteria om het label “duurzame kantine” te behalen voor twee gemeentescholen.*
- *Voortzetting van de opleiding “biologische groenteteelt”, certificerende opleiding sinds 2014, en afzet van de producten bij de sociale kruidenier van het OCMW, die Espace Libellule genoemd wordt.*
- *Voortzetting van de workshops en initiaties in de Participatieve Tuinen aan de hand van het jaarlijkse programma (permacultuur, collectieboomgaard, apicultuur en composteren).*

Sinds 2013 werkt de dienst aan projecten rond afvalvermindering in de strijd tegen overconsumptie. Dat gebeurt in het bijzonder door hergebruik te bevorderen, maar ook door burgers ertoe aan te zetten om minder afval te produceren bij de bron.

- *Voorzetting van ons netwerk van twaalf giveboxen. Sinds 2016 werken we met thematische giveboxen om meer te focussen op voorwerpen uit het dagelijkse leven. Dit project heeft de belangstelling gewekt van de mandatarissen en de leden van de delegatie uit Ait Baha en Polen. Zij hebben allemaal naar de modellen gevraagd.*
- *Voortzetting van de promotie van de virtuele weggeefwinkel die ontwikkeld werd in de gemeente zodat de burgers geen grote afstanden moeten afleggen.*
- *Organisatie van een workshopreeks over “opruimen” en “zero afval” in samenwerking met het OCMW.*
- *Organisatie van de campagne “Etterbeek zegt nee tegen plastic zakken” om de consumptie van die zakken te verminderen en tegelijkertijd organisatie van workshops waarin zakken gemaakt worden met gerecyclede zakken.*
- *Uitbreiding van het aanbod producten (herbruikbare borden en bekens) in het pakket “duurzaam evenement” dat in 2018 op grote schaal gepromoot zal worden.*
- *Financiële steun en ondersteuning van de communicatie voor de lancering van het Repair Café door een groep burgers.*
- *Voortzetting van de toekenning van premies voor herbruikbare luiers (huur en aankoop).*

- *Lancering van een premie voor de aankoop van een compostrecipiënt in 2017.*

Sinds 2007 reikt de dienst Duurzame Ontwikkeling subsidies uit om duurzame praktijken aan te moedigen bij inwoners en verenigingen van Etterbeek. Elk jaar worden ongeveer vijf projecten gesteund dankzij die subsidies.

Welke verbeteringen hebben wij al doorgevoerd met betrekking tot de energie-efficiëntie van de gebouwen? Om eigenaars aan te moedigen om de energie-efficiëntie van hun woning te verbeteren, heeft het college ermee ingestemd om de gemeentelijke energieprijzen ook in 2016 en 2017 uit te reiken. Die premies werden in 2007 in het leven geroepen. Met name de premie voor een energieaudit, voor een hoogrendementsketel en voor isolatie van dak, muren en vloer worden gepromoot. De dienst Duurzame Ontwikkeling beheert die premies. In 2016 werden er 42 uitgereikt. In 2017 waren er dat al 50.

Hoe hebben wij onze samenwerking met andere lokale entiteiten versterkt en ervaringen met hen uitgewisseld? De dienst Duurzame Ontwikkeling werd in juni 2016 uitgenodigd in Lissabon voor een colloquium in het kader van het project WE-NET, dat gecoördineerd wordt door de vereniging ALDA (Europese Vereniging voor de Lokale Democratie), een niet-gouvernementele organisatie die zich inzet voor de promotie van een goed bestuur en burgerinspraak op lokaal niveau en de uitwisseling van goede praktijken tussen gemeenten uit verschillende regio's van Europa beoogt. De belangrijkste thema's van dat project waren afvalbeheer en recyclage. Wij hebben er de acties van de gemeente en de initiatieven van de burgers in verband met afvalpreventie, hergebruik van spullen, vermindering van voedselverspilling en beheer van organisch afval voorgesteld alsook onze acties om het publiek te informeren en bewust te maken van de materie.

Daarna hebben wij die delegatie in november 2016 ontvangen om de verschillende initiatieven van de gemeente Etterbeek voor te stellen en in het bijzonder de projecten die uitgaan van de medewerking van de burger: het collectieve kippenhok van RHoK, de Participatieve Tuinen, de "Espace libellule" van het OCMW, het Netheidspunt, de givebox van buurthuis Chambéry en de maaltijden in het sociale restaurant.

De dienst wisselt bovendien regelmatig goede praktijken uit met andere Brusselse gemeenten tijdens de workshops die georganiseerd worden door Brulocalis.

Welke nieuwe gemeentelijke projecten zouden ertoe bijdragen de doelstellingen van COP21 te bereiken tegen 2020? We hebben nieuwe subsidies gekregen van Brussel Leefmilieu om drie projecten uit te werken:

- *Voortzetting van de bewustmaking rond duurzame voeding en zero afval, maar meer bepaald in verband met baby's. De bedoeling is om minder energie te verbruiken.*
- *Invoering van een systeem voor demonstraties en opleidingen in verband met aquaponie met het doel om bekendheid te geven aan een nieuw systeem voor stadslandbouw en de burgers aan te moedigen om een dergelijk systeem te installeren. Op die manier krijgen ze meer voedselautonomie en verminderen ze hun energieconsumptie met betrekking tot voedselproductie. Het systeem verbruikt immers weinig energie: een systeem voor vier personen verbruikt slechts één gloeilamp van 60 watt, die ook vervangen kan worden door een fotonvoltaïsch paneel.*
- *Uitwerking van een uitgebreid communicatieplan om de burgers te informeren over het niet-gebruik van pesticiden en om hen ertoe aan te zetten om hetzelfde*

te doen in de ruimten die zij beheren.

Wens om nog meer te doen voor het netwerk van giveboxen met name met de plaatsing van boekenboxen in de openbare ruimte.

De dienst Openbare Werken heeft geantwoord dat een groot deel van de antwoorden op uw vragen terug te vinden zijn in de documenten die u ter beschikking gesteld worden, namelijk het jaarverslag en de algemene beleidsverklaring. Wij vragen u dus om die documenten te raadplegen voor de details. Wij zullen echter een beknopt overzicht geven.

Welke maatregelen werden genomen om onze uitstoot van broeikasgassen te beperken? Isoleren van de gebouwen, vervanging van het raamwerk, vervanging van de installaties, verfijning van de regelsystemen, vervanging van een deel van de vloot door elektrische voertuigen, aanleg en uitbreiding van de zones 30, maatregelen om het gebruik van de fiets aan te moedigen, fietsparkings, BYPAD. Ik heb onlangs een bezoek gebracht aan de dienst Openbare Werken. Ik heb dus zelf kunnen vaststellen dat er een permanente verbinding per computer was tussen de dienst Openbare Werken en grote gebouwen die energie verbruiken zoals scholen en gemeentegebouwen. Er wordt een waarschuwing gegeven wanneer het verbruik groter is. Op die manier kan men snel ingrijpen in geval van een waterlek of buitensporig energieverbruik.

Welke maatregelen werden door het college genomen met het doel om het autoverkeer tegen 2018 te verminderen met 20% (IRIS-plan 2)? De gemeente is niet verantwoordelijk voor het grootste deel van de bevoegdheden op het vlak van mobiliteit, maar heeft enkele hefboomen, voornamelijk van aansporende aard, die ze gebruikt via de aanleg van zones 30, de inrichting van fietsparkings en de beveiliging van zachte vervoerswijzen heen. We waren de kampioen van de zones 30 op gemeentelijk niveau. Dat is niet zomaar te verklaren. Het is het resultaat van vijftien jaar werk.

Op welke manier hebben wij het aandeel van de hernieuwbare energiebronnen op het grondgebied van de gemeente vergroot? Plaatsing van thermische zonnepanelen op het dak van het sportcentrum, verschillende projecten waarbij zonnepanelen geplaatst werden: op dit moment op het dak van de tribune van het gemeentelijke stadion en op het dak van het gemeentelijke depot op het Rinsdelleplein. De mogelijkheid wordt ook onderzocht voor het dak van Home Beauport en het dak van school "Les Carrefours". Zonnepanelen worden niet zomaar geplaatst. Er moet voldaan worden aan de volgende voorwaarden: het dak moet in goede staat en goed georiënteerd zijn, er moet een zo groot mogelijke oppervlakte beschikbaar zijn, er mag geen schaduw komen van naburige gebouwen, enz.

Recuperatie van regenwater in de gemeentelijke garage. De mogelijkheid wordt ook onderzocht voor het gemeentelijke depot op het Rinsdelleplein.

Welke verbeteringen hebben wij al doorgevoerd met betrekking tot de energie-efficiëntie van de gebouwen? Globaal genomen is het werkelijke gasverbruik van het gemeentelijke vastgoedpark gedaald met 7,74% tussen 2015 en 2016. Het genormaliseerde verbruik is gedaald met 18,49% en na een daling van 5,33% in 2015 in vergelijking met 2014 is het elektriciteitsverbruik in 2016 gestegen met 1%.

Wat het gasverbruik betreft, is de verbetering te danken aan de vervanging van de regelsystemen in verschillende gebouwen (procedure loopt sinds enkele jaren: ze is

zeer duur en de plaatsing van verwarming moet goed onderzocht worden alvorens over te gaan tot actie. Zo niet, dan kan het erger worden); modernisering van de stookruimten: vervanging van de verwarmingsketels, modernisering van de installaties; volledige vernieuwing van de verwarmingsleidingen + radiatoren; bewustmaking van de gebruikers van het gebouw; aanpassing van de uren waarop de gebouwen gebruikt worden; beheer van de stookruimten vanaf een afstand.

Wat het elektriciteitsverbruik betreft, was de verbetering in eerste instantie te danken aan de vervanging van de verlichting door beter presterende verlichting (laag energieverbruik, led...), de bewustmaking van de gebruikers van de gebouwen en de aanpassing van de uren waarop de gebouwen gebruikt worden.

De lichte stijging van het verbruik in 2016 zou te wijten zijn aan de ingebruikname van nieuwe uitrustingen (interactieve borden, computers...) en aan de weersomstandigheden.

Over het algemeen worden ook alle daken sinds vele jaren systematisch geïsoleerd. Wat verandert, is de dikte van het isolatiemateriaal. Het dak van Académie Constantin Meunier is het volgende project dat uitgevoerd zal worden.

Wat het raamwerk betreft, dat wordt systematisch vervangen door modellen die betere prestaties leveren. Het moet echter opgemerkt dat hoewel de plaatsing van nieuw raamwerk ontegenzeggelijk meer comfort en een verlaging van het energieverbruik met zich meebrengt, de operatie zelden rendabel is. Het duurt immers ongeveer dertig jaar om dit soort investeringen af te schrijven.

Hoe hebben wij onze samenwerking met andere lokale entiteiten versterkt en ervaringen met hen uitgewisseld? Op het vlak van mobiliteit heeft de dienst te weinig tijd om deel te nemen aan de verschillende seminaries en commissies van het Gewest. Dit punt wordt dus slechts met mondjesmaat bedeed. We beantwoorden echter wel de enquêtes die Brulocalis regelmatig uitvoert over de specifieke praktijken van de verschillende gemeenten.

Welke nieuwe gemeentelijke projecten zouden ertoe bijdragen de doelstellingen van COP21 te bereiken tegen 2020? Op het vlak van mobiliteit moet hoofdzakelijk verder gewerkt worden aan de diverse inrichtingsprojecten en projecten voor de beveiliging van de zachte vervoerswijzen. Wat de gebouwen betreft, is er een continue verbetering van alle installaties in de gemeentegebouwen, zowel voor de gebouwen als voor de technieken.

Wat het **Duurzaam Wijkcontract** betreft: de infrastructuren en woningen die gerenoveerd of gebouwd worden in het kader van het DWC Jacht-Gray beantwoorden allemaal aan de EPB-normen 2015 van het Brusselse Gewest. Bij de renovatie van de openbare ruimtes werd bijzondere aandacht besteed aan de vergroening en aan de doorlatendheid van de bodem. In alle operaties, in het bijzonder bij de renovatie van de openbare ruimtes, werden maatregelen genomen om de zachte mobiliteit veiliger en gemakkelijker te maken. Er zijn ook de verhoogde woningpremies in het kader van het DWC, met inbegrip van de energieprijzen.

Wij hopen dat wij u de nodige antwoorden gegeven hebben in verband met dit belangrijke onderwerp.”

De burgemeester geeft het woord aan mevrouw de Halleux:

“Ik dank u. Ik wil ook de diensten van harte bedanken. Zij hebben een zo volledig

mogelijk antwoord bezorgd ondanks de korte tijdspanne. Ik denk dat we al een mooie weg afgelegd hebben, dat we al veel goede dingen gedaan hebben, maar dat er nog veel meer nodig is en dat dat alles gebudgetteerd moet worden in de toekomst.

Zoals mijn fractieleidster in haar tussenkomst heeft gezegd, heb ik ook een artikel gelezen in de krant Le Soir over de honderd artsen die aan de alarmbel trekken in verband met de gevaarlijke lucht in Brussel. Als verpleegster voel ik mij natuurlijk betrokken wanneer ik lees dat die luchtvervuiling het risico op long- en blaaskanker verhoogt, zelfs bij niet-rokers, en dat ze de kans op cardiovasculaire aandoeningen, leukemie bij kinderen, cognitieve problemen bij volwassenen en kinderen, astma, chronische bronchitis, allergieën, enz. verhoogt. Ik denk dat dit wel degelijk pertinent is.”

De raad hoort de interpellatie.

Levée de la séance à 22:00
Opheffing van de zitting om 22:00

Le Secrétaire communal,
De gemeentesecretaris,

Le Bourgmestre-Président,
De burgemeester-voorzitter,

Christian Debaty

Vincent De Wolf